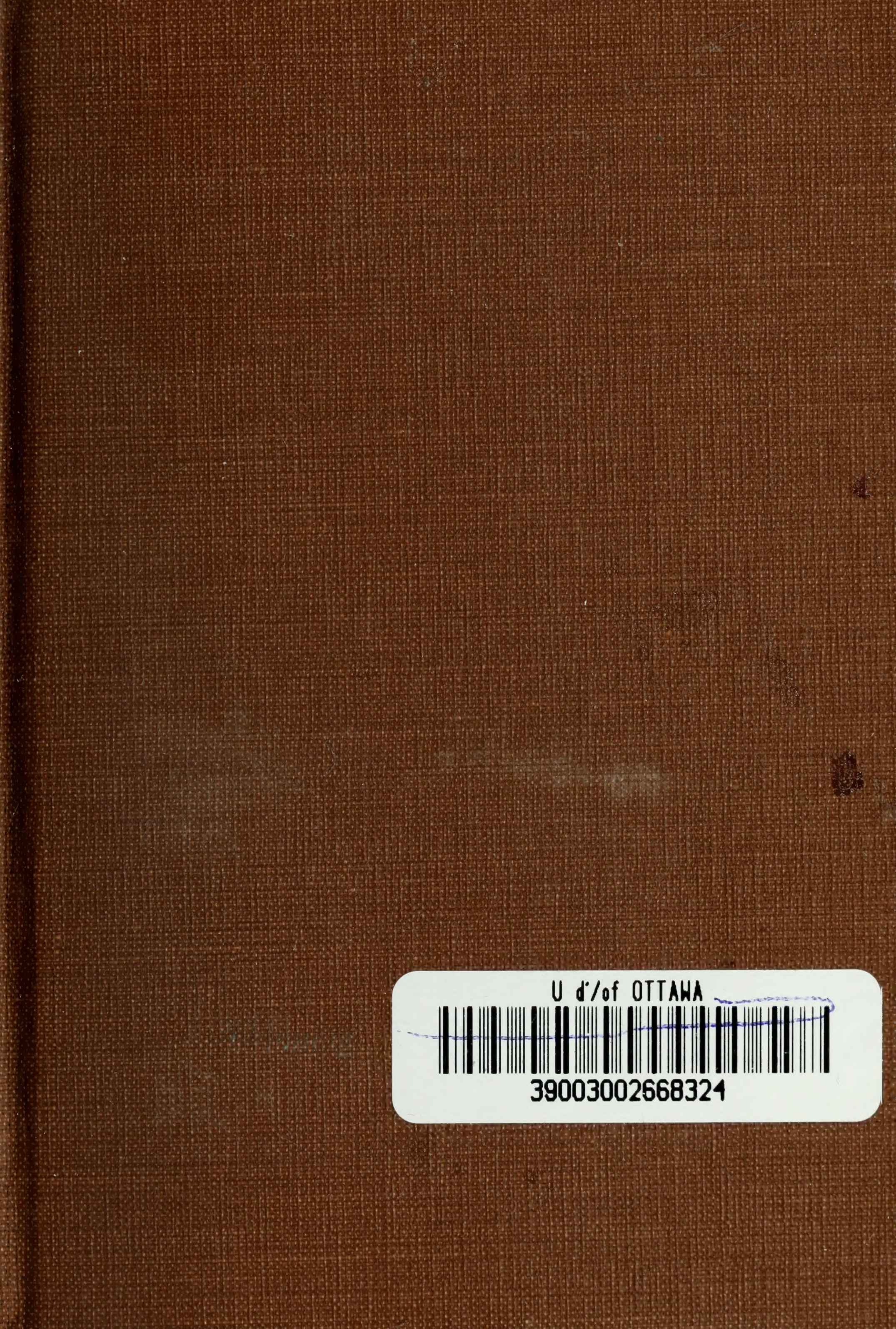


PARIS

PENDANT LES

DEUX SIÉGES

Paris. — E. DE SOYE et FILS, imprimeurs, place du Panthéon, 5.

PARIS

PENDANT LES

DEUX SIÉGES

PAR

LOUIS VEUILLOT

TROISIÈME ÉDITION

TOME PREMIER



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE LIBRAIRIE CATHOLIQUE

Ancienne maison Victor PALMÉ, éditeur des Bollandistes

PARIS
VICTOR PALMÉ, DIRECTEUR GÉNÉRAL
25, rue de Grenelle, 25

BRUXELLES
J. ALBANEL, DIRECT. DE LA SUCCUR.
5, place de Louvain, 5

INTRODUCTION

Un grand nombre de lecteurs du journal l'*Univers* m'ont redemandé ces articles écrits, dans le cours de l'année funeste, du mois d'août 1870 au 4 septembre 1871. Je ne les livre pas sans une certaine appréhension. Comme articles de journal, la plupart ont obtenu quelque applaudissement; comme chapitres d'une histoire suivie, ils resteront au-dessous du sujet.

Ils contiennent sans doute plusieurs éléments de l'histoire, et jusqu'à un certain point le sens intime de cette histoire. On y trouvera des appréciations souvent justes, je le crois, toujours sincères, je l'affirme.

Placé au milieu de l'action sans y prendre une part active, témoin attristé et impuissant mais assidu, j'ai parlé des hommes à mesure qu'ils passaient, et noté le caractère des événements à mesure qu'ils se déroulaient. J'ai ressenti beaucoup

de douleur, j'ai éprouvé beaucoup de colère; ni la douleur ni la colère ne m'ont fait sciemment altérer la vérité. Jamais mon âme n'a moins cédé aux entraînements de parti. J'aurais voulu que les hommes pour lesquels j'avais le moins d'estime fussent sages et même grands ; je demandais aux choses, qui s'annonçaient si cruelles, de n'être pas du moins sans majesté, et de nous laisser l'honneur en nous écrasant. Si j'ai quelquefois failli à rendre exactement mes impressions, c'est de ce côté-là. Je taisais mes alarmes, j'exagérais l'espérance. Je m'obstinais à attendre des actions sublimes, quand je voyais trop que la source du sublime s'était tarie; je poussais encore au combat des hommes que je sentais déjà morts, et plusieurs même, me semblaient n'être pas nés pour vivre et n'avoir jamais vécu.

En ce point, je gardais bien la vérité de notre situation particulière parmi tout ce désastre. Je parle de notre situation à nous catholiques, qui savions que la patrie souffrait pour avoir péché. Nous la trouvions plus châtiée qu'éprouvée ; nous cherchions à lui faire rencontrer le salut dans la coupe du châtiment. Mais, hélas ! tout cela n'est pas de l'histoire, et l'expression variée et répétée de ce vœu dominant ne constitue pas une relation historique.

D'un autre côté, je ne peux donner ici que mon travail personnel. Or, encore que je n'aie presque pas quitté la plume durant les deux siéges, surtout le premier, tant s'en faut que j'aie pu aborder tous les incidents dont ils furent remplis. Il en est plusieurs dont j'ai à peine fait mention. Pour être complet, j'aurais dû reproduire aussi les articles de M. Eugène Veuillot, qui a été, en cette circonstance comme toujours, selon l'heureuse fortune de ma vie, mon aide dans le travail, mon appui dans le danger et ma consolation dans le chagrin. Mais alors j'aurais dû dépasser de beaucoup cette limite de deux volumes, déjà si étendue.

Ce sont les raisons qui me défendaient de céder aux amis trop bienveillants qui m'ont demandé ce recueil. Il faut expliquer pourquoi néanmoins le voici. Je répondrai sincèrement que je n'ai pu me résoudre à perdre des pages où je crois avoir parlé comme le devait faire en pareille circonstance un Catholique et un Français. Il m'a paru bon de laisser ce témoin à une œuvre souvent approuvée, mais aussi trop longuement et trop ardemment calomniée pour l'exposer au jugement de l'avenir avec sa seule mémoire et son seul nom. Un journal est un véritable personnage politique. Plus son action a été longue, plus elle est attaquée. Il y a bientôt quarante ans que le journal l'*Uni-*

vers existe sans avoir, pour ainsi dire, changé de rédacteurs, suivant toujours la même voie. On sait que les adversaires, les contradictions et les accusations ne lui ont pas manqué. A travers ces temps troublés et ces combats perpétuels, parfois si violents, combats du dedans et du dehors, il n'a connu, il n'a servi que deux intérêts, lesquels, à vrai dire, n'en font qu'un seul, l'Église et la Patrie. L'Église pour la patrie, la patrie pour l'Église. Je suis bien aise de montrer combien cette pensée unique, je pourrais dire cet unique amour, s'est formulée dans les angoisses du naufrage, en présence de la mort. Ceux qui pensent et qui aiment comme nous, et qui souhaitent à la France les destinées que nous lui souhaitons, liront ces pages; ils les légueront à ceux qui viendront après nous, afin qu'ils ne rougissent pas de nous.

Car on nous a accusés aussi de n'avoir pas de patriotisme. Il y a, en effet, un patriotisme que nous n'avons pas, ou plutôt que nous réprouvons. C'est cet orgueil païen de la force qui se flatte de dominer par le bras sur tous les peuples et de les réduire à la servitude et au tribut. De ce patriotisme-là, le patriotisme des victoires et des conquêtes ainsi, qu'on la appelé, notre peuple en a eu les jouissances mauvaises. Elles ont disparu et nous les payons encore, nous les paierons long-

temps sans les ramener, et Dieu veuille qu'elles ne reviennent pas ! Ce n'est point pour les retrouver que nous souhaitions à la France de nouveaux triomphes et que nous aspirons maintenant à la résurrection. Nous demandions à Dieu que la France fût délivrée de ses erreurs impies, et nous croyons encore que ce n'est pas par une revanche contre les Prussiens qu'elle pourra recouvrer sa gloire, mais par une revanche contre son péché.

Quand elle aura repris ses frontières, elles suffiront pour que la pointe de son épée puisse atteindre partout, si elle sait ne plus combattre qu'en faveur de la justice, de la lumière et de la paix. Qu'elle soit la forteresse du Christ, elle sera inexpugnable ; qu'elle soit le phare de l'Évangile et le soldat de la guerre sacrée, elle lancera des traits de vie qui lui assureront le véritable empire sans qu'elle s'ajoute un pouce de terrain. Tel est le vœu du patriotisme catholique. Dieu le comblera lorsqu'il entendra la France lui adresser la prière de David : *Non erubescant in me qui expectant te, Domine, Domine virtutum.*

Sans doute, à vue humaine, nous en sommes loin. Combien au contraire ne nous éloignons-nous pas de cette vraie gloire, d'être les aînés, les frères patrons et protecteurs dans la famille du Christ ! Mais toutefois, s'il en fallait perdre l'es-

poir, j'estimerais moins cruel de renoncer à la vie.

Je ne peux croire que la France doive tout à l'heure manquer au monde. J'espère invinciblement que, soit par des grâces imméritées, je l'avoue, et inattendues, soit par de nouveaux malheurs dont nous ne voudrons plus perdre le fruit providentiel et qui seront des grâces encore, Dieu relèvera la France et la rendra à elle-même et au genre humain, menacé autrement d'une formidable nuit.....

Au moment où j'écris ces lignes, je me rappelle que nous touchons le premier anniversaire de l'entrée des Italiens dans Rome, conséquence immédiate du criminel abandon de la France. Depuis un an, le Pape, notre père et à la fois notre pupille, est dépossédé; et c'est aussi l'anniversaire de l'investissement de Paris par les Prussiens, encore aujourd'hui en possession de son rempart.

J'ai passé ma vie à considérer Paris et Rome, et je peux dire que ces deux villes ont fait ma destinée d'homme et d'écrivain. C'est la lassitude de Paris qui m'a poussé une première fois à Rome; c'est le souvenir et le contraste de Paris qui a éveillé mon âme, qui a créé en moi l'amour de Rome et qui m'a conduit des torpeurs troublées de l'ignorance à la large et lumineuse vie de la

foi. J'ai écrit un livre intitulé le *Parfum de Rome*, et un autre, rempli de prévisions sinistres, intitulé les *Odeurs de Paris*. J'ai ensuite, durant un dixième séjour à Rome, le plus long et le plus enchanté, raconté jour par jour l'histoire extérieure du Concile; puis tout de suite après, n'ayant eu que le temps de revenir, j'ai subi l'humiliant et sanglant spectacle de Paris assiégé. J'ai vu le siége de fer et le siége de feu; et pendant ces horreurs, Rome, mon autre ville, ma patrie plus sainte, était captive. Mais dans Paris fermé, j'ignorais le malheur de Rome.

Mon esprit est frappé de ce même fléau qui sévit en même temps sur les bords de la Seine et sur les bords du Tibre, dans Babylone et dans Jérusalem. Rome souffre par la faute de Paris, et Paris paie en or, en funérailles et en affronts les souffrances de Rome. Il y a des concordances étonnantes et journalières entre les catastrophes de Rome et les catastrophes de Paris.

Tous les pas que la conspiration italienne fait contre Rome et dans Rome sont aussitôt marqués chez nous par une défaite. A mesure que l'Italie s'installe dans la ville du Christ, la Prusse serre davantage Paris et accable de revers plus lourds et plus décisifs les vains efforts qui sont tentés pour le secourir; et enfin, lorsque le roi excom-

munié entre dans Rome, l'empereur protestant reçoit les clefs de Paris. Je n'ai pu, dans le journal, remarquer ces coïncidences que j'ignorais, et mon livre n'en fait pas mention. J'en signalerai quelques-unes :

20 septembre 1870.

Les troupes italiennes entrent à Rome.

Les corps prussiens se présentent devant Paris dans toutes les directions. Le lendemain 21, l'investissement de Paris est complet. Le général Vinoy est refoulé sous les forts avec perte de sept canons.

22 septembre 1870.

L'occupation de Rome est faite par des contingents de chaque division. Le reste de l'armée italienne est campé près de la ville.

Autour de Paris on a fait sauter tous les ponts ; tous les chemins sont coupés. M. Jules Favre est au quartier général du roi de Prusse demandant un armistice. M. de la Guéronnière (auteur du *Pape et le Congrès*), revenant de Constantinople, où il était ambassadeur de France, est arrêté à Marseille et mis en prison.

24 septembre.

L'armée pontificale sort de Rome avec les honneurs de la guerre,

Toul capitule. Paris s'effare et commence à parler de trahison.

25 septembre.

M. Senart, ambassadeur de M. Jules Favre, félicite le roi de Piémont sur l'entrée des Italiens à Rome. Il déclare que le cabinet italien a apprécié « correctement » les sentiments du gouvernement provisoire français, d'après lequel aujourd'hui la convention qui protégeait Rome est nulle et caduque.

Les Prussiens occupent Bougival, Ruel et Nanterre. Le gouvernement de la république française publie qu'il n'a pu obtenir d'armistice. Il évoque les souvenirs de 92, accepte la lutte à outrance, et ajourne indéfiniment les élections.

27 septembre.

A Rome, le général italien forme un gouvernement provisoire composé de dix-huit traîtres inconnus, qualifiés *citoyens romains*. Il leur annonce qu'ils ont à remplir une tâche sublime, que le 20 septembre inaugure l'unité italienne enfin complétée, et que Dieu bénit manifestement l'Italie.

M. Jules Favre publie son rapport sur l'entrevue de Ferrières. C'est le fameux rapport des *larmes*. Les journaux conservateurs le louent pour sou-

tenir l'esprit public, les journaux révolutionnaires s'en servent pour exciter la défiance et le trouble.

28 septembre.

Le général italien prescrit de rendre au Pape les honneurs royaux et fait lui-même des actes de souveraineté.

Strasbourg, brûlé, capitule. Dix-sept mille prisonniers. La plus grande partie de l'armée assiégeante, maintenant disponible, va se diriger vers le centre de la France.

2 octobre.

Rome captive vote son annexion au royaume d'Italie. Les Italiens prennent possession du palais du Quirinal.

La garnison de Paris fait de petites « reconnaissances » au-delà de Bondy, de Raincy et d'Issy. L'ennemi est en force et en progrès partout.

5 octobre.

Le scrutin pour l'annexion dans les États pontificaux donne une presque unanimité de *oui*.

Le quartier général du roi de Prusse est établi à Versailles. M. Crémieux est ministre de la guerre à Tours. Sous Paris, nos bulletins signalent une « reconnaissance vers Clamart! »

9 octobre.

Décret de Florence, qui déclare Rome et tout l'État romain partie intégrante du territoire italien.

M. Gambetta, envolé de Paris, arrive à Tours aux cris de : *Vive la République!* et reçoit Garibaldi.

10 octobre.

M. de la Marmora arrive à Rome avec un conseil de lieutenance, et gouverne à la place du Pape enfermé dans le Vatican.

M. Gambetta, à Tours, prend la direction de la guerre, raconte que Paris se défend merveilleusement et annonce une levée en masse.

11 octobre.

Le roi de Piémont accepte solennellement le plébiscite qui lui donne Rome, et proclame « comme roi et comme catholique » l'unité italienne et la liberté de l'Église.

Orléans est pris d'assaut, et la guerre, disent les libéraux philanthropes, « tourne à un caractère de sauvagerie incompatible avec les mœurs de notre époque. »

A Marseille, M. Esquiros suspend un journal, expulse les jésuites et reçoit le patriote italien

Canzio, qui apporte à la France le secours de sa personne.

14 octobre.

M. Thiers arrive à Florence. Un décret établit à Rome l'égalité des citoyens.

Les Prussiens ont envahi tout le Loiret, canonnent Soissons, avancent sur Rouen et s'établissent dans les Vosges. Le lendemain, Soissons capitule.

19 octobre.

Le ministre des finances italien part pour Rome.

Les Prussiens marchent vers Tours et prennent Châteaudun brûlé. M. Laurier (homme de Gambetta) part pour Londres, où il va contracter un emprunt.

22 octobre.

Le ministre italien Visconti-Venosta daigne répondre à la lettre de l'ambassadeur Senart, du 25 septembre. Il lui dit que le cabinet italien, accomplissant l'aspiration nationale, « a servi en même temps la cause de la civilisation et du progrès. »

Vernon est bombardé. Les Badois nous battent dans les Vosges. Saint-Quentin est canonné, pris et imposé de 2 millions. Les Prussiens marchent sur

Amiens et avertissent que, si un coup de fusil est tiré sur un soldat allemand, six habitants seront fusillés.

Le surlendemain, le général Changarnier se rend au quartier général allemand pour traiter de la reddition de Metz. — Un M. Didier est nommé gouverneur général civil de l'Algérie ; les juifs de l'Algérie sont décrétés citoyens français, cause prochaine du redoutable soulèvement qui dure encore.

27 octobre.

La couronne d'Espagne tombe sur la tête du duc d'Aoste, fils de Victor-Emmanuel.

Capitulation de Metz. Cent soixante-treize mille prisonniers. Le 30, occupation de Dijon. Les Prussiens perdent 250 hommes. Le 31, sédition à Paris, tentative d'établissement de la Commune.

2 novembre.

Le Pape, dans une note envoyée au nonce, se plaint de l'usurpation du Quirinal par les Italiens.

M. Thiers négocie à Versailles, sans résultat.

8 novembre.

Le cardinal Antonelli proteste inutilement contre l'œuvre de l'unité de l'Italie, qui a pour but de détruire le catholicisme.

M. J. Favre fait une circulaire à dessein de prouver que la Prusse continue la guerre dans un but étroitement personnel, sans se préoccuper du véritable intérêt de ses sujets, surtout de celui des Allemands. Cette protestation demeure inutile. Le même jour, capitulation de Verdun. 4,000 prisonniers, 136 canons, 23,000 fusils.

9 novembre.

Un manifeste italien demande le transfert immédiat du gouvernement à Rome.

Capitulation de Neuf-Brisach, après huit jours de bombardement. 5,000 prisonniers et 100 canons. Les Parisiens construisent une redoute inutile à Villejuif et une autre à Vitry, également inutile. Les Prussiens s'approchent de Montbéliard.

9 décembre.

La Chambre italienne discute et vote l'article 1er de la loi qui ordonne le transfert du gouvernement à Rome.

Gambetta, inquiet à Tours, évacue sur Bordeaux avec tout son gouvernement.

14 décembre.

La discussion continue au Parlement italien sur

les garanties à donner au Pape. M. Sella présente un projet d'unification de la dette pontificale.

Capitulation de Montmédy. 3,000 hommes et 65 canons. La vallée du Cher se remplit d'Allemands.

30 décembre.

Le roi d'Italie part pour Rome, accompagné de ses ministres.

Les Parisiens quittent le plateau d'Avron où ils laissent des munitions d'artillerie. Une proclamation du général Trochu atteste l'union et la confiance réciproque auxquelles la France doit de voir Paris debout après plus de cent jours de siége. Il se plaint aussi des rigueurs de l'hiver et ajoute que l'armée se prépare à l'action avec le concours de la garde nationale. Il atteste que tous nous ferons notre devoir. A Valence, M. Gambetta prononce un discours pour raffermir les esprits. Il dit: « La guerre ne fait que commencer. Nous pourrons éprouver peut-être encore quelques revers; mais je suis certain du résultat final. Ce sera l'expulsion de l'envahisseur. » On applaudit ce détestable comique.

31 décembre.

Le roi Victor-Emmanuel arrive dans Rome illu-

minée. Il paraît au balcon du Quirinal, et la foule applaudit.

Le général Trochu fait une proclamation en l'honneur de la garde nationale mobilisée et de ses artilleurs, qui ne sont pas sans lui laisser des doutes.

23 janvier.

Le prince Humbert entre à Rome, s'installe au Quirinal, et paraît au balcon d'où les papes étaient proclamés.

Le lendemain, 24, M. Jules Favre se rend à Versailles pour recevoir les conditions de la capitulation de Paris.

26 janvier.

Le sénat italien approuve la loi qui transfère la capitale à Rome.

A Versailles, les négociateurs sont d'accord sur les conditions principales de la capitulation de Paris.

27 janvier.

Sous les yeux du Saint-Père, les journaux de Rome publient une lettre du P. Hyacinthe aux évêques catholiques, dans laquelle ce malheureux donne, comme disent ses amis, « la mesure exacte des réformes qu'il veut introduire dans l'Église. »

Il n'accepte ni le *Syllabus*, ni les dernières encycliques, ni le *célibat* [illegible]*res*, ni la politique *superstitieuse*, etc., etc. On applaudit ce lourd fanfaron.

A Versailles, M. Jules Favre accepte les détails militaires de la capitulation, et réserve à la garde nationale de Paris l'honneur de rester armée. Le lendemain, 28, pendant que les journaux de Rome chantent le P. Hyacinthe, le gouvernement de Paris capitule. Cette grande ville ne proteste pas contre le *syllabus* prussien.

1er février.

La chambre italienne approuve par 232 voix contre 39 le projet de transfert de la capitale avec les modifications introduites par le sénat, et continue la discussion de la foi frauduleuse dite des *garanties*. La dépossession du Pape est un « fait accompli. »

L'armée du général Clinchant, forte de 80,000 hommes, entre en Suisse, près de Pontarlier, à la suite de divers combats dans lesquels les Prussiens font un grand nombre de prisonniers. Dijon, évacué par Garibaldi, est occupé par les Allemands. La défaite de la France est un fait accompli...

Prions Dieu de hâter le moment où la France,

délivrée des Prussiens, mais surtout d'elle-même, délivrera Rome de la fange italienne et rendra au genre humain avili un bienfait de Dieu dont elle ne peut abandonner la garde sans périr.

LOUIS VEUILLOT.

Paris, le 20 septembre 1871.

PREMIER SIÉGE

PARIS PENDANT LE SIÉGE

I

31 juillet 1870.

INQUIÉTUDES SUR ROME.

Les nouvelles touchant l'évacuation du territoire pontifical par les troupes françaises sont moins mauvaises. L'on dit que rien n'est encore décidé. Notre gouvernement, averti de la gravité d'une telle mesure et n'ignorant pas entièrement l'effet irrémédiable qu'elle produirait parmi les catholiques et dans le monde entier, demanderait à l'Italie des garanties qu'elle peut difficilement donner. S'il en veut de tout à fait sûres, elle ne les fournira pas.

En attendant, la négociation ou, pour mieux dire, la machination se révèle. C'est M. de Beust qui pro-

pose ce coup de maître. Il ne se borne pas à presser la France d'abandonner la garde du Saint-Père pour la confier à l'Italie, ses conceptions sont plus vastes : selon le programme garibaldien, il veut que l'on donne tout de suite Rome à l'Italie ; et pour payer de sa personne, il offre de donner aussi le Tyrol. Par ce moyen, assuré du suffrage de l'Italie qui lui vaudrait le suffrage des révolutionnaires allemands, M. de Beust dormirait tranquille au milieu de toutes les difficultés vaincues. Mais M. de Gramont croit que la France ne verrait pas du même œil. A son avis, si elle pouvait dormir tandis que Pie IX dépossédé chercherait un asile à travers le monde, elle n'aurait néanmoins qu'un sommeil court et agité.

On demande donc à l'Italie des garanties. Quoi qu'elle promette, il n'y en aura jamais qu'une bonne et conforme à notre honneur : c'est la présence du drapeau français.

Rome est un rempart de la France. Le factionnaire que la France tient à la porte du Vatican est le soldat le mieux posté de l'Empire. C'est lui qui empêche la barbarie et la honte de passer, et qui fait reculer la malédiction.

Après Castelfidardo, un catholique français causait avec un homme d'Etat autrichien. Il lui disait que les souverains ont deux manières de tomber : qu'ils tombent d'un coup d'épée dans la poitrine, en défendant le droit et la justice, et alors ils se relèvent; ou d'un coup de pied ailleurs, lorsqu'ils se détournent pour négocier l'abandon de la justice et la trahison du droit, et alors c'est fini. Ce catholique ajoutait : —

Savez-vous ce que Dieu se dit à l'heure qu'il est dans le ciel? — Vous savez cela? demanda railleusement l'homme d'Etat. — Oui, reprit l'autre. Dieu se demande à quoi lui sert un empereur d'Autriche en Italie. — Il lui sert, dit à son tour l'Autrichien, à garder le quadrilatère.

Mais Sadowa est survenu, et l'empereur d'Autriche a ouvert lui-même le quadrilatère à l'Italien, et beaucoup d'autres portes à d'autres.

Si nous abandonnons Rome, rien n'ôtera de l'esprit des catholiques que c'est une bataille perdue. Prions Dieu de détourner ce calice, et continuons, quoi qu'il arrive, de souscrire pour subvenir aux besoins spirituels de nos soldats qui n'offrent pas leur sang dans le but d'agrandir les Piémontais.

II

7 août.

PREMIÈRE DÉFAITE.

Nous lisons au *Journal officiel* de navrants bulletins : des échecs, une défaite de Mac-Mahon, l'Empereur ordonnant de mettre Paris en état de défense, le ministère convoquant les Chambres.

L'épreuve est terrible. Elle peut grandir encore sans abattre le cœur de la France. La France se sent vivante. Elle espère, de cette espérance qui ne trompe point. Elle a quelque chose à garder dans le monde,

quelque chose de plus grand qu'elle-même. Elle invoquera Dieu, elle réparera ses fautes et elle remplira sa mission.

Nous allons voir ce que valent d'indignes alliances, et nous renouerons notre alliance avec Dieu. Châtiés comme le peuple de la promesse, pour nous souvenir, nous nous souviendrons et Dieu se souviendra. Dieu gagne toutes les batailles. Il en ôte le véritable gain au victorieux qui méprise la vérité, et il le donne au vaincu qui la confesse et veut la défendre.

Nous ignorons à quelles conditions l'état de siége soumet les journaux. Quelles qu'elles soient, nous regardons comme un devoir capital de nous y soumettre. L'ennemi a franchi la frontière. Tout dissentiment doit s'imposer silence, toute récrimination serait une impiété envers la patrie. Dans le moment du péril, le citoyen n'offre pas seulement à la patrie sa fortune et son sang, il lui sacrifie encore ses opinions.

On s'attend à Rome à une prochaine invasion de l'Italie. L'agitation révolutionnaire est immense. On doute que le gouvernement puisse résister, le voulût-il, et il ne le veut pas. Les *modérés*, présentement au pouvoir, disent hautement que la conquête de Rome peut seule soutenir le trône chancelant de Victor-Emmanuel, seule restaurer les finances, voisines de la banqueroute. Ils croient qu'ayant pris Rome, ils pourront la vendre en détail.

Dans cette crise, que les événements militaires vont activer, il ne paraît pas superflu de songer à la sûrete personnelle du Saint-Père, et il serait bon

que quelque navire fût envoyé dans les eaux de Civita-Vecchia, pour que Pie IX puisse au moins trouver un abri.

Du reste, le Saint-Père n'a rien perdu de son calme habituel. Il disait ces jours-ci à un Français : « J'ai fait ce que j'ai pu pour empêcher la guerre. J'ai dit ce que j'ai pu pour décider les Français à ne pas quitter le territoire pontifical. On m'a donné des raisons politiques auxquelles je n'entends rien. Dieu pourvoira. »

III

9 août.

TUMULTE.

Chacun fait ses propositions, nous faisons les nôtres, une fois pour toutes.

Nous proposons d'abord que l'on règle au plus vite, et sévèrement, ce droit de proposer, que chacun s'arroge dans toutes les choses qui regardent la guerre et l'administration.

Nous proposons qu'il y ait à Paris un gouvernement, et qu'il se fasse obéir.

Nous proposons que M. Ollivier parle moins du haut de son balcon, et que les premières bandes venues de blouses ou d'habits noirs ne puissent pas lui arracher à volonté des discours qui ont l'intention de rassurer les auditeurs, mais qui ont l'inconvénient d'alarmer tout le monde.

Nous proposons que Paris soit armé largement, mais régulièrement et utilement, et de façon à ce que cette mesure de salut public puisse nous procurer autre chose qu'une bataille de juin. Réservons notre poudre pour l'ennemi. Qu'un Français ne puisse pas avoir à tirer un coup de fusil contre un Français! Il n'y a point de plus mauvaise condition pour une ville ni pour une société que de subir la guerre au dehors et la terreur au dedans. C'est alors que l'ennemi peut espérer la victoire.

Nous proposons qu'il soit déclaré solennellement que la France ne traitera jamais sur son sol, quelle que soit la fortune des armes; et si l'épreuve peut aller jusqu'à lui interdire la guerre régulière, alors aussitôt elle commencera la guerre des haies, des ravins et des bois, la guerre des Machabées et des enfants de Pélage.

Aujourd'hui, il ne peut plus y avoir de doute que la Prusse a perdu la frontière du Rhin.

Nous proposons aussi à nos concitoyens de s'interdire le blasphème, ne fût-ce que par respect pour leurs frères qui veulent donner tout leur sang à la France et qui ont pour cela deux raisons, puisque la France est leur patrie et la fille aînée de l'Église catholique.

Point de traité, point de sédition, point de blasphème, — et la France restera ce qu'il y a de meilleur et de plus grand sur la terre.

IV

Même date.

AFFAIRES BELGES. — LA VRAIE PRATIQUE DE LA LIBERTÉ.

Le vote du peuple belge a mis les affaires aux mains des catholiques. Après un règne de treize ans, inauguré par l'émeute et signalé par l'injure, l'oppressif parti libéral a succombé dans le plein exercice du pouvoir, sans que la majorité qu'il indignait et qui se savait plus forte que lui ait usé de la moindre violence ni employé la moindre intrigue. Il est vaincu par le simple usage du droit qu'il a lui-même tant méconnu. Les catholiques ont attendu le jour légal, et ils ont dit à ces hommes qui avaient si longtemps fraudé les institutions : « Le bail est fini, nous vous connaissons ; allez-vous-en ! »

Avant les élections, les libéraux avaient trois voix de majorité à la Chambre, et trois au Sénat. Aujourd'hui les catholiques ont une majorité de 24 voix sur les 108 membres de la Chambre, et de 10 sur les 54 membres du Sénat. La victoire est aussi mortifiante pour leurs adversaires qu'honorable et consolante pour eux. Elle atteste la solidité du peuple belge dans les principes de la religion et de la vraie liberté. Soumis treize ans au régime le plus démoralisateur, livré à toutes les entreprises de la franc-maçonnerie et à toutes les ignominies de la presse,

il se trouve plus ferme à la fin de l'épreuve. Cet exemple est rare. Il faut le noter comme l'un des plus grands services qui aient été rendus de notre temps au véritable esprit de liberté.

Les hurleurs d'impiétés, les démolisseurs, les conspirateurs sont les pionniers du césarisme. Si la liberté peut être sauvée des hideux hommages qu'ils lui rendent et des victoires dont ils la souillent, c'est par les hommes qui sauront se servir d'elle pour assurer le triomphe de l'ordre et du droit. Ceux-là montreront que le vrai catholique est seul le vrai libéral, parce que, sans sacrifier les principes, aussi plein de patience qu'il est plein de foi, il sait attendre l'heure de la raison en respectant la liberté d'autrui.

Cette patience si louable ne doit pas finir avec le péril. Les catholiques belges en ont encore besoin. L'art suprême de la politique est de ne pas céder et de ne pas *triompher,* et cet art n'est que le devoir du chrétien. Ne point céder assure le succès; triompher, sonner la trompette, renverser ce que l'on pourrait améliorer et transformer, déchirer lorsqu'il y aurait moyen de découdre, c'est compromettre cette noble et chrétienne victoire de la patience, si lentement obtenue. La politique est autre chose que la guerre; son génie et son courage ne doivent point courir à l'assaut. Elle établit des principes et non des batteries. Elle fait des lois contre le crime, elle n'en fait pas contre la liberté. Par la persuasion et par la persévérance, elle amène l'adversaire à se rendre sans coup férir.

Les catholiques belges peuvent continuer dans l'exercice du pouvoir l'expérience qu'ils ont noblement soutenue dans l'opposition. Les conditions où se trouve leur pays, son peu d'étendue, sa neutralité, le sentiment religieux, plus général encore que la majorité ne le dénonce, leur permettent de prendre la direction des choses publiques, et même peuvent leur en faire un devoir. Il n'en est pas ainsi ailleurs.

Le catholique belge n'a besoin que de prudence, là où aujourd'hui le catholique d'une autre nation n'aurait guère de choix qu'entre les extrêmes dangers de la témérité et les extrêmes hontes de l'apostasie. Les Belges ne sont pas exposés à attaquer ou à livrer ce qu'un catholique doit défendre au prix de sa place, de sa fortune et de son sang. Ils n'ont point d'instructions diplomatiques à donner contre la liberté de l'Église, point de palissades à abattre devant les garibaldiens et les cavouriens, point de violation de la loi de Dieu à commettre officiellement. Enfin, ils ne sont point condamnés à n'entrer au ministère que comme les Hollandais entraient au Japon, en marchant sur le crucifix. La prudence politique qui leur est commandée ne va pas au-delà du devoir, et elle garde le caractère de vertu chrétienne.

Il est inutile de dire aux hommes de bien qui composent le cabinet belge qu'ils manqueraient de prudence s'ils manquaient de fermeté. Ils savent qu'ils doivent être fermes jusqu'à l'énergie. C'est une émeute qui a fait tomber le cabinet catholique de 1857. Une misérable journée de rue a livré pour treize ans la Belgique à la franc-maçonnerie et a mis

au pouvoir des hommes dont la capacité et l'incapacité furent également funestes et encore plus humiliantes. La Belgique se relève glorieusement aujourd'hui. Que ses nouveaux ministres la préservent de retomber!

V

11 août.

CHANGEMENT DE MINISTÈRE.

Le nouveau cabinet nous fait espérer le maintien de la paix civile, fort compromise depuis quelques jours. La place prépondérante qu'y occupe l'élément militaire a procuré le silence de la rue, trop remuée par les avocats. Manifestement, M. Ollivier ne suffisait pas contre le trio des *Jules*. Un avocat contre trois est impossible, surtout quand son malheur le met du bon côté. En revanche, un militaire, même du bon côté, pourvu qu'il puisse faire mine de dégaîner, se sent aisément compétent contre beaucoup d'avocats. Voilà donc les *Jules* disposés à écouter les conseils de la prudence. C'est ce qu'il fallait. Une nation contrainte à s'armer doit le faire avec ordre, avec tranquillité, avec une bonne espérance du résultat. La perspective de combattre sous le gouvernement et pour la gloire de M. Jules Favre, de M. Jules Simon et de M. Jules Ferry, offrait quelque chose de désagréable.

Mourir pour... Jul'Ferry!!!

Le ministère est formé d'hommes qui, presque tous, ont eu l'occasion de se montrer gens de cœur et capables. Le comte de Palikao, déchiré par de longues calomnies, est très-considéré comme militaire. Sous le rapport civil, il n'est pas moins estimé des honnêtes gens qui l'ont approché. Il est ferme, doux et de grand sens, avec une culture d'esprit peu commune. La confiance qu'on lui témoigne aujourd'hui est une première réparation de la cruelle injustice des bruits publics. On connaît le mérite financier de M. Magne, il a eu l'heureuse chance de rester plus de vingt ans aux affaires sans manquer à son devoir et sans se faire d'ennemis. M. Brame et M. Jérôme David sont d'énergiques hommes de bien. On honore également M. l'amiral Rigault de Genouilly et M. Grandperret. M. Chevreau jouit d'une renommée d'administrateur bienveillant, intelligent et actif. M. le prince de La Tour-d'Auvergne passe pour avoir horreur du portefeuille. Nous espérons que son dévouement ne refusera pas un poste où il a montré une sagesse dont les conseils ont été trop peu suivis, et où tout le monde sait qu'il ne manquera jamais de dignité. Il n'eût pas abandonné Rome; il n'eût pas commis cette faute qui ajoute tant à nos angoisses, et qui nous vaudra si peu de secours italiens.

Cet ensemble ministériel, formé quasi en dehors de la politique, réunit les qualités nécessaires pour le moment. Il peut administrer, et c'est une des conditions premières de la victoire.

Nous ne pouvons pas, nous ne voulons pas de-

mander davantage. Tout est subordonné à la question de guerre. Le devoir du ministère est de soutenir la guerre par la vigueur de l'organisation intérieure. Il doit fabriquer des armes, ne mettre ces armes que dans les mains des vrais combattants. Qu'il fasse cela; qu'il écarte, qu'il contraigne au besoin des fous qui involontairement deviendraient des traîtres : aucun sacrifice ne lui sera refusé, et ceux qui devront mourir lui sauront gré, parce que la patrie n'aura pas perdu le prix de leur sang.

Seulement, nous le conjurons de porter son attention sur deux points qui se rattachent de près à la question de la guerre. Premièrement, qu'il ouvre plus largement les camps et les ambulances à la charité du clergé. Les catholiques souffrent cruellement des obstacles que rencontre le dévouement sacerdotal. Ils tremblent devant ce mépris des âmes. L'organisation de l'aumônerie est pitoyable. Il y a là des routines, des froideurs et des hauteurs bureaucratiques qui indignent. Pour l'amour de Dieu et des âmes, que le bureau de M. l'abbé Laine ne soit pas plus imprenable que le portefeuille de M. Ollivier! Qu'on nous ôte ces terreurs sur le salut de ceux qui nous sont chers, qui sont notre sang.

En second lieu, nous désirons savoir ce que l'on compte faire à Rome. Nous nous bornons à poser la question. Nous ne voulons pas, en ce moment, par pitié, dire tout ce que nous avons dans l'esprit et dans le cœur. Mais enfin l'on doit bien comprendre ce que nous souffrons, nous, — et nous sommes tant! — qui croyons que Dieu s'intéresse à ces affaires. Assuré-

ment nous ne refuserons rien à la patrie. Nous lui donnerons ce qu'elle nous demandera, nous irons où elle nous enverra, et, faisant notre devoir, nous ne craindrons pas pour nous le jugement de Dieu. Mais si la France décline l'honneur de protéger désormais le Vicaire du Christ, nos sacrifices seront sans consolation et la victoire même sans espérance.

VI

14 août.

ABANDON DE ROME. — ESPÉRANCES FRANÇAISES. — LE PATRIOTISME SERA CATHOLIQUE ET LA FRANCE SE RELÈVERA.

La Prusse est le péché de l'Europe. Née du protestantisme, son premier établissement lui fut fait par l'apostasie; elle a grandi dans le délire et par la complicité de l'impiété philosophique. Après Albert de Brandebourg l'apostat, son second fondateur est Frédéric l'athée.

Le principal ministre de Frédéric, pour tromper et corrompre l'opinion, fut Voltaire.

L'on a coutume de dire chez nous que la *Marseillaise* vaut une armée; oui, une armée sur le boulevard, juste l'équivalent d'une armée sur le papier. Mais la plume de Voltaire servit mieux et plus longtemps Frédéric! Ce n'était pas par amour. Voltaire détestait déjà Frédéric avant d'en être bâtonné

Après comme avant le bâton, Voltaire glorifia avec zèle ce Platon de corps de garde, par haine du Christianisme et de l'ordre chrétien. Le misérable, s'étant pris à haïr Jésus-Christ, ne vivait plus que pour sa haine. Frédéric était l'homme qu'il lui fallait, il le flaira de bonne heure et l'adora jusqu'à la fin, en dépit des coups de bâton. Il eut l'infamie au degré héroïque. Rien n'a paru dans le monde de plus bête, de plus fangeux et de plus antifrançais que Voltaire. Il a des émules, point d'égaux. Les beaux esprits et les esprits forts qui, durant une année, ont boursillé à grand bruit pour dresser une statue au Prussien Voltaire (que devient-elle?) n'ont que la première de ses qualités. Ils sont de ceux qui ne savent ce qu'ils font. Le pauvre Havin n'était pas en conscience mauvais Français. Jamais on n'eût fait entrer dans son peu de cervelle qu'il dressait en réalité une statue à la Prusse philosophique et conquérante. Mais Voltaire a su ce qu'il faisait, et il a fait ce qu'il voulait faire. Il se disait lui-même Prussien. Pour ces occasions, il disait la vérité.

La Prusse est le péché de nos pères, elle est aussi le nôtre. Nous avons exalté son orgueil en admirant sa science fausse et ses brutales institutions. Notre politique a fourni des prétextes à son esprit de mensonge, elle a favorisé son esprit de rapine. Pour faire l'Italie, nous avons dépouillé et puis abandonné le Pape, et nous avons défait l'Autriche. Nous avons abjuré ce caractère sacré des forts, qui est de protéger le droit des faibles. Nous avons cessé de croire que le droit protégé du faible est le vrai et l'unique

rempart du fort, maxime chrétienne dont Voltaire se serait trop moqué et que ne pouvaient, dès lors, tenir des gens d'esprit comme nous. Seulement il s'est trouvé qu'en défaisant l'Autriche, nous faisions la Prusse. Notre victoire de Solférino avait dans ses flancs la victoire prussienne de Sadowa, grosse elle-même de la guerre présente.

Et voici Wissembourg et Reischoffen qui tombent sur nous comme un coup de foudre, le jour même où notre drapeau quitte la terre de Jésus-Christ pour la livrer à la bonne foi de nos ALLIÉS du Piémont. Non, nous ne pouvons taire, et nous ne tairons pas la suprême angoisse des âmes catholiques ! Que la France nous demande le sang de nos veines, nous ne regretterons que de ne pas en avoir assez pour noyer ses envahisseurs ; mais nous laisserons aussi couler le sang de nos cœurs déchirés par ce coup perfide et inattendu. Nous le laisserons couler, et de nos mains défaillantes nous le jetterons à la face de ceux qui, lor que nous nous levions pour défendre leur cause, hélas! mêlée à celle de la patrie, nous ont fait trahir Dieu et nous ont trahis nous-mêmes en nous dépouillant de la bénédiction. La victoire des Prussiens n'est pas à Wissembourg, n'est pas à Reischoffen, ne sera pas ailleurs, quand même ils passeraient. S'ils passent, il leur faudra repasser. En France on ne repasse pas sans tomber sur un sol labouré de fosses françaises : la victoire des Prussiens est à Rome. Là ils l'ont emporté sur la foi et sur l'honneur de la France. Là notre drapeau n'a pas été abattu par la force, il s'est dérobé. Là, là, les Prus-

siens nous ont fait payer à Voltaire les services qu'il leur a rendus. O douleur immortelle!

Mais, du moins, nous en laverons la honte. Ni les victoires matérielles de la Prusse, fussent-elles multipliées, ni les victoires philosophiques des Prussiens de France ne nous arracheront le Christ. S'il y a une France de Voltaire, il y a une France du Christ, qui se retrouvera et qui vaincra. Que les armes nous trahissent, que Dieu mette de l'autre côté les chevaux, les canons et les habiles chefs de guerre ; il y a des armes qu'il ne veut pas nous ôter, qu'il ne nous ôtera pas et qu'il ne donnera pas à l'ennemi victorieux pour un jour : nous avons la Vierge et l'Eucharistie.

Dans la patrie vaincue, le patriotisme sera invincible, parce qu'il sera catholique. La foi ne cède pas au fait accompli. Elle est plus forte que les armes, plus forte que le fait accompli, plus forte que le temps. Il n'y a pas d'armes ni de temps qui puissent tuer ce qui ressuscite.

Quand nous serions trahis absolument par nos bras, nous ne le serons pas par nos cœurs. Quand nous n'aurions que nos mères, nos femmes et nos filles, nous ne serions pas encore vaincus. La prière est intarissable dans ces cœurs sacrés, les œuvres de la prière sont intarissables dans ces mains pures. Un homme d'Etat allemand, catholique par miracle, à qui nous faisions dernièrement le décompte de nos religieuses, nous disait : La France est sauvée, car il n'y a rien de pareil dans le reste du monde ! Nous avons des religieuses, nous avons des prêtres, et par le sang qui arrose aujourd'hui la terre, nous sa-

vons que nous aurons des soldats. Nous aurons Dieu aussi. Dieu n'est pas toujours du côté des gros bataillons, mais il est toujours de la croisade. Déjà la croisade est commencée.

Ces jours d'angoisse l'ont préparée et prêchée, elle s'ouvrira demain. Le secours ne manquera pas, et un instinct de foi nous dit qu'il est proche. Demain est le jour de la sainte Vierge, reine des cieux et reine de France selon la foi de nos pères, *regnum Galliæ, regnum Mariæ*. Demain nous célébrerons cette fête enfin dégagée du saint d'administration qui la gêne et l'obstrue depuis dix-huit ans. Le 15 août 1870 sera la fête de l'Assomption de Marie, et non plus la fête de saint Empereur. Nous nous prosternerons devant notre reine; nous lui demanderons de délivrer son royaume et d'y reprendre son ancien empire, et nous serons exaucés. Ou Marie nous donnera la victoire, ou elle nous donnera la constance qui supporte les grands revers de manière à en triompher. Un illustre général disait : La victoire échappe souvent à celui qui la poursuit, elle est fidèle à celui qui sait l'attendre.

Nous l'attendrons s'il le faut. Par Marie, nous obtiendrons cette grâce de choix. Ne pouvant moissonner, nous sèmerons. Nous sèmerons dans le sang et dans les larmes pour récolter dans l'allégresse. Nous avons notre chef de guerre qui ne se trompe pas, qui ne désespère pas, qui ne périt pas. Il nous enseignera infailliblement la voie du salut, même du salut temporel, parce que, nous disant ce qu'il faut croire, il nous dira en même temps ce qu'il faut faire.

Il nous préservera de cette absorption et de cet engouffrement dans l'erreur, qui est le seul véritable péril des nationalités. Un Français peut, à force de temps et de coups, devenir Prussien comme un autre; un gallican n'en est pas à l'abri. Un catholique ne le peut pas. Le Pape infaillible s'y oppose. Pour devenir Prussien, il faut apostasier.

C'est pourquoi nous sortirons de cette guerre, quelle qu'en soit la durée. Nous en sortirons non-seulement intacts, mais triomphants, purifiés et agrandis. Nous en sortirons avec la connaissance du bien et du mal, avec la haine du mal et l'amour du bien. Dans le combat, nous aurons laissé notre sabre de conquête, qui a voulu follement refaire l'empire païen de César et qui n'a réussi qu'à se susciter des concurrents; nous aurons repris l'épée chrétienne, la noble épée qui a fait la France. Avec cette épée, nous ruinerons les entreprises d'unification césarienne, et nous rétablirons les frontières des petits peuples, où se réfugient la liberté et la paix. Chassé du monde européen, le Christ, dans un pan de sa robe d'exil, emportait les patries. La France, menacée à son tour, lui fera un chemin pour rentrer. Il reviendra, et les peuples assassinés renaîtront pour bénir le Christ qui a daigné réveiller la France.

Autrefois, dans les grands périls et dans les grands repentirs, on faisait de grands vœux. Avant la bataille de Bouvines, l'évêque de Senlis, qui accompagnait Philippe-Auguste, fit vœu à la sainte Vierge de bâtir une abbaye en son honneur si l'armée fran-

çaise l'emportait sur ses ennemis. La bataille gagnée, il tint parole, et ainsi, avec le concours et les offrandes du roi, fut bâtie à Senlis l'abbaye de Notre-Dame-des-Victoires. Ces traits sont nombreux dans notre histoire.

Pourquoi nos évêques ne nous proposeraient-ils pas un acte de foi semblable? Faisons vœu d'élever un sanctuaire à Marie, patronne de la France, à l'endroit du sol où sera gagnée la bataille qui nous délivrera. Que ce soit là le mémorial de la fête de l'Assomption en l'an de grâce mil huit cent soixante-dix. Pour que le sanctuaire soit digne de Marie et digne de la France, l'État appauvri n'aura rien à dépenser.

VII

Même jour.

UN MOT AU JOURNAL DES DÉBATS.

L'espérance de voir enfin tomber le gouvernement temporel du Pape remue doucement le cœur du *Journal des Débats*, et semble lui faire prendre avec patience d'autres événements politiques moins agréables qui paraissent assez se lier à celui-là. Mais l'heureuse chance qui lui sourit, depuis l'évacuation du territoire pontifical, ne le porte pas encore à nous épargner ses traits.

Il nous reproche d'approuver la prépondérance de l'élément militaire dans le nouveau cabinet, et d'a-

voir dit que le militaire, lorsqu'il peut dégaîner, se sent aisément compétent contre beaucoup d'avocats. Nous n'aurions pas cru que cette situation lui fît tant de peine, ni qu'il fût à ce point partisan des Jules et de la sédition à Paris. Il nous demande si nous étions contents de la prépondérance qui dégaînait contre nous il y a dix ans et qui supprimait l'*Univers*.

Nous lui rappelons, puisqu'il paraît l'oublier, que cette suppression, qui s'opéra sans opposition de sa part, fut précisément le fait des avocats. M. Billault n'avait rien de militaire. Mais quand il eût été général, est-ce que, pour avoir été pillé une fois par les gendarmes, nous devons désirer de l'être encore par les voleurs?

Nous ayant fait cette mauvaise querelle, le *Journal des Débats* glisse aux affaires du Pape. Il trouve étrange que nous interpellions le nouveau cabinet sur la question de Rome. Elle manque, dit-il, d'*actualité*. C'est son avis, ce n'est pas celui de tout le monde ni le nôtre. Nous ne sommes pas de ceux que la joie de voir les garibaldiens à Rome consolerait de voir les Prussiens à Paris.

Dans les circonstances actuelles, le *Journal des Débats* devrait nous pardonner cette faiblesse. Rome ne nous est pas seulement un regret, elle nous est un exemple. Nous admirons le Pape, abandonné et désarmé, se refusant néanmoins tout net à accepter un *modus vivendi* avec ceux qui se préparent à l'envahir. Nous souhaitons qu'on imite cette fermeté romaine, et nous attendons que le *Journal des Débats*

en donne le conseil, malgré l'ennui de se voir une fois d'accord avec nous.

VIII

15 août.

LE CITOYEN GIRAULT, MEUNIER ET DÉPUTÉ. — M. JULES FERRY. — M. GAMBETTA. — LEUR COMMUNE IMPIÉTÉ ET LEUR COMMUNE SOTTISE.

M. Hamon, l'un des curés de Paris, fort âgé et vénérable, fut, avant-hier, insulté dans la rue. L'insulte venait d'un de ces groupes, généralement altérés, qui traînent par la ville, fréquemment en fiacre, et assez fréquemment aussi avec des dames, hurlant qu'on veut leur mettre « des fers dès longtemps préparés, » et qu'on vient

Jusque dans leurs bras
Égorger leurs fils, leurs compagnes.

Le bon curé passait, ne songeant nullement à leur appliquer « d'ignobles entraves ; » mais ces utiles citoyens trouvèrent agréable de lui appliquer leurs propos. Un certain courage est nécessaire pour injurier ce visage et ces cheveux blancs. Ils l'eurent. Le digne ecclésiastique s'approcha d'eux et interpella celui qui avait encore l'outrage à la bouche : « Vous m'insultez, mon ami, lui dit-il ; je voudrais savoir si vous avez plus que moi aimé vos frères et fait davantage pour les secourir. J'ai tâib

une maison de refuge pour environ cent vieillards : elle est pleine, et ceux qui l'habitent y sont vêtus, nourris et soignés. J'ai bâti et doté aussi des écoles pour deux cents enfants. Elles vont bien. Le tout m'a coûté plus d'un demi-million, et je me suis mis pour cela dans les dettes, sans compter d'autres soucis que j'ai encore. »

Il aurait dû en dire plus long. Ces œuvres ne sont pas les seules de sa vie sainte et laborieuse. Mais il n'eut pas besoin de prolonger le discours. Son insulteur, nous devons le dire à la louange de cet homme, eut la dignité de lui demander pardon.

Nous ignorons si l'illustre citoyen meunier et député, M. Girault, du Cher, aurait voulu se donner le même mérite. Nous en doutons un peu. M. le citoyen Girault, qui a su si bien moudre, qui sait lire l'imprimé, et qui dégoise hardiment ce qu'il a lu dans les gazettes; un meunier qui s'est fait du pain si blanc, un savant qui s'est fait des opinions si rouges, ne croira jamais qu'il se soit pu tromper. M. Girault, n'ayant pas eu besoin de prêtres pour faire ses moutures, est naturellement convaincu que les prêtres sont de trop ; qu'ils sont même gênants dans le maniement et le trafic du moulin, moulin à grains et moulin à paroles.

M. Girault sait de science certaine que l'homme vit seulement de pain, et qu'une civilisation est parfaite lorsqu'elle ne manque pas de meuniers, surtout quand les meuniers ne manquent pas d'éloquence, c'est-à-dire de salive. En conséquence, M. Girault décrète qu'il faut aviser à supprimer les

prêtres ; et pour arriver à ce but philosophique, patriotique et qui favorise la meunerie, il parle des prêtres à la tribune de façon à les faire insulter dans les rues. Tout cela est selon les moyens intellectuels et oratoires de M. Girault, meunier et homme d'État. C'est tout juste ce que l'on peut apprendre de politique sur le chemin du moulin ; et c'est tout juste aussi ce qu'il faut pour être ramené au moulin, comme M. Girault en fera l'expérience.

Que M. Ferry et d'autres, moins innocents que M. Girault, parlent comme lui et comme les bons citoyens qui insultent les prêtres dans la rue, en ce moment bien choisi pour de tels actes de bravoure et de telles manifestations de concorde, nous n'en sommes pas démesurément étonnés. C'est ainsi qu'ils peuvent se signaler, et c'est ainsi que nous les connaissons. Comme le gouvernement qui a mis nos affaires dans le brillant état où nous les voyons, ils trouvent l'occasion excellente pour abandonner Rome.

Le fond de leur sac, le fond de leur énergie, leur grande ressource pour établir la République, c'est de faire la guerre à l'Église. La liberté de ne plus croire en Dieu ne leur suffit pas, il leur faut la liberté de le proscrire. Alors tout est bien ; alors les peuples seront grands, seront libres, seront purs. Et des anges jusqu'à présent cachés, les mains pleines d'un blé qui n'aura pas été semé, le verseront au moulin de M. Girault, où il se moudra et même se pétrira tout seul. En sorte que M. Girault n'aura plus qu'à fumer sa pipe aux pieds de M. Ferry, qui

lui apprendra l'éloquence cultivée. Et si ces messieurs s'ennuient, l'un de la rusticité vaniteuse de son auditeur, et l'autre de la platitude vaniteuse de son orateur, les peuples viendront se livrer la guerre au bas du moulin, pour donner au meunier et à l'avocat l'occasion d'exercer leurs connaissances militaires. Ainsi faisaient les patriciens de Rome antique lorsqu'ils régalaient. Ne sachant pas beaucoup causer, ils dépensaient quelques paires de gladiateurs.

Laissons ces hommes du moulin. Il n'y a nul espoir de les convaincre, le bon argument n'est pas encore prêt. Qu'importe le petit épisode répugnant qu'ils pourront remplir dans la catastrophe générale! Le navire surnagera, et ils resteront au fond, plusieurs sans que leurs mains parricides se soient levées vers Dieu. Quand ils auraient la joie de faire les belles actions des Danton, des Marat et des Hébert, ils en auront le destin final. Cela coule. Les monstres de la première révolution sont plus morts que ceux qu'ils ont assassinés. Ce qui nous cause plus d'ennui que les revenants rouges, c'est de voir avec eux M. Gambetta.

Selon certains connaisseurs estimables, M. Gambetta n'est pas seulement une flûte plus distinguée que M. Jules Favre et tout le reste de la musique de la chambre julienne. Ils le disent intelligent. Ils disent même que c'est *un homme*. Alors que fait-il làdedans, et par quels côtés défectueux de sa raison et de son cœur peut-il s'assortir à cette bande *inhumaine*, qui rêve et propose bêtement les vieilles cordes et le vieux couperet de 93?

L'impiété, l'insulte à la prière, la persécution, la rupture violente du monde avec Jésus-Christ, est-ce donc là le dernier mot des républicains, et un siècle bientôt plein de sanglante histoire ne leur a-t-il pas appris autre chose? Est-ce que M. Gambetta, l'homme intelligent du parti, en est là, comme tout ce mortier à bâtir des dictatures, qui ne cesse d'être fange que pour se dissoudre bientôt en poussière, et qui demande alors qu'on le ramène à l'état de fange en l'arrosant de sang? Et s'il se distingue de ces niais désastreux et déplorables, pourquoi le voit-on avec eux? Quelle est la différence de fond entre M. Gambetta et M. Girault le meunier, ou M. Arago, l'homme aux ailes de pigeon rouge? Que fait-il parmi ces irrémédiables embourbés?

Il n'y a qu'une maladie mortelle des hommes et des nations, c'est l'impiété. Elle tue l'âme, l'âme des peuples comme l'âme des individus. Un peuple impie est un peuple non-seulement tyrannisé, mais fait pour la tyrannie. Il livre sa conscience ; d'ineptes et infâmes dictatures prennent sa chair et la vendent à César. Ses tribuns sont de la graine de chambellans. Ils se pressent à la tribune, parce que c'est le chemin le plus court pour arriver à l'antichambre.

Si M. Gambetta veut faire ce métier, qu'il renonce à l'espoir d'avancer les affaires de la République! Pour avancer les affaires de la République, il faut être autre chose que de tels républicains.

Nous disions l'autre jour à un républicain : Soyez catholiques, nous serons républicains. Ce que nous disions dans une conversation privée, nous ne crai-

gnons pas de le répéter à haute voix. Nous baisserons même nos conditions. Nous ne demandons pas aux républicains d'être catholiques. Cette hauteur demande des qualités d'haleine et de muscles qu'ils n'ont pas tous. Nous leur dirons simplement : Laissez-nous être catholiques, et nous serons républicains. Mais s'il s'agit d'éteindre le sacerdoce et de rompre avec le Christ, non. Nous n'avons pas livré nos âmes à la monarchie, nous ne les livrerons pas à la République.

Nous maintiendrons nos âmes dans leur liberté, et nous ne vous les laisserons pas opprimer. Essayez ce que vous pouvez faire contre nous, nous verrons ce que vous saurez faire sans nous. Nous verrons ce que deviendront les moulins et les tribunes.

Mais ce sont de vieilles et abjectes chimères. Vous ne ferez rien, sauf peut-être quelques dégâts honteux et de courte durée, parce que vous n'avez pas une idée à donner au monde. Le monde est loin de vous, loin de vos sottises féroces. Le monde ne veut ni de César, ni de Brutus. Il a besoin d'un inconnu que vous ne pouvez lui offrir ; il a besoin du Christ, dont il ne sait plus le nom, et dont pourtant il se souvient. C'est lui, c'est le Christ, qui est cet inconnu, le législateur introuvable de la liberté. Le moment n'est pas loin où vous aurez accompli votre rôle providentiel, en forçant tous les regards de se tourner vers sa radieuse image.

IX

16 août.

LA STATUE DE VOLTAIRE.

Nous demandions l'autre jour des nouvelles de la statue de Voltaire, conseiller et trompette du roi Frédéric de Prusse. Le *Siècle*, que cette gloire regarde, ne nous a pas fait attendre sa réponse, et nous avouons sans difficulté qu'elle est parfaitement claire. La statue de Voltaire est érigée dans Paris, à cette heure prussienne. Elle a été posée sur une de nos places publiques, dimanche dernier, veille de l'Assomption, en vertu d'un arrêté de M. le préfet de la Seine, lequel se nomme CHEVREAU. C'est le même qui contre-signe et communique au public, en qualité de ministre de l'intérieur, les bulletins de guerre dont nous sommes favorisés depuis plusieurs jours.

Donc, le 14 août 1870, après deux victoires des Prussiens sur le sol français, lorsque l'armée française bat en retraite, et pendant qu'une sédition sauvage éclatait au faubourg de Belleville, pour achever de montrer où en est la civilisation, la statue du blasphème a été érigée dans Paris.

Après l'abandon de Rome, il nous semble bien qu'on ne pouvait rien faire de mieux pour attirer la foudre.

En voici la relation officielle. Nous la reproduisons *ad perpetuam rei memoriam* :

COMMISSION DE LA STATUE DE VOLTAIRE.

Conformément à un arrêté de M. le préfet de la Seine, la statue de Voltaire, produit d'une souscription populaire ouverte par le journal le *Siècle*, est élevée provisoirement sur une place publique de Paris, le square Monge.

Son emplacement définitif sera sur la place de Rennes, derrière l'Institut, quand cette place sera terminée.

La commission a pensé que, dans les circonstances actuelles l'érection de cette statue ne devait donner lieu à aucune inauguration solennelle.

En des temps meilleurs, et lorsque la statue du grand penseur, du grand philosophe, du grand écrivain sera transportée sur la place de Rennes, la commission se fera un devoir d'appeler la population de Paris à honorer cette impérissable mémoire.

Hier, dimanche, lorsque le bronze a été posé sur le socle provisoire, la foule nombreuse qui assistait à cette opération a salué la statue de cris mille fois répétés : Vive Voltaire!

Comme le socle définitif, le socle provisoire portera cette simple inscription :

A. VOLTAIRE

SOUSCRIPTION POPULAIRE.

Dès que les frais de cette érection provisoire auront été payés, la commission publiera le bilan de la souscription.

Le secrétaire trésorier,
A. SCHAFFER.

A Voltaire, souscription populaire, c'est sans doute ce que M. le préfet Chevreau a trouvé de plus modeste et de plus conciliant, par un reste d'égards

pour la partie du peuple français qui n'a pas souscrit. Cependant souscription *populaire* étend à tout le peuple la responsabilite de cette canonisation. C'est un mensonge public que M. le préfet de la Seine a permis d'ajouter à un blasphème public. M. Chevreau avait le droit de s'associer au blasphème, c'est son affaire. Il n'avait pas le droit de permettre le mensonge qui impute à trente millions de catholiques ce qui n'est que le fait d'une cohue de libres penseurs, dont le plus illustre fut le risible Havin, mort millionnaire, sans que personne ait su ni lui-même s'il croyait ou ne croyait pas en Dieu.

Lorsque M. Chevreau, la semaine dernière, passa ministre de l'intérieur, nous l'avons traité d'administrateur intelligent. Nous nous hâtons de retirer cette parole hasardée. Ce que vient de permettre M. Chevreau n'est pas intelligent. Quand même il serait, en matière de religion, l'égal et le pareil de notre illustre Havin, il ne peut pas ignorer qu'il existe en France des catholiques, des gens qui adorent ce même Jésus-Christ, tant et si ignoblement injurié de Voltaire. Il devait comprendre que l'érection d'une statue à Voltaire (et dans quel moment, grand Dieu!) leur serait une sanglante et abominable injure, et capable de jeter dans leurs cœurs non-seulement la colère, mais l'épouvante. S'il ne l'a pas compris, il est inintelligent. S'il l'a compris, il est inintelligent et quelque chose de plus.

Il faut avouer que le moment est dur! On nous demande des prières et de la fidélité pour un gouvernement qui fait ériger une statue au blasphème, et

l'on nous présente d'autre part un programme de liberté dont les auteurs ne sont bien fixés que sur la nécessité de renverser l'autel, en attendant de lui substituer la guillotine. Et pendant ce temps-là le sang coule, la France est envahie et le trouble est dans la rue, dans la bataille et dans les conseils.

O Empire ! ô République ! ni l'un ni l'autre vous n'êtes et vous ne connaissez la liberté, ni l'un ni l'autre vous n'êtes et vous ne connaissez la patrie. Avec une égale frénésie l'un et l'autre vous reniez le baptême du peuple franc.

Dieu prendra pitié de nous. La justice ne dépassera pas la miséricorde, nous ne serons pas flagellés au-delà du besoin de notre santé future, nous trouverons le breuvage salutaire dans la coupe du châtiment. L'amour de la patrie élève les cœurs au-dessus des chagrins vulgaires. On veut bien être ruiné, on veut bien mourir. Mais ces choses abjectes et ineptes, mêlées aux choses tragiques, ces chansons avinées quand le sang le plus généreux arrose la terre, ces hommes d'État qui demandent des prières et qui autorisent le blasphème, ces blasphèmes sous la foudre qui tombe, ces assassins sur le pavé et ces orateurs à la tribune, toute cette révélation de la stupide multitude qui ne veut pas être sauvée, c'est cela qui tient les âmes sous la meule.

On étouffe et on est broyé.

X

16 août.

LE FACHEUX ABBÉ LOYSON, PROFESSEUR EN SORBONNE.

Un ecclésiastique officiel vient appuyer les idées de M. le citoyen Girault. Le maire du Ve arrondissement a reçu la lettre suivante :

Monsieur le maire,

L'esprit et la loi de l'Eglise ne permettent pas au prêtre de prendre les armes, si ce n'est dans le suprême danger de la patrie. Ce danger, s'il n'est pas épargné à la France, trouvera certainement tous ceux d'entre nous que le ministère sacerdotal n'enchaînera pas ailleurs, fidèles sur nos remparts au devoir du citoyen. En attendant, rien ne s'oppose à ce que nous concourrions à la défense nationale en maniant la pelle et la pioche.

Veuillez donc m'indiquer à quel chantier je dois me rendre pour prendre part aux travaux de terrassements des fortifications de Paris. Dès demain, après ma messe je me tiens à vos ordres.

Agréez, monsieur le maire, l'assurance de ma considération respectueuse et de mon dévouement patriotique.

L'abbé JULES-TH. LOYSON,
Professeur d'éloquence sacrée à la Faculté de théologie de Paris.

En 93, les chanteurs du *Ça ira* avaient une autre chanson, qui commençait ainsi : *J'ons un curé patriote*. La suite n'indiquait pas que le curé patriote fût le modèle des serviteurs de Dieu. En général on

a petite opinion de ces prêtres qui demandent à faire le coup de feu sur le rempart, et, en général, on ne se trompe pas. La fonction du prêtre est de défendre les âmes. Dans les plus grands périls, c'est assez qu'ils aillent assister les mourants, exposant eux-mêmes leurs jours, comme viennent de faire M. l'abbé de Beuvron et M. Gardet, l'un peut-être mort, l'autre prisonnier. Ceux qui prennent les armes peuvent avoir beaucoup de vertu, mais l'on peut douter qu'ils aient la tête solide et le ferme cœur qui empêchent la vertu de broncher.

Nous osons donc conseiller à M. l'abbé Jules-Théodose Loyson, professeur d'éloquence sacrée, etc., de laisser aux terrassiers la pelle et la pioche. Les terrassiers s'en serviront mieux que lui. Son rabat dérangerait les autres travailleurs, plus peut-être que sa pioche et sa pelle ne les édifieraient. Il est d'ailleurs fort en chair, et il aurait plus tôt fait de gagner une pleurésie que d'élever un bastion.

Que demain, après sa messe, il reprenne l'étude de l'éloquence sacrée, où il lui reste à apprendre, quoique professeur. S'il sait démontrer aux autres et à lui-même que la transgression des lois de Dieu attire la colère de Dieu sur les peuples, il aura très-bien et très-opportunément travaillé aux remparts.

L'Italie *régénérée* veut, comme on nous le propose, que le noviciat du sacerdoce se fasse aux armées, et il en est ainsi. En outre, depuis Passaglia, cette même Italie n'a pas chômé de prêtres qui ont offert de travailler aux remparts, commençant par déserter le rempart de l'Église. Elle a même un général, Sir-

tori, qui est prêtre, et qui n'a pas gagné la bataille de Custozza. Tout cela n'a nullement mis l'Italie régénérée sur un grand pied d'honneur, soit dans la guerre, soit dans la paix. Les prêtres militaires sont aussi chétifs militaires que chétifs prêtres ; et quant aux prêtres terrassiers, nous verrons comment se tiendra le rempart de l'Italie, si jamais l'Autriche,— oui, l'Autriche et pas davantage, — y revient.

Tous ces prêtres-là sont pour servir de dernier argument à M. Girault, qui demande à quoi bon des prêtres ?

XI

17 août.

QUELQUES PAGES DE L'HISTOIRE SAINTE.

Quand les dix tribus d'Israël, prenant prétexte du sot orgueil de Roboam, fils de Salomon, eurent rejeté la maison de David et se furent donné Jéroboam pour roi, celui-ci leur fit des veaux d'or, suivant leur désir et le sien. En même temps Roboam, le roi légitime, retiré dans Jérusalem, songea à reconquérir tout son royaume, et Juda et Benjamin, restés fidèles au sang de David et à la loi de Dieu, lui fournirent cent quatre-vingt mille jeunes gens propres à la guerre. Mais lorsqu'ils étaient prêts, Samaïas vint à eux, disant : « Voici ce que dit le Seigneur : Ne partez pas, ne combattez point vos frères les fils d'Israël, car cette chose est de moi. » Ils obéirent à

l'ordre de Dieu, et renoncèrent à marcher contre Jéroboam.

Cependant Roboam bâtit plusieurs villes en Juda et en Benjamin, toutes villes de remparts. Il leur donna des chefs auxquels il assigna des vivres, de l'huile et du vin; il approvisionna chacune d'elles de lances et de boucliers, et multiplia leurs défenses. Et les prêtres et les lévites et tous ceux d'Israël, qui dévouaient leur cœur à chercher le Seigneur Dieu, venaient de toutes parts à Jérusalem, abandonnant le territoire schismatique; car Jéroboam leur avait ôté le service divin, exigeant qu'ils adorassent les idoles et se soumissent aux prêtres qu'il avait institués pour servir ses veaux et les autres dieux qu'il s'était faits. Et par le concours de ces justes exilés, Juda fut fortifié et Roboam affermi.

Or, quand Roboam eut organisé son royaume et s'y fut affermi, il abandonna les commandements du Seigneur, et tout le peuple suivit son exemple. Et la cinquième année de son règne, parce qu'il avait péché contre le Seigneur, Susacim, roi d'Egypte, marcha contre Jérusalem avec douze cents chars, soixante mille chevaux et une multitude innombrable de gens de pied, Libyens, Troglodytes et Ethiopiens. Ils prirent toutes les forteresses de Juda et arrivèrent devant Jérusalem.

Samaïas, le prophète, alla trouver Roboam et les princes de Juda qui s'étaient réunis tremblants à Jérusalem. Il leur dit : « Voici ce que dit le Seigneur: Vous m'avez abandonné et moi je vous abandonnerai pour vous livrer à Susacim. » Et le roi et les

chefs de Juda eurent honte, et ils dirent : « Le Seigneur est juste. »

Quand le Seigneur vit qu'ils s'étaient repentis, la parole du Seigneur vint à Samaïas, disant : « Ils se sont repentis, je ne les détruirai pas ; je leur accorderai comme une ombre de salut, et (toute) ma colère ne tombera pas sur Jérusalem. Ils seront asservis ; ils connaîtront la différence de ma servitude avec la servitude des rois de la terre. »

Et Susacim, roi d'Égypte, entra dans Jérusalem ; il prit tous les trésors du temple du Seigneur et tous les trésors du palais du roi, il prit tout. Il prit les boucliers d'or qu'avait faits Salomon. Il mit au-dessus du roi des capitaines de ses gardes pour le surveiller partout ; et lorsque le roi entrait dans le temple du Seigneur, les gardes y entraient aussi. Mais parce qu'il s'était repenti, le Seigneur détourna de lui sa colère et il ne fut pas entièrement détruit, car il y avait encore en Juda de bonnes pensées. Le roi Roboam se raffermit en Jérusalem. Il fit le mal parce qu'il ne dirigea pas son cœur à la recherche de Dieu. Et entre Roboam et Jéroboam la guerre dura toujours.

Abias, fils de Roboam, monta sur le trône de Juda, et ne cessa pas d'être en guerre avec Jéroboam. La troisième année, il rangea en bataille une armée de quatre cent mille hommes vaillants. Jéroboam lui en opposa huit cent mille, vaillants aussi. Alors Abias monta sur la colline de Salomon qui est dans la montagne d'Ephraïm, et il dit : Jéroboam, écoute-moi ; que tout Israël m'écoute !

Ayant rappelé comment Dieu, par une alliance sacrée (*in pactum salis*, une alliance *de sel*, indestructible, inaltérable), avait donné le royaume d'Israël à David et à ses fils, et comment Jéroboam et les hommes de pestilence qui s'étaient joints à lui avaient divisé le peuple, il ajouta ces paroles, qui sont un chant de guerre et une profession de foi :

« Et maintenant vous dites que vous résisterez au royaume du Seigneur que possèdent les fils de David et que vous êtes en nombre, et que vous avez avec vous les veaux d'or qu'a faits Jéroboam pour qu'ils soient vos dieux !

« N'avez-vous pas chassé les prêtres du Seigneur, les fils d'Aaron et les Lévites? Ne vous êtes-vous pas fait des prêtres parmi le peuple de toute la terre? Quiconque arrive pour se consacrer, avec un bœuf et sept béliers, le voilà prêtre de ce qui n'est point Dieu!

« Nous, nous n'avons point abandonné le Seigneur; ce sont les prêtres, fils d'Aaron, qui le servent, qui offrent les holocaustes, qui brûlent les parfums, qui déposent sur la table pure les pains de proposition, qui allument pour la nuit le chandelier d'or et les lampes. Nous observons les préceptes du Seigneur Dieu de nos pères, que vous avez abandonné.

« Voyez, le Seigneur et ses prêtres sont avec nous, à notre tête ; ce sont les trompettes sacrées qui nous donnent le signal. Fils d'Israël, gardez-vous de combattre le Seigneur. »

Cependant Jéroboam, en homme de guerre habile, se souciant peu des menaces de Dieu et des trom-

pettes sacerdotales, manœuvrait pour envelopper l'armée d'Abias. Juda, se retournant, regarda, et voilà que la bataille était devant et derrière lui. Alors il cria au Seigneur, et les prêtres sonnèrent de la trompette. Et pendant qu'il criait au Seigneur, le Seigneur frappa Jéroboam et Israël devant Abias et devant Juda. Et cinq cent mille hommes vaillants succombèrent du côté d'Israël. Et en ce jour-là, les fils d'Israël furent humiliés et les fils de Juda prévalurent, parce qu'ils avaient espéré en Dieu.

Asa régna à la place d'Abias. Il fit ce qui est bon et droit devant le Seigneur, et Juda fut en paix dix années.

Le roi répudia les autels des dieux étrangers, il brisa leurs colonnes, il abattit les bois sacrés. Il dit à Juda de chercher le Seigneur Dieu de leurs pères et de pratiquer sa loi et ses commandements. Il leur disait aussi : « Fortifions nos villes, nous prévaudrons sur la terre. Car, de même que nous avons cherché le Seigneur notre Dieu, il nous a cherchés. Il nous a donné la paix tout alentour et nous a fait prospérer. »

Or, il y avait en Juda trois cent mille hommes portant javeline et bouclier, et en Benjamin deux cent quatre-vingt mille archers ou fantassins armés à la légère, tous gens de cœur et aguerris.

Et Zara l'Éthiopien marcha contre eux avec une armée d'un million d'hommes et trois cents chars. Asa sortit à sa rencontre et rangea son armée en bataille dans la vallée, au nord de Maresa. Là, voyant la force de l'ennemi, il cria au Seigneur son Dieu, et

il dit : « Seigneur, il ne vous est point impossible de sauver, soit avec beaucoup, soit avec un peu. Fortifiez-nous, Seigneur notre Dieu, car nous avons eu foi en vous, et c'est en votre nom que nous avons marché contre cette multitude. Seigneur notre Dieu, que l'homme ne prévale pas contre vous? »

Et le Seigneur frappa les Éthiopiens devant Juda, et ils s'enfuirent. Asa et son peuple les poursuivirent jusqu'à Getsor. Les Éthiopiens tombèrent jusqu'au dernier. Ils furent broyés devant le Seigneur et devant son armée, et les fils de Juda recueillirent d'innombrables dépouilles.

Lorsqu'ils rentraient chargés de butin, l'esprit de Dieu descendit sur Azarias, fils d'Obed. Il leur dit: « Écoutez-moi, Asa, et tout Juda, et Benjamin : le Seigneur est avec vous parce que vous êtes avec lui ; si vous le cherchez, vous le trouverez ; si vous l'abandonnez, il vous abandonnera.

« Il y aura bien des jours en Israël sans vrai Dieu, sans prêtre qui le révèle, sans loi. Mais Dieu les convertira au Seigneur Dieu d'Israël, et il sera trouvé par eux. Et en ces jours là, il n'y aura point de paix pour agir, car un grand trouble, venant du Seigneur, est sur tous ceux qui habitent la terre. Il y aura guerre de nation à nation, de ville à ville, et toutes sortes d'afflictions. Fortifiez-vous donc ; que vos mains ne viennent point à défaillir, car il y a une récompense pour vos œuvres. »

Ayant entendu ces paroles, le roi se fortifia, proscrivit plus rigoureusement les idoles ; et lui et son peuple, et ceux d'Israël qui étaient venus en grand

nombre se joindre au roi, parce qu'ils avaient vu que Dieu était avec lui, tous en grande allégresse prêtèrent serment au Seigneur à haute voix, au son des trompettes et des cors. Et tout Juda se réjouit d'avoir juré, car il l'avait fait de tout son cœur, de toute son âme et dans une pleine volonté de trouver le Seigneur. Ils le trouvèrent, et il leur donna la paix tout alentour. Et il n'y eut point de guerre contre Asa jusqu'à la trente-cinquième année de son règne.

Mais, passé ce terme, Asa déchut de sa foi et de sa vertu, et l'ingratitude et la crainte entrèrent dans son cœur. En sa trente-huitième année de règne, voyant que Baasa, roi d'Israël, se levait contre lui et bâtissait la ville de Rhama sur sa frontière, il trembla. Il prit donc tout l'argent des trésors, tant du temple que du palais, et il en acheta l'alliance du pillard de Damas, roi de Syrie, disant : Disperse le roi d'Israël ; qu'il s'éloigne de mon royaume ! Le roi de Syrie envoya ses armées contre Israël, lui dévasta plusieurs villes et força Baasa d'abandonner la construction de sa ville menaçante. Asa en prit les matériaux déjà rassemblés.

Alors le prophète Hanani vint à ce roi, jadis si glorieux, maintenant si abaissé par une indigne alliance. Il lui dit : « Parce que tu t'es confié au roi de Syrie et que tu n'as pas eu foi en ton Dieu, l'armée de Syrie a échappé à tes mains.

« Les Éthiopiens et les Libyens n'avaient-ils pas une armée nombreuse, pleine d'audace, forte par ses cavaliers et sa multitude ? Tu as eu foi en Dieu, et il te l'a livrée.

« Car les regards de Dieu sont fixés sur la terre pour fortifier tout cœur parfait en lui. Tu as donc follement agi, et maintenant tu seras toujours en guerre. »

Mais le cœur d'Asa avait changé, et il n'était plus l'homme que Dieu avait conduit. Il s'irrita contre le prophète et le fit jeter en prison. Il devint en ce temps-là cruel pour plusieurs de son peuple. Il fut pris d'une très-violente douleur aux pieds, et il mourut la quarantième année de son règne, ayant moins espéré de Dieu que des médecins. On l'ensevelit dans des parfums de courtisanes, où les parfumeurs avaient mis toute leur science, et ses funérailles furent faites avec plus de pompe que de pleurs.

XII

Paris, 18 août.

INSCRIPTION POUR LA STATUE DE VOLTAIRE.

Puisque nous avons la statue de Voltaire, — nous proposons de l'appeler le Voltaire-*Chevreau*, pour faire suite au Voltaire-*Touquet*, — il convient qu'elle soit complète, et qu'on y mette des inscriptions.

A Voltaire, souscription populaire : premièrement c'est menteur, comme nous l'avons démontré ; secondement c'est trop court. Adoptons résolûment l'homme de M. Havin et de M. le préfet de la Seine, ministre de l'intérieur. Il paraît que l'heure est venue, et véritablement elle est bonne. Dimanche dernier,

jour de l'érection de la statue, le peuple, si nous en croyons le *Siècle*, a crié : *Vive Voltaire!* Que des inscriptions gravées sur le piédestal mettent bien en lumière toute cette idole, tout ce peuple, et tout cet événement!

« Pendant toute sa vie, dit M. de Tocqueville, « Voltaire ne cessa de dénigrer la patrie devant les « étrangers. » Écoutons là-dessus Voltaire lui-même. La commission des souscripteurs choisira ensuite les textes qu'elle jugera les plus propres à faire chérir son héros.

A diverses dates, Voltaire écrit à Frédéric, roi de Prusse :

Vous êtes fait pour être MON *roi*, bien plus assurément que saint François d'Assise ou saint Dominique pour être mes saints. C'est donc à MON *roi* que j'écris...

> Votre esprit, votre ardeur guerrière
> Des Français se feront chérir;
> Vous aurez le double plaisir
> *Et de nous* VAINCRE *et de nous* PLAIRE.

L'envoyé de Votre Majesté peut dire à présent : LES FRANÇAIS SONT TOUS PRUSSIENS...

O Paris, sois digne, *si tu peux, du vainqueur que tu recevras dans ton enceinte* irrégulière et crottée...

Sire, me voilà dans Paris; c'est, je crois, VOTRE CAPITALE...

Frédéric avait gagné contre nous, en 1757, la sanglante bataille de Rosbach, qui fut une sorte de Waterloo. Un homme adressa en français des félicitations joyeuses au vainqueur. C'était Voltaire. Il écrivit coup sur coup deux lettres à Frédéric, qui

lui répondit : « Je vous remercie *de la part que vous prenez* aux heureux hasards qui m'ont secondé. »

Six mois après Voltaire y revient, cette fois en vers :

> Héros du Nord, je savais bien
> Que vous aviez vu les derrières
> Des guerriers du roi très-chrétien,
> A qui vous taillez des croupières, etc.

La suite est ignoble.

Sept ans après, il y revient encore. Le misérable ne pouvait épuiser sa joie de Rosbach. Il écrit à Frédéric (27 avril 1775), qui lui avait envoyé son portrait :

> Il n'y a point de Welche qui ne tremble en voyant ce portrait-là. *C'est précisément ce que je voulais.*
>
> Tout Welche qui vous examine
> De terreur panique est atteint,
> Et chacun dit à votre mine
> Que dans *Rosbach* on vous a peint.

Déjà Voltaire disait à Frédéric, le 28 mars 1775 :

> Toutes les fois que j'écris à Votre Majesté sur une affaire un peu sérieuse, je tremble *comme nos régiments à Rosbach.*

Ailleurs :

> Tandis que Votre Majesté fait probablement manœuvrer trente ou quarante mille guerriers, je crois ne pouvoir mieux prendre mon temps pour lui présenter la bataille de Rosbach dessinée par d'Estallonde....

Chaque peuple, à son tour, a régné sur la terre,
Par les lois, par les arts, et surtout par la guerre.
Le siècle de la Prusse est à la fin venu.

. . . .
. . . .

Le 7 décembre 1774, encore la pensée favorite :

Vous souvenez-vous d'une pièce *charmante* que vous daignâtes m'envoyer il y a plus de quinze ans, dans laquelle vous dépeigniez si bien :

Ce peuple *sot* et volage
Aussi *vaillant au pillage*
Que LACHE DANS LES COMBATS ?

En mai 1775 :

L'uniforme prussien ne doit servir qu'à FAIRE METTRE A GENOUX LES WELCHES.

Moyennant ces inscriptions, on peut conserver celle que M. Chevreau, préfet de la Seine et ministre de l'intérieur, a approuvée. Elle fait même très-bien, pourvu qu'on y ajoute la date :

A VOLTAIRE

SOUSCRIPTION POPULAIRE

VEILLE DE L'ASSOMPTION

1870

Et si Voltaire se trouve avoir été prophète, M. Havin, la commission et M. Chevreau n'en seront que plus glorifiés.

XIII

19 août.

AUTRES INSCRIPTIONS

POUR LE VOLTAIRE-CHEVREAU.

Il y a longtemps que cette idée d'ériger dans Paris une statue de Voltaire travaille les fortes têtes libres-penseuses. Louis-Philippe, prince qui n'était pas sans voisinage intellectuel avec Havin, se consacra lui et son royaume à Voltaire et à Napoléon. Il leur fit tout de suite à chacun une statue, l'une au fronton d'un temple, l'autre au sommet d'une colonne; et sous la protection de ces deux anges, il crut qu'il règnerait en paix.

Cependant la statue de Voltaire au fronton de Sainte-Geneviève ne satisfit pas les fortes têtes libres-penseuses. Avoir, par la main d'un prince français, effacé la gloire de la Vierge qui vainquit Attila, pour y substituer la gloire du proxénète qui insulta la vierge de Vaucouleurs et flatta le cynique vainqueur de Rosbach, c'était encore trop peu. Le fanatisme anticatholique ne se tint pas content. Au fronton de Sainte-Geneviève, Voltaire n'était pas traité avec assez de considération. On le voyait là dans la foule, mêlé à quantité de gens qu'il avait détestés ou qu'il eût fort méprisés, accolé notamment à ce *fou*, à ce *polisson*, à ce *chien*, à ce *singe* de Jean-Jacques,

le plus méchant coquin qui ait jamais déshonoré la littérature (1). Il fallait une statue plus insolente, une statue à part, et qui tirât l'auteur de *Candide* du vulgaire des grands écrivains. L'Académie française résolut d'y travailler. Elle mit au concours l'éloge de Voltaire.

Nous ne savons qui eut le prix. M. Romain Cornut le mérita. Voulant dire la vérité, il avait pris le contre-pied de l'éloge. Il n'était point catholique, ou l'était si modérément qu'il a cessé de l'être. Même en ce temps-là, M. l'abbé et terrassier Loyson ne l'eût point redouté pour l'âme délicate de M. le meunier et député Girault. Mais il suffit d'avoir le sens droit et juste et de lire Voltaire pour que l'indignation monte au cœur. Le discours indigné de M. Romain Cornut, rejeté par l'Académie, emporta néanmoins ses plans. On comprit que la statue de Voltaire n'était plus désormais une affaire de littérature, que c'était fini de ce côté-là, et l'Académie n'y toucha plus. Il fallut attendre que M. Havin, ayant formé le public nécessaire, reprît ce pieux dessein. On attendit vingt ans. Mais il n'y a que la vertu et l'esprit qui soient plus immortels et qui sachent mieux attendre que le vice et la sottise.

M. Romain Cornut ne s'en était pas tenu à son premier discours. Il en composa un second, *Voltaire*

(1) Ce sont les propres expressions de Voltaire, et il s'en permit d'autres. Il disait : *La chienne d'Erostrate, ayant rencontré le chien de Diogène, fit des petits, dont Jean-Jacques est descendu en droite ligne*. Ce qui d'ailleurs n'eût pas été moins vrai si J.-J. l'avait dit de Voltaire.

conseiller et complice du partage de la Pologne. Cet écrit, comme l'autre, est solide de style et de sens jusqu'à l'éloquence. Il fait bien regretter que l'auteur ait mal tourné. C'est là qu'il faut étudier cette âme de Voltaire foncièrement, sciemment, imperturbablement cruelle et scélérate. C'est là encore que l'on voit combien madame de Graffigny, qui s'y connaissait, avait raison de dire : Qu'il est bête ! C'est là aussi que l'on se rend compte des dégradations et des destructions que le venin de Voltaire peut opérer parmi ceux qui ne le savent point vomir.

D'autres petits livres suivirent ceux-là, préludant au travail décisif de M. l'abbé Maynard, provoqué par l'invasion havinienne; et c'est ainsi que Havin, après tout, n'a pas laissé d'avoir son utilité. Sans M. Havin, probablement nous n'aurions pas eu la vraie vie de Voltaire ; M. Maynard aurait manqué de courage pour inventorier ce tripot.

Et rien n'est resté debout dans l'œuvre si étendue de cet homme absolument méchant, qui, grâce à l'ignominie particulière de son siècle, avec le même rire sale, pendant soixante années, put insulter à tout l'honneur du genre humain. Aujourd'hui même, ceux qui suivent la voie de Voltaire avouent qu'il les dégoûte. A un centimètre d'élévation intellectuelle et littéraire au dessus de Havin, ils tiennent tous à lui marquer de quelque façon leur mépris. L'on a relevé cette parole d'un rédacteur du *Siècle :* VOLTAIRE EST LE DIEU DES IMBÉCILES.

Cependant Voltaire, détruit en détail, résiste et demeure dans sa masse. Le phénomène s'explique

par cette raison, que Voltaire est l'une des expressions les plus complètes et les plus persévérantes de l'impiété, qui est la grande imbécillité humaine. L'impiété est sa qualité précieuse, c'est par là qu'il est le dieu des imbéciles. On parle d'un physicien qui n'embaume pas, mais qui conserve les corps en y injectant une solution d'arsenic. Ainsi une solution d'imbécillité conserve ce vil cadavre, et Voltaire a enfin sa statue.

Il n'y a rien à dire, puisque tout le monde (au-delà du niveau havinique) est d'accord sur le personnage, et il n'y a rien non plus à faire, du moins quant à présent, puisque l'Etat, comme jadis Louis-Philippe, se passe au cou la bricole de feu Havin. Seulement il faut une inscription ! Que l'on fasse au moins cela pour nous. Nous avons sujet de nous plaindre, une inscription nous consolerait.

Nous continuons de puiser dans le Voltaire-Touquet les motifs qui pourront servir à la décoration patriotique du Voltaire-Chevreau. Ce que nous offrons au choix de la Commission réunit l'avantage d'insulter en même temps la Pologne et la France.

Le 18 novembre 1771, Voltaire écrit à Frédéric :

On dit, Sire, que c'est vous qui avez imaginé le partage de la Pologne, et je le crois, parce qu'il y a là du génie.

Le roi de Prusse, qui était *poétassier*, mot confidentiel de Voltaire, avait fait de mauvais vers contre les Polonais. Voltaire lui écrit :

Il est *plaisant* de *détruire* les gens et de les chanter.

Cette gentillesse avait déjà servi contre les Français; mais Voltaire était économe. Personne n'a autant pratiqué l'art d'utiliser les restes.

Le même Frédéric fait frapper une médaille où il se proclame *libérateur*, *pacificateur* et *restaurateur* de la Pologne. Le même Voltaire lui écrit :

Sire, la médaille est belle et bien frappée; la légende en est *noble* et *simple*. Mais surtout la carte que la Prusse jadis polonaise présente à son maître fait un très-bel effet.

... C'est assurément une chose *comique* que le même homme se soit moqué si légèrement des palatins pendant six chants entiers, et en ait eu un royaume pour sa peine... Jamais on n'a fait un poëme ni pris un royaume avec tant de facilité. Vous voilà, Sire, le fondateur d'une très-grande puissance, vous tenez un des bras de la balance de l'Europe, et la Russie devient un monde nouveau. Comme tout est changé, et que je me sais bon gré d'avoir vécu pour voir tous ces grands changements!... Je ne sais quand vous vous arrêterez, mais je sais que l'aigle de Prusse va bien loin. *Je supplie cet aigle* de daigner jeter sur moi chétif, du haut des airs où il plane, un de ces coups d'œil *qui raniment le génie* éteint. Je suis *à vos pieds*, comme il y a trente ans, mais bien à vos pieds; je regarderai le *regno redintegrato* (la médaille) quand je voudrai reprendre mes forces. — *Votre vieux idolâtre*. (16 octobre 1772.)

Quelques généreux Français, en très-petit nombre, avaient embrassé la cause de la Pologne et étaient partis pour la servir. Frédéric, dans une lettre à Voltaire, les traite *d'excréments des nations*, et dit qu'ils viennent faire en Pologne le métier de *brigands*. Voltaire applaudit, et relève la supériorité du Nord sur la France.

C'est là, dit-il, *qu'on partage les provinces d'un trait de plume*,

qu'on dissipe les confédérations et des sénats en deux jours, et qu'on se moque surtout *très-plaisamment* des confédérés (Polonais)...

Il ne se contente pas de dire ces jolies choses, il se fait espion, afin d'apprendre aux Prussiens et aux Russes ce que la France prépare pour soutenir son honneur à l'étranger; il y revient si souvent que Frédéric en est fatigué : « Vous me parlez de vos Welches et de leurs *intrigues*, elles me sont toutes connues... »

Quand le sultan était venu au secours de la Pologne, de concert avec la France, Voltaire avait écrit à Frédéric :

Vous devriez bien vous arranger pour attraper les dépouilles de ce gros cochon.

Et à Catherine, qui menaçait l'influence française en Orient par ses entreprises sur la Turquie :

J'ai pris parti pour Catherine II, l'étoile du Nord, contre Mustapha, le cochon du Croissant... Votre Majesté impériale me rend la vie en tuant les Turcs.

Il n'en veut pas moins aux Français qui sont partis pour la Pologne. Il écrit à Catherine et lui demande que ces « blancs-becs » soient déportés en Sibérie et qu'on les fasse mourir de faim.

Nos chevaliers welches qui ont été porter leur inquiétude et leur curiosité chez les Sarmates DOIVENT MOURIR DE FAIM *s'ils ne meurent pas du charbon...*

Si ces fous de confédérés étaient des êtres capables de raison, vous les auriez ramenés au droit sens; mais je sais un remède

qui les guérira. J'en ai un aussi pour les petits-maîtres sans aveu qui abandonnent Paris pour venir servir de précepteurs à des BRIGANDS. *Ce dernier remède vient en* SIBÉRIE : *ils le prendront sur les lieux.*

Que tout cela est joyeux à lire, dans ce moment choisi pour ériger la statue de Voltaire, et que les dates deviennent éloquentes !

Il y a cent ans que Voltaire écrivait au roi de Prusse : « Vous voilà, Sire, le fondateur d'une très- « grande puissance ; vous tenez un des bras de la « balance de l'Europe. Comme tout a changé, et « comme je me sens bon gré d'avoir vécu pour voir « tous ces grands changements !... Je ne sais quand « vous vous arrêterez, mais je sais que l'aigle de « Prusse va bien loin...» Voit-on enfin ce que le siècle de Voltaire a été pour la France ?

O Voltaire, « dieu des imbéciles, » tu ne ris plus, là où tu es, là où tu t'es senti enfoncer en hurlant de terreur ! Mais si l'âme perdue pouvait au fond de la gehenne se réjouir du mal qu'elle a fait, comme tu rirais, misérable, de voir tes Welches travailler aux remparts de Paris contre les Prussiens, et en même temps t'ériger dans Paris une statue *populaire* et gouvernementale !

Cependant, tu n'eus jamais de joie complète, et ta joie serait encore mélangée. Joseph de Maistre proposait de t'élever une statue par la main du bourreau. Il t'aurait fait trop d'honneur, et le Nazaréen sait mieux vaincre : tu reçois ta statue à l'heure convenable, des mains du préfet. Le bourreau, c'eût été la vengeance ; le préfet, c'est l'imbécillité. Une autre

heure viendra, et la Justice, qui n'a pas permis que le bourreau élevât ta statue, le chargera de l'abattre.

XIV

21 août.

LA GUERRE.

On ne tarirait pas sur les horreurs de la guerre. Depuis des milliers d'années, la rhétorique en a fait des descriptions épouvantables, rajeunies seulement par les horreurs nouvelles qui viennent sans cesse multiplier la mort. Il est connu que les hommes sont acharnés à s'entre-détruire, que le moindre prétexte y suffit, que leurs plus sérieuses querelles n'ont aucun fondement en comparaison du sang et des larmes qu'il faudra pour les éteindre, et qui ne les éteindront pas. Les Grecs et les Latins ont parlé du cœur broyé des sœurs, des épouses et des mères ; ils ont dit les villes dévastées, les campagnes désolées, le paisible laboureur dévoré dans son village en flammes, égorgé sur le sillon qu'il avait rempli de blé pour ceux qui le tuent, et la peste et la famine, au lieu de blé, germeront de ce sillon parricide. Massillon a tonné contre l'ambition des rois, armant pour s'agrandir d'un territoire qui ne suffira pas à la sépulture de ceux qui l'auront conquis. Il aurait pu ajouter que, quand même la conquête pourrait contenir tous les cadavres des vainqueurs à côté de tous les cadavres des vaincus, le profit de l'entreprise n'en vaudra pas

la dépense; car, en effet, sur cette terre conquise, les fils des conquérants seront sujets de l'homme, de l'angoisse et de la mort, exactement comme ceux qui l'occupaient et comme les conquérants l'étaient eux-mêmes au pays d'où ils sont venus.

Tout cela a été répété, déclamé, chanté. Il n'est pas un esprit un peu cultivé qui ne connaisse ces vocalises des congrès de la paix et ne les ait en sérieuse considération. Eux-mêmes, les puissants qui ont préparé la guerre actuelle par tant de soins, de machines et de machinations, ces hommes d'État qui ont décrété l'extermination de trois cent mille hommes, — davantage, s'il le faut, — ce sont des philanthropes. Ils ont dit tout cela. Ils détestent les horreurs de la guerre, ils détestent l'effusion du sang. Entre Troppmann et la déclaration de guerre, ils ont récité des tirades contre le bourreau et signé la grâce de plusieurs assassins. Ils souhaitent hautement que le progrès des sentiments d'humanité leur permette d'abolir législativement la peine de mort et la guerre. Et au fond, tout au fond, ils ont l'orgueilleuse pensée d'abolir l'expiation sans abolir le crime.

C'est pourquoi toutes les choses sensées, touchantes et belles que l'on peut dire sur la guerre, ne sont cependant que des formules de dérision qui écrasent la raison humaine dès qu'abandonnant le secours de Dieu, celle-ci se trouve livrée à elle-même.

La guerre a été perpétuelle dans le genre humain. Sorti du paradis, le premier homme, dit Bossuet, voit la première action tragique. Caïn tue Abel et se sauve, tremblant qu'on ne le tue. Il n'y a qu'une

famille, et la guerre est allumée : c'est une guerre de race, c'est-à-dire éternelle, à moins d'un médiateur souverain entre les hommes et Dieu.

La guerre donc existe, elle est dans le sang de l'homme pécheur, dans sa constitution même ; le péché originel lui a fait cette infirmité terrible « *Fièvre continue*, dit Joseph de Maistre, marquée par d'effroyables redoublements. » L'heure de ces redoublements s'annonce par des signes certains, il n'est pas difficile de la reconnaître lorsqu'elle approche : *C'est surtout*, dit encore Joseph de Maistre, *lorsqu'une orgueilleuse philosophie se flatte d'abolir l'expiation dans le monde*. Et cette heure est la même que celle où les peuples se font des idoles, des veaux d'or, et détournent leur cœur des voies de Dieu.

Quand cette heure est venue, la raison qui s'élève contre la folie de la guerre, et l'éloquence qui en décrit les horreurs, exercent peu d'empire. Il y a aussi une raison et une éloquence pour la guerre. Alors il devient facile de prouver aux hommes qu'ils doivent s'entr'égorger et qu'il leur importe d'aller se conquérir une fosse sur la terre étrangère, à côté d'un ennemi qu'hier ils ne haïssaient pas et ne connaissaient pas. Des prétextes inouïs sont mis en avant et acceptés ; de vieilles rancunes mille fois mortes, des injures mille fois rendues et mille fois oubliées se ravivent ; il se lève des Tyrtées absurdes, il en renaît de plus stupides. Des dernières profondeurs du mépris intellectuel et littéraire où elle croupissait justement, une vieille chanson s'élance. Elle n'a ni rime ni

raison, mais elle demande du sang ; c'est ce qu'il faut.

Qu'un sang impur abreuve nos sillons!

Ceux qui proposent l'abolition de la peine de mort pour les assassins donnent le *la*, et le peuple le plus spirituel du monde chante tout entier la *Marseillaise*. Mais quoi ! les sœurs, les épouses et les mères aussi la chantent, et les petits enfants autour de leur berceau, et les vieillards sur leur siége de juges, et la Sorbonne dans sa chaire d'éloquence sacrée, et plus que tous le laboureur en délaissant ses sillons enrichis par tant de peines dont la ruine et la mort seront le prix. Voix graves, voix insensées et avinées, voix ridicules, voix éplorées, voix pures et saintes, voix d'un peuple et d'un monde. C'est la fièvre, c'est l'heure formidable du redoublement.

Spectacle extérieurement fou et abominable, et fait pour donner à croire que Dieu méprise l'humanité autant qu'elle se méprise elle-même. Au fond, cependant, spectacle magnifique et auguste ! Au fond apparaît l'EXPIATION, chose de Dieu.

Quelle affreuse raillerie que cette aventure où paraissent au commencement tant de vanité, tant de forfanterie, tant d'hypocrisie, tant de conseils à la fois pervers et mal combinés ! Quels ourdisseurs vulgaires se préparant des triomphes pour ne trouver que des mécomptes, et jetant néanmoins en guerre deux grands peuples et peut-être tout le monde, parce que tel est leur bon plaisir, absolu-

ment comme sous l'ancien régime, quand les peuples n'avaient pas stipulé qu'on ne disposerait plus de leur bourse et de leur vie qu'ils n'y eussent consenti à la majorité des voix ! Ils le veulent, ils l'exigent, ils le feront. Incapables probablement de soutenir la moindre discussion en forme contre le moindre philosophe de leurs universités, ils forceront les philosophes et les universités à prendre le mousquet, lorsque ces savantes espèces étaient si bien persuadées que le duel de leurs idées se livrerait entre soldats qui n'y comprennent rien. Il faut combattre, et le vainqueur élargira son pays jusqu'à le noyer dans sa conquête. Peut-être que l'un et l'autre adversaire maintenant voudraient bien reculer. Mais il faut avancer, et les meneurs sont menés par d'autres, et ces autres à leur tour entendent la voix des multitudes qui leur crie : Marche ! Et le bras invisible est là, qui pousse, qui traîne aux dernières témérités l'impie orgueilleux, hébêté d'épouvante. Marchez, prononcez, arbitres du monde ! Car enfin, ces seigneurs sont les arbitres du monde. Le sort du monde est dans ces mains que l'histoire ne connaîtra pas. Ils ont la puissance pour une heure, le temps de mettre le feu à la mine. Ensuite, Dieu les appellera au jugement par quelque porte obscure. Les hommes restent vulgaires encore que le méfait soit immense. La fière civilisation du dix-neuvième siècle devra cela aussi, d'être précipitée par les gens de peu. Puisqu'elle se trouve en de telles mains, elle l'a certainement mérité, et c'est une raison pour qu'elle ne se tire que malaisément du mauvais pas où de

telles mains l'ont pu engager. Elle y a consenti, elle l'a voulu, elle a creusé le fossé profond et large.

Des ruines qui enfanteront des ruines, un million d'hommes mis à mort : est-ce donc que la Providence permet ces catastrophes pour qu'un Érostrate puisse accrocher dans l'histoire sa figure encore médiocre au milieu de la flamme et du sang ?

Non, mais le monde a besoin de réapprendre ce qu'il a voulu trop oublier. Il faut qu'il sache que les sociétés ne laisseront pas impunément courir certaines idées, car ces idées à leur tour imposent certains hommes, plus prompts encore à s'affranchir de leurs devoirs envers l'humanité qu'ils ne sont savants à affranchir l'humanité de ses devoirs envers Dieu.

Pour la suite des destinées du monde, il n'est pas inopportun que l'année qui a été tranquillement marquée et tranquillement acceptée pour voir accomplir la déchéance de la royauté temporelle du Christ, c'est-à-dire la déchéance et la dépossession du droit suprême, voie encore d'autres déchéances, d'autres dépossessions : dépossessions de la paix, dépossessions de la fortune, dépossessions de la vie.

Mais en même temps, la chétive et coupable humanité ne cesse pas d'avoir affaire à ce Dieu « dont la puissance se signale partout en pardonnant aux pécheurs et en leur faisant miséricorde. » L'expiation est une grâce qui en attire d'autres. Elle réveille l'esprit de prière, et par elle, dans le monde châtié, se répand une vigueur de vertu. Dieu promène la guerre sur le genre humain, comme le mé-

decin promène le feu sur un membre paralysé ou gâté. Comme le médecin emploie les poisons, la Providence divine emploie les fléaux, pour guérir. Et c'est pourquoi il y a des poisons et des fléaux. Si Dieu ne voulait pas guérir, il ne frapperait pas.

Il frappe et il guérit. Toute guerre est le moyen de sa miséricorde autant que le décret de sa justice. La main qui ne semble qu'irritée relève, prépare, répare. La France vaut mieux depuis un mois, est plus grande et plus réellement forte qu'avant la guerre, un meilleur avenir lui est fait. Il y a un mois, nous étions en plein Louis XV. Art, politique, philosophie, gouvernement, mœurs et morale, tout sentait cette époque de débauche énervée. Paris n'était qu'un atelier de doute universel, d'universelle division, d'universelle luxure et d'universel dégoût. Il en reste, de ce Paris-là ! Mais même dans cette terre promise des mauvaises herbes, aujourd'hui, quel changement! Des hommes se lèvent de cette fange, s'en dégagent, et le café-chantant de l'Europe devient un camp austère. Les moustiques pestilentiels sont asphyxiés par la fumée de la poudre ; les faquins, les histrions et les proxénètes voient tous les jours baisser de plusieurs crans la puissance qu'ils avaient usurpée. La guerre a fait ce prodige : elle a rendu un cœur à ceux qui n'en avaient plus, et dans ce cœur elle a mis un amour, l'amour de la patrie. Il y a de grandes actions, de grandes résolutions, on admire les héros, on retrouve le sens du sublime. Des paroles de feu viennent des camps et brûlent le rire des blêmes far-

ceurs. On se répète les dépêches également belles de Bazaine victorieux et de Mac-Mahon vaincu : *Je me suis battu tout le jour, j'ai perdu la bataille. Envoyez-moi des munitions et des vivres !* Et ce mot héroïque des soldats de Mac-Mahon, dignes de lui : *Maréchal, pourquoi pleurez-vous? Vos soldats vous ont-ils refusé d'aller à la mort?* Nous voilà loin de la *Duchesse de Gerolstein*, si chère aux boulevardiers et aux rois.

L'esprit de sacrifice est partout tranquille, fier, plein de mépris pour quelques derniers sots qui ne craignent pas le ridicule de s'offrir en exemple lorsqu'ils peuvent prendre de si belles leçons. D'un œil ferme on regarde crouler le *biblot*, on voit la hache abattre les bois sacrés; d'une main ferme, on fond le veau d'or pour en faire des balles; et le grand amour de la patrie et le grand honneur, qui l'emportent sur l'avarice, triomphent aussi de l'esprit de sédition.

Ainsi la France guerrière se dépouille de l'habit de baladine qu'une longue conjuration lui avait fait revêtir. Comme Achille, elle se reconnaît en voyant des armes. Ainsi, ce qui vaut mieux encore, la race baptisée se relève sous le poids sacré et la bénédiction sanglante de l'épreuve. L'habile Prussien n'avait point prévu ce retour. Il y a des choses que l'habile Prussien ne peut prévoir. Il nous croyait trop amollis et trop divisés. Le roi de Prusse a visité Paris. Il disait, rentré dans sa Prusse : C'est une ville aimable, très-belle, pleine de modistes, de caricaturistes et de prostitutions en tous genres : je ne crains pas Paris ! Ce n'était point mal raisonné. Mais il fallait tout voir. Le sage roi a parcouru les

boulevards, mais n'a point visité les églises. Il a pris Paris pour la France et ne s'est point douté qu'il existe un autre Paris, tout semblable à la France qui ne ressemble point à Paris. Il sait ce qu'il y a dans ses églises à lui et ce qui peut en sortir; il ignore quels arsenaux et quelles forteresses sont nos églises à nous, d'où l'on emporte l'armure du vrai baptême, d'où l'on prie la Vierge, où l'on reçoit l'Eucharistie.

Oui, nous avons péché ; oui, ceux par qui nous avons mérité d'être conduits et dont nous avons trop subi la conduite, nous ont fait entrer dans cette guerre par un coup de trahison que personne de nous ne leur demandait et n'aurait prévu. Nous pouvions être défenseurs de la justice, nous sommes fuyards du devoir. Le roi de Prusse, qui lit l'Écriture sainte, a pu se souvenir du conseil que l'Ammonite Achior donne à Holopherne, qui était le Moltke du roi d'Assyrie : « Seigneur, informez-vous si ce peuple « a commis quelque faute contre son Dieu, et alors « allons les attaquer, parce que leur Dieu vous les « livrera (1). » Mais l'infirmité du roi de Prusse, protestant, est de ne pas tout entendre dans l'Écriture sainte, encore plus que de ne pas tout voir en pays catholique. Il n'a pas compté sur la prière de Judith, il ne sait pas quel mystère ravive l'éclat du baptême au front du pécheur, et ce que fait le Dieu de l'Eucharistie lorsqu'il trouve encore en Juda « quelques bonnes pensées. »

(1) *Paralip.*

Achior dit aussi à Holopherne : « Si ce peuple n'a « pas offensé son Dieu (c'est-à-dire s'il s'est repenti, « s'il désavoue et veut réparer ses offenses), alors « nous ne pourrons lui résister : leur Dieu prendra « leur défense et nous deviendrons l'opprobre de « toute la terre. » La suite est au même livre de Judith : « Chaque ville et chaque province, ayant choisi « les plus braves de ses jeunes gens, leur fit prendre « les armes et les envoya après les Assyriens. Ils les « poursuivirent jusqu'aux extrémités des confins de « leur pays, passant au fil de l'épée tout ce qu'ils « rencontraient. » Et maintenant, roi des Borusses, comprenez l'Écriture sainte !

Vous aviez bien pris vos dispositions, bien choisi votre moment ; vos espions vous avaient informé de nos faiblesses et de nos fautes, vous étiez muni d'engins nouveaux, et vos soldats connaissaient la topographie du pays à conquérir. Mais la France a reçu le vrai baptême, il reste en elle de bonnes pensées ; elle a la Vierge et l'Eucharistie : bientôt vos professeurs et pédants de guerre sauront ce que c'est qu'un peuple guerrier.

A travers ses oublis, il y a une chose que le peuple de France n'a pas oubliée. Il a donné à Dieu des prêtres, Dieu lui a donné des soldats. Il a bâti à Dieu des temples, Dieu lui gardera son territoire. Par ses missionnaires, plus qu'un autre peuple, il a voulu conquérir à Dieu des nations, Dieu lui rendra des victoires. Non, non, le peuple dont les fils et les filles mêmes se répandent sur toute la surface de la terre pour agrandir l'empire du Christ ne sera pas

jeté en proie à cette louve prussienne qui ne veut que s'agrandir elle-même. Son Romulus fut un voleur d'églises, son César ne sera qu'un Augustule. Berlin ne deviendra pas la nouvelle Rome. Rome est faite ailleurs, et la France se retrouve. Quelle que soit l'épreuve, la France se retrouvera tout entière; et l'épée victorieuse du Franc, sortie de l'ignoble fourreau philosophique et véritablement prussien où l'avait enfermée Voltaire, dérouillée dans cette lutte et resplendissante de son ancien éclat, s'étendra sur le roi pacifique du monde promis à Jésus-Christ.

David, dont nous sommes le peuple continué par Jésus-Christ, chantait : « Béni soit Dieu qui m'a fait pour la guerre et qui a dressé mes mains au combat pour la vérité de Dieu! » Nous chanterons encore ce chant, la véritable *Marseillaise* des Francs et de la race baptisée. L'épée à la main, l'Eucharistie dans les plis de notre drapeau, nous chanterons le chant de David contre tout peuple et toute race qui voudrait abolir ou fausser le baptême. Et nous irons prendre sur l'autel de Pierre, affranchi par nous, l'onction qui sacrera les peuples, et la clef qui doit ouvrir à la race humaine un nouvel et plus grand avenir.

XV

23 août.

D'AUTRES PRUSSIENS.

Lorsque le sort d'une bataille peut amener les Prussiens aux portes de Paris, il y a en France et dans Paris des hommes qui semblent avoir le dessein de faire assassiner les prêtres.

Un mot d'ordre est certainement donné pour amener ce résultat patriotique. Des maisons religieuses ont été attaquées, le même jour, dans plusieurs villes. Les plus stupides calomnies contre le Saint-Père sont répandues au même instant dans les campagnes les plus éloignées. On colporte que le Pape est d'accord avec le roi de Prusse, qu'il le bénit, qu'il lui fournit des millions, qu'il lui avait promis de le sacrer quand il aura vaincu la France.

Cela est cru de la stupidité publique, qui croit que l'on empoisonne les fontaines en cas de choléra, et qui a cru, tout à l'heure, dans la Dordogne, que l'infortuné M. de Monéïs était Prussien. De nombreuses lettres écrites de divers points de la France nous informent de cet état de choses, ajoutant qu'il est urgent d'y prendre garde.

Une étincelle suffirait pour allumer l'incendie intérieur que le Prussien attendait avant la guerre, et qui lui serait encore plus utile en ce moment. La France n'a plus qu'un jour, si elle a le jour tout en-

tier, pour prévenir cet incendie. Une fois allumé, elle n'aurait ni le moyen ni le temps de l'éteindre.

Sans doute, on a peine à comprendre une pareille conjuration, du moins de la part de beaucoup de ceux qui s'y engagent. Elle existe néanmoins, et ceux qui s'y engagent, sciemment ou non, sont nombreux. Nous avons eu les propositions et discours de M. le député Girault et de ses amis. Nous croyons assez volontiers que M. Girault est innocent. Il est vraisemblable que ce « galant homme, » comme le nomme prudemment M. le professeur d'éloquence sacrée Loyson, ne va pas loin en philosophie prussienne. Il ne parlerait pas des *Welches* comme Voltaire. Mais ses amis sont déjà bien disposés à croire que la terreur en France serait le meilleur moyen de nous débarrasser des Allemands; et en tout cas, dans l'espoir qu'elle les débarrasserait au moins de Dieu, ils en useraient. Il y a aussi des journaux qui forment cette belle conception et qui la servent avec zèle.

Nous en avons nommé quelques-uns. Le *Journal des Débats* a commencé ou plutôt il a continué une tactique dont il a l'habitude. Le *Temps*, protestant, né de la confiance et du sourire de M. le duc de Persigny, suit de près le *Journal des Débats* et mérite d'être signalé. Il donnait hier une prétendue « correspondance de Rome, » qui parle des sentiments du Pape et des « prélats de Rome » de manière à seconder parfaitement les plans prussiens.

Il est absolument impossible qu'un monsieur qui remplirait à Rome les importantes fonctions de cor-

respondant du *Temps*, soit en relations avec les « prélats », de façon à savoir ce qu'ils disent et ce qu'ils pensent. Ou ce monsieur est un pauvre diable qui ne pourrait pas gagner sa vie à Paris, ou c'est quelque bas employé d'ambassade qui fait ce métier pour ajouter à son maigre gage, peut-être aussi pour assouvir la haine de sa bassesse contre Rome, qui est honnête, et la haine de son orgueil contre la société, qui le laisse dans les bas-fonds. Plusieurs sont loin de dédaigner cet appoint. Voltaire a des propos sévères sur les nouvellistes : « Le monde veut des « nouveautés, et la canaille immense des écrivains « subalternes attend ces nouveautés pour faire rire « et gagner un écu. — J'avoue que les polissons « qui, de leur grenier, gouvernent le monde avec « leur écritoire, sont la plus sotte espèce de tous. » Mais Voltaire n'avait pas encore l'idée du journal; sa courte vue n'entrevoyait pas l'envie impuissante et la scélératesse irritée endoctrinant l'ignorance et la folie.

Nous donnerons cependant un avis à ceux qui jouent ce jeu, non pas bien entendu à ces écrivains d'en bas, qui n'ont et qui n'auront jamais une place honorable dans une société régulière, et qui

Si tout n'est renversé ne sauraient subsister.

Ils sont sans autels, sans enfants, sans tombeaux, déracinés de toute patrie, et il leur importe peu que tout croule dans le monde, au contraire! Il n'y a nul moyen de les effrayer ni de les attendrir. L'avis est pour ceux qui leur fournissent les moyens d'impri-

mer. A ceux-ci, qui ont des maisons et des rentes, nous disons que la première pierre qui tombera de l'Église écrasera les maisons voisines, et ces maisons en tombant feront crouler les autres; et quand le feu s'allumera là-dedans, il brûlera le *Grand-Livre*, suivant le souhait de Proudhon. Plusieurs de ceux qui écrivent s'en inquiètent médiocrement. Ils auront les plaisirs du spectacle, et comme leur plume ne les nourrit pas au gré de leur appétit, ils mangeront les cadavres. La pitance abondera. *Nec est finis cadaverum*, disait le prophète, en des temps avec lesquels le nôtre n'est pas sans analogie.

Mais le bourgeois qui se consolerait encore de voir les Prussiens à Paris pourvu qu'il n'y vît plus de prêtres, et qui est si content déjà de ne plus voir de Français à Rome; le bourgeois, qui ne veut pas plus de médiateur entre les peuples qu'il n'en veut entre l'homme et Dieu, le noble et fier bourgeois, enfin vainqueur du Christ, sera très-malheureux en ce temps-là.

C'est pourquoi nous n'avons cessé de dire au bourgeois qu'il avait tort de tant rire de l'Église et de tant la persécuter. Lorsqu'il n'y aura plus de prêtres, meunier Girault, il n'y aura plus de moulin, il n'y aura plus de rentes, il n'y aura plus de boulevards, et même les fonds placés à l'étranger périront.

Cela donc vous regarde, et vous regarde plus que les prêtres et ceux qui partageront leur sort. Les catholiques n'ont pas tant sujet de craindre. Pour eux, il y a autre chose. Leur mort sera le martyre. Ils diront, comme les Machabées, qu'il leur est plus

doux de mourir que de voir les maux de la patrie. Mais vous autres, vainqueurs du Christ par la main des Prussiens, vous serez *justiciés!*

XVI

25 août.

M. Émile de Girardin, pour donner aux Français de la *confiance*, de la *confiance*, s'était laissé aller à croire que le balai, et au plus la crosse du fusil ajoutés à la plume du journaliste et au crayon du caricaturier, suffiraient pour battre les Prussiens. Il en a dit quelque chose dans des lettres « patriotiques » qu'il a publiées. Un Prussien lui a répondu, et M. de Girardin imprime la lettre prussienne. Le Prussien aussi, lorsqu'il écrivait, avait confiance, confiance, et il dit à M. de Girardin des choses qui ne manquent pas toutes de gravité. Nous mettons sa lettre sous les yeux de nos lecteurs. Ils la comprendront mieux peut-être que le publiciste fameux à qui elle est adressée. Elle a d'ailleurs ceci de remarquable, qu'elle confirme tout ce que la presse allemande nous a révélé du plan prussien.

Saint-Avold, 19 août.

Monsieur de Girardin,

Un de nos nombreux compatriotes à Paris vous fera parvenir ces quelques mots de réponse à vos rodomontades, qui ont excité dans notre camp une hilarité aussi bruyante qu'une de

nos bombardes. Vous avez fait un pari, je vous en fais un autre.

Je vous jure sur l'honneur de vous payer vingt mille francs, si mon régiment ne défile pas devant votre palais de l'avenue du Roi-de-Rome avant le 15 septembre prochain.

Savez-vous d'où nous vient la certitude de vous vaincre?

Faites-en part à vos amis, si vous voulez, mais ne retranchez pas un mot de ce que je vais dire.

C'est :

1° Parce que nous avons l'appui moral de l'Europe ;

2° A cause de la supériorité de notre artillerie ;

3° Parce que TOUS nous voulons l'unité germanique. (L'idée des annexions vient de votre Empereur, qui a eu pour imitateurs MM. de Cavour et de Bismark.)

4° Parce que nos soldats sont bien commandés et que nous n'avons pas chez nous de divisions d'intérêts, de principes, et point d'insubordination comme vos mobiles, — que nous craignons moins que des collégiens ; — chacun de nos soldats a l'instruction d'un de vos officiers ;

5° Parce que nous combattons pour la civilisation, c'est-à-dire pour l'émancipation de l'homme par l'instruction.

Comment un homme comme vous n'a-t-il pas vu que l'avenir appartient aux races septentrionales ou protestantes ?

Voyez les Etats-Unis pour l'Amérique. Que sont à côté d'eux les petits Etats de races latines? Des républiquettes toujours en guerre civile, sans force morale, sans autre culte que la superstition de leurs ancêtres les Inquisiteurs.

En Europe, les deux Péninsules et la France ne sont-elles pas en décadence? En vain nous donnerions un roi à l'Espagne; votre voisine la catholique doit vous apprendre ce qu'est ce pays. L'Italie dégénérée à l'ombre des mêmes préjugés; le catholicisme idiotifié (est-ce bon français?). La France décline depuis qu'elle a sacrifié sa sûreté à l'arbitrage d'un homme qui a toujours menti tant avec nous qu'avec vous. Vous voyez où vingt ans de despotisme vous ont conduits; vous avez voulu l'empire-paix et vous avez l'empire-guerre, l'invasion et la perte de deux provinces, car nous les garderons. Vous vous

êtes liés à la dynastie des Bonaparte par crainte de la sociale! C'est-à-dire que vous avez voulu éviter Charybde et que vous êtes tombés dans Scylla.

Voyez la chose : au premier Napoléon, nous et l'Europe nous avons repris les conquêtes de la République, au deuxième nous prenons le neuvième de votre pays, sans parler des frais de guerre que vous allez nous payer.

Dieu sera avec ceux qui veulent le progrès; c'est pourquoi il vous délaisse. (Croyez-vous en Dieu seulement?)

Vous avez le suffrage universel et vos électeurs ne savent pas lire; c'est là votre arme la plus dangereuse. A vrai dire, sans votre Ledru-Rollin, qui vous a donné ce mode de vote, vous n'en seriez pas là; mais la Providence fait tout pour le mieux. L'Allemagne, terre classique du libre examen, qui avait Luther quand on ne savait pas chez vous ce que c'est que la logique, l'Allemagne est destinée à être pour l'Europe ce que le pays de Franklin est pour l'Amérique.

N'oubliez pas mon pari et répondez-moi à Genève, 8, rue du Mont-Blanc : M. Westermann, pour remettre (en France) au

Colonel FRED. VON HOLSTEIN.

Ce Prussien était bien fier le 19 août. Il ignore qu'il est lui-même une manière de Girardin, non-seulement par sa confiance, mais encore par ses idées. M. de Girardin est « émancipateur de l'homme par l'instruction » protestant (nulle nécessité de croire en Dieu pour cela), et beaucoup d'autres choses semblables. Rien n'empêche que le Prussien ne soit un nourrisson de M. de Girardin. Si ce savant colonel croit que Luther est un honneur pour l'Allemagne et qu'il a inventé la logique, M. de Girardin l'a dû dire maintes fois, à moins qu'il n'ait réservé l'honneur de l'invention de la logique pour lui-même. Et quant à l'assurance avec laquelle ce

même savant prussien donne l'avenir aux « races septentrionales ou protestantes, » c'est un don que lui a fait depuis longtemps la *Revue des Deux-Mondes*, et que la multitude des penseurs et écrivains français, acharnés depuis un siècle à diffamer le catholicisme, ne lui reprendront pas. M. de Girardin est convaincu de cette supériorité tout comme lui, plus que lui peut-être, et n'a ni le droit ni le moyen de soutenir le contraire.

L'idée de la prépondérance, ou plutôt de l'empire absolu réservé au Nord, à la Prusse particulièrement, est tout simplement une idée française. Voltaire chantait cela au Prussien athée bien avant que le Prussien girardinesque fût né : « Vous êtes, Sire, « le fondateur d'*une très-grande puissance*. Vous te- « nez un des bras de la balance de l'Europe. Je « ne sais où vous vous arrêterez, mais JE SAIS QUE « L'AIGLE DE PRUSSE VA BIEN LOIN. Je supplie cet aigle « de jeter sur moi chétif, du haut des airs, un de ces « rayons qui *raniment le génie éteint.* » Voilà qui est prussien dans les moelles. Nous proposions l'autre jour de l'inscrire sur le piédestal du Voltaire-Chevreau.

Est-ce que ce petit morceau ne contient pas tout ce qui est dans la lettre du Prussien de M. de Girardin? Et est-ce que M. de Girardin a le moindre mot de son fonds à dire contre la statue du Voltaire-Chevreau érigée par la presse française?

La seule chose qui soit bien en propre au Prussien, c'est de se croire une mission divine. Le Français *éclairé* ne croit pas assez en Dieu pour inventer

un pareil détail. Si M. de Girardin le disait, ce serait à dessein de se donner un petit reflet mystique, dans un moment de coquetterie littéraire; quelque chose comme sa mèche tant célébrée.

Il est bien vrai, cependant, que le Prussien a une mission. Seulement, lorsqu'il ajoute : « Dieu sera avec ceux qui veulent le progrès, » il tombe enfin dans la sottise familière aux publicistes français, qu'il a trop lus, comme toute l'Europe. Le progrès prusso-voltairien, Bulozo-voltairien, Girardino-Havino-Bonaparto-voltairien, le progrès qui consiste à rejeter Jésus-Christ du monde social et à remplacer Dieu par 89, n'est pas celui que Dieu favorise, et la mission donnée à la Prusse en ce moment n'est pas d'accomplir ce progrès-là.

La mission de la Prusse est d'apporter ses idées de Prusse, idées voltairiennes, sous le tranchant de l'épée française. Si nous n'avions que nos écrivains et nos principes de 89, la statue de Napoléon et la statue de Voltaire, les deux anges de Louis-Philippe, roi de 89, verraient la fumée d'un camp ennemi. L'une n'en pourrait être surprise, l'autre assurément n'en serait pas offensée. Mais il y a le vieux soldat et la vieille épée de France, et Dieu est avec ceux qui défendent la patrie Ceux-là sont encore les mêmes qui proclamaient le Christ roi des Francs.

Nous pouvons bien, hélas ! être un peuple et une armée de pécheurs, c'est ce qu'il faut pour subir des revers ; mais la Prusse constitue un peuple et une armée d'athées, c'est ce qu'il faut pour périr. Entre le pécheur et l'athée, il y a une différence que

M. de Girardin et son Prussien ne saisissent pas, mais qui est celle de la vie et de la mort.

En sorte qu'au fond la bataille se livre pour l'Eglise, et que voilà toute la troupe de Voltaire, tout le peuple de 89 obligé de travailler et de suer sang et eau pour la gagner. Il y a de ces dérisions dans l'histoire de la philosophie, de la logique et du libre examen.

Ajoutons à l'honneur de ces mauvais logiciens qu'ils ont vraiment du cœur à l'ouvrage, et que leur patriotisme se moque glorieusement de leur raison.

XVII

26 août.

LE PRUSSIEN DE M. DE GIRARDIN.

Refaisons un tour sur ce Prussien de fer et de plume, qui se croit invincible à la plume comme au fer. Invincible au fer, puisqu'il écrit de Saint-Avold en France ; invincible à la plume, puisqu'il pousse l'alinéa aussi facilement que M. de Girardin lui-même, dans le français même de M. de Girardin.

L'originalité de ce Prussien consiste en ce qu'il est la frappante image d'un libéral français. Il en a les idées historiques, politiques et sociales, et jusqu'à la littérature. Il pourrait écrire naturellement dans tous les journaux de toutes les nuances révolutionnaires, depuis le *Charivari*, dont il a la grâce pétillante, jusqu'à la *Revue des Deux-Mondes*, dont

il a la profondeur. M. Buloz n'aurait qu'un léger blanchissage à lui donner. Il serait au *Siècle* comme chez lui, sans blanchissage aucun. On peut dire que ce Prussien est né rédacteur du *Siècle*.

En un moment où l'on doit s'interdire sévèrement tout acte de guerre civile, c'est un avantage bien précieux de rencontrer ainsi toute la forfanterie et toute la bêtise française dans un seul Prussien!

Ce long combat de la France contre Dieu, c'est-à-dire contre elle-même, contre son histoire, contre sa gloire, contre sa force et contre sa destinée; le blasphème voltairien et la brutalité révolutionnaire, le pédantisme doctrinaire et l'hypocrisie philosophique, la rêvasserie humanitaire et l'arrogance de la force qui se croit la science et la pensée, tout aboutit là, tout se réunit là, tout sert à former ce Prussien. Et le Prussien, enivré de se voir vainqueur à Saint-Avold, ne doute plus que Dieu ne soit protestant et Prussien.

Après un siècle de travail, corrompant par tous les moyens toute morale et tout bon sens, ils ont fait ce rude animal, et l'ont accru sur la terre jusqu'à lui mettre quasi autant d'intelligence sous les pieds qu'il a d'insolent orgueil dans la tête. Le voilà fait. Il déclare qu'il est la science, la liberté et l'avenir, et ils ne savent que répondre, car ils l'ont dit eux-mêmes, sinon qu'ils ont autant de muscles que lui. Mais s'il a l'*idée*, comme ils l'ont proclamé si souvent, à quoi bon leurs muscles ? Véritablement il est *leur* science, *leur* liberté, *leur* avenir. Voudront-ils employer leurs muscles à écraser tout cela, uniquement

pour avoir la gloire et le plaisir de le relever et le mérite de le distribuer eux-mêmes au reste du globe ?

La Prusse est le péché de l'Europe, comme César fut le péché de Rome et du monde. Une fable profonde nous parle de cette déesse réprouvée qui, à la suite d'un mauvais commerce, enfanta des chiens dont elle fut depuis immortellement dévorée ; et la Vérité nous dit de son côté que la justice élève les nations et que le péché les rend misérables. Le protestantisme et le philosophisme ont fait la Prusse, nous y avons travaillé, nous en jouissons. Ainsi, au moment le plus glorieux et le plus honteux de l'histoire des hommes, quand la lumière du Christ formait un nouveau genre humain, quand la justice et l'amour offraient à la terre la liberté, l'égalité et la fraternité, en ce moment, la vieille erreur donnait le bilan de sa philosophie, de sa science et de sa politique ; et c'était l'empire de Tibère et de Néron.

L'humanité maudite accouchait de ces monstres durables. Ils naissaient des entrailles de la malédiction, afin de s'opposer au Fils de Dieu, né de la Vierge Marie. Car la malédiction refuse et hait la bénédiction. Et comme l'empire et Néron, œuvres du péché, sont apparus à l'aurore du Christ pour le noyer dans le sang, ainsi le Prussien, si le courroux de Dieu permet qu'il soit autre chose qu'un fantôme, aura surgi du même fond et des mêmes causes, au moment où l'humanité chrétienne, sortant d'un long désastre, se range autour de Pierre pour rappeler au monde appauvri la plénitude du bienfait de Jésus.

Il faut certainement empêcher cette renaissance, il faut écraser ce dessein, il faut le noyer dans le sang !

Le Prussien ne se gêne pas de le dire. Il parle du christianisme *idiotifié* par le Pape et par le Concile, et il demande si ce mot *idiotifié* est bon français ? Très-bon français, Prussien ! Nous avons eu un fameux auteur, nommé Eugène Sue, mort il n'y a pas longtemps, en parfait état de démence, bavant à tremper ses matelas, et nous avons encore un grand philosophe nommé Quinet, écrivain à mettre dans l'Académie, et nous en possédons quantité d'autres qui ont dit tout cela bien avant vous, et qui le répètent dans le même style. Notre Quinet, quand vous tétiez encore à l'école du soldat, décrétait déjà l'urgence « d'étouffer le catholicisme dans la boue. » Il voulait certainement, par cette opération, nous *désidiotifier*.

Il y a longtemps que nous ne manquons pas de penseurs prussiens ! Nous avons M. About, M. Jourdan, et Bassinet, et Bouzier, et cent autres, dans Paris et dans les provinces ; nous avons notre ministre de l'intérieur, S. Exc. M. Chevreau, qui vient d'ériger une statue à Voltaire, lequel adorait l'aigle de Prusse, et disait, en parlant du christianisme « idiotifié » : *Écrasons l'Infâme* ! Soyez bien tranquille sur la bonne qualité de votre français, Prussien ! Il a cours, et si les chances de la guerre vous sont défavorables, vous pourrez gagner votre vie dans les journaux libres-penseurs. Votre langue est aussi française que leur pensée est prussienne.

Mais si vous croyez pour cela que vous êtes maître de la France et du monde, et que Dieu combat avec la Prusse au profit de la Prusse, c'est ici que votre philosophie de l'histoire vous abuse gravement, quoique tout à fait conforme à celle de tant d'illustres penseurs et phraseurs français, tels que Voltaire, Quinet, Bassinet, Bouzier et autres de Paris et des départements.

Il y a, Prussien, plusieurs philosophies de l'histoire, vous ne l'ignorez pas. Mais il n'y en a qu'une vraie, c'est ce que vous ignorez; et vous ignorez celle-là, qui est totalement ignorée aussi de vos maîtres. Elle ne promet pas l'empire à la Prusse. Elle nous apprend que Dieu ne combat que pour lui-même, c'est à-dire pour son Église, pour l'agrandissement, l'épanouissement et le triomphe de sa volonté très-juste et très-miséricordieuse; en d'autres termes, pour le règne du vrai et du bien.

Quand même vous entreriez dans Paris, quand vous vous étendriez sur toute la France, ce qui doit vous paraître invraisemblable; quand même vous emporteriez tous les trésors du temple (ils ne sont pas lourds), et tous ceux du palais et tous ceux de la rue, ce ne serait encore que notre châtiment et pas du tout votre établissement. *De bonnes pensées restent en Juda*, et il n'existe aucun moyen de couper les communications entre les lèvres de la pénitence qui prie et la clémence du Dieu qui ressuscite. C'est assez pour nous délivrer de la Prusse, c'est assez pour que la Prusse ne se délivre pas de la mort. Il n'y a plus de fusils, et le dernier tronçon d'épée est dévoré par

la rouille : mais la pénitence a prié, et alors le fer de la charrue devient une arme. Au besoin, les ossements suffiraient.

L'histoire nous révèle cette loi de la guerre purement politique, c'est-à-dire barbare. Le conquérant qui ne porte pas la vérité morale dans les plis de son drapeau, n'y porte qu'un principe de défaite, qui éclate contre lui dans un temps généralement assez court. Il allume l'ardeur des représailles, il enseigne l'art de les assouvir, et les peuples dont il a insulté les foyers viennent se venger dans les siens. Histoire ancienne, histoire moderne. Le grand homme de guerre uniquement chargé de faire la guerre est un désastreux présent pour le peuple que Dieu en gratifie.

Nabuchodonosor, très-grand roi (c'est le même qui fut changé en bête), attire Cyrus; Cyrus provoque Alexandre ; Alexandre appellera les Romains ; Carthage périt parce qu'elle a eu Annibal ; Rome fait des routes pour les peuples qui la fouleront aux pieds. Que d'autres exemples dans l'histoire jusqu'à la République française et jusqu'à Napoléon, qui reprennent si complétement la guerre païenne, et quel exemple que Napoléon! Le destin de la Prusse victorieuse est là.

Une autre loi, plus certaine et moins visible à cette populace de lettrés qui fait des philosophies de l'histoire, c'est le soin que Dieu prend de former et de maintenir les peuples auxquels il confie le dépôt de la vérité et le devoir de la porter dans le monde. Il les punit, il ne les détruit pas. Rien ne peut détruire

Israël, toujours puni de ses fautes. L'Assyrien tombe sur lui, le ruine, l'emmène captif et s'écroule, le laissant entier. Pour cette œuvre de châtiment, Nabuchodonosor est qualifié de serviteur de Dieu. Rome vient à son tour et n'absorbe pas non plus cette terre qui a un tel fruit à donner. Jérusalem n'est arrachée qu'après avoir élevé le vrai roi du monde sur le trône de la croix. Arrachée, elle vit encore dans son peuple errant, parce que le châtiment ne détruit pas la promesse.

Eh bien ! sans doute, nous, peuples catholiques, nous n'avons pas la même promesse, et le flambeau éteint peut nous être enlevé. Alors nous péririons. Mais Voltaire n'a pu l'éteindre, et c'était le véritable ennemi. Ce que le Prussien Voltaire n'a pu faire, le Prussien voltairien ne le fera pas. Son souffle stupide raviverait plutôt la flamme que son pied s'efforcerait d'étouffer, et quand même nous pourrions souffrir des maîtres si brutaux, nous ne les supporterions pas si bêtes. Voit-on la France soumise à des Prussiens parlant français ? Un Samson se lèverait et le Voltaire-Chevreau lui servirait de mâchoire.

Si loin que puisse aller notre humiliation, et quand Dieu se rendrait sourd à notre repentir, qui croira que la miséricorde divine, abolissant le dernier peuple catholique à cause des renégats qui l'auraient poussé à l'apostasie, élira pour le remplacer ce peuple civilisateur, dont l'apostolat n'a que des maîtres d'école et des mitrailleuses ?

L'homme du dix-neuvième siècle est misérable.

Intellectuellement, il est, comme on dit, au bout de son rouleau ; nul jusque dans les catastrophes. Il a prétendu être par excellence l'homme du progrès, et il a resserré autour de lui toutes les limites. Il s'est mis dans une cage sans horizon et sans issue, dont les fastueuses tentures en papier peint lui cachent le ciel et le privent d'air. Là il s'accable de redites et de vains et stupides essais de recommencements bientôt avortés. Il se fait de vieux contes et se chante de vieilles chansons qui ne l'intéressent plus. En présence de ces Prussiens qui se targuent de recommencer l'empire universel, voilà des génies français qui chantent la *Marseillaise* et veulent recommencer la république. Au fond, ce monde avachi et *idiotifié* (servons-nous-en) crève d'ennui et demande du nouveau.

L'amour du nouveau les a plus que tout le reste poussés dans le jeu sanglant qui les épouvante, sans pouvoir les désennuyer. Du nouveau ! c'est le vœu éternel de l'ennui. Mais l'ennui est une maladie qui empêche de créer le nouveau et de voir celui qui se crée tout seul, ou plutôt qui se déroule sous la main de Dieu. Le grand ouvrier du nouveau, Dieu, travaille toujours. Il remplit de choses inouïes et logiques, à la fois prévues et soudaines, ce monde qui demande du nouveau et qui ne peut rien trouver de nouveau devant son œil paralysé par cette maladie honteuse de l'ennui, elle-même jusqu'à un certain point nouvelle.

Il y a partout des écroulements, partout des résurrections, partout des échéances et des dévelop-

pements terribles et sublimes. Des hauteurs, un verbe de lumière se précipite, fait éclore un monde. Ils restent là, tournoyant dans leur cage, passant alternativement de leurs vieux coryphées qui ne chantent rien de neuf à leurs vieux corybantes qui ne dansent rien de nouveau. Ils essaient du canon, et au bruit du canon un docteur prussien parie contre son maître français vingt mille francs, l'un qu'il sera à Paris dans quinze jours, l'autre qu'il n'y viendra pas. Voilà leur affaire réduite à sa véritable expression. Le reste est de la phrase (ils diraient de la *blague*), et ils sont d'accord... pour ne rien voir.

Il y a du nouveau pourtant. Et le nouveau, c'est que la civilisation qu'ils ont faite s'écroule, autant pour le Prussien que pour le Français, et que « le Fils du charpentier, » celui de qui Julien l'Apostat demandait des nouvelles, a fait le cercueil d'un monde.

XVIII

27 août.

LA VICTOIRE DE L'AME DE LA FRANCE.

Voici donc qu'ils arrivent. Humainement, tout permet d'espérer qu'ils n'entreront pas. Dans ce péril, Dieu nous a suscité des hommes de tête et de cœur. Ils ont muni le rempart et nettoyé l'intérieur de la place. Les mesures sont prises pour éteindre à l'instant la sédition scélérate, elle n'aura point le pouvoir d'humilier et d'inquiéter ceux qui défen-

dront la muraille. Dans la ville assiégée, il ne faut que la voix brève du commandement. On ne permettra pas qu'un tumulte quelconque puisse empêcher de l'entendre. La civilisation française, assiégée dans sa capitale, n'aura d'ennemis armés qu'en face.

Paris résistera glorieusement, et, nous l'espérons, victorieusement. Il verra l'ennemi se briser à ses portes, il le verra lever le siége, il le verra fuir, fuir vers Bazaine et Mac-Mahon, à travers la France exaspérée. Bientôt la France et la Prusse sauront ce qu'elles valent réciproquement quant aux muscles, puisque c'est aujourd'hui la grande affaire du monde. Il est trop évident que le peuple « savant » avait mieux organisé la guerre, mieux pris ses précautions. Il a eu davantage la science de la topographie, celle du tir, celle de l'espionnage. L'application de ces sciences lui a coûté déjà deux cent mille hommes. Mais il en avait trois cent mille à dépenser pour arriver dans Paris, il en a donc cent mille à jeter pour combler le fossé. Nous verrons comment le reste se tirera d'affaire. Ce dernier bout de chemin sera glissant ! A notre avis, les professeurs de guerre ignoraient quelque chose qu'ils vont apprendre. Ils vont apprendre ce que c'est qu'un peuple vraiment guerrier. Tous ne reviendront pas pour en donner des leçons à la grande Allemagne et lui procurer l'empire du monde.

Que Paris se défende : et quand même il serait enfin forcé, c'est déjà une victoire et une grande victoire. C'est la victoire de l'âme de la France. Celle-

là est assurée, elle est indépendante du sort des armes. Elle sera plus grande même si le sort des armes est contraire. Elle montrera que la France pourtant n'avait pas attaché tout son cœur à cette merveille qui lui a coûté tant d'or, tant de labeur, hélas! et tant de péchés. La France, la vieille France, la France retrouvée d'avant 89, aura exposé la merveille et l'aura jetée dans le gouffre de sang pour sauver son honneur. Cela n'est pas conforme aux nouveaux principes économiques ; c'est sauvage comme autrefois. Les savants allemands de Vienne, ceux qui sont déjà protestants, ont été plus sages. Méprisant une semblable victoire, craignant sagement de voir endommager leurs boutiques, leurs cafés-chantants, leur nouvel Opéra, préférant voir abîmer la patrie, ils ont philosophiquement pétitionné vers leur empereur pour n'être pas défendus. Voilà un peuple qui veut qu'on le prenne ! Le Français, resté bon gré mal gré catholique, est d'humeur différente. Il sacrifie sa ville pour sauver l'honneur et la nationalité.

Les protestants, les juifs, les libres-penseurs, espèces dominantes à Vienne, qui conseilleraient au Français de traiter, afin de se perfectionner dans l'étude de la philosophie, sous la direction de la Prusse, et de devenir savant à son tour, ceux-là seraient mal venus. C'est encore une chose que les professeurs de Prusse ignoraient, et qu'ils apprendront s'ils triomphent. Ils sauront ce que c'est qu'un grand peuple catholique. Le monde aussi l'apprendra, non sans nécessité, après ce siècle d'injures contre l'unique

Église du Christ. Et nous aussi, nous l'apprendrons, pour notre gloire immortelle et pour le salut du genre humain, menacé d'être prussianisé.

O retours divins de la vérité honnie et en apparence vaincue à jamais! Que d'infâmes papiers, accumulés depuis un siècle, vont être crevés et lacérés en quelques jours, par cette guerre qu'ont suscitée entre tous et plus que tous les barbouilleurs de papier? Car qui est assez dénué de raison pour croire qu'un peuple se jette de lui-même sur un peuple, et que les paysans du Brandebourg étaient naturellement tourmentés du besoin de prendre Paris, ou nos paysans d'Auvergne du besoin de prendre Berlin? Ce n'est pas même l'ambition des princes qui conçoit toute seule de telles idées, et si elle les concevait, elle ne pourrait pas les réaliser. Ce sont les professeurs, les avocats, les écrivailleurs sans nombre, les cuistres dénués de bras pour combattre comme pour travailler, qui, dans le monde moderne, sont surtout dévorés de l'implacable orgueil de la domination et de la conquête. Ils en sont dévorés et ils en répandent l'ardeur et le tourment. Les peuples sont pris de la folie de mesurer leurs forces, d'imposer les idées de ces drôles. Ce ne sont plus des armées qui combattent pour un but déterminé, mais des nations entières qui se ruent l'une sur l'autre, sans autre projet bien connu de l'une et de l'autre que l'extermination. Et ces malheureux sont très-fiers de la *science* qui leur fournit le moyen d'en finir tout de suite. L'Autriche a été tuée en un jour, par une idée et par une machine. Quatre ou cinq nationalités

italiennes ont sombré en une fois. Et voici que ou la Prusse ou la France restera couchée sur le flanc pour de longues années en une seule campagne, qui n'aura été qu'une seule bataille, où peut-être un million d'hommes auront péri. Or le « savant » a tellement abêti la terre que d'atroces sots peuvent dire sans rougir d'eux-mêmes et sans révolter personne : C'est le progrès !

Mais enfin, une vérité apparaîtra quoi qu'il arrive, du moins pour ceux qui ont conservé la faculté de penser, et plus tard pour ceux en qui cette faculté peut renaître. Il sera démontré que ces cuistres savants et puissants sont la plaie de l'espèce humaine et la honte de sa raison, et que les peuples qui leur laissent l'empire doivent souffrir, décroître et tomber ; qu'ils doivent perdre les faux biens où ils les convient ; que ces biens périssent encore lorsqu'ils ont paru les réaliser, que leurs richesses se changent en désastres foudroyants, que leur orgueil les mène aux humiliations dernières, que les noms de leurs victoires, fastueusement écrits au coin des rues, peuvent être effacés par les boulets ennemis et disparaître comme les passants.

Ce sera le sort certain et définitif de la Prusse, encore qu'il puisse plus ou moins se faire attendre. Probablement il ne se fera pas attendre longtemps. Quand même le courroux de Dieu, non encore apaisé envers nous, lui permettrait de passer tête levée sous nos arcs de triomphe, elle marche à ce châtiment suprême, elle y court. Elle le trouvera non-seulement par son orgueil sans mesure, mais encore

et surtout parce qu'elle n'a aucune vérité à donner au monde, et ne veut lui donner au contraire que son erreur. Rien dans son passé ne parle pour elle, rien dans son avenir ne se rattache à Dieu. Elle périra et ses desseins périront.

Elle périra par la France, et la France détruira ses desseins, parce que la France est la vieille servante du Christ et se retournera vers le Christ. Elle se souviendra de lui, et il se souviendra d'elle ; elle redemandera son service glorieux, et il lui sera rendu. Est-ce que nous sommes liés par la proclamation qui annonçait à l'Allemagne que la France lui portait les bienfaits de 89, dont elle jouit d'ailleurs plus que nous, Dieu merci ? Est-ce que nous sommes engagés par l'arrêté préfectoral qui permet d'attester que le peuple de France a érigé le Voltaire-Chevreau? Que nous importe ce que disent de nous ce Chevreau et d'autres ! Nous sommes la France du Christ; nous reprendrons notre drapeau, et nous défions les victoires de la Prusse.

Le patriotisme sera catholique, et c'est pourquoi, quelle que soit la fortune ennemie, la Prusse ne vaincra la France ni par les armes ni par le temps.

Nous savons que la *Marseillaise* ne vaut pas une armée, et la Prusse le sait aussi. Nous savons, et la Prusse sait encore que 89 ne vaut pas une armée, et que ni la statue de Voltaire ni la statue de Napoléon ne sont non plus une armée. Mais la foi et la fidélité à la sainte Église catholique, voilà l'invincible, la renaissante, l'éternelle armée ; et la Prusse périra.

Nous autres, qui ne sommes pas savants, nous con-

naissons le nom de Dieu, nous le connaîtrons davantage, et les desseins de la Prusse périront.

XIX

29 août.

PROJET DE LA STATUE DE JEANNE D'ARC.

Le *Propagateur* de Lille propose une souscription *populaire* pour ériger dans Paris une statue de Jeanne d'Arc. Il désigne l'emplacement : ce serait dans la nouvelle rue du Théâtre-Français, qui passe sur l'ancien rempart Saint-Honoré, là où l'héroïne insultée par Voltaire fut blessée en combattant contre les Prussiens de l'époque.

Il s'agirait de *compenser* ainsi le Voltaire-Chevreau, et l'idée en elle-même est très-louable. Elle avait été déjà proposée, lorsque M. Havin lançait sa souscription. Elle eût alors été acceptée très-aisément, elle le serait plus aisément encore aujourd'hui. Néanmoins nous ne crûmes pas devoir nous y associer. Il convient que nous fassions connaître les raisons de ce refus. Aujourd'hui comme alors, elles paraîtront décisives.

M. Havin aurait voulu le premier, de très-bonne foi, souscrire pour la statue de Jeanne d'Arc ; son *Siècle*, après lui, patronnerait très-volontiers la souscription. M. Havin était, et le *Siècle* est resté l'ami de *toutes les gloires de la France*. Sans doute, ils ont leurs préférences, et ils prennent soin qu'on ne les

ignore pas ; mais c'est leur système de ne rien écarter, Au Panthéon, ils ont bousculé dans la même apo. théose Voltaire et Fénelon; dans la cour du Louvre- Voltaire et Bossuet, Rabelais et saint Grégoire de Tours. Ils accoleraient très-bien madame de Sévigné, qui fut une femme distinguée, et Ninon, autre femme distinguée. Le jardin réservé des Tuileries est orné d'une statue de Laïs mourante; ils ne trouveraient pas mauvais qu'on y mît une Jeanne d'Arc mourante, couchée sur le bûcher, ce qui permettrait au sculpteur de la ramener davantage au costume de cour. M. Carpeaux, habile à faire puer le marbre, saurait bien s'y prendre pour qu'il n'y eût qu'un contraste agréable entre Jeanne d'Arc et Laïs. Elles fraterniseraient comme les deux sœurs de Béranger, et ces messieurs seraient éblouis jusqu'à l'extase, comme le Dieu de M. Hugo :

... Et Dieu, dont l'œil flamboie,
Ne sait plus distinguer, père ébloui de joie,
Bélial de Jésus.

Feu Havin était plein de cette poésie. Il se voyait, peut-être, dans un monde meilleur (quelle idée Havin se pouvait-il faire d'un monde meilleur?), appuyé sur sa caisse très-ample et très-fournie, regardant avec bonté l'*Univers*, et lui montrant Voltaire et Jeanne d'Arc s'embrassant dans les bras de Dieu, *père ébloui de joie.*

Et certainement feu Havin aurait consenti de bon cœur à réaliser en ce monde ce que M. Hugo lui disait qu'il verrait dans le ciel : Voltaire et Jeanne

d'Arc sur le même pied devant le peuple de Paris comme devant Dieu! Si on lui avait dit que c'était une idée plus ancienne que M. Hugo, une vieille idée de l'empereur Héliogabale, lequel un jour, fatigué de la diversité des dieux, les voulut tous réunir dans le même temple et dans le même culte, sous la présidence d'une certaine pierre qui était son dieu à lui, Havin eût pris en estime cet empereur qui concevait des pensées si grandes, et il se fût admiré davantage de les avoir su réaliser, à quoi l'empereur Héliogabale ne parvint pas.

Tout cela donc serait très-bon pour feu Havin, et pour sa suite très-vivante, et M. Chevreau nous offrirait immédiatement un arrêté. Mais nous ne saurions entrer dans ces largeurs, et nous ne devons pas nous dissimuler que la statue regardée par nous comme une revanche, serait tout simplement considérée par eux comme un *pendant*.

Ce n'est point là ce qu'il nous faut. La statue de Voltaire est un outrage à la religion, à la pudeur, au patriotisme. Un *pendant* n'y changerait rien, et ne serait au fond qu'une acceptation de l'injure. Il faut que l'injure soit effacée ou qu'elle reste sans compensation et sans pendant.

Une statue de Jeanne d'Arc dans Paris, à côté de celle de Voltaire!... Voltaire s'en amuserait, Havin s'en réjouirait, mais Jeanne d'Arc en pleurerait.

Non! non! S'ils n'ont pas la vertu d'enlever cette ordure, qu'elle reste; qu'elle soit un témoin de leur règne, et de l'année des Prussiens! Ces deux souve-

nirs se joindront, et ils auront devant la postérité ces deux marques sur l'épaule.

XX

1er septembre.

LE SIÉGE DE BÉTHULIE.

Quand Nabuchodonosor, roi des rois, eut résolu de se faire encore dieu des dieux, ses conseillers admirèrent un si noble dessein, et Holopherne, grand homme de guerre, fut chargé de l'exécuter. Il partit avec 120,000 hommes de pied et 12,000 archers à cheval, approvisionnés pour aller loin. Pillant et brûlant, rasant les villes, détruisant les temples afin qu'il n'y eût plus, selon ses instructions, d'autre dieu que Nabuchodonosor, Holopherne arriva au pied des montagnes de Béthulie, clef de tout Israël. Mais il se trouva que le grand-prêtre Eliachim avait mis le pays en état de défense, et le peuple gardait les hauteurs.

Holopherne demanda quels étaient ces gens-là, qui pensaient résister? Achior, chef des Ammonites, allié forcé des envahisseurs, lui raconta brièvement l'histoire des Hébreux : « Ce peuple, dit-il, n'a jamais abandonné son Dieu sans tomber dans la main de ses ennemis, et ne lui est jamais revenu sans que ce même Dieu ne l'ait promptement délivré. Sachez donc, seigneur, s'ils ont commis quelque iniquité contre leur Dieu, et alors attaquons-les : nous les

vaincrons. Mais s'ils ont gardé la foi, Dieu les défendra, et nous ne pourrons rien. »

Les officiers d'Holopherne furent révoltés d'entendre parler d'un Dieu qui serait plus puissant que Nabuchodonosor. Tous s'écrièrent : « Escaladons ces montagnes, nous tuerons leurs défenseurs et Achior avec eux ; et les nations sauront que Nabuchodonosor est le seul dieu de la terre ! »

C'est ce qu'un colonel prussien déclarait l'autre jour à l'Ammonite Emile de Girardin et à toute la race catholique. M. de Girardin lui-même n'est pas sans avoir quelques traits, bien affaiblis, de cet honnête Achior. Lui non plus ne sait que répondre aux Assyriens.

Holopherne, irrité, chassa l'Ammonite de sa présence. On l'emmena hors du camp, et on le laissa lié à un arbre. Des Israélites le trouvèrent et le conduisirent en Béthulie. Il y raconta ce qu'il venait de voir et d'entendre.

Ce récit effraya les habitants, mais sans ébranler leur constance. Ils prièrent avec larmes, demandant à Dieu de considérer l'orgueil de l'ennemi et leur propre humiliation. Ensuite ils consolèrent Achior, lui disant que le Dieu de leurs pères, dont il avait publié la gloire, montrerait sa fidélité, et lui accorderait de voir la ruine de l'envahisseur. Ils lui offrirent de rester parmi les enfants d'Israël, heureux de pouvoir le traiter comme un frère. La grande France dira un jour les mêmes paroles à ceux de Pologne, de Saxe, de Hanovre, de Wurtemberg, de Bavière et des pays rhénans, aujourd'hui cruellement forcés de la

combattre, sans autre profit pour la plupart que l'entière destruction de leur propre patrie et l'esclavage de leur autel.

Cependant Holopherne, au lieu d'assaillir immédiatement Béthulie, imagina un moyen plus sûr et moins coûteux de la prendre; il suffisait de la priver d'eau. En effet, au bout de vingt jours, les citernes étaient vides, et plusieurs dans la ville commencèrent à murmurer contre les chefs qui avaient décidé de résister. Ils disaient que le glaive était préférable au lent supplice de la soif. D'autres, en plus grand nombre, mieux inspirés, recoururent à la prière. Ils demandèrent à Dieu d'avoir pitié de leur détresse, et qu'au moins, s'il voulait châtier son peuple, ce ne fût point en le livrant à des infidèles, qui en prendraient occasion de blasphémer et de leur crier : Où est votre Dieu? Enfin, après de longs gémissements, Ozias, prince de la ville, dit : « Attendons encore cinq jours, et si le courroux de Dieu ne s'apaise pas contre nous, alors nous nous rendrons. »

Ce discours fut rapporté à Judith, fille de Mérari, de la tribu de Siméon, veuve de Manassès depuis trois ans, parfaitement belle et très-riche. Elle vivait avec ses servantes dans un appartement secret, au haut de sa maison, portant le cilice et jeûnant tous les jours, hormis le Sabbat et les autres fêtes du Seigneur; et il n'était personne qui élevât la moindre parole contre sa vertu.

Elle fit venir plusieurs des princes et des anciens, et elle leur dit : — Que me rapporte-t-on d'Ozias, et de cet engagement de livrer la ville, si dans cinq

jours Dieu ne l'a pas secourue? Et qui êtes-vous, vous autres qui fixez une limite au Seigneur? Au lieu de sa miséricorde, craignez plutôt de provoquer ainsi sa colère! Elle ajouta qu'il fallait beaucoup de larmes, beaucoup de prières, beaucoup d'humilité, mais aussi beaucoup d'espérance, puisqu'enfin Israël ne suivait pas ses pères en tous leurs crimes et ne connaissait d'autre Dieu que Dieu. — C'est pourquoi, poursuivit-elle, attendons avec une humble patience les consolations que Dieu ne manquera pas de nous donner. Il nous vengera des afflictions que nos ennemis nous font souffrir, il couvrira de honte toutes les nations qui s'élèvent contre nous. Vous donc, anciens du peuple, relevez-lui le cœur Rappelez-lui les épreuves d'Abraham, de Jacob, de Moïse. Tous ceux qui ont été agréables à Dieu ont passé par les tribulations; mais ceux qui n'ont pas reçu l'épreuve dans la crainte du Seigneur et se sont laissés aller aux murmures, ceux-là ont péri. Nos souffrances n'égalent pas nos péchés. Les fléaux sont envoyés pour nous sauver, et non pour nous perdre.

Les anciens répondirent à Judith : — Il n'y a rien à reprendre dans tes paroles. Prie pour nous, femme sainte et craignant Dieu. Judith reprit : — Et vous, priez afin que Dieu m'affermisse dans un dessein que j'ai conçu. Vous vous tiendrez cette nuit à la porte de la ville, et je sortirai avec ma servante. Je ne veux point que vous vous mettiez en peine de savoir ce que je ferai. Jusqu'à ce que je vienne moi-même vous donner de mes nouvelles, qu'on ne fasse autre chose que prier pour moi. Ils répondirent : — Que le Sei-

gneur marche devant toi et qu'il tire vengeance de nos ennemis !

Telle était la grandeur d'Israël, que ceux qui le voulaient détruire se faisaient ennemis de Dieu.

Restée seule Judith, la tête couverte de cendre, se prosterna devant le Seigneur pour l'entretenir de son dessein. Résolue de sauver sa patrie et tout le peuple par le seul moyen qui fût en son pouvoir, convaincue d'ailleurs que Dieu lui inspirait cette action, elle stipula pour son honneur, exposé aux insultes d'un brutal soldat.

Elle dit : « Seigneur, souvenez-vous de mon père
« Siméon. Vous lui avez mis le glaive à la main pour
« tirer vengeance des étrangers quand ils eurent dé-
« noué la ceinture de la jeune vierge, et vous avez
« inondé de leur sang la couche où les retenait la
« ruse des fils de Jacob. Car c'est vous qui avez fait
« les choses antérieures, et celles-ci, et celles qui
« suivront. Vous avez conçu les choses d'à présent
« et celles de l'avenir, et tout ce que vous avez ar-
« rêté en votre esprit est arrivé. Et les choses que
« vous avez méditées ont comparu, et elles ont dit :
« Nous voici.

« Or, ces Assyriens viennent pour profaner votre
« sanctuaire; ils veulent souiller votre tabernacle et
« abattre avec le fer la force de votre autel. Faites
« tomber votre courroux sur leurs têtes; donnez à
« mon bras la force d'exécuter ce que j'ai conçu.
« Écrasez leur arrogance par la main d'une femme.

« Votre force n'est pas avec la multitude, ni votre
« puissance avec les grands; mais vous êtes le Dieu

« des humbles, l'auxiliaire des petits, le défenseur « des faibles, le refuge des méconnus, le sauveur des « désespérés. Oui, oui, Dieu de mon père, Dieu de « l'héritage d'Israël, maître des cieux et de la terre, « créateur des eaux, roi de toutes vos créatures, vous « exaucerez ma prière. Répandez l'intelligence parmi « tout votre peuple; qu'ils sachent que vous êtes « le Dieu des royaumes et des armées, et qu'il « n'est point pour Israël d'autre protecteur que « vous. »

Ayant ainsi prié, Judith ôta ses habits de veuve et reprit ceux des jours de joie, quand Manassès vivait. Elle arrangea sa chevelure, se frotta de parfums, noua sous ses pieds des sandales, reprit ses bracelets, ses colliers, ses bagues, ses pendants d'oreilles, toute sa parure, et Dieu lui augmenta encore sa beauté qu'elle ornait par un désir de vertu (1).

Suivie de sa servante, qui portait un sac de provisions, elle se rendit aux portes de la ville, où les anciens l'attendaient. Etonnés eux-mêmes de la voir si belle, ils lui dirent : — Que le Dieu de nos pères accomplisse ce que tu as projeté pour Israël ! Elle adora Dieu et s'éloigna. Ils la suivirent du regard jusqu'à ce qu'elle eût disparu dans le vallon qui menait aux gardes avancées des Assyriens.

Comme ceux de Béthulie, les Assyriens furent

(1) Cui etiam Dominus contulit splendorem : quoniam omnis ista compositio, non ex libidine, sed ex virtute pendebat ; et ideo Dominus hanc illam pulchritudinem ampliavit, ut incomparabili decore omnium oculis appareret. (X, 4.)

émerveillés de sa beauté. Holopherne lui dit de ne rien craindre. Elle lui parla devant sa cour.

Entrant dans la pensée qu'avait dû lui laisser le langage d'Achior, elle lui fit croire qu'elle l'avertirait quand les Israélites auraient commis certaines transgressions qu'ils osaient méditer, et que ce serait le moment favorable pour donner l'assaut. « Dieu m'a envoyée, dit-elle en terminant, pour accomplir avec toi des choses qui frapperont d'étonnement ceux qui les apprendront. » Holopherne, aussi ravi de son langage que de sa beauté, voulut qu'elle habitât la tente où étaient déposés ses vases d'argent, et qu'on lui servît les vins et les mets de sa table. Elle refusa les mets, interdits par sa religion, disant qu'elle se nourrirait de ceux qu'elle avait apportés. Holopherne lui ayant demandé de quoi elle vivrait ensuite, elle répondit : « Vive ta vie! mes provisions ne seront pas consommées que le Seigneur n'ait accompli par ma main ce qu'il a décidé. » Elle exprima ensuite le désir de pouvoir aller prier chaque soir dans le vallon. Holopherne accorda tout.

Pendant trois jours, Judith, toujours suivie de sa servante, sortit du camp sans être inquiétée. Elle faisait ses ablutions à la fontaine qui est dans le vallon, et, s'étant ainsi purifiée, elle rentrait sous la tente, jeûnant et vaquant à la prière comme elle avait coutume en sa maison de Béthulie.

Le quatrième jour, Holopherne donna un grand festin à ses serviteurs, où il invita Judith. Elle s'y rendit dans tout l'éclat de sa parure, prévenant toutefois l'eunuque qu'elle sortirait à l'heure accou-

tumée; et elle but et mangea à la table du général assyrien ce que sa servante avait préparé pour elle. Holopherne, joyeux et déjà enivré de la présence de Judith, but plus qu'il n'avait fait en aucun jour de sa vie. Enfin, l'eunuque fit retirer les convives, tout alourdis par le vin, et Judith demeura seule dans la tente avec Holopherne, déjà assoupi sur sa couche, « le vin ruisselant autour de lui. »

Judith, debout, pria et pleura. Elle dit en son cœur : « Seigneur Dieu des armées, regardez. C'est « le temps de ressaisir votre héritage. » Ayant décroché le cimeterre qui pendait à l'une des colonnes du lit, elle se pencha, saisit les cheveux d'Holopherne, le frappa au cou deux fois de toute sa force et lui trancha la tête.

Ensuite, elle fit rouler le corps au bas de la couche, enleva le moustiquaire de pourpre entrelacé d'or, de pierres précieuses et d'émeraudes, et sortit de la tente, cette tête et ces dépouilles à la main. La servante les cacha dans le sac aux provisions. Ayant traversé le camp sans alarme, les deux femmes furent bientôt devant Béthulie. Judith cria de loin aux sentinelles : — Ouvrez! Dieu est avec nous!

Les anciens et le peuple accoururent, et l'on fit un grand feu. Lorsque Judith les vit rassemblés, elle leur montra la tête : — Voici, leur dit-elle, Holopherne, généralissime de l'armée d'Assyrie, et voici le filet sous lequel il dormait lorsqu'il était ivre. Le Seigneur l'a frappé par la main d'une femme. Et vive le Seigneur qui m'a gardée! Ozias dit à Judith :— Sois bénie entre toutes les femmes. Tant qu'il y aura des hommes, ja-

mais l'espoir que tu as mis en Dieu ne s'effacera de leur cœur! Tout le peuple répondit : — Ainsi soit-il!

Judith ordonna qu'on fît venir Achior. Voyant la tête d'Holopherne aux mains d'un homme de l'assemblée, il tomba la face contre terre et le souffle lui manqua. Revenu à lui, il se jeta aux pieds de Judith : — Bénie sois-tu, s'écria-t-il, bénie sois-tu en toute demeure de Juda et en toute nation! Quiconque ouïra ton nom sera ému d'amour. Dis-moi maintenant comment cela est arrivé. Judith alors, en présence du peuple, raconta tout ce qui s'était passé depuis son départ de Béthulie jusqu'au moment où elle parlait. La ville entière retentit d'allégresse, et Achior crut au Dieu de Judith, le Dieu vivant. Puisse la même grâce être accordée à tant d'Ammonites, qui n'attendent aujourd'hui qu'un malheur pour croire au Dieu Nabuchodonosor.

Cependant Judith prit le commandement de la ville et ordonna une sortie contre les Assyriens. Ses ordres eurent un plein succès. Les Assyriens furent taillés en pièces; on les poursuivit jusque par-delà Damas et son territoire. Ainsi Israël fut sauvé et Assur commença de périr, par la main de Judith, fille de Mérari, de la tribu de Siméon.

Le grand-prêtre et les anciens de Jérusalem vinrent honorer Judith à Béthulie. Ils lui dirent : — Tu es la gloire d'Israël. Bénie sois-tu à jamais par le Seigneur tout-puissant! Tout le peuple cria : — Ainsi soit-il!

Ils lui firent une grande part dans les dépouilles des Assyriens ; elle eut la tente d'Holopherne, toute

son argenterie, ses lits, ses cratères et ses vases; on la couronna d'olivier, elle et ses femmes. Et elle dit :

« Je chanterai à Dieu un hymne nouveau.

« Assur est venu des montagnes de l'Aquilon; il « est venu avec les myriades de son armée; leur mul-« titude a comblé les vallons, leur cavalerie a cou-« vert les collines.

« Il avait juré de livrer mon pays à la flamme, de « faire périr mes jeunes hommes par le glaive, d'é-« craser mes enfants à la mamelle, de faire de mes « enfants un butin et de mes vierges une proie.

« Le Seigneur tout-puissant les a effacés par la « main d'une femme.

« Leur homme vaillant n'est pas tombé sous les « coups de jeunes guerriers, les fils des Titans ne « l'ont point frappé, les géants ne l'ont point attaqué; « mais Judith, fille de Mérari, l'a défait par la beauté « de son visage.

« Sa petite sandale a ravi son œil, sa beauté a cap-« tivé son âme; le cimeterre a tranché sa tête.

« Alors mes humbles ont jeté un cri de joie, et mes « faibles les ont épouvantés. Ils ont pris la fuite.

« Les enfants des jeunes femmes les ont blessés; « le Seigneur leur a livré bataille, ils ont péri.

« Seigneur, vous êtes grand et glorieux; et les ro-« chers fondront devant vous comme de la cire, et « vous êtes propice à ceux qui vous craignent.

« Tout sacrifice qu'on vous offre en odeur de « suavité est petit; toute la graisse des holocaustes « est très-petite; mais celui qui craint le Seigneur « est grand.

« Malheur aux peuples qui s'attaquent à ma race!
« Le Seigneur tout-puissant, au jour du jugement,
« les punira. Le Seigneur les livrera aux vers et à la
« flamme, et ils pleureront en une souffrance éter-
« nelle. »

Judith vécut à Béthulie jusqu'à l'âge de cent cinq ans, entourée de respect et de gloire. Elle avait consacré en offrande au Seigneur tout ce qui lui était revenu de la dépouille d'Holopherne, et le filet de pourpre, d'or et de pierres précieuses enlevé de sa propre main, ne gardant rien de ces richesses. Elle avait aussi affranchi sa servante, et distribué avant de mourir tous ses biens, tant à ses parents qu'à ceux de Manassès, son époux. Lorsque Dieu la rejoignit à ses pères, on l'ensevelit dans le tombeau de Manassès, et le peuple la pleura sept jours.

En ce temps-ci, temps des soldats, des prophètes et des prêtres de Nabuchodonosor, il est bon de relire ces pages des saints Livres, dont s'est tant moqué Voltaire, évangéliste des Prussiens. Ni du bourbier de Voltaire, ni des éloquentes bouches qui s'ouvrent à la tribune pour demander que les élèves du sanctuaire soient versés dans les casernes, ni de la poitrine des hurleurs de chansons ne sortira jamais cette poésie salubre de l'amour de Dieu et de la patrie.

Et nous savons que Judith ne fut qu'une figure de cette Judith immortelle qui prie pour les défenseurs de la patrie catholique et qui combat avec eux.

XXI

4 septembre.

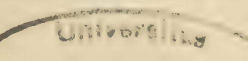
PREMIÈRE NOUVELLE DE LA CAPITULATION DE SEDAN.

Le péril grandit et les humiliations s'accumulent. Une capitulation de quarante mille hommes ! Ce coup est le plus amer. Le sang français s'écoule plus âcre par cette blessure plus imprévue. Avant de condamner le général qui a signé la capitulation, la conscience a besoin de savoir quels faits l'ont pu plier à cette nécessité désastreuse; mais avant de connaître les faits, elle ne peut pas non plus l'absoudre. La loi militaire met en jugement le général qui a osé capituler. Il est passible de mort.

L'ennemi approche plus redoutable. Les murs de Paris le verront. Il faudra subir l'insolence de cette visite. En un mois nous en sommes là. En un mois! La France!!!..

Nous espérons que nos cœurs seront plus fermes encore que nos murs ; qu'ils resteront debout sur nos murs même abattus. En dépit de tous les revers et du dernier revers, que la résistance de Paris soit la victoire de l'âme de la France! Si nous le voulons, cette victoire est assurée. C'est elle qui frappera l'ennemi de terreur; c'est elle qui remplira de sang nouveau les veines taries; elle sera la première étape sur Berlin, ou plutôt sur le prussianisme.

Que Paris se défende noblement, que la courtisane



redevienne une matrone digne d'enfanter encore des héros! Il fut pardonné à l'Adultère, parce que nul n'était sans péché, et parce qu'elle n'entreprit point de justifier son crime. A genoux, sous les insultes des pharisiens, elle garda le silence; et Celui qui apportait la miséricorde eut pitié d'elle. Son époux put la reprendre, elle put avoir des fils. Que la courtisane donc et l'adultère se relève devant Dieu et devant les peuples! Qu'elle jette à l'ennemi ses joyaux, que ses lieux de plaisirs, arrosés de sang, deviennent une tombe glorieuse. Cette tombe contiendra la vie, et la vie en jaillira.

Nous avons péché, nous aurons été punis, frappés de Dieu. Quelle autre main pouvait souffleter la France? Le roi de Prusse, ce pharisien, ce chrétien franc-maçon, invoque contre nous *Dieu justicier*. Il prie mieux qu'il ne pense! Il prie comme ceux que Dieu veut abattre. Dieu entend sa prière orgueilleuse, et lui en demandera compte. Dieu se souvint ainsi de l'Assyrien, du Mède, du Romain, de tant d'autres qui reçurent l'empire du monde « comme un présent de nul prix. » Ce roi croit se faire un sceptre immense. Il n'est qu'un bâton. Quand Dieu a frappé, il brise le bâton.

Dût-il être brisé sur nos épaules, ce bâton que nous avons fourni nous-mêmes et que nous cultivons depuis un siècle, il sera brisé. La Prusse, pour notre châtiment, pourra voir Dieu fidèle en toutes ses menaces. Pour son châtiment à elle, nous le trouverons fidèle en toutes ses promesses. Plus sera prompt notre repentir, plus sera prompte sa main à nous venger.

Mais il faut des vertus, il faut être chrétien. Quand nous aurons retrouvé Dieu, alors nous retrouverons la patrie. Alors nous serons la France, la grande fille aînée, armée de son épée superbe pour protéger les pauvres de Dieu, pour délivrer ceux que le monde veut dépouiller de Jésus-Christ.

Aux approches des catastrophes de 1848, on cherchait un sauveur. Le maréchal Bugeaud disait : « L'homme qui nous sauvera fume en ce moment sa pipe dans un bivouac de l'Algérie. » Non, l'homme n'était pas là. Et sans vouloir méconnaître tant de braves soldats, plus sages et meilleurs que nos gens de langue et de paperasse, et qui ont mieux fait leur devoir, on a trop vu que la force nécessaire ne viendrait pas d'un bivouac. Elle n'en est pas venue et n'en viendra pas. Du moins, si l'homme est là, il n'y est pas tel que le bon maréchal Bugeaud l'attendait. Ce ne sera plus le soldat honnête et borné que le monde connaît, disciple encore soumis des parleurs même lorsqu'il leur a imposé silence, les laissant dévorer et le butin de l'épée et l'épée elle-même.

Ce sera le soldat de la croix, celui qui a, comme Clovis, vu le sang couler des plaies du Crucifix, et qui a senti frémir son épée : « Que n'étais-je là avec mes Francs ! »

Quand viendra cet homme de la vraie race ? Quand paraîtra-t-il dans le monde étonné d'être devenu prussien ? Et le monde aura tort de s'étonner, car on ne devient pas arien ni prussien sans l'avoir voulu, sans y avoir travaillé et sans l'avoir mérité.

Il viendra cependant. Il surgira de ce sang fran-

çais sacré par tant de grandes choses accomplies, sacré pour de plus grandes qui restent à accomplir. Au milieu de l'apostasie quasi générale des peuples, couronnement de l'hérésie du seizième siècle, la France est cependant restée catholique. Elle a été moins criminelle que ses gouvernements, depuis deux siècles et plus vendus à l'hérésie. En dépit de ses gouvernements, la France a fait les grandes choses catholiques, elle a donné les grands exemples.

C'est la France, parmi les nations, qui, après l'orage révolutionnaire, *a voulu* être catholique. C'est elle qui a réclamé l'indépendance de la Papauté, qui a rouvert le champ des missions, qui a fourni le grand nombre des apôtres et des martyrs. C'est elle qui a procuré à l'Église du Christ le temps de construire la fortification imprenable de l'infaillibilité, c'est-à-dire de réaliser la visibilité et l'incarnation de ce dogme éternel. Or, Dieu n'est pas oublieux du bien. Il détruit le péché, il efface, il oublie ; il rend à ce qui était souillé la blancheur de la neige et la pureté du cristal ; mais le bien, il le conserve impérissable sous son regard.

Parce que la France est catholique, elle ne peut pas être prussienne, encore moins *prussianisée*. L'amour de l'Église et l'amour de la patrie, c'est le même amour. Voyez la Pologne, l'Irlande, le Liban. Ceux qui croient n'aimer que la patrie aiment déjà l'Eglise; l'abjuration de l'Église serait l'abjuration de la patrie. De l'amour de la patrie malheureuse, et pour aimer davantage la patrie, nous monterons à l'amour de Dieu. Nous apprendrons à contempler le Crucifix,

à lire dans ses plaies. Sur la croix nous verrons la patrie. Là nous apprendrons d'abord ce que nous devons ne pas faire ; ce que nous devrons faire, nous le saurons bientôt. Le patriotisme sera catholique, et la patrie renaîtra.

S'il en est qui veulent abjurer, ils seront étrangers parmi nous. L'invincible fidélité de nos âmes nous conservera la patrie. Nous adresserons à Dieu la prière du peuple de Béthulie assiégée : — Seigneur, conservez-nous la foi, soutenez la foi et la raison du monde, prenez pitié de ceux mêmes qui ne connaissent pas votre nom ! Seigneur, si vous voulez nous châtier, qu'au moins ce ne soit pas en nous livrant à un peuple infidèle qui en prendra occasion de blasphémer et qui nous dira : Où donc est votre Dieu ?

XXII

5 septembre.

LA RÉPUBLIQUE.

En attendant qu'il attaque nos murailles, le canon de la Prusse nous a donné la république. Cela s'est fait hier, entre midi et deux heures, sans qu'on ait entendu un coup de fusil. Quelqu'un, qui n'a pas dit son nom, a proclamé un gouvernement. Ce gouvernement, composé d'une douzaine d'individus, a été aussitôt prendre le sacre à l'Hôtel de Ville, et voilà déjà vingt-quatre heures qu'il fonctionne avec ai-

sance. Un certain nombre de députés de la majorité, n'ayant pu pénétrer dans la salle, ont laissé une protestation chez le concierge du palais, à côté. Ils sont vingt-cinq, dit-on, peut-être trente. On suppose que cette protestation aura peu d'effet, d'autant que la Chambre est dissoute et le Sénat aboli.

Ainsi succombe l'empire de Napoléon III, six mois après le plébiscite qui lui a donné sept millions et demi de suffrages. Rien de plus honteux; rien de plus juste.

On parlait de la révolution du mépris. Toutes les révolutions du monde moderne sont un peu les révolutions du mépris. Mais devant celle-ci, les autres doivent baisser pavillon. La révolution du mépris, la voilà, la voilà bien! Plus l'histoire la considérera, plus elle verra qu'aucune forme du mépris n'y manque, plus elle trouvera que c'est juste.

L'Empire a entrepris beaucoup de choses. Son grand et persévérant travail a été de créer contre lui le torrent de mépris qui l'emporte. A dater de la guerre d'Italie, rien n'a été épargné pour la perfection de l'œuvre; rien non plus ne manque au succès.

De tout l'Empire, rien ne reste, si ce n'est le suffrage universel qui l'avait baptisé, confirmé, sacré. Le suffrage universel garde sa puissance. Il est toujours la loi de la France moderne. En ce moment, il a sans doute reçu une entorse! Mais il ne marche qu'à condition de prendre de ces temps de repos. D'ailleurs, l'inconnu qui vient d'accomplir cette grosse entreprise de détruire et d'édifier un gouvernement, peut dire que le suffrage universel a été de-

viné. Et le suffrage universel, comme l'amulette de Louis XI, pardonnera encore cet écart.

A peu d'exceptions près, ce sont les députés de Paris qui forment le gouvernement. Paris affirme ainsi sa souveraineté. Nous verrons ce qu'il en fera pour le salut et l'honneur de la France.

A l'égard des hommes qui viennent de prendre ou d'accepter une si terrible responsabilité, nous nous sommes assez souvent expliqué sur chacun d'eux, pour n'avoir pas besoin de dire que nous n'en aurions choisi aucun.

A notre avis, si le moment semblait commode pour faire une révolution, c'était néanmoins le moment le mieux indiqué pour ne s'en point passer la fantaisie. Dans ce moment où les minutes ont le prix des siècles, le temps employé à changer le gouvernement, c'est-à-dire à désorganiser les services et à inquiéter les esprits, nous paraît plus que perdu pour la défense nationale.

Le vieux monsieur Crémieux rentre dans son vieux ministère de la justice ; le vieux monsieur Garnier-Pagès pense à rentrer dans son vieux ministère des finances. Tous emménagent çà et là. Durant cette fête des crémaillères, le Prussien marche.

Une proclamation nous dit que la République a vaincu l'invasion de 1792. Cela est plus admis que vrai. Prenons-le pour vrai. Il est encore plus vrai que nous avons affaire à une tout autre invasion.

Enfin, les voici revenus, on pourrait dire ressuscités, et ce n'est plus le moment de délibérer, d'autant que nous n'avons pas voix au chapitre. Nous

concluons qu'il faut leur obéir en ce qu'ils demanderont de juste, parce que la patrie saignante est là, qui n'a pas besoin de nouvelles et plus profondes blessures. Qu'ils tâchent, de leur côté, de remplir tout leur devoir. Il aura ses côtés douloureux, et pour leur cœur et pour leur mémoire. S'ils aiment la république, et s'ils ne veulent pas retarder beaucoup son avénement certain, c'est à eux de ne point charger son nom de nouvelles épouvantes.

Nous ne leur supposons point de mauvaises intentions. Ils sauront sans doute s'interdire certains essais que beaucoup de leurs paroles ont fait redouter. Ils ont à prouver que la république est compatible avec la liberté et la justice, et qu'elle peut enfanter autre chose que les violences ou les désordres d'où naissent toujours les dictatures.

Rendons possible un avenir qui sera, bientôt peut-être, l'unique refuge des espérances les plus obstinées. Restons dans la gravité de notre malheur, et qu'au moins rien ne déshonore le deuil de la patrie.

La patrie se refera autour de l'autel. L'autel est sa terre natale, et n'a rien perdu de sa fécondité. Celui qui portera la main sur l'autel, celui-là sera parricide.

Entre les temps désolés où nous sommes et l'avenir meilleur que notre désastre lui-même nous fait espérer, la main qui réussirait à interrompre la fécondité catholique créerait un désert de honte au-delà d'un fleuve de sang.

XXIII

6 septembre.

LE SENTIMENT DE PARIS.

Il est assez difficile de savoir si ce certain allégement qu'on a remarqué dans Paris avant-hier et hier tenait à l'espérance d'une prompte victoire, ou à celui d'une prompte paix. L'inconnu qui a proclamé la république voulait-il renouveler les prodiges de 92, ou tout simplement mettre sa boutique à l'abri des bombes? Il a bien enveloppé son secret et n'en dira jamais que la moitié, probablement celle qui ne sera pas vraie. Et n'a-t-il pas deux secrets au lieu d'un, sans savoir lui-même quel est le secret de sa tête et quel est le secret de son cœur ? La population parisienne comporte ce mélange. On s'exposerait bien aux horreurs de la guerre pour sauver l'honneur de la France, on s'exposerait bien aux horreurs de la paix pour empècher qu'il arrivât malheur aux demoiselles Carpeaux. Mais la proportion du mélange, qui la connaît?

Dans la chose qui s'est faite dimanche, il y a eu de l'élan, il y a eu aussi de la conspiration. L'élan tire les marrons, la conspiration les croque; et l'élan, tombé, connaît qu'il a été dupe. Rien de vieux ni de nouveau comme cette histoire. Elle commence à peu près avec le genre humain, elle sera nouvelle jusqu'à la fin du monde.

Selon nous, par suite de l'aventure de dimanche, le feu de la chanson s'est rallumé dans la rue, et la résolution d'aller au feu du rempart a baissé dans les cœurs.

Nous ne nions pas qu'il n'existe (à l'heure qu'il est) dans Paris, plus d'amour et plus de goût qu'ailleurs pour la république ; mais il y a dans Paris moins de France qu'on ne croit. Paris forme une nation à part, et ne s'estime pas tant la capitale de la France que la capitale du monde. La France n'est que son faubourg, son jardin et sa ferme. Telle est la pensée de cette partie de la population politique, qui se regarde comme le cerveau de tout le reste, non sans raison puisque le reste obéit. Or, c'est un cerveau parfaitement dégagé des surprises du cœur, ou qui n'en est jamais embarrassé longtemps.

Les vrais Parisiens disent : Parce que la ferme est ravagée, faut-il pourtant mettre le feu à la maison? Et d'autres, qui n'auraient pas d'eux-mêmes trouvé cela, finissent assez vite, après un petit tressaillement français, par reconnaître que cette raison parisienne est bonne, qu'en effet il ne faut pas risquer de brûler la maison. La *Marseillaise*, les drapeaux, les caricatures, quand le Prussien est encore loin, toute cette rumeur a son côté plaisant. Elle réjouit les vieux os révolutionnaires, elle rajeunit le vieux Garnier-Pagès, elle ramène un velouté de printemps très-drôle sur la face inimaginable du bon juif Crémieux. C'est encore un intermède assez salé de voir Glais-Bizoin refleurir à l'âge qu'il a, et Rochefort, enfermé pour délit particulier, violer sa prison et monter au trône,

en même temps que ces messieurs les assassins de la Villette rentrent dans leurs droits de citoyens (1). Ces épisodes sont parfaits pour abolir les vieilles lois, la vieille morale, les vieilles mœurs :

Pour qui çes ignobles entraves ?

Mais enfin, mais enfin, il ne faut mourir que le plus tard que l'on peut, et ne point s'exposer à la pluie absurde et brutale des bombes. Seuls, ces stupides chrétiens imaginent encore que l'on ressuscite lorsque l'on a donné sa vie à la patrie et à Dieu. Le système est changé, changeons la chanson :

VIVRE pour la patrie,
C'est le sort le plus beau, le plus digne d'envie.

Conclure la paix, c'est simplement remplir l'article du programme humanitaire qui abolit la peine de mort en matière politique.

Telles sont les inductions que nous tirons de l'aventure de dimanche et des rosées de joie qu'elle a répandues dans le peuple parisien. Si nous nous trompons, nous en remercierons Dieu comme d'une grande grâce accordée à la France, et nous voulons bien nous excuser de notre erreur à genoux sur le rempart, entre M. Crémieux et M. Jules Ferry, debout à nos côtés.

(1) En vue de provoquer un mouvement séditieux, ces hommes avaient pris les armes et tué plusieurs personnes inoffensives. Arrêtés, traduits en conseil de guerre, jugés, condamnés, ils furent immédiatement délivrés par le gouvernement. Plusieurs, quelques jours après, étaient officiers et chefs de bataillon de la garde nationale.

Nous avons cru, nous croyons toujours qu'il faut résister, que l'honneur le veut, que l'intérêt de l'avenir l'exige. Nous croyons que ceux qui signeraient la capitulation de Paris sans combat ou après un simulacre de combat destiné à jeter un voile de sang sur leur honte, devront passer en jugement devant un jury français, pris entre les pères et les frères de nos soldats morts pour la France, et que leurs noms seront à abolir même avant celui de l'empereur Napoléon.

Si Paris ne résiste pas, la France sera honteusement précipitée dans une nuit longue, peut-être éternelle; et l'empire d'Allemagne, nécessairement tout militaire, est fondé pour longtemps. La reddition de Paris sans coup férir efface comme une chose de rien cette œuvre de tant de siècles et de tant de gloire qui fut la France.

Nous avons dit, nous redisons, et Dieu sait si cette parole nous coûte, qu'il faut obéir aux hommes du pouvoir en tout ce qu'ils demanderont de juste. Ce qu'ils peuvent demander de juste, c'est le dernier sacrifice. Que Paris leur doive de se montrer digne de la France en conquérant au moins la mort; la postérité les absoudra.

Mais s'ils ne sont sortis de leurs tavernes de conspiration que pour donner à la Prusse l'Alsace et la Lorraine, et lui assurer dans un temps prochain l'Italie, l'Espagne, la Belgique, la Hollande et le Danemark, qui pardonnera jamais à leur mémoire? Quant à nous qui verrons ce malheur incomparable, nous qui verrons s'engouffrer dans la honte, par

leurs mains, le dernier grand peuple catholique, qu'ils nous envoient les gens de la Villette! Nous aimons mieux la mort que de ne pas leur jeter la malédiction d'un cœur français.

O Dieu juste! votre France écrasée sous une botte de uhlan, et ensuite dévorée par ces vers pullulants du cadavre de l'Empire! Ne permettez pas cela, Seigneur notre Dieu! Ordonnez que vos autels restent debout sur notre sol trempé de sang expiatoire. Prenez pour sacrifice à la foi tout ce qui n'a été offert qu'en sacrifice à l'honneur; qu'après nous avoir humiliés, ils ne puissent plus davantage nous corrompre; qu'autour de vos autels nous reprenions les vertus de nos pères! Laissez-nous la foi de la Pologne et de l'Irlande, et que les fils de nos fils soient encore la France, refaite par son malheur et digne de venger le Christ. *Sicut sagittæ in manu potentis, ita filii excussorum.*

Samedi, au sortir de la séance, M. le prince de la Tour d'Auvergne et M. le comte de Palikao ont été insultés. Il faut le dire la rougeur au front, pour avoir l'honneur de protester contre une bassesse ingrate et brutale. Le prince de la Tour d'Auvergne est l'individualité la plus honorable de notre corps diplomatique. Il n'a deux fois accepté le ministère que par dévouement, et nous n'en serions pas où nous en sommes si ses conseils avaient été suivis.

Quant à M. le comte de Palikao, plût à Dieu que nous eussions beaucoup d'hommes en qui le sentiment du devoir patriotique fût aussi ferme et servi par d'aussi vigoureuses facultés! En quelques jours

de ministère, il a fait le possible et plus qu'il ne semblait possible pour assurer la résistance. Une armée est sortie de terre; il a ravitaillé les autres; il a muni et approvisionné Paris, de façon à soutenir le siége glorieusement et longtemps, si l'on veut le soutenir.

La France honorera ce soldat qui a mérité d'avoir la dernière espérance, et à qui la victoire eût été fidèle, si assez d'autres avaient été fidèles comme lui.

XXIV

7 septembre.

CIRCULAIRE DIPLOMATIQUE DE M. J. FAVRE.

M. Jules Favre, chargé du ministère des affaires étrangères, affiche une circulaire à nos agents diplomatiques près les différentes cours de l'Europe. C'est, au fond, une demande d'intervention; il y proclame ouvertement le désir d'obtenir la paix. Personne assurément ne l'en blâmera. La France ne dissimule pas son besoin de la paix. Tout gît dans les conditions. Il ne faut point de conditions qui lèsent l'honneur. L'honneur est le grand intérêt qui nous reste à sauver et que nous pouvons sauver.

Sous ce rapport, la circulaire de M. Jules Favre est satisfaisante. Elle exprime quelques belles idées, le langage en est ferme et noble. Le ministre de la République profite habilement du seul avantage que l'ancienne attitude de son parti lui ait fait pour les

circonstances présentes, celui d'avoir combattu la guerre.

Nous aurions à objecter sur les phrases où M. Favre esquisse l'histoire du troisième avénement de la république. Sans doute, une *logique inexorable* y a présidé. Cela est vrai, et il y a longtemps que nous l'annoncions, sans l'entendre comme lui. Il a raison encore de dire que le gouvernemeut napoléonien *s'est effondré*. Nous aussi, considérant ses ennemis, nous disions qu'il ne périrait que par effondrement; que l'effondrement était inévitable et serait inexorable. Mais M. Jules Favre fait ici trop intervenir « la population de Paris, » et allègue trop « les acclamations d'un peuple immense » qui l'aurait salué lui et les siens.

La vérité est que la population de Paris n'a point su ce qui s'opérait, et que personne, sauf les ouvriers peu nombreux de la chose, n'a paru beaucoup se soucier ni de qui s'en allait ni de qui venait. Les omnibus même n'ont pas mis d'oriflammes à la tête de leurs chevaux. Point d'efforts, point d'acclamations : le simple « effondrement. » Logiquement, c'est plus vrai, plus beau, plus inexorable. M. Favre et ses amis ont *surpris* l'adversaire et les compétiteurs. Ils sont ou se croient républicains, ils ont offert ce qu'ils appellent et croient être la république. La population les a reçus avec une certaine indifférence

Et comme accoutumée à de pareils présents.

Voilà l'histoire.

Il serait présentement difficile et superflu d'en discuter, d'aborder les questions de droit et de légalité. Quelque chose d'inexorable encore emporte tout cela. C'est assez de faire mention et réserve. Une inexorabilité plus pressante réclame l'attention.

« Nous ne céderons ni un pouce de notre terri-
« toire ni une pierre de nos forteresses. »

Cela était à dire; nous louons le nouveau gouvernement de l'avoir dit. Par cette parole, soutenue comme il faut, les détenteurs actuels du pouvoir se feront excuser. Vainqueurs ou vaincus, il y aura des circonstances atténuantes. Coupables du péril de la patrie, ils seront encore loués du soin de son honneur.

Restons-en là. Nous ne tenons guère à désabuser M. Jules Favre sur la gloire qu'il s'attribue de n'avoir point, se croyant victorieux, recherché, même en songe, les adversaires « qui, la veille, le menaçaient d'exécutions militaires. » M. Favre a mille raisons de croire qu'on ne l'a point menacé pour tout de bon. Il se fait tort en donnant à penser que ces menaces du bout du doigt ont pu lui laisser un souvenir. Et un vieil orateur de sa sorte devrait savoir que, s'il est toujours beau d'être clément, il est souvent gauche de s'en vanter.

De telles allusions sont gênantes pour l'Opposition, et un gouvernement républicain doit se piquer de la laisser plus tranquille. Ces messieurs persuaderaient difficilement au monde et à la France qu'ils ont été portés au pouvoir par « l'acclamation d'un peuple immense » pour tirer vengeance de leurs propres

injures, ou pour dire qu'ils daignent n'y pas songer du tout.

Dans le fond, leurs amis eux-mêmes voulaient avant tout qu'ils fussent désormais chargés de la distribution des places. Il se trouve qu'ils ont en outre la France à sauver. Voilà de quoi les occuper, et c'est là leur titre à demander l'appui de tout bon citoyen.

XXV

11 septembre.

CÉSAR ET CATILINA, CICÉRON ET JOSEPH PRUD'HOMME. — CE QUI REVIENT ET CE QUI S'EN VA. — DESTINÉE DE LA PRUSSE. — DEUX EMPIRES.

Entre César que rien n'empêcherait de venir, et Catilina que rien ne pourrait chasser ; entre l'armée de Catilina qui aspirait à César, et l'armée de César qui obéirait à Catilina, Cicéron s'écriait : Voyez de quelle mort ignoble nous périssons ! Il ne cherchait plus le remède ; le remède n'existait plus. Courbé sous l'*inexorable*, le vieil orateur ne pouvait entrevoir ce que serait le possible lorsque l'inexorable aurait sévi.

L'inexorable, c'était la mort de la république. Cicéron pleurait la république faite à son image. Il ignorait que c'était pour s'être faite à son image que la république allait périr et ne ressusciterait pas. Un autre peuple dans Rome, un autre dieu sur le Capi-

tole, une liberté permanente sans sédition, une autorité permanente sans tyrannie, c'était ce que Cicéron ne pouvait prévoir, pas plus qu'il n'eût pu comprendre un monde capable d'oublier et d'ignorer cette merveille après l'avoir vue.

A l'heure qu'il est, la France et le reste du monde possèdent quantité de Cicérons plus ou moins secrètement désespérés. Entre César qui renaît toujours et Catilina qui ne meurt jamais, ils désespèrent de la liberté et du genre humain, qu'ils ont faits à leur image. Point de remède. Ils perdront le pouvoir, ils perdront la langue, ils seront impuissants et muets devant César et devant Catilina ligués. « Logique inexorable, » dit très-bien Cicéron-Jules Favre, sans savoir ce qu'il dit. Les Césars et les Catilinas sont faits de la main des Cicérons pour berner les Cicérons.

Mais il y a autre chose, et nos Cicérons pleurants ont tort de nier le remède, parce que le remède n'est pas en eux et ne sera pas pour eux.

Il y a le remède que l'ancien Cicéron n'a pu connaître et que les nouveaux Cicérons ont méconnu. Il y a le Dieu qui a repeuplé Rome et arraché l'humanité de la gueule césarienne. Ce Dieu réside toujours sur le Capitole. Il n'en descendra pas parce qu'une émeute du genre humain abêti a proclamé sa déchéance. Il a fondé un peuple impérissable, qui ne pliera pas avec Cicéron. Le peuple de Dieu ne veut ni de Catilina, ni de César, ni de Brutus : il se débarrassera de ce *caput mortuum* du vieux monde.

Sans doute, il y faudra du temps. La lutte est rude,

féconde en vicissitudes effroyables. Depuis trois siècles, la race baptisée bat en retraite devant la race de Catilina, conduite par César, servie par Cicéron.

Le Cicéron moderne craint Catilina, qui lui vide la poche ; il hait César, qui lui paralyse la langue ; mais il déteste le Christ, qui veut des humbles, des silencieux dans l'occasion, parfois des martyrs. Il sert donc César et Catilina contre le Christ, et sa haine est la plus tenace et la plus enragée, car à lui seul il a plus d'orgueil que les deux autres. C'est lui qui se proclame pur, qui croit n'avoir pas besoin de pardon, qui se moque de Catilina troublé de remords, qui conseille à César de ne point courber la tête et qui le pousse à se déclarer Dieu. C'est lui qui mène la guerre contre le Christ.

Il l'a bien menée ! On ne compte plus les défaites, les territoires perdus. D'abominables triomphes de la force ont obtenu d'abominables apostasies, et le vieil esprit païen s'est emparé de la terre. Nos Cicérons en recueillent les fruits. Ils ne les attendaient pas, et ils désespèrent. Nous périssons comme eux, mais notre espérance n'est point ébranlée.

Nous regardons sans trouble ces batailles perdues, ces séditions triomphantes. La pensée catholique en connaît trop l'origine pour n'en pas deviner la suite, et nous voyons d'avance tomber l'orgueil qui se targue d'un succès immortel. Quand même le flot hérétique crèverait notre muraille et roulerait sur tous nos monuments, il ne submergera pas Dieu. Il nous reste Dieu, et le torrent nous pousse vers lui. Chassés de nos demeures, dépouillés de nos biens, nous

irons à Notre-Dame. Là nous prendrons l'hostie, et là recommencera la France, lavée de ses souillures dans le flot qui se promettait de la noyer. Quand le drapeau français portera l'hostie, le prussianisme reculera, comme l'arianisme et l'islamisme ont reculé.

Comprenons seulement ce qui se passe, et le monde reverra des miracles. Nous ne pouvons périr que si nous achevons de nous trahir en oubliant Dieu et notre péché. Mais nous appellerons Dieu et il viendra ; nous lui confesserons notre péché et il nous réconciliera. Dieu a donné à son Eglise la parole de réconciliation entre lui et les hommes. La réconciliation sera la vie et bientôt la victoire.

Il n'y a pas deux mois, Pie IX, parlant des choses que l'on sentait venir, disait à un Français : *Justitia elevat gentes ; miseros autem facit populos peccatum.* Nous ne pouvons pas plus douter de notre péché que de notre misère. Nous sommes écrasés par les enfantements d'une erreur qu'il nous appartenait de détruire, et que nous avons, au contraire, favorisée. Cette erreur a constitué la Prusse et développé la puissance prussienne. On peut croire que peu de protestants français font des vœux pour la Prusse ; mais il n'est pas contestable que le protestantisme soit prussien, et que tout ce qui est anticatholique dans le monde et chez nous-mêmes est de fait, sinon de volonté, antifrançais.

Nous devons à l'erreur anticatholique les défauts qui nous divisent entre nous, et qui éloignent de nous les autres peuples comme ils nous éloignent de Dieu. Ceux d'entre nous qui récemment ont fait dé-

border la coupe profonde des vengeances, en décrétant l'abandon de Rome et l'apothéose de Voltaire, auraient vainement cherché ce qu'ils pourraient faire de plus anticatholique, c'est-à-dire de plus protestant, et par là même de plus prussien et de plus antifrançais. Ils ont signifié au ciel et à la terre l'apostasie de la France de saint Louis et de Jeanne d'Arc, la France de Dieu conquise enfin par Voltaire. Et le reste est venu avec une telle promptitude et une telle rigueur qu'on ne peut y méconnaître la colère du châtiment. Logique inexorable ! dérision formidable qui tombe sur le pécheur !

Dans l'*Enfer* de Dante, le diable, tourmentant un damné, lui montre par faits et articles que sa punition est la conséquence naturelle de ses œuvres : « Tu ne savais pas peut-être, lui dit-il, que j'étais logicien. »

Que l'on remonte au peuple français dont saint Louis et Jeanne d'Arc étaient l'expression, que l'on descende au peuple français que personnifie Voltaire, on aura la mesure du péché et de la décadence, la mesure de la destruction qui peut suivre si le péché continue. Il faudra renoncer à trouver le peuple qui devenait le soldat de Louis de France contre l'infidèle, le soldat de Jeanne de France contre l'étranger.

A la place de Jeanne, on a M. Havin ; à la place du paysan croyant au Christ et à la patrie, on a M. Prud'homme, croyant à son journal et sceptique en tout.

Faire de M. Prud'homme un héros, vain espoir !

Avocat, orateur, homme d'Etat, bourgeois de ville ou de campagne, pris entre le socialisme et l'empire dont il pressent l'accord, M. Prud'homme ne veut pas mourir pour tout de bon, n'étant rien moins que sûr de revivre. Sans doute il chante la *Marseillaise*, et s'agenouille à *Amour sacré de la patrie*, mais en se relevant, il a lu d'un œil effaré le bulletin de la Bourse, et il se dit résolûment qu'il faut devenir raisonnable.

Le jour de *baisse* est arrivé !

M. Prud'homme ne veut rien laisser à ses héritiers, et lorsqu'enfin toute espérance de règne est perdue, il veut au moins se consommer lui-même.

C'est bien l'excès et l'horreur de notre misère, qu'on ne la puisse contempler sans voir ce grotesque visage. A travers la tragédie qu'il a provoquée, connaissant en quelles mains il a mis la torche et le poignard, Prud'homme, le fils et le dévot de Voltaire, promène ses transes, d'ailleurs légitimes. Sa blême terreur provoque un rire qui déchire la plaie. O torture de mépris qui fait deux fois invoquer la mort !

Ce sot épouvanté devient encore plus odieux lorsqu'il feint de n'avoir pas peur. Il change de coiffure, il prend le bonnet rouge, étale sa force, montre ses muscles qui sont de coton comme son bonnet, il crie : *Tremblez*, *tyrans !* et il cherche une cachette.

Tu ne sauveras rien et tu ne te sauveras pas, dévot de Voltaire ! Ton dieu de zinc n'est pas venu pour sauver, mais pour perdre ; et tu ne l'auras tiré de la fosse que pour lui offrir le régal de te voir exécuter.

Fuyant devant Catilina, tu tomberas à plat ventre devant César. Sa clémence te donnera le temps de manger les miettes qu'il aura bien voulu te laisser, et, *conspiraillant* encore, tu diras tout bas à tes intimes : Voyez de quelle mort ignoble nous périssons ! Vaniteux imbécile, de quelle mort prétendais-tu mourir ? Et tu mourras éternellement, par la logique inexorable de ton péché.

Et toi, César, qui que tu sois, tu ne seras pas tranquille non plus, ni content, et tu auras raison. De Catilina tu feras ton préfet de police, et il sera fidèle ; mais tu croiras qu'il conspire avec Brutus, et il conspirera en effet, parce que Catilina, préfet de police et fidèle, ne peut cependant que faire haïr et tuer César. Il est dans la nature humaine de vouloir être corrompue, et de haïr le pouvoir qui la corrompt. Et César finit par être remplacé, même quand l'empire demeure.

Cependant les catacombes se remplissent, et un jour elles débordent. Les chrétiens ne tuent pas l'empereur et ne le déplacent ni ne le remplacent. Que leur importe ? Mais ils tuent et remplacent l'empire. Ils ont un moyen sûr, ils s'éloignent, l'empire s'effondre.

Au premier siècle de l'empire, les chrétiens ont creusé sous le Vatican. Ils y ont déposé un cadavre, et là le dôme de Saint-Pierre s'est épanoui, visible du monde entier, siége de la république chrétienne qui sera la république humaine, couronne et tiare du roi et du prêtre du genre humain.

Quelle que soit l'issue de la guerre, la Prusse y périt, par la défaite, « comme une citrouille qu'on écrase, » suivant la parole de Joseph de Maistre ; par la victoire, comme la grenouille trop gonflée. La Prusse n'a pas ce qu'il faut pour se remplir du monde. Dans ce corps immense les vers se mettront bientôt. Ils y sont déjà. En vain elle se cerclera de fer, le fer sera attaqué au dehors par la rouille, au dedans par la fermentation. L'Alsace, la Lorraine, la Belgique, la Bavière, l'Italie même ne cesseront pas d'être catholiques parce que la Prusse leur prendra des soldats et de l'argent et tatouera son aigle sur leur peau. Plus l'aigle sera gravé profondément sur la peau, plus la croix se gravera dans les cœurs. Elle paraîtra seule capable d'effacer l'ignominieux tatouage. Elle sera le signe de la patrie.

Quand le colosse aura pesé, l'on verra ce que diront entre eux les peuples qui se souviendront de la douceur du tribut de saint Pierre. Que la France commence à se souvenir ! Elle est l'aînée, qu'elle dise la première ce grand *Peccavi*, auquel le Père qui est aux cieux répond avec tant d'amour ! Le cri de la France sera le cri, non plus d'un peuple, mais d'une race ; et ceux qui adoreraient encore le canon d'acier, à cause de ses triomphes dans la guerre politique, sauront bientôt ce que vaut le canon d'acier dans la guerre sainte. Ils verront si le résultat est le même quand on exalte des martyrs ou quand on abat des soldats.

Dès à présent, il n'est pas superflu d'observer que ce siècle, commencé par la révolte et si glorieux

tre par excellence le siècle de la révolte, se tord et gémit vers sa fin, en travail de deux sortes d'empire : l'empire de la force, l'empire de l'esprit ; l'un qui veut unifier par la violence, l'autre qui veut unir par l'amour ; l'un, de ceux qui veulent commander et dominer, l'autre, de ceux qui veulent obéir et aimer. Et des deux côtés ces mouvements si contraires sont inspirés par le besoin même de la vie ; seulement, le besoin matériel dirige le premier et l'égare, le besoin moral dirige l'autre et le fait triompher : *Caro enim concupiscit adversus spiritum : spiritus autem adversus carnem.*

Comme dans l'ancien paganisme, mais avec une rapidité vertigineuse, les empires matériels se succèdent et se précipitent dans notre société moderne, matérialisée et paganisée. Il y a eu l'empire violent de Napoléon, l'empire politique et marchand de l'Angleterre, menacé en ce moment d'un terrible déclin ; voici peut-être l'empire orgueilleux et brutal de la Prusse, et l'on peut déjà prévoir qu'il aura pour adversaire et probablement pour vainqueur l'empire sauvage de la Russie. Tous ces empires sont révolutionnaires, et Voltaire, véritable image de « celui qui fut homicide dès le commencement, » n'était pas moins Russe que Prussien. Tous ces empires ont été ennemis du Christ et se sont armés contre son Vicaire ; tous ont promis de proscrire un jour la guerre, tous ont fait la guerre païenne et répandu plus de sang qu'il n'en a été versé sur la terrre dans le même espace de temps à aucune époque de l'histoire.

Et cependant l'empire de l'esprit, l'empire du Christ, sans armes, sans appui, réduit à rien, enfermé tout entier dans les prisons de Valence, de Savone et de Fontainebleau, s'est relevé et s'est agrandi. Nous avons vu au Concile les évêques de la Chine, du Japon, du Thibet, de la Polynésie; nous y avons vu les évêques de Londres et de Genève qui n'étaient pas au concile de Trente et tous ont décerné ou plutôt reconnu au Pape une dictature qui ne sera point ébranlée. Le poignard italien et le canon prussien, par un accord de brève durée, pourront enlever au Pape son territoire, ils ne lui ôteront pas un sujet, et lui en amèneront au contraire davantage.

Dieu donne à son Église l'épave de tous les naufrages, et tôt ou tard le laurier de tous les triomphes. Cette perpétuelle vaincue est éternellement victorieuse, parce qu'elle n'abandonne jamais la vérité. En ce temps, Dieu aussi se pique de vitesse. Le souverain puissant à qui Dieu avait confié la garde de Rome déserte le 4 août, le 4 septembre, ce souverain est détrôné et prisonnier. Le 14 août, Paris décerne une statue à Voltaire; le 14 septembre, ayant fermé ses théâtres et éteint le gaz, réduit pour amusement et pour lumière à la lanterne voltairienne de M. Rochefort, lanterne qui n'est plus allumée, Paris pourra entendre le canon prussien.

J'ignore ce qui arrivera demain. Je ne sais ce qu'aura fait le 11 novembre prochain Sa Majesté le roi de Prusse et où se trouveront Leurs Excellences les trois Jules et leur compagnie. Je ne saurais dire quels seront à Paris, ou à Berlin, ou ailleurs les

soucis de César, de Catilina et de Cicéron; mais j'affirme qu'ils auront des soucis, et j'affirme aussi volontiers que ce jour-là le Chef de la famille chrétienne, entouré du Concile, dira tranquillement sa messe dans Saint-Pierre, assuré du secours de Dieu et de l'obéissance du monde.

Et s'il attend encore une adhésion trop tardive à la Constitution de l'infaillibilité, il la recevra ce jour-là, parce que ceux qui n'auront pas recueilli l'inspiration du Saint-Esprit auront entendu le cri du peuple fidèle et reconnu le doigt de Dieu (1).

XXVI

12 septembre.

JUDAS MACHABÉE.

Pour punir les péchés d'Israël, Dieu permit qu'un fou nommé Antiochus, roi de Syrie, devînt puissant sur la terre et se crût Dieu. Cet Antiochus s'empara

(1) Ma prédiction ne s'est pas réalisée quant au Concile. Il a été au contraire prorogé indéfiniment, et au moment où je relis cette page, Pie IX est prisonnier. Mais en même temps le monde politique croule de plus en plus, le progrès de la destruction s'y accélère; d'un autre côté, la concentration se refait de plus en plus dans le monde religieux. Là les cœurs battent d'une même ardeur, les esprits obéissent d'un même zèle, et l'adhésion que j'annonçais est réalisée. En politique, si peu que nous espérions, c'est toujours trop. En religion, quelque exagérée que puisse paraître l'espérance, ce n'est jamais assez.

de la Palestine, de Jérusalem et de sa forteresse. Il profana et pilla le Temple. Les Juifs avilis le reconnurent pour maître; mettant le comble aux anciens crimes qui l'avaient attiré, leur lâcheté consentit à lui rendre les honneurs divins. Tout se courba devant Antiochus; plusieurs, même du petit nombre de ceux qui gardaient la foi, firent extérieurement des actes d'apostasie. Dans Jérusalem, quelques-uns à peine résistèrent. Le prêtre Eléazar, âgé de quatre-vingt-dix ans, sommé de manger une viande défendue, préféra la mort. La compassion impie de certains apostats voulut le séduire. Ils lui proposèrent des viandes dont il pourrait manger, sans transgresser la loi de Dieu et sans que l'on pût l'accuser d'avoir méprisé la loi d'Antiochus. Le saint vieillard détesta cette fraude : « Quand même, dit-il, j'échapperais à la colère d'Antiochus, je ne pourrais fuir la main de Dieu, que j'aurais en effet trahi. Je n'échapperais à Dieu ni durant ma vie ni après ma mort. Je paraîtrai digne de ma vieillesse et je laisserai à nos jeunes gens un bon exemple en souffrant pour nos saintes lois. » Alors ceux qui le plaignaient s'irritèrent contre lui. Ils le conduisirent eux-mêmes au supplice. On le fit périr sous le bâton. En expirant, il dit : « Seigneur, dans mon corps j'endure de cruelles douleurs, dans mon âme je ressens la joie de mourir pour la gloire de vos commandements. » Exemple à méditer par les hommes qui veulent « concilier tout. »

A Antioche, sept frères, l'un après l'autre, le dernier encore enfant, soutinrent des supplices plus sa-

vants et plus longs, et moururent le même jour, en présence de leur mère. Elle exhortait leur constance et fut martyrisée après ses fils. Antiochus était là, jouissant de sa force. Tous lui jetèrent à la face le nom de Dieu et lui annoncèrent la résurrection d Israël, puni mais non rejeté. Le premier lui dit : « Le Seigneur Dieu sera consolé en nous. » Le second : « Tu nous fais mourir en la vie présente, mais le roi du monde nous ressuscitera en la vie éternelle, nous qui sommes morts pour ses lois. » Le troisième, étendant lui-même ses mains qu'on allait couper : « J'ai reçu de Dieu ces membres, je les donne pour la cause des droits de Dieu ; Dieu me les rendra. » Le quatrième : « Il est avantageux de mourir avec l'espoir que Dieu nous ressuscitera. Toi, roi Antiochus, tu ne ressusciteras point. » Le cinquième : « Tu as aujourd'hui la puissance et tu fais ce que tu veux. Mais ne crois pas que notre nation soit délaissée du Dieu tout-puissant. Attends, et tu verras, toi et ta race ! » Le sixième : « Parce que nous avons péché contre notre Dieu, ces choses terribles sont venues sur nous. Ne crois pas rester impuni, toi qui as entrepris de faire la guerre à Dieu. » Enfin l'enfant parla comme ses frères, mais avec une majesté plus prophétique encore : « Je n'obéirai point au roi, mais à la loi qui nous a été donnée par Moïse. Roi, ne t'élève point par de fausses espérances. Tu n'as pas encore échappé au Dieu tout-puissant ! Mes frères sont maintenant dans l'alliance de la vie éternelle ; toi, tu subiras, au jugement de Dieu, la peine de ton orgueil. Donc,

comme mes frères, moi aussi je livre mon corps et ma vie pour les lois de nos pères, afin que Dieu soit propice à notre nation et que tu confesses dans les tourments que lui seul est Dieu. Et en moi et en mes frères cessera la colère du Tout-Puissant qui pèse justement sur Israël. »

Il est probable que ces menaces ne troublèrent point le cœur d'Antiochus. Il voyait tout le peuple prosterné devant lui ; il était entré dans le Temple, il en avait pillé les trésors, et Dieu n'avait point bougé !

Cependant Dieu suscita Mathathias et ses fils.

Mathathias, de la famille sacerdotale de Joarib, avait cinq fils : Jean, Simon, Judas, surnommé Machabée, Eléazar et Jonathas. Voyant qu'Antiochus, dominateur de la Judée, voulait corrompre le peuple, ils se retirèrent de Jérusalem sur la montagne de Modin. « Malheur à moi ! s'écria Mathathias ; suis-je né pour voir l'affliction de mon peuple, et pour demeurer en paix pendant que la ville sainte est livrée aux mains de l'étranger ? La magnificence de Jérusalem a disparu : elle était libre, elle est esclave. Tout ce que nous avions de beau, de saint et d'éclatant, a été désolé et profané. Pourquoi vivons-nous encore ? »

Les agents d'Antiochus vinrent à Modin pour forcer ceux qui s'y étaient retirés de sacrifier aux idoles. Ils s'adressèrent à Mathathias, lui promettant la faveur du roi. Il répondit : « Quand tous ceux d'Israël et le monde entier obéiraient à Antiochus, moi et mes fils et tous les miens nous marcherons dans l'al-

liance de nos pères, et nous n'obéirons qu'à Dieu. »

Comme il disait ces paroles, un Israélite s'avança pour sacrifier aux idoles. Mathathias, enflammé du zèle de la loi, qui prononçait la mort contre un pareil crime, s'élance sur l'apostat, le tue, tue l'officier et renverse l'autel. Puis il crie : « Quiconque veut rester dans l'alliance de Dieu, qu'il me suive ! » Accompagné de ses fils, il gagne la montagne, abandonnant tout ce qu'il possédait, ne gardant que son épée et l'alliance de Dieu.

Touchés de cet exemple, plusieurs descendirent au désert, fuyant une ville où le Seigneur était outragé. Les soldats d'Antiochus vinrent les sommer de se soumettre à l'édit du roi. Ils répondirent qu'ils n'en feraient rien; mais, parce que c'était jour de sabbat, ils ne voulurent pas non plus se défendre. Sans jeter une pierre, sans fermer leur retraite, ils dirent : « Mourons dans la simplicité de notre cœur ; le ciel et la terre seront témoins qu'on nous fait mourir injustement. » Et ils se laissèrent tuer au nombre de mille.

Mathathias et les siens, pleurant ces martyrs, se dirent entre eux : « Si nous faisons tous ainsi, et que nous ne combattions point pour nos vies et pour nos lois, les ennemis nous extermineront en peu de temps. » Ils prirent donc la résolution de combattre, même le jour du sabbat.

Alors quelques vaillants d'Israël se joignirent à eux ; ils formèrent une petite armée, frappèrent l'ennemi et commencèrent à délivrer leur peuple.

Mais Mathathias sentait les approches de la mort.

Il dit à ses fils : « Le règne de l'orgueil s'est affermi. Voici un temps de châtiment et de ruine. Maintenant donc, mes fils, soyez les défenseurs de la loi, donnez votre vie pour l'alliance de vos pères, et vous laisserez une grande gloire et un nom éternel.

« Considérez tout ce qui s'est passé de race en race: ceux qui espèrent en Dieu ne s'affaiblissent point. Et ne craignez point les paroles de l'homme pécheur, parce que sa gloire tombe à la pourriture et aux vers. Il s'élève aujourd'hui, demain on ne le trouvera plus : il est retourné en sa poussière, ses pensées se sont évanouies. Vous, mes fils, soyez forts, agissez vaillamment pour la loi : par elle vous serez dans la gloire. Voilà Simon, votre frère : je sais qu'il est homme de conseil, écoutez-le toujours, et il me remplacera parmi vous. Judas a été fort et vaillant dès sa jeunesse : il conduira la guerre. Unissez à vous tous les fidèles, et soyez attentifs aux préceptes de la loi. »

Il les bénit et mourut. Ses fils l'ensevelirent à Modin, dans le sépulcre de ses pères, et tout Israël le pleura d'un grand deuil.

Judas, surnommé Machabée (1), prit donc la conduite de la guerre. Il n'avait avec lui, au commence-

(1) Judas avait mis sur ses enseignes et sur ses étendards les lettres initiales de ce verset de l'Exode : *Qui est semblable à toi, ô Seigneur, parmi les dieux?* Ces lettres forment, en hébreu, le *makkabi*, marteau (ou marteleur) qui se rapportait en même temps aux victoires de Judas, et qui devint le nom glorieux de sa famille.

ment, que 6,000 hommes; mais ils combattaient avec joie pour Dieu et pour la patrie. « Il agrandit la gloire de son peuple, et il protégeait le camp de son épée. Il devint semblable à un lion dans ses actions redoutables. Il poursuivit les impies, les cherchant de toutes parts, et il livra aux flammes ceux qui troublaient son peuple. La terreur de son nom les mit en fuite devant lui, et tous les artisans d'iniquité furent dans le trouble, et le salut du peuple fut l'œuvre de son bras. Ce qu'il faisait irritait plusieurs rois, et réjouissait Jacob ; et sa mémoire sera à jamais bénie. Et il parcourut les villes de Juda, et il extermina les impies, et il détourna d'Israël la colère de Dieu ; et tandis que son nom parvenait aux extrémités de la terre, il rassembla ceux qui étaient près de périr. » L'Eglise consacre cet éloge à la gloire de notre saint Louis.

Judas allait à la rencontre de l'ennemi et l'attaquait, plein de confiance. Presqu'au début de sa carrière, il affronta ainsi une armée formidable, déjà fière du triomphe dont elle se croyait assurée. Il ne voulut pas même lui opposer toutes ses forces et ne choisit qu'une partie des siens, qui encore jeûnèrent ce jour-là. A l'aspect de l'ennemi cependant, les soldats de Judas, quoique braves et choisis, furent alarmés de leur petit nombre. Judas leur dit : « Devant le Dieu du ciel, il n'y a point de différence entre un grand et un petit nombre. La victoire ne dépend point de la force des armées, mais du ciel, de qui vient la force. Ils s'avancent en multitude, orgueilleux et superbes, pour nous perdre, nous, nos

femmes et nos enfants, et pour nous dépouiller. Mais nous combattons pour nos âmes et pour nos lois. Le Seigneur lui-même les brisera devant notre face. Vous donc, ne les craignez pas. » Il avança sur l'ennemi et le mit en déroute.

Après cette défaite, Antiochus envoya contre lui une armée de 40,000 fantassins et de 7,000 cavaliers, conduite par trois de ses meilleurs généraux, qui vinrent camper dans les plaines d'Emmaüs. Judas ne commandait encore que 6,000 hommes. L'un des généraux d'Antiochus se vanta de payer le tribut que son maître devait aux Romains avec le produit de la vente des Juifs qu'il ferait prisonniers; et il invita les marchands d'esclaves à se trouver dans son camp pour les acheter, promettant de leur en donner quatre-vingt-dix pour un talent.

Judas avait ranimé le courage de ses soldats en leur rappelant la puissance de l'Éternel. Les voyant disposés à mourir, il les divisa en plusieurs corps, sous le commandement de ses frères, en sorte que chacun avait 1,500 hommes. Par une inspiration de piété, il les conduisit à Maspha, vis à vis de Jérusalem. Avant la construction du Temple, Maspha avait été un lieu de prière. Ils y passèrent le jour dans le jeûne et dans les larmes, en présence des ornements sacerdotaux, des prémices et des dîmes, voulant ainsi suppléer aux sacrifices, qu'ils ne pouvaient offrir hors de la ville sainte. Elevant la voix jusqu'au ciel : » Seigneur, dirent-ils, votre sanctuaire a été souillé et foulé aux pieds, et voilà que les nations se sont assemblées pour nous perdre. Comment pour-

rons-nous subsister, si vous ne nous assistez pas? »

Ensuite, quelque faible que fût son armée, Judas ne laissa pas de publier, comme l'ordonnait la loi, que tous ceux qui avaient bâti une nouvelle maison, planté une nouvelle vigne, récemment épousé une vierge, ou qui étaient d'un naturel timide, pouvaient quitter les rangs et retourner chez eux. Trois mille se retirèrent, et l'armée se trouva ainsi réduite de moitié. Trois mille restèrent, faisant holocauste d'eux-mêmes. Judas les mena camper en face de l'ennemi. « Tenez-vous prêts, leur dit-il, pour le matin. Mieux vaut mourir dans le combat que de voir les maux de notre peuple et du sanctuaire. Qu'il arrive de nous ce que Dieu a résolu! » Eléazar, ensuite, leur lut le livre saint; puis Judas leur donna pour mot d'ordre *le secours de Dieu*, et se mit au premier rang.

Il apprit alors que Gorgias, l'un des généraux d'Antiochus, avec 5,000 fantassins et 1,000 cavaliers d'élite, voulait le surprendre la nuit. Profitant de la circonstance, il sortit de son camp, tomba sur l'autre partie du corps syrien, le mit en déroute et lui tua 3,000 hommes. Revenu de la poursuite, il se retourna vers Gorgias pour achever sa défaite. Celui-ci, ayant trouvé vide le camp des Juifs, croyait qu'ils avaient fui; mais, au jour, il vit du haut de la montagne la fumée qui s'élevait de son propre camp livré aux flammes. Judas s'avançait victorieux. Le voyant paraître, les ennemis épouvantés s'enfuirent dans la plaine, et il y en eut 6,000 de tués. Leur camp regorgeait de richesses. On y trouva les trésors des

marchands qui étaient venus pour acheter des Juifs, et plusieurs furent vendus eux-mêmes. On partagea ensuite les dépouilles entre les infirmes, les orphelins, les veuves et les soldats.

Après cette armée meurtrie et dispersée, il en vint encore une autre, de 60,000 hommes d'infanterie et de 5,000 cavaliers. Judas la détruisit encore, rentra dans Jérusalem, purifia, rebâtit et fortifia le Temple, et y rétablit le culte. Son triomphe excita la rage des ennemis d'Israël. Ils firent effort de toutes parts pour écraser ce peuple qui se relevait et qui avait relevé le Temple. Judas puisa dans sa foi assez de courage et de génie pour dissoudre ce nouvel orage.

Aussi habile tacticien que valeureux soldat, il fit face de tous côtés, battit en détail cette multitude; et, sauf quelques courts et rares intervalles de paix, ce fut toujours ainsi durant six années. Les frères de Judas combattirent sous ses ordres. L'un d'eux, Éléazar, s'illustra par une glorieuse mort. Voyant les siens inquiets devant une de ces terribles armées que le roi de Syrie envoyait sans cesse et que Judas détruisait toujours, remarquant surtout l'épouvante qu'ils avaient du nombre et de la taille prodigieuse des éléphants, il poussa droit à celui du roi, qu'on reconnaissait à sa hauteur et à son armure. « Il se livra pour son peuple et pour acquérir un nom éternel; et s'étant fait jour à droite et à gauche au milieu des ennemis qui tombaient de çà et de là à ses pieds, il arriva sous l'éléphant, lui perça le ventre et mourut écrasé par sa chute. »

Judas mourut à peu près de même, après tant de

victoires. Il se sacrifia pour donner l'exemple de ne pas craindre la mort, et afin qu'il ne fût pas dit que l'ennemi avait fait fuir le vengeur de Dieu. Il tomba sur le champ de bataille. Ses frères encore vivants, Jonathas, qui fut aussi un grand général, et Simon, le dernier qui resta et qui fut un grand roi, l'ensevélirent au sépulcre de leurs pères. Tout le peuple criait : « Comment est tombé l'homme fort qui sauvait Israël? »

Politique plein de sagesse, capitaine plein de ressources, soldat plein de courage, bon, pieux, vigilant, éloquent, aussi fidèle dans ses alliances avec les hommes que ferme dans sa foi, Judas Machabée fut le modèle des héros. Tant qu'il vécut personne ne fit impunément du mal à sa patrie et ne transgressa impunément les lois de Dieu. Il dissipa huit grandes armées avec des forces toujours inférieures, armant les siens et les nourrissant, pour ainsi dire, de la foi qui remplissait son âme, et qui, ne le laissant pas un moment incertain du secours de Dieu, ne le laissa jamais hésitant devant l'ennemi. Après lui, Jonathas soutint la guerre; après Jonathas, la vaillance et le conseil de Simon affermirent la victoire et la paix. Depuis longtemps le dieu Antiochus, rongé vivant par les vers, était mort en demandant pardon.

« Antiochus, dit Bossuet, ne se proposait rien moins que de détruire la nation israélite et le culte qu'elle professait, et d'en éteindre la mémoire; de profaner le Temple, d'y établir l'idole de Jupiter olympien. Voilà ce qu'on avait entrepris et ce

qu'on exécutait contre les Juifs, avec une violence qui n'avait point de bornes. » Les Machabées se levèrent, et la conscience humaine fut délivrée. La valeur et le patriotisme de Judas remontaient au-dessus de l'homme, en Dieu, source première de toute force et de toute patrie. Unissant la prudence au courage, il n'attendait que de Dieu seul le succès. En combattant et en mourant pour sa patrie, il combattit et mourut pour l'humanité entière. Si Antiochus avait réussi dans son projet impie de faire changer à son gré de croyance à tous les peuples, et de ne leur laisser reconnaître au fond d'autre Dieu que lui; si le peuple juif, qui seul, avec la connaissance précise du vrai Dieu et les annales authentiques du genre humain, gardait en dépôt l'ensemble des vérités religieuses et morales destinées à opérer un jour la régénération universelle, s'était lâchement prosterné, à l'exemple des autres, devant les idoles du tyran, c'en était fait de l'humanité. Les peuples s'abrutissaient à jamais, comme de vils troupeaux, sous le sabre des dieux Antiochus et Néron. — Tel est le commentaire de Rohrbacher dans son *Histoire de l'Église*. Quand l'histoire de l'Église sera enseignée aux enfants comme elle doit l'être, et lorsqu'elle sera encore la sérieuse étude de l'adolescence et de la jeunesse, la France aura des hommes qui lui manquent aujourd'hui.

Voltaire nous a appris à rire de ces histoires sublimes. Il avait un Antiochus qui en riait avec lui. Au bout d'un siècle, les fils de cet Antiochus viennent rire chez les fils de Voltaire.

Que ceux qui veulent vivre fassent maintenant ce qu'il faut pour que Dieu, selon la profonde parole du jeune martyr d'Antioche, soit CONSOLÉ dans ses serviteurs, et nous suscite des Machabées. Autrement, les adorateurs d'Antiochus ne manqueront pas.

XXVII

13 septembre.

UNE RÉPONSE DE M. DE BISMARK.

La *Correspondance de Berlin*, journal français de M. de Bismark, nous apporte une réponse indirecte à la circulaire de M. Jules Favre. C'est une déclaration de guerre non à l'Empire, qui n'existe plus, non à la République, dont la Prusse paraît ne pas s'inquiéter beaucoup, mais *à la France et au peuple français*.

Ce document est sous forme de traduction d'un article de la *Gazette de Spener*. Il vient de plus haut. Le fond de l'esprit prussien s'y révèle et démasque le vrai but de la guerre. La Prusse ne fait la guerre ni à la République ni à l'Empire; elle fait la guerre à la France. En d'autres termes, elle travaille pour le butin.

Le rédacteur de l'article s'entend d'ailleurs à colorer les choses. Notre situation intérieure lui est bien connue. Il en profite pour donner une certaine tournure humano-philosophico-teutonique à la rapa-

cité prussienne. Mais le fond apparaît, et cela est si intéressant que nous croyons devoir reproduire presque toute la pièce, bien que cette lecture ait son côté très-douloureux :

Le peuple allemand et ses armées ne s'y sont jamais trompés : ils savent qu'ils ont à combattre en France non pas seulement les napoléonides, mais les Français eux-mêmes, c'est-à-dire leur esprit orgueilleux et batailleur, leurs convoitises, leur soif de domination, leur inquiétude, qui troublent incessamment les pays voisins de l'Europe entière. Nous voulons pour nous le repos et la paix, nous voulons les assurer au continent, quel que soit d'ailleurs le gouvernement de la France et qu'il se nomme du nom qu'il lui plaira.

En 1814 et 1815, les alliés ont pu avoir pour but, avant tout, de renverser Napoléon; c'était, en effet, Napoléon qui avait rendu la France dangereuse pour les Russes, les Anglais et les Autrichiens. Mais nous, Allemands, aujourd'hui nous considérons la dynastie, la forme de gouvernement sous laquelle la France se place, comme une chose tout à fait accessoire. Nous voulons forcer ce peuple, pour l'avenir, à se tenir en repos.

C'est pourquoi, Napoléon étant fait prisonnier, la guerre n'est point encore finie. L'impression causée par la capture de Napoléon ne vient pas de ce qu'on ait cru la guerre terminée par ce fait et notre but ainsi atteint; elle est née du haut sentiment éveillé par la vue des œuvres de la justice divine sur terre, qui, six semaines après l'insolente attaque de la France et de son empereur contre l'Allemagne, contre son chef ami de la paix, fait tomber Napoléon aux mains de notre roi!

De ce sentiment, qui élève tous les cœurs en Allemagne et les remplit d'une pieuse soumission aux arrêts de Dieu, les énergumènes de Paris n'ont rien éprouvé. Ils ne sentent pas qu'ils sont châtiés eux-mêmes dans cette catastrophe du prince dont ils ont été pendant vingt années les caudataires, et que c'est leur propre ambition, leur soif de suprématie, leur besoin de gloire qui ont poussé ce prince à lever la main contre l'Allemagne. Ils n'ont maintenant rien de plus pressé que de pro-

clamer la déchéance de l'homme dont le désastre est leur propre ouvrage, et de s'emparer du pouvoir, des armes et des caisses. Ceux qui se sont distingués en criant le plus haut lors des élections, ceux qui ont dépassé tous les autres, non pas par leur intelligence, mais par leur effronterie à flatter la populace parisienne, ceux-là se sentent appelés aujourd'hui à gouverner le navire de l'État au travers des écueils les plus redoutables. Personne ne leur a donné cette mission, ils s'en sont investis eux seuls, et toute la France doit obéir à leurs ordres.

Chacun des partis qui a quelque réputation à perdre et qui conserve un certain sentiment de responsabilité, se serait demandé au moins, dans ces circonstances critiques, s'il pouvait accepter une succession aussi dangereuse, s'il lui serait possible en ce moment, avec quelque chance de succès, de remplir les devoirs du gouvernement. Le parti républicain ne connaît point de tels scrupules. Comme il vit dans les vagues théories, il se repaît aussi de bribes d'histoire ramassées sans aucun esprit critique. Les années de 1792 et 1793 sont ceintes, aux yeux de ces visionnaires, d'une auréole sacrée. S'ils comparaient les Français de 1792, — qui, du reste, ne devinrent des soldats qu'après deux années de guerre, — aux gardes nationaux et mobiles d'aujourd'hui, et les adversaires qu'ils ont maintenant devant eux à ceux que la France a combattus en 1792-94, — ils reconnaîtraient que leur entreprise présente ne peut avoir qu'une issue pitoyable et ridicule. De nos jours, les républicains ne font point de propagande comme dans les dernières années du siècle précédent, et tout le monde cultivé se détourne avec dégoût de ces tristes héros de la liberté.

En somme, il n'y a rien de changé à Paris, si ce n'est que les motions extravagantes, proposées jusqu'ici au Corps législatif par l'extrême gauche, et repoussées pour de bonnes raisons par le pouvoir impérial, avec l'appui de la majorité, vont devenir des mesures de gouvernement ; si ce n'est encore que les gens auxquels, non sans motif, des armes avaient toujours été refusées, vont en obtenir, qu'ils brûleront de la poudre comme il leur plaira, et que l'intéressant parti de M. Ro-

chefort dira le dernier mot dans les questions d'Etat et de défense nationale.

Nous avons combattu la France, et nous désirons que la lutte soit soutenue jusqu'à une issue définitive; la France nous a d'abord attaqués comme napoléonienne; elle est maintenant en face de nous comme républicaine. Cette transformation de notre adversaire, nous la considérons encore comme un fait providentiel. Si la France avait été forcée de faire la paix sous Napoléon, bientôt nous aurions entendu dire de nouveau : « Oui, la France a été battue sous Napoléon; avec la République elle aurait été invincible. » — Aujourd'hui la France est républicaine, et nos braves troupes lui montreront bien qu'avec cette métamorphose elle n'est devenue ni plus forte, ni plus vaillante.

Une autre feuille allemande, la *Gazette nationale*, reproduite par la *Correspondance de Berlin*, ajoute les considérations suivantes, qui ont un caractère plus marqué de cafarderie philanthropique.

Le gouvernement provisoire est composé d'hommes qui sont moralement les auteurs de la guerre (ayant toujours flatté, excité le chauvinisme); à la vérité, ils ont, par convenance démocratique, élevé quelques objections timides, mais pour faire chorus, au moment décisif, avec la troupe bonapartiste. On n'a pas oublié que naguère encore Jules Favre, Crémieux et les autres s'accordaient à reprocher au régime impérial, comme la faute la plus impardonnable, de n'avoir pas encore pris « la revanche de Sadowa. » A ces ardents instigateurs de guerre appartient Gambetta, le ministre actuel de l'intérieur.

Si la République voulait la réconciliation des peuples, pourquoi n'a-t-elle pas dit un mot de la paix, conditionnellement au moins? Elle pouvait attester aux nations qu'elle ne prend qu'à regret cette déplorable succession de l'Empire, et qu'elle fera tous ses efforts pour se détourner d'une route si fatale. Personne assurément ne la blâme quand elle promet de délivrer le sol national de l'invasion ennemie; mais en même temps

elle devait abjurer les plans criminels du souverain déchu et promettre de mieux respecter l'indépendance de l'Allemagne. *Sans doute de telles paroles ne nous eussent pas désarmés, aucune promesse au monde ne pourrait retarder d'une heure la marche de nos troupes victorieuses,* nous le disons sans détours; mais, du moins, la République se devait à elle-même de proclamer qu'elle répudie les coupables errements de l'ex-empereur. Peut-être ainsi eût-elle jeté d'utiles semences pour l'avenir.

Malheureusement les hommes de la République ont contre eux leur passé. Nous ne saurions attendre d'eux plus de respect du droit international, plus de moralité politique envers leurs voisins. Gambetta, le nouveau ministre de l'intérieur, a poursuivi l'expulsion de nos compatriotes innocents et inoffensifs avec non moins de zèle que son prédécesseur, Chevreau; ses dissertations savantes sur les vertus essentiellement républicaines ne nous trompent pas, à l'égard de cet homme qui a reçu son éducation politique dans la pire époque d'un système professant le mépris de tout droit...

Mais pour nous, pour la lutte que nous avons à soutenir *contre le peuple français*, Ollivier et Palikao étaient la même chose que Jules Favre et Trochu. Ceux-ci à leur tour, jusqu'à ce que les Allemands soient devant Paris, entretiendront le peuple dans l'ignorance de la situation réelle; à leur tour, ils se laisseront arracher par le progrès irrésistible des événements l'aveu, qu'il leur est impossible de délivrer le pays des armées ennemies.

Aucun gouvernement à Paris ne pourra se résigner aux conditions de paix qu'exige la sûreté de l'Allemagne. La même conduite de la part des gouvernements divers qui se succèdent ne nous trompe pas, car nous savons depuis des années que l'opinion du peuple français est la même, et que l'expression seule en varie. Quelles que soient donc les personnes qui tiennent le gouvernail, nous ne devons pas attendre que nos adversaires se dégrisent, avant que Paris soit en notre pouvoir.

On ne peut nier que les Prussiens s'entendent à exploiter le vrai au profit du faux. C'est la grande

science de ce peuple si savant, et il compte en tirer un bon profit. Il ne veut voir en France que des agresseurs, pour se donner le droit de n'y reconnaître que des tributaires. Qu'il arrive ainsi à faire une excellente opération de banque, nous ne tarderons pas à le savoir, Dieu en décidera bientôt. Mais pour hypocrite, il l'est avec une impudence supérieure. Nous aussi, sous le poids du châtiment, nous invoquons la justice de Dieu contre ceux qui se proclament des vengeurs, et qui ne sont que des voleurs à main armée.

La Prusse, qui fait si nettement le décompte des napoléoniens révolutionnaires et celui des révolutionnaires napoléoniens, sait fort bien que ces hommes sont loin de représenter ni la totalité ni le plus grand nombre des Français. La plupart des députés bonapartistes étaient fabriqués par la main des préfets; le petit nombre des députés proprement républicains étaient façonnés par d'autres fourberies dans les cabarets et dans les loges dont le roi de Prusse est l'un des chefs puissants. Un faux suffrage universel a fourré ce pêle-mêle dans l'urne. Le vrai suffrage s'est manifesté dans les plébiscites sur l'Empire, qui n'ont été ni pour la révolution ni pour la guerre, mais uniquement pour l'ordre et pour la paix. Louis Napoléon s'est fait empereur en disant : *Religion*, *famille*, *propriété et paix*. « L'Empire, c'est la paix. » Il a menti, mais la France ne lui a pas demandé de mentir, et n'a persévéré dans ses suffrages que par la crainte de la révolution, qui n'aurait plus permis d'espérer aucune paix.

En 1866, aux approches de la guerre qui allait s'allumer entre l'Autriche et la Prusse et l'Italie coalisées (guerre où la Prusse et son alliée se montrèrent gardiennes si dévouées du droit !), nous exprimions un avis qui certainement n'était pas isolé en France. Dans l'incertitude où l'on était alors de savoir si le gouvernement napoléonien prendrait activement part à cette guerre et assisterait l'Autriche, nous disions que son principal devoir était de n'y rien rechercher pour nous, sinon l'avantage de contribuer à la solidité de la paix future. Nous demandons la permission de citer quelques pages de cet écrit. Nous avons d'assez bon cœur, assez longtemps et avec assez de constance, voulu servir la cause publique, pour nous donner la consolation de montrer que nous échappons à la fourberie des arguments prussiens.

Nous disions donc en 1866 :

... Cette même sagesse qui conseille à l'Autriche de se dépouiller de la Vénétie et de ne point accepter de compensations territoriales en Allemagne, conseille à la France de ne rien acquérir en Europe et de revenir strictement au programme premier de l'Empire : L'Empire, c'est la paix.

M. Guizot disait : « La paix partout, la paix toujours ! » Cette parole si décriée a paru néanmoins assez bonne pour être répétée en 1852 avec un applaudissement unanime de la France et du monde. Ce n'est pas s'aventurer de dire qu'elle recevrait même accueil aujourd'hui. C'est qu'en effet rien n'est meilleur que la paix, étant gardées les conditions honorables de la paix. Or qui doute aujourd'hui sur la terre que la France ne soit et ne puisse être et rester longtemps dans la plénitude de ces conditions-là, du moins en Europe? Qui la menace? Qui né-

glige, excepté cette folle et insolente Italie, d'exécuter les traités que la France a consentis ou qu'elle a dictés? Qui parle de rétablir ceux qu'elle a jugé bon de dissoudre?

Il lui plaît de dire qu'elle hait les traités de 1815. En quoi l'ont-ils gênée depuis dix-huit ans, en quoi la gênent-ils, surtout aujourd'hui? On la trouve entière dans sa masse énergique et hardie..... On voit ses drapeaux en même temps quasi partout : en Crimée, en Italie, en Chine, en Cochinchine, en Syrie, au Mexique, en Algérie toujours, et elle est toute prête pour d'autres expéditions. Elle intervient, elle empêche d'intervenir, elle chasse de l'Italie l'Autriche et y installe le Piémont, elle s'adjuge la Savoie et le comté de Nice : voilà les traités de 1815 en bel état! S'il plaît à la France de les détester encore, du moins n'a-t-elle plus à s'en venger, et à coup sûr elle n'y songe guère...

... Il n'y a plus de traités de 1815, ils sont ruinés, détruits, plus que vengés. Dictés par une politique jalouse et infatuée de sa misérable sagesse, ils ont peut-être plus secondé qu'entravé l'heureux génie de la France; ils se sont dissous plutôt qu'ils n'ont été rompus. La France les respectait encore que déjà le mouvement de la civilisation les avait anéantis...

Nous nous élevions contre l'annexion autant que contre la conquête :

Il ne faut pas objecter que l'annexion n'est point la conquête; que les peuples qui se donnent, n'étant point maltraités, n'ont aucune raison de retirer leur parole. Encore que les peuples annexés ne soient point conquis, il faut les assimiler, changer la législation, changer les habitudes, toutes choses qui ne vont point sans beaucoup de froissements; et les froissements font naître des difficultés qui augmentent les froissements. Un grand peuple s'est fait aux grandes aventures : un petit peuple qui « se donne » à un grand peuple se trouve entraîné plus loin qu'il n'a rêvé d'aller. Bien des souffrances, prises comme des avanies, se pressent et s'accumulent pour effacer le souvenir du vote donné en faveur de l'annexion,

quand il a été donné. En réalité, les peuples ne se donnent pas. Quelqu'un les donne, un prince ou un parti; et sans être fort attachés au maître qu'ils perdent ou qui les laisse, ils examinent d'un œil peu affectueux le nouveau maître, qui prend aussi les conscrits et l'impôt. Le nouveau maître n'a pas beaucoup à faire pour embellir l'ancien. Et, enfin, mettant les choses au mieux, ce sont toujours de très-mauvaises frontières que les frontières neuves, d'autant que les temps où on les forme sont toujours des temps périlleux...

Dans l'ordre civil et moral, un trait suffit pour mettre en saillie le principe de dénationalisation que contient la politique d'annexion. Cette frontière du Rhin, cette terre quasi protestante, elle a le divorce. La France ôterait-elle aux annexés protestants et libres-penseurs le soulagement du divorce, ou prendrait-elle ce venin?

La nation qui s'ajoute trop de nouveaux territoires se trahit elle-même. En même temps qu'elle s'enveloppe de remparts peu sûrs, elle se refroidit au cœur. Il n'y a plus d'histoire commune, de vieux sang répandu dans les mêmes entreprises, d'anciennes gloires et d'anciens malheurs partagés ; il y a souvent le contraire. On célébrait encore il y a quelques années, dans un pays devenu français, une fête nationale, commémorative de quelque bataille gagnée contre les Français. La vieille patrie est comme noyée dans ces agrandissements ; elle porte des noms qu'elle ne connaît pas, qu'elle ne sait pas prononcer ; les coudes ne se touchent plus sous le drapeau qui ne fait plus également battre les cœurs. Ces agglomérations fournissent de grandes armées, très-ardentes et très-redoutables dans le succès, mais faciles à se démoraliser et qui se contentent d'être battues une fois...

De douloureux souvenirs nous crient de n'inquiéter aucune nationalité, de nous déclarer au contraire protecteurs et tuteurs des véritables nationalités. LE PREMIER ET LE DERNIER MOT DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA FRANCE DOIT ÊTRE DE NE PAS PRENDRE, DE NE PAS ACCEPTER UN POUCE DE TERRAIN EN EUROPE. C'est à cette condition que les peuples lui garderont une affection plus sûre et plus désirable aujourd'hui que celle des

souverains. Avec les ressources présentes de l'art et de l'état militaires, avec le mélange des intérêts européens, la France n'a pas besoin de frontières plus étendues et de soldats plus nombreux, il ne lui faut que des alliés. Ses frontières inexpugnables sont les cœurs des citoyens remplis de l'amour de l'antique patrie. Ses alliés, le mélange de tous les intérêts les lui prépare, sa modération les lui donnera. Qu'elle soit juste, qu'elle défende le droit, que le monde reconnaisse en elle l'appui de l'ordre général ébranlé et la ressource de la liberté européenne mourante dans l'étreinte des dictatures militaires ou révolutionnaires, elle sera assez puissante.

Nous osons dire que ces pensées ne nous étaient pas particulières. La France, la vraie France à qui l'on tire aujourd'hui tout son sang pour lui tirer ensuite tout son or, les aurait sanctionnées si elles ne lui avaient pas été proposées par une voix trop impuissante, et que, d'ailleurs, le bâillon étouffait. Encore une fois, la Prusse ne l'ignore pas. Mais elle poursuit la guerre dans un but qui n'est pas et qui ne peut plus être celui qu'elle avoue. Jusqu'à Sedan son heureuse étoile a voulu qu'elle eût l'air de soutenir une guerre défensive. Depuis Sedan le masque est tombé, et elle fait ouvertement une guerre de rapine.

Puisque l'occasion nous a été fournie de résumer nos anciennes pensées sur les agrandissements de territoires, nous reproduisons encore ces considérations qui terminent notre écrit de 1866. Bientôt la Prusse elle-même pourra les reconnaître opportunes.

L'esprit de guerre, l'esprit de conquête, l'esprit de despotisme, l'esprit de servitude sont une même chose avec l'esprit

de révolution, et l'esprit de révolution est la destruction et la négation de la liberté. Il y a vingt ans, Donoso Cortès, l'un des rares hommes de génie qu'ait vus notre époque, — et elle ne l'a guère vu! — annonçait que l'œuvre immense de cet esprit anti-chrétien et anti-humain tournerait toute au profit de la Russie.

Il disait que la révolution, après avoir dissous les sociétés, dissoudrait les armées permanentes ou régulières, pour confier la force publique à des bandes de conjurés; c'est ce que nous voyons en Italie.

Il ajoutait que le socialisme, dépouillant les propriétaires, éteindrait le patriotisme, parce qu'un propriétaire dépouillé n'est pas, ne peut être patriote; c'est ce que l'Italie nous montre encore et ce que nous savions déjà d'ailleurs.

Il prévoyait que, sous l'influence et à l'abri de ces troubles survenus dans l'Europe, la Russie organiserait la confédération des nations slaves, fortes de quatre-vingts millions d'âmes : cette opération, qui est déjà en si bon chemin, ne serait pas médiocrement favorisée par la destruction de l'Autriche, but de la guerre actuelle, et la Russie prend manifestement ses mesures.

« Eh bien! concluait Donoso Cortès, lorsque la révolution aura détruit en Europe les armées permanentes, lorsque les révolutions socialistes auront éteint le patriotisme en Europe, lorsque, à l'orient de l'Europe, se sera accomplie la grande confédération des peuples slaves, lorsque dans l'occident il n'y aura plus que deux armées, celle des spoliés et celle des spoliateurs, alors l'heure de la Russie sonnera... »

Quoi qu'il en soit des conjectures de Donoso Cortès, et quand même le conflit qui va s'engager ne profiterait pas immédiatement à la Russie, la guerre, les annexions, les remaniements de territoires favorisent cette puissance par les diminutions qu'ils font subir à la liberté, par les atteintes profondes qu'ils portent à l'esprit de liberté. Il faut nécessairement multiplier et serrer les freins pour maintenir l'ordre dans un grand empire, et le rouleau qui doit unifier, assimiler, si l'on veut, les parties nouvelles et les parties anciennes, broie tout uniformément.

La raison même des sujets est contrainte de s'accorder à la raison et à l'action impérieuse des gouvernements, et ainsi l'esprit de liberté abdique dans la même proportion qu'il est combattu. L'habitude même de la liberté se perd ; une fois ce désastre commencé, il n'y a plus de limite. Qu'importe alors à qui appartient l'empire et dans quelles mains se trouve déposée cette universelle puissance, qui n'est plus que l'universelle servitude !

XXVIII

14 septembre.

PRÉDICTION DE M. L'ABBÉ MARGOTTI.

Le Piémont, d'où tant de maux sont sortis sous la basse figure de Cavour, a pourtant donné à l'Eglise un journaliste éminent, M. l'abbé Margotti, prêtre du diocèse de Turin, rédacteur en chef de l'*Unità cattolica*. Dans cette malheureuse Italie, livrée à toutes les déprédations et à toutes les dévastations de l'erreur, l'*Unità* est la dernière forteresse civile du bon sens chrétien, la seule que les révolutionnaires n'aient pu ni emporter ni même entamer. Quelques autres feuilles catholiques luttent çà et là avec un courage invincible et un immortel honneur. Nous les pourrions comparer à nos villes guerrières, ne cessant de faire feu sur l'ennemi qui les enveloppe, et ne cédant sur aucun point du rempart. Mais l'*Unità*, toujours ravitaillée et toujours victorieuse, les fortifie toutes par la vigueur de ses sorties. Or, M. l'abbé Margotti est à lui seul toute sa garnison.

C'est un talent de premier ordre, et qui dans la presse européenne n'a point d'égal ni d'équivalent. Il voit juste, il dit juste, il a une vaste instruction, une indéroutable mémoire, une ardeur qui ne tombe jamais. Ces qualités lui ont acquis en Italie une autorité considérable. M. Margotti, au lieu du monument qu'il aurait pu construire, ne laissera peut-être que des feuillets. Il pourra quelque jour, au coin d'une rue, rencontrer la *coltellata* révolutionnaire, mais l'Italie future lui donnera place parmi ses hommes illustres. Dans ces galeries dont le patriotisme italien aime à se parer, il sera une gloire légitime, léguée par une époque et par une profession qui en auront peu fourni.

Le bon sens chrétien a souvent élevé le rédacteur de l'*Unità* jusqu'à la clairvoyance prophétique. Nous en produirons une preuve dont personne ne contestera le poids. En 1866, après la guerre, M. l'abbé Margotti annonça avec une précision étonnante la chute prochaine du second Empire. On dira qu'il n'est pas le seul. Sans doute. Mais il y a manière. Ecoutons ceci :

Turin, 23 septembre 1866.

Les journaux de Paris s'entretiennent en toute liberté de la chute imminente du Pape-Roi. Le *Siécle* dit que Pie IX vient de faire son testament; le *Temps* lui promet un enterrement de première classe. Parlons avec une même liberté de la chute du second empire napoléonien.

La chute ne saurait être éloignée, car les deux causes de l'existence de cet empire ne subsistent plus. Ce furent la gloire militaire et la restauration catholique. Or, Napoléon III, au

lieu de défendre la religion catholique, la livre à ses adversaires; et au lieu de combattre, il recule. C'est en allant à Rome qu'il devenait empereur : il s'en va de Rome, il s'achemine donc naturellement à sa ruine. Quand l'oncle recommença de persécuter Pie VII, J. de Maistre écrivait : « Bonaparte attaque le Pape, tant mieux! A présent la chute de l'Empire est certaine. » Eh bien ! nous disons la même chose du neveu. Il abandonne Pie IX, il livre Rome, tant mieux! Les funérailles du second Empire ne tarderont pas.

L'oraison funèbre est prête. On peut la diviser en trois points : Allemagne, Mexique, Rome. Allemagne et Mexique, déchéance de la gloire militaire; Rome, abandon complet de ces traditions catholiques avec lesquelles la France ne rompra jamais, abandon par manque de cœur!

Napoléon est au soir, la nuit vient! les Français perdront toute estime pour ce magnanime qui recule toujours. Recul en Pologne par crainte de la Russie, recul en Allemagne par crainte du fusil Dreysse, recul à Rome par crainte d'Orsini, de Mazzini et de la révolution. On prête au commandant de la garde de Napoléon Ier cette belle parole : *La garde meurt et ne se rend pas.* Napoléon, au contraire, se rend toujours, dans le fol espoir de ne jamais mourir. Il s'est rendu à Bismark, à Juarez, même à Ricasoli. Mais ceux qui se rachètent de la sorte ne se conserveront pas.

Au milieu des incertitudes présentes, deux choses pourtant nous paraissent certaines : le triomphe du Pape-Roi et la chute du second Empire. Sur ces deux points, nous avons l'âme en paix. Assurément, nous ne saurions dire de quelle manière et par quels moyens Pie IX triomphera. Nous n'ignorons pas moins les événements qui précipiteront Bonaparte; mais nous voyons qu'il ne ménage rien pour faciliter sa propre ruine. La Providence divine se réserve les moyens déterminants d'accomplir ce qu'elle a promis de tout temps : « J'ai renversé les puissants de leur trône, et j'ai exalté les humbles. » Nos pères et beaucoup de nos contemporains ont vu l'humble Pie VII exalté de sa prison, le puissant Napoléon déposé de son empire.

Au Mexique, à l'Allemagne, à Rome correspondent dans le premier Empire l'Espagne, la Russie et Savone. La guerre d'Espagne, la campagne de Russie, la captivité du Pape préparent la chute de l'oncle; la bataille de Waterloo, le 18 juillet, termine tout, l'écrase, le jette à Sainte-Hélène. Cette bataille de Waterloo parut mystérieuse à Napoléon Ier lui-même. Quelqu'un la lui ayant rappelée au jour anniversaire, 18 juillet 1816, il s'écria, très-ému : « Bataille incompréhensible! Concours de fatalités inouïes! Il n'y a eu que des disgrâces! » Il ajoutait, se couvrant les yeux de ses mains : « Tout ne m'a manqué que quand tout avait réussi! »

Eh bien! que Napoléon III se prépare à pleurer les mêmes humiliations. Lui aussi verra venir sa journée incompréhensible.

Dieu le fait passer maintenant par une série d'événements dont il ne comprend pas la portée, auxquels peut-être il ne pense pas. Viendra un jour où il y reconnaîtra le *concours de fatalités inouïes.*

Et qu'il ne s'enorgueillisse point lorsqu'une chose qu'il veut réussit au gré de ses désirs, car, à la fin, il se verra forcé de répéter avec le fondateur de sa dynastie : « Tout ne m'a manqué que quand tout avait réussi! »

Nous prions les bonapartistes tant d'Italie que de France de conserver cet article et de n'en point perdre la mémoire. Rome est fatale. Elle l'a été au premier Empire, elle le sera au second.

N. B. Nous adressons cette page si brève et si claire à Napoléon III, en sa villégiature de Compiègne; au général Fleury, commissaire de l'Empereur à Florence; au baron de Malaret, dans la capitale provisoire; à l'ambassadeur français à Rome. Nous les exhortons tous à garder le présent numéro de l'*Unità cattolica*, afin qu'ils puissent le relire en temps opportun et voir si nous étions dans le vrai.

MARGOTTI, prêtre.

Nous ne savons si ceux à qui M. Margotti avait envoyé son article l'ont lu, mais nous pensons qu'au-

jourd'hui personne ne le relira sans intérêt. Nous sommes moins sûr que tous ceux qui le liront sauront, même aujourd'hui, le bien comprendre.

Plus récemment, il y a quelques mois, pendant le Concile, mais avant qu'il fût question de la guerre, M. Margotti a annoncé avec la même assurance que le second Empire ne verrait pas finir l'année. Il priait également ses lecteurs d'en prendre note. Nous regrettons de n'avoir pas sous la main cet article que nous avons lu à Rome. En ce moment-là, le gouvernement impérial intriguait fort autour du Concile, pour empêcher la proclamation de l'infaillibilité. Il se croyait plus sage que le Saint-Esprit, si toutefois il croit au Saint-Esprit. En ce moment-là aussi, il perdait visiblement l'esprit de conseil, lequel a fini par lui manquer entièrement, et il est devenu ce que l'on sait. La proclamation de l'infaillibilité, qui fut son Waterloo dans cette campagne stupide contre l'Esprit-Saint, eut lieu le 18 juillet. Les préparatifs du Waterloo militaire commencèrent le lendemain par la déclaration de guerre et l'abandon de Rome, déjà résolu en vue de se procurer l'illustre alliance de l'Italie.

Le roi Victor-Emmanuel, aujourd'hui roi de Rome, a l'honneur de compter parmi ses sujets M. l'abbé Margotti. Il devrait le consulter sur le résultat définitif de sa nouvelle conquête. Mais le soir vient, et peut être aussi que le roi Victor aime mieux ne pas connaître l'avenir. La dernière bouteille prend de l'amertume lorsqu'on sait qu'elle est la dernière.

XXIX

15 septembre.

PLAN POLITIQUE DE LA PRUSSE.

La *Correspondance de Berlin* ne permet guère de compter sur les démarches plus ou moins sincères faites par des puissances neutres pour arriver à nous donner une paix acceptable. La Prusse veut constater sa victoire et la rendre définitive en nous enlevant les provinces qu'il lui plaît de déclarer allemandes. La presse prussienne nous dit cela du ton le plus absolu. Il faut donc nous garder de toute illusion qui pourrait rendre les résolutions moins fermes.

Quant aux puissances neutres, nous ne devons pour le moment attendre d'elles aucun appui efficace. Si des négociations sont ouvertes, on les fera traîner de telle sorte que la question du siége de Paris sera tranchée avant que la diplomatie ait fait une proposition sérieuse. Mais que pourrait la diplomatie, si le Prussien était victorieux, et pourquoi, s'il était repoussé, subirions-nous les charges financières que nous accepterions peut-être aujourd'hui ?

Que l'on en soit bien convaincu : la France ne peut compter que sur elle-même. Les neutres redoutent le Prussien comme s'il l'avait emporté dans une lutte où chaque nation eût disposé de toutes ses forces. Quant à la Prusse, elle entend user et

abuser de la victoire. Enorgueillie par les succès d'un million d'hommes contre 300,000, elle veut écraser la France. Tous ses journaux le disent, tous ses hommes d'État le veulent faire. Laissons donc aller les négociations, et ne songeons qu'au combat.

Quelques extraits des journaux de Berlin, cités comme l'expression des vœux et des droits de l'Allemagne par l'organe de M. de Bismark, confirmeront nos observations. Voici d'abord un mot significatif de la *Correspondance de Berlin* :

S'il est vrai que certaines puissances neutres aient eu des velléités de médiation, on peut croire que ce qui se passe actuellement à Paris leur fera perdre toute envie de ce genre ; il est difficile, en effet, de se figurer les cabinets européens ouvrant des négociations avec M. Rochefort, membre du gouvernement provisoire à Paris.

La *Gazette de la Croix*, journal de l'aristocratie prussienne et de la cour, n'admet pas que, la guerre ayant été *localisée*, la paix puisse regarder les puissances restées en dehors de la lutte:

De nos jours, on a pris l'habitude de considérer que le triomphe de l'habileté politique consiste, vis à vis des guerres qui surviennent, à les localiser.

Nous n'examinons pas aujourd'hui ce que vaut réellement une telle habileté; mais puisqu'à présent le principe de la politique européenne est : « Chacun pour soi et rien que pour soi, » puisqu'on a renoncé à l'idée d'une *famille* européenne, — la conséquence nécessaire doit en être que la *paix aussi*, comme la guerre, *soit localisée*.

Nous pensons que, l'Europe s'étant retranchée dans la neutralité lorsque la guerre éclata entre la Prusse et la France, aujourd'hui, de même, l'Europe doit rester neutre dans les négo-

ciations de la paix; et, comme on a laissé la Prusse et la France débattre seules leur cause sur le champ de bataille, on doit les laisser seules aussi s'entendre sur les conditions de la paix. Car le traité de paix formule uniquement les conséquences de la guerre.

..... Dira-t-on, cependant, que l'*équilibre européen* peut être menacé parce que l'Allemagne reprend à la France ce que celle-ci lui avait jadis enlevé? Nous répondrons qu'on avait bien peu souci de ce même équilibre, lorsque, la guerre étant déclarée, on semblait se familiariser avec cette idée que la France victorieuse ajouterait à ses anciennes conquêtes faites sur l'Allemagne de nouvelles spoliations de territoire.

Heureusement les choses ont eu un cours si rapide et si décisif que les médiations, qui pouvaient conduire à quelques fausses démarches, n'ont plus lieu de s'exercer. L'Europe a l'habitude de s'accommoder des *faits accomplis*. Aujourd'hui que la dernière armée française qui pût faire campagne est anéantie, et que l'empereur Napoléon s'est rendu lui-même au roi Guillaume, nous pensons qu'il sera plus facile pour les neutres de se tenir dans le rôle qu'ils ont choisi, c'est-à-dire, comme ils n'ont pris aucune part à la guerre, de s'abstenir également de prendre part aux négociations de la paix.

La *Gazette du peuple souabe* pose ainsi les conditions de la paix :

La France doit être affaiblie à un tel point qu'elle n'ose plus s'immiscer dans nos affaires intérieures; bien plus, nous devons lui donner tellement conscience de cette faiblesse, qu'elle ne puisse plus même songer à une invasion, dont elle prévoirait elle-même l'inutilité. Les contributions de guerre, le démantèlement des forteresses, la reddition du matériel de guerre sont des exigences qui vont de soi, mais elles ne suffisent pas. Une cession de territoire, c'est l'aveu naturel d'une défaite, de la faiblesse; c'est la seule leçon efficace qui puisse dompter la présomption inouïe des Français, surtout si cette cession forcée atteint les parties du pays dont l'ennemi a toujours le

plus apprécié la possession et desquelles seules il peut être question : l'Alsace et la Lorraine.

La France voulait nous prendre tout le Rhin, au lieu de cela elle le perd en entier; expérience, croyons-nous, qui l'empêchera de tomber en récidive. Le Rhin était l'enjeu de la lutte; l'abandonnerons-nous par pure générosité? Les Français ne comprendront l'étendue de leur défaite que si le Rhin leur est enlevé. Notre sécurité future l'exige, ainsi que l'avenir de notre prospérité nationale.

Lorsqu'il s'agit de fixer les limites entre deux pays, ce n'est pas seulement le dialecte de quelques villages qui pèse dans la balance, mais plus encore la volonté de celui qui dicte la paix et qui exige des garanties. Loin de nous les théories pédantesques, les spéculations scientifiques ! Ne leur permettons pas de compromettre les triomphes de l'épée. Dans le cas du succès, les Français n'auraient pas hésité un instant à annexer les pays rhénans, malgré leur population tout allemande. Apprenons d'eux l'audace qui sied à une grande nation. Pour humilier l'ennemi et rendre au peuple allemand sa sécurité militaire, tous les moyens sont bons.

L'état-major a toute notre confiance. Il saura bien trouver la véritable frontière défensive, et nous espérons qu'au moment où il s'agit de la tranquillité de l'Allemagne, nos chefs victorieux ne seront pas trop modestes. S'ils estiment que les Vosges et quelques cantons voisins de la Saar et de la Moselle ne peuvent suffire, qu'il nous faut toute la rive droite de cette rivière, nous ne demandons pas mieux et saluerons avec joie cette décision. Les territoires nécessaires à la défense, nous les garderons, fussent-ils habités par des sauvages, parce que nous en avons besoin, et nous nous les assimilerons, parce que nous sommes assez puissants pour cela. En somme, nous ne réclamons que juste ce qui est indispensable à notre sûreté.

En même temps, les journaux prussiens, pour exciter davantage les passions allemandes et amener une guerre de race, disent que leurs soldats, en combattant les Français, combattent des hommes

incapables de sentiments moraux, des assassins et des incendiaires.

Ainsi parlent les feuilles du roi de Prusse. Laissons négocier, et ne songeons qu'à montrer à l'ennemi que la France, malgré ses désastres, ne s'abandonne point.

XXX

Même date.

LES SOCIALISTES DE LYON.

Tous les jours, nous recevons quelques nouveaux détails sur les amusements des socialistes de Lyon; car ces messieurs ne *mangent* pas encore, et ne font que s'amuser. La lettre suivante, à nous adressée par le R. P. abbé de la Trappe d'Aiguebelle, peut donner une idée de leurs joyeusetés. Indirectement, elle montre aussi quelle est l'autorité ou quel est le caractère du préfet que le gouvernement de la défense nationale a envoyé là.

N.-D. d'Aiguebelle, lundi matin, 12 septembre.

Monsieur,

J'avais quitté Aiguebelle lundi matin, 5 de ce mois, accompagné d'un frère convers. J'ignorais qu'on eût proclamé la République. Nous sommes arrivés à Lyon vers dix heures du soir. Le lendemain, après avoir célébré la messe chez les Trappistines de Vaise, je me proposais de passer par les Dombes et de continuer ma route avec le R. P. abbé de ce monastère, jusqu'au chapitre général de Mortagne.

Quand j'ai voulu sortir de la Trappe de Vaise, deux hommes de la plus mauvaise mine, armés de fusils, m'ont barré le passage en criant : « Nous ne voulons pas qu'on déménage. » Je me suis approché de l'un d'eux, tout noirci par le charbon, et lui ai demandé s'il prétendait nous retenir. « Partez donc, m'a-t-il dit, mais vous passerez par la rue Saint-Pierre. » Je n'ai pas compris en ce moment leur projet, et j'ai consenti à me laisser conduire où ils voudraient. La voiture est alors sortie, escortée de ces deux hommes, qui nous forçaient avec menaces de n'aller qu'au plus petit pas, pendant que la foule nous entourait en poussant des cris.

A la rue Saint-Pierre nous avons trouvé un poste de la garde nationale. Les hommes ont cerné la voiture et j'ai dû subir un interrogatoire ridicule. Ils voulaient à tout prix me faire dire que nous portions des armes. Nous ayant fait descendre, ils nous ont enfermés à clef dans le poste, et se sont livrés à l'examen minutieux de nos sacs de nuit. Je dois dire que le chef du poste a été d'ailleurs convenable et paraissait souffrir du rôle qui lui était imposé.

On nous a enfin permis de partir, mais le train que nous allions prendre avait quitté la gare depuis trois quarts d'heure, ce qui nous a obligés à rester en ville jusqu'au train suivant.

Vers cinq heures nous sommes retournés à la Croix-Rousse; mais à peine abordions-nous la gare, que quatre hommes armés de fusils, et deux membres du comité qui a pris le gouvernement du département du Rhône, nous ont entourés et sommés de les suivre à l'hôtel de ville. Mes protestations ont été inutiles. Lorsque je disais que j'avais déjà le matin subi l'interrogatoire et la perquisition, ils répondaient obstinément : « Suivez-nous. » Il fallut donc venir à pied, de la gare de la Croix-Rousse à l'hôtel de ville, escortés comme des malfaiteurs, au milieu d'une foule énorme qui battait des mains et nous insultait à plaisir. Sur la place des Terreaux ce fut une huée unanime.

L'un des commissaires a voulu, par deux fois, imposer silence à la foule : sa bonne volonté n'a pas suffi. Un homme

s'est détaché de la masse, criant : « Laissez donc le peuple exprimer sa joie! »

Entrés à l'hôtel de ville, au milieu des insultes, on nous a laissés une heure environ dans un corridor, toujours gardés par nos quatre hommes. Enfin le comité voulut bien nous donner audience. Mais nous trouvâmes là un président dont le langage nous fit regretter les huées de la populace. Quand la bordée de jurements et d'imprécations a été passée, ce qui ne fut pas court, on s'est occupé gravement de notre affaire.

J'aurais voulu que la France tout entière fût là, pour voir ces dictateurs d'une grande ville française et chrétienne. A l'exception de trois, qui nous ont montré de la politesse et même de la bienveillance, le reste n'était que l'expression de la méchanceté la plus stupide.

Nous avons dû endurer, mon pauvre frère et moi, toutes leurs avanies. Les injures à la sainte Eglise catholique, à la vie religieuse, à la très-sainte Vierge elle-même, ont déchiré nos oreilles et nos cœurs pendant plus d'une heure.

Les plus furieux, deux vieillards à barbe blanche, criaient qu'on devait nous écrouer et ne pas nous laisser rentrer chez nous. Heureusement leur avis n'a pas prévalu, et enfin, à 7 heures et demie, on nous a déclaré que nous pouvions sortir.

J'ai prié un de nos trois protecteurs providentiels de me délivrer un sauf-conduit. Il y a consenti, à la condition que nous rentrerions à Montélimar, au lieu de continuer notre voyage. J'ai dû passer par là, et je me suis trouvé libre... comme un prisonnier sur parole!

Mais cette fois, pour sortir, nous étions seuls. L'appréhension de traverser une seconde fois « la joie du peuple » nous a fait élever nos cœurs vers Dieu. Nous lui demandions secours, et nous étions déjà exaucés. Une pluie torrentielle avait balayé la cohue. Nous avons pu trouver une voiture et parvenir à la gare. Pourtant tout n'était pas fini. Nous entrions dans la salle d'attente, quand une escouade de gardes nationaux y a pénétré par la porte qui donne sur la voie et s'est dirigée vers nous, pour nous arrêter encore.

J'étais exténué de fatigue : j'ai dit à celui qui conduisait l'escouade et qui m'ordonnait de le suivre : « Non, monsieur, je ne vous suivrai pas. J'ai déjà été arrêté deux fois aujourd'hui, c'est assez. — Suivez-nous, suivez-nous, répétait il — J'ai un sauf-conduit, répondis-je. — Qu'importe ! s'écrièrent-ils tous ensemble, venez. » J'ai protesté que je ne bougerais pas. Alors on a laissé deux hommes pour nous garder, et les autres, emportant le sauf-conduit, sont allés à la recherche du capitaine. Ce dernier est enfin venu me dire que je pouvais partir. Je suis rentré à Montélimar à une heure du matin.

Voilà, monsieur, comment les citoyens français voyagent en ce moment dans nos quartiers.

Agréez, etc.

F. Marie-Gabriel,
abbé d'Aiguebelle.

Ces traits sont fréquents, et tout ecclésiastique qui traverse Lyon n'y échappe guère. Ainsi fut traité, le jour suivant, un vénérable évêque missionnaire français, qui vit en Chine sous la menace du martyre, mais qui jusqu'au jour où on le tuera ne sera point insulté, et que, même alors, ses bourreaux traiteront avec respect. Il a été injurié et brutalisé à Lyon par un personnage du gouvernement. Malgré son passeport et ses papiers bien en règle, malgré sa dignité d'évêque, malgré son état de souffrance très-visible, on s'est donné le plaisir de lui faire passer la nuit au corps de garde, et ensuite de le mener en pompe, à travers « la joie du peuple ,» aux interrogatoires du Comité. Ils l'ont d'ailleurs lâché sans lui faire d'autre mal, et sans autre profit pour eux que d'avoir prolongé de vingt-quatre heures l'attente de sa mère octogénaire qui craint de mourir sans l'avoir revu.

C'est toujours cela, et il est bien juste que cette vieille femme soit punie d'avoir un fils missionnaire!

Voilà où nous en sommes, en la première quinzaine de la République française, sous le consulat de M. le général Trochu et de M. l'avocat Jules Favre, M. l'avocat Gambetta étant ministre de l'intérieur et M. l'avocat Crémieux ministre de la justice.

Il serait temps néanmoins d'aviser à ne pas descendre davantage au-dessous des Peaux-Rouges, et de chercher les moyens de rendre à la seconde ville de France son nom républicain de *Commune-Affranchie*.

XXXI

16 septembre.

LES JOURNAUX ROUGES. — AVIS AU BOURGEOIS. NÉCESSITÉ SOCIALE DU PAIN EUCHARISTIQUE.

Toutes les nuances du rouge ont chacune leur journal, et dans chaque nuance il y a beaucoup de sous-nuances, qui ne paraissent pas en travail d'harmonie. Chacun dit là ce qui lui passe par la tête. Rien de bon, rien de neuf! Ces cervelles embrasées et surtout ignorantes se démènent du saugrenu à l'atroce, sans jamais sortir de l'impossible, sans jamais entrer dans le nouveau. Le ton général est une invitation très-pressante à la concorde, et une revendication très-âpre de la vengeance. Tout bouleverser d'abord; destituer, c'est-à-dire remplacer

tous les fonctionnaires ; démolir radicalement la magistrature et la police, et ensuite : Vive la fraternité! « Sois mon frère ou je te tue ! » Tout cela nous est devenu familier. C'est d'un bout à l'autre, sans un mot de moins, le vieux programme qui mène à César.

L'impiété est naturelle et plantureuse dans ce monde pur ! Le clergé reçoit autant d'injures que la magistrature et la police. Au fond, il est plus haï.

Malgré le goût général de la destruction et l'élan général vers l'impossible, on sait bien qu'il y aura toujours une magistrature et une police : la République non plus ne va pas sans ces rouages. On se résigne donc à subir la magistrature et la police, et même à en être, et même on en est. Ces écrivains très-rouges se font unanimement limiers et procureurs volontaires de la République. Ils recherchent, dénoncent, accusent. Avec quelle volupté ils seraient juges, et le reste, suivant la simplicité de leur système, où le même homme peut remplir tous les emplois de justice, depuis l'invention du crime jusqu'à l'exécution de l'accusé !

Mais quant à la religion, elle leur répugne. Il y a quelque chose dans le prêtre qui leur inspire une indicible horreur. Est-ce le devoir d'obéir, ou le pouvoir de purifier et d'absoudre? Par horreur du prêtre catholique, ils détestent, que dis-je, ils condamnent toute religion. Ils refusent même l'inoffensif « Être suprême » de Robespierre, si commode pourtant, qui ne demandait que l'offrande d'une fleur, et qui permettait de couper les têtes. Ils trouvent qu'on peut couper assez de têtes, sans s'imposer l'humilia-

tion d'offrir des fleurs à un soi-disant ci-devant Être suprême. M. Louis Jourdan, le dernier théophilanthrope, serait *incivique* de ce chef.

Dans le journal du citoyen Blanqui, numéro du « 26 *fructidor an* 78, » le citoyen Regnard nous apprend que nous avons rompu avec la vieille idée de l'existence de Dieu, et que c'est en quoi consiste la parfaite vertu républicaine. Il nous donne le *Comité de salut public* de Lyon pour exemple. Si le citoyen Regnard était à la place de M. Gambetta, il aurait déjà décrété que les frères lyonnais ont bien mérité de la patrie. Les hommes de M. Blanqui ne sont pas aujourd'hui des gens de petite importance ; il faut lire cette profession « de foi. »

LE ROLE DU CLERGÉ.

Il est tout tracé.

Que tous partent, moines et curés, surtout les premiers, qui envahissent la capitale et circulent avec une arrogance hors de saison, ventrus et désœuvrés, parmi les citoyens en armes.

Certes, le moment n'est pas venu de dire tout ce que nous pensons de cette engeance : au surplus, nos amis le savent assez. Qu'on laisse même *jusqu'à nouvel ordre*, au milieu de nos armées, ceux que réclame pour son service une superstition trop enracinée : il est trop tard pour prêcher raison ou philosophie.

Mais, quant au reste, quant à ceux qui demeurent pour prier, selon le vœu du citoyen Darboy, le Dieu des batailles, *Deus Sabaoth* : merci, il n'en faut plus.

Qu'on ne s'y trompe pas. Il ne s'agit point ici, comme on nous l'objectera peut-être, de discussions futiles et de querelles philosophiques. Ce sont des faits, et aussi bien, puisqu'il se trouve une façon *pratique* autant que révolutionnaire — *ce qui*

est tout un aujourd'hui — d'appliquer nos idées et nos théories, qu'on les applique!

Déjà des mesures sérieuses ont été prises. Déjà, aujourd'hui, l'église Sainte-Geneviève, autrement dit le Panthéon, a été, sur l'ordre du maire du Ve arrondissement, affectée à l'emmagasinement d'une certaine quantité de munitions.

Déjà la commune de Lyon, plus révolutionnaire, c'est-à-dire plus patriotique qu'aucune autre, a pris d'énergiques mesures contre la population de moines et de jésuites, qui depuis si longtemps infectait la ville : gloire en soit rendue au peuple lyonnais, à ces généreux citoyens, avec lesquels j'ai eu l'honneur, — en un jour douloureux de cette année, — de me trouver en communication de sentiment!

Ils ont prouvé une fois de plus que l'idée révolutionnaire fait corps avec l'idée philosophique de l'athéisme et de l'affranchissement de la pensée. Ils ont montré le chemin au peuple de Paris, *qui facilitera l'œuvre patriotique du gouvernement* en le mettant à même de *disposer* au plus vite des *établissements, des* PERSONNES *et des* CHOSES *de la religion.* — A. REGNARD.

Voilà un publiciste qui parle clairement, et on peut dire de lui aussi et de son groupe que leur rôle est *tout tracé.* Ils ne négligeront rien pour mettre le gouvernement à même de disposer *des établissements, des personnes et des choses de la religion*, c'est-à-dire, à même de détruire les établissements, de supprimer les personnes, — et d'empocher les choses.

Ces fous se trompent s'ils croient nous étonner en parlant ainsi, et ils ne nous étonneraient pas non plus en agissant comme ils parlent. Nous connaissons leur histoire et leurs possibilités jusqu'à ce moment et par delà. Sous ce rapport, ils sont sérieux. Peut-être qu'ils rencontreront des difficultés sé-

rieuses aussi. Mais enfin, comme dit l'Écriture, *Qu'est-ce qui est arrivé? Ce qui sera.* Ils partent d'un principe prussien, excellent pour eux, et devant lequel la société est devenue très-faible, ce qui rend le principe très-fort. Ils ont des chances.

Leur opposer des raisonnements serait superflu. Retenez donc des affamés lorsqu'ils flairent de si près la vapeur du festin ! Quand la nappe est mise, dites-leur que peut-être ils ne digéreront pas ! Mais le bourgeois conservateur que ceci intéresse est encore le maître, et peut encore apprécier quelques réflexions.

Le bourgeois doit bien penser que ces longues dents qui veulent manger du prêtre ne sauraient se contenter d'un si maigre régal. Tous les trésors de l'Église représentent à peine les pains et les poissons de l'Évangile que portait un seul petit enfant, et ne fourniraient pas à une heure de ripaille. La provision de pain et de vin faite pour l'autel n'apaisera point l'appétit surexcité du lendemain. Ce pain et ce vin ne multiplient qu'aux mains du prêtre.

Quand le prêtre aura disparu, quand ces gens-là auront brûlé les tabernacles et vidé les burettes, il n'y aura plus le pain et le vin qui multiplient et qui suffisent, et ces gens-là auront encore faim et soif. Ils s'adresseront au bourgeois.

Que pourra bien leur donner à manger et à boire le bourgeois, qui a tant désiré que le prêtre disparût, emportant son hostie et son calice, et qui a évoqué contre lui ces gens-là, ces gens d'éternelle soif et d'éternelle faim ?

Plus de prêtre, plus de pain ni de vin d'autel, plus de grenier ni de cave d'église : et la faim et la soif partout, la faim insatiable, la soif inextinguible ! Comment faire ?

C'est le bourgeois qui a créé le problème, c'est lui qui le doit résoudre. En vérité, nous voyons le bourgeois bien embarrassé, d'autant qu'il a grenier et cave et maison logeable, et qu'il est gras !

En Angleterre, en Allemagne, dans la France libre-penseuse, dans la Prusse aujourd'hui, dans tous les pays d'hérésie, plus ou moins privés de nourriture eucharistique, le bourgeois a non pas résolu, mais ajourné la difficulté en jetant ses affamés sur les autres peuples.

Il les a nourris de bétail humain, suivant la méthode de Rome antique, la bête dévorante.

Et comme le bétail se défendait un peu, rendant la chasse assez meurtrière aux chasseurs affamés, c'était double profit, car beaucoup d'affamés étaient tués, et ceux qui n'étaient pas tués mangeaient, et ensuite tenaient en respect le reste qui ne mangeait pas. Ainsi l'on s'est passé du prêtre, et l'on a tant bien que mal suppléé à l'absence de la nourriture eucharistique.

Mais cette ressource de vivre sur l'étranger, c'est-à-dire *de* l'étranger, s'épuise à la longue. La France, par exemple, en est privée. C'est elle au contraire qui sert de supplément, et qui, mourante de faim, subit les ravages de la dent étrangère.

O bourgeois, qui n'as pas su que le Christ est la nourriture un jour indispensable, la seule qui ne

trompe pas la faim éternelle des peuples, la seule qui les rassasie ; bourgeois, bourgeois, proscripteur du Christ et de son sacerdoce et de sa chair sacrée, dans quel péril as-tu aventuré tes orges, tes avoines et ta chair !

Job, figure du Christ, rappelle qu'il a mis tout le soin de son âme à vivre selon la loi de Dieu, et il s'écrie : « Les gens de ma maison n'ont-ils pas dit : « Qui nous donnera de sa chair, afin que nous en « soyons rassasiés : *Quis det de carnibus ejus, ut satu-« remur?* » L'Église, illuminant cette parole mystérieuse, s'en sert pour exprimer le désir véhément de la nourriture eucharistique, joie et soutien de cette vie, parce qu'elle est le gage de la vie éternelle. Mais dans l'humanité renversée par le péché, le feu de la haine s'allume où devait brûler le feu de l'amour, la haine de l'homme remplace l'amour de Dieu ; et alors, l'inférieur, grinçant les dents contre le supérieur qui l'a trahi en le détournant du banquet divin, s'écrie en un sens matériel et horrible : Qui me donnera de sa chair ! qui rassasiera ma haine !

Nous l'avons dit souvent à nos adversaires voltairiens, que la pierre qui tomberait de l'Église ébranlée par eux écraserait leur demeure, ferait ruisseler l'or de leur caisse et le sang de leurs veines. L'heure vient, et c'est maintenant. Si la pierre tombe, il n'est plus temps de crier : Gare ! mais de servir le dîner. Et ceux qui avaient si bien cru le préparer pour eux-mêmes et le faire durer longtemps, ne le mangeront pas et n'en mangeront pas les miettes. Le peuple qui ne mange pas le Christ est insatiable comme la sau-

terelle. Dieu n'envoie pas la sauterelle pour qu'elle laisse quelque chose. Quand la sauterelle a moissonné, elle glane ; quand elle a glané, elle s'attaque au laboureur et lui demande ses moelles. *Quis det de carnibus ejus, ut saturemur?*

Quand l'insolence de l'homme a obstinément rejeté Dieu, Dieu lui dit enfin : Que ta volonté soit faite ! Et le dernier fléau est lâché : ce n'est pas la famine, ce n'est pas la peste, ce n'est pas la mort : c'est l'homme. Lorsque l'homme est livré à l'homme, alors on peut dire qu'on connaît la colère de Dieu. Et il faudrait désespérer de la race humaine, si Dieu pouvait cesser d'être clément.

Mais la nourriture eucharistique restera sur la terre. Une folie abominable peut raser les temples, l'Eucharistie échappe à ses atteintes. Elle a échappé aux gens de Néron, elle échappera aux gens de M. Blanqui. Quelques grains de blé broyés entre deux cailloux, quelques grains de raisin dérobés en fuyant suffisent au mystère de la Présence Réelle, et ce pain nourrira des hommes qui se trouveront plus forts que M. Regnard.

L'Esprit de Dieu mena Jérémie dans un champ immense rempli d'ossements décharnés : « Fils de l'homme, crois-tu que ces ossements puissent revivre ? » Le prophète répondit : « Seigneur, vous le savez. » Mais aujourd'hui un enfant du catéchisme est plus savant qu'un prophète de l'ancienne Loi. Il répondrait plus hardiment. — Oui, ces ossements arides peuvent revivre, et ils revivront, car nous avons le pain et le vin qui ressuscitent les morts ; et

ceux qui les ont tués seront eux-mêmes forcés de cultiver le blé et la vigne, afin que les prêtres du Dieu vivant puissent créer et répandre le levain de notre résurrection et de la victoire de Dieu.

La France infidèle est flagellée et abaissée et ne veut pas encore se repentir. La France de l'Eucharistie priera, se relèvera et grandira. Dans l'Europe submergée du flot de l'hérésie, elle sera la terre où la colombe de l'arche trouvera le premier rameau qui annoncera que Dieu se réconcilie. Ce rameau était resté vert sous les eaux du déluge : ainsi la miséricorde subsiste jusque dans la colère du cœur de Dieu, ainsi l'espérance reste vivante aux cœurs nourris du pain eucharistique. Ils recommenceront la France du Christ miséricordieux et vainqueur. Alors on verra dans le monde des événements plus grands et des changements plus merveilleux que ceux qui s'accomplissent aujourd'hui, car la mort n'est qu'un fait de l'homme, mais le miracle est un fait de Dieu.

Que les hommes dont les erreurs et les menaces ont éveillé en nous ces pensées n'y voient pas l'expression d'un sentiment amer. Nous ne sommes pas en un moment et dans des circonstances qui puissent au fond des cœurs chrétiens laisser place à la haine.

Sur le seuil de la mort, des chrétiens ne savent que pardonner, et plus la mort peut s'annoncer dure et cruelle, plus ils espèrent. Donnant beaucoup, ils savent que Dieu leur rendra beaucoup. Qu'on leur creuse des fosses, Dieu en fera des berceaux. C'est ce qu'ils demandent, c'est ce qu'ils obtiendront. De ces

berceaux jaillira la vie. Ceux qui blasphèment le Dieu qu'ils disent mort, ceux-là font ce qu'il faut pour que leurs fils, et peut-être eux-mêmes, connaissent un jour et adorent le Dieu vivant.

XXXII

Même date.

MENACES DU *Réveil* CONTRE LES CATHOLIQUES.

Un journal de la révolution, le *Réveil*, propose de retirer la qualité de citoyen français à quiconque reconnaît l'autorité d'un souverain étranger.

N'étant pas supposable qu'un citoyen français puisse avoir en France la fantaisie de se proclamer sujet du roi de Prusse ou de n'importe quel prince régnant ailleurs, il faut croire que la proposition regarde les catholiques de France. En effet, ils reconnaissent l'autorité du Pape.

Ils la reconnaissent non comme sujets, mais comme fidèles; et ils nient que le Pape soit un souverain étranger, puisque son royaume est le domaine de saint Pierre, c'est-à-dire de l'Église, c'est-à-dire, selon la définition du Pape lui-même, la propriété commune de tous les catholiques répandus sur la terre. Mais si M. le directeur du *Réveil*, citoyen Delescluze, veut que le Pape soit un souverain étranger, qui osera soutenir le contraire? Et si le même citoyen Delescluze ne sait pas ou ne veut pas faire la différence entre *sujet* et *fidèle*, qui prouvera que

fidèle et sujet ne sont pas des termes synonymes? Un bon Français n'a ni le droit de savoir ce que le citoyen Delescluze ne sait pas, ni le droit de ne pas croire ce que croit le citoyen Delescluze.

Donc c'est nous autres catholiques qui pouvons d'un jour à l'autre perdre notre qualité de Français.

Or, de la privation du titre de citoyen français à l'acquisition du certificat d'incivisme il n'y a pas loin, pas plus loin que du certificat d'incivisme à la guillotine.

Peut-être que ce n'est pas risible! Il n'existe aucune raison bien claire de penser que ces messieurs du *Réveil* ne régneront pas à leur tour, ou demain ou plus tard, et n'auront pas le temps de faire quelque chose. Quand on a vu le règne et la restauration de M. Crémieux, c'est le cas de dire que tout arrive. Un homme sensé ne risquera pas un pari de cinquante centimes contre le règne de M. et madame Esquiros (1) et des autres rédacteurs du *Réveil*. Et alors, quel *réveillon !*

Or, puisqu'on ne sait ni qui vit ni qui meurt, et que pas un journaliste n'est assuré en ce jour de ne point publier son dernier numéro;

Ayant de bons motifs pour croire que, pendant le règne du *Réveil*, j'aurai de grandes difficultés à dire ce que je pense, et que je porterai un bâillon encore

(1) M. Esquiros, esprit mal en corps et mal en plume, était préfet ou plutôt dictateur de Marseille. Madame Esquiros, « née Adèle Buttonchon, » était rédacteur du *Réveil*, et figurait dans le groupe de « madame Roland » qui dirigeait les manifestations féminines.

plus serré que celui dont l'Empire m'a muni durant sept ans;

Je prends mes sûretés en face des projets du *Réveil* contre la dangereuse race des catholiques de France, et je fais la déclaration suivante :

Je promets, je jure, je prends devant Dieu et devant les hommes l'engagement de reconnaître toujours l'autorité du Pape, de lui obéir toujours, de croire ce qu'il prescrit, de rejeter ce qu'il condamne, de me gouverner dans la région de la doctrine absolument selon ses enseignements, lesquels pour moi ont été, sont, et seront jusqu'à mon dernier soupir l'enseignement de Dieu même.

Je dépose cette cédule dans les mains vigilantes du citoyen directeur du *Réveil*, pour le jour où il se trouvera en mesure d'exécuter ses petites idées sur l'obéissance due à l'autorité du Pape, et moi hors d'état d'en faire connaître mon avis. Que M. le directeur du *Réveil* relise ce papier, et qu'il me considère dès lors comme un homme qui se permet (je lui demande bien pardon) de l'envoyer promener, lui et sa loi.

Assurément j'aurai regret de manquer d'égards envers un dictateur de la république française et envers une loi émanée de ladite république. Mais enfin c'est dit : je l'enverrai promener, lui, sa république et leur loi.

Il est bien entendu que j'agirai de même envers tout autre dictateur et toute autre république, envers tout pouvoir assisté ou non des Chambres et du suffrage universel, bref envers tout souverain étranger

à l'Église que pourrait m'imposer n'importe quelle invasion de l'égout ou de la force, et qui prétendrait me faire une loi semblable et s'instituer ainsi mon pape à la place de celui que Jésus-Christ m'a donné. J'y mettrai le prix, et je l'enverrai promener.

Voilà ma qualité de Français bien aventurée. Mais je penserais la perdre beaucoup plus honteusement si je permettais au citoyen Delescluze et à ses amis de croire qu'ils pourront me soustraire à l'obédience du Pape. Ils n'ont pas assez de couperets pour trancher ce lien-là !

Ils sont pauvres gens, ces jacobins, d'imaginer qu'ils anéantiront des croyances, parce que dans un carrefour de nuit, entre la sédition qui leur a frayé passage et la gendarmerie qui sera tout à l'heure sur leurs talons, profitant d'un moment néfaste, ils pourront couper des bourses, et à la rigueur des têtes!

Niais! ceux que vous pensez effrayer, vous leur offrez, au contraire, un moyen de vous vaincre. Soit que leur contenance vous fasse reculer, soit que vous les frappiez, des deux façons vous les délivrez de l'affreux ennui de vous voir. Pour moi, je raisonne mon affaire, et je ne prétends à aucune palme civique en vous défiant de faire plier ma foi sous vos ineptes brutalités.

Ou je prendrai le soulagement de vous braver comme l'exige l'honneur du citoyen et l'honneur du chrétien, ou vous me donnerez le soulagement de souffrir pour la cause qui est désormais la cause de la patrie terrestre autant que de la patrie céleste.

Ainsi ceux qui ne peuvent porter les armes auront

pourtant la joie de combattre sur le véritable rempart, le rempart qui sauvera tout quand même, et qui ne peut être emporté : quiconque y répand son sang en affermit les assises, quiconque y succombe y pose une pierre immuable et éternelle.

XXXIII

17 septembre.

COMMENCEMENT DU SIÉGE.

Le siége de Paris est commencé, et l'on a lieu d'espérer une défense digne de mémoire. Les défenseurs sont accourus de toutes les provinces avec une mâle et généreuse ardeur. On peut dire que toute la France, prise à l'improviste, est sur les murailles de Paris, comme toute l'Allemagne est autour. Mais, pour notre malheur, l'Allemagne ne forme qu'une cité, et dans Paris il y en a deux.

Qu'au moins pendant le combat ces deux cités n'en fassent qu'une ! Il est accablant de penser qu'au moment où le canon gronde sur le rempart, la discorde rugit dans la ville et que des voix furieuses s'efforcent d'y allumer la sédition. Hélas ! ce serait assez du feu de l'ennemi.

Il y a sur le rempart de vrais soldats de Dieu et de la patrie. Ils se sont offerts sans distinction de rang, de fortune et d'opinions, pour repousser un ennemi qui menace également le foyer et l'autel.

Le grand nombre des gardes mobiles, habitants et ouvriers des campagnes, sont venus comme à la guerre sainte. Ce ne sont pas les splendeurs de Paris qui les intéressent et qu'ils veulent sauver : leurs plaines, leurs montagnes, leurs rivages baignés par la mer ont des beautés qu'ils goûtent davantage. Au milieu des monuments et des merveilles de Paris, ils aspirent à revoir leur clocher et le chaume où vivent ceux qu'ils aiment. Ils ont tout laissé, ils ont affronté la mort pour l'amour et l'honneur non de tel ou tel système politique, mais de la France. Vainqueurs ou vaincus, intacts ou mutilés, ils iront ensuite se livrer aux labeurs qu'exigera la réparation de tant de misères. Il est horrible de penser que derrière eux éclatent d'abominables blasphèmes; que de misérables séditieux se proposent de tirer parti du noble sang qu'ils vont donner pour leur imposer plus de sueurs, plus d'angoisses, et leur arracher les consolations de la foi.

Qu'il n'en soit plus ainsi! Que le blasphème cesse au moins pendant le combat; qu'il ne continue pas d'alarmer et d'irriter des cœurs déjà si cruellement torturés, et qui sentent que la France a besoin de Dieu.

Le « gouvernement de la défense nationale » ne juge-t-il pas qu'il faut éviter ce déchirement, qu'il importe de ne pas permettre que l'invasion serve d'instrument pour nous ensemencer de guerre civile? S'il n'ose rien exiger de ses amis, qu'au moins il les conjure de se taire, et qu'ainsi il fasse le peu qu'il peut, et se délivre de ce surcroît d'épouvantable

responsabilité. Autrement les blessés lui redemanderont leur sang et les morts s'élèveront devant Dieu et presseront sa justice de se faire rendre compte de leur vie inutilement sacrifiée.

XXXIV

20 septembre.

LE MONDE PRUSSIEN.

Henri Heine en 1855, M. Quinet en 1866, M. Renan ces jours derniers, ont prédit la Prusse et le monde prussien. Nul ne peut les accuser de préjugés cléricaux. Henri Heine a blasphémé tous les jours de sa vie ; M. Quinet proclame depuis quarante ans la nécessité d'en finir avec le catholicisme, de l'étouffer dans la boue ; M. Renan, c'est assez de le nommer.

Voyons ce que ces trois docteurs annoncent de ce monde futur, anticatholique par excellence, dont ils ont été diversement les introducteurs et les pionniers.

I

Les pronostications de M. Quinet remontent à 1831. En 1866, il les a rééditées dans une brochure écrite à l'occasion de Sadowa. Elles sont réellement frappantes, et le commentaire qu'il en fit alors est plus frappant encore aujourd'hui. Dès 1831, il avait très-bien vu que les pays allemands, à travers toutes

les divergences et toutes les antipathies, s'accorderaient pour « accroître en commun la fortune de Frédéric, » car la Prusse était l'instrument de l'unité qui donnerait à l'Allemagne le moyen de satisfaire son ambition et sa vengeance.

Cette fortune de Frédéric, le frivole Voltaire l'avait prédite de plus loin, par le seul infernal instinct de son impiété, meilleure devineresse que la philosophie et l'étude de M. Quinet. Il sentait l'ascendant croissant du mal, la démoralisation croissante, le soulèvement de l'orgueil et de l'impureté contre la loi du Christ. L'aigle prussienne lui apparut comme l'enseigne triomphante de l'antichristianisme : avec un enthousiasme diabolique, il lui promit cette victoire pour laquelle il a plus fait lui-même que Frédéric et qu'aucun autre Prussien. Il passa par-dessus tous les incidents politiques. S'en tenant à la grande cause, ignorant le chemin, il vit le but. Il sut que le but serait atteint, et que le torrent de l'antichristianisme creuserait une route militaire de Berlin à Paris. Il osa dire à Frédéric que Paris *était sa capitale*. Et M. Chevreau, Français, préfet, ministre, permettait aux hoirs Havin d'élever en plein Paris une statue de Voltaire, fournie par les souscriptions du peuple, dans le moment que l'héritier de Frédéric forçait la frontière française !

Voilà la vraie genèse du prussianisme, aussi français qu'allemand, grâce à Voltaire. C'est donc Voltaire qui a reçu la grande insufflation et qui a bien singé le prophète.

Mais M. Quinet, fermant les yeux sur cet ensemble,

a néanmoins habilement interprété le détail accompli et deviné quelque chose du détail futur.

Il a annoncé, lorsque la diplomatie l'ignorait encore, le travail de formation de l'unité allemande, déjà terminé dans les esprits et prêt à passer dans les faits par l'épée de la Prusse, demi-pressentiment de Talleyrand après le fameux congrès où l'Europe croyait avoir établi son équilibre.

Pour l'Allemagne, disait M. Quinet, « le despotisme prussien a le privilége de tenir dans sa main l'humiliation de la France et de lui rendre le long affront du traité de Westphalie. »

La pensée de M. Quinet est difficile à suivre, parce qu'il a souvent de ces paroles trop savantes et trop profondes. Que reproche-t-il au traité de Westphalie ?

Sans ce traité, l'unité de l'Allemagne s'accomplissait il y a deux siècles, ou par la conquête protestante ou par la conquête catholique. Dans le premier cas, très-improbable, la France aurait cessé d'être ; dans le second, il n'y aurait pas eu de Prusse, et ce qui arrive aujourd'hui ne serait jamais arrivé. L'Allemagne entière étant ramenée au catholicisme, l'unité catholique régnerait dans l'Europe, et, selon toute apparence, s'étendrait au monde entier. Il n'y aurait pas de question turque, ni de question slave, la Pologne serait intacte, la Russie et l'Angleterre converties. Nous serions les États-Unis de l'Europe. Il existerait en Europe cent ou cent cinquante républiques, et autant dans le reste du monde, reconnaissant le même chef spirituel au sommet de la

grande république humaine. On verrait poindre le moment où le genre humain ne constituerait plus en réalité qu'une race, on y toucherait peut-être : un seul troupeau, un seul pasteur. Un PASTEUR ! Et la guerre ne serait possible dans le troupeau que quand le pasteur l'aurait permise et déclarée sainte, c'est-à-dire nécessaire pour empêcher tout égorgement de peuple et toute lésion de l'unité, car c'est la fissure par où peut pénétrer la mort.

Mais la philosophie de M. Quinet, d'ailleurs très-humanitaire, ne veut point du pasteur, et demande que le pasteur et la portion de l'humanité qui lui obéit « soient écrasés dans la boue. »

Cependant M. Quinet voit venir l'antipasteur prussien et son redoutable troupeau d'armées, et il a peur, non sans sujet :

Voilà que ces idées se soulèvent en face de nous comme le génie même d'une race d'hommes ; et cette race elle-même se range sous la dictature d'un peuple non pas plus éclairé qu'elle, mais plus avide, plus ardent, plus exigeant, plus dressé aux affaires. Elle le charge de son *ambition*, de ses *rancunes*, de ses *rapines*, de ses *ruses*, de sa *diplomatie*, de ses *violences*, de sa *gloire*, de sa *force* au dehors. C'est de la Prusse que le Nord est occupé à cette heure à faire son instrument.

Oui, et si on le laissait faire, il la pousserait lentement et par derrière au *meurtre du vieux royaume de France*.

. . . .

L'unité germanique ne peut plus être empêchée par quoi que ce soit au monde... La voilà lancée avec la force de projection d'un boulet de canon. Il ne s'agit plus pour elle que de grandir encore, difficulté qui n'est rien en comparaison de celles qu'elle a vaincues...

Le gouvernement prussien a eu la sagacité de comprendre

que l'affaiblissement des consciences avait entraîné une diminution de l'intelligence humaine, que les esprits étaient du premier occupant, que le succès déciderait de tout. Il a marché, il a vaincu, les âmes se sont courbées. L'unité de l'Allemagne, qui n'avait pu se former dans la justice et dans le droit, est née d'une guerre abhorrée, puis applaudie depuis qu'elle a réussi...

Convaincus, d'ailleurs, qu'ils ont conquis le gouvernement des esprits en Europe, ils (les Allemands) tiennent pour certain depuis longtemps que tout émane d'eux, science, poésie, art, philosophie; que le monde est devenu leur disciple. A cette souveraineté intellectuelle qu'ils s'imaginent posséder, que manquait-il encore? La force. Ils viennent de s'en emparer. A leurs yeux, ce n'est pas seulement un empire de plus dans le monde; c'est la substitution de l'ère germanique à l'ère des peuples latins et catholiques, relégués désormais sur un plan inférieur.

Vous demandez toujours de quoi il est question. La chose est bien aisée à dire. Il s'agit de l'avénement d'un monde qui vient de se révéler, et *qui a la ferme intention de vous subordonner en tout.*

Dans sa légitime inquiétude, M. Quinet cherche pourtant ce que l'on peut espérer de l'empire prussien pour la liberté future de l'Allemagne et pour celle du monde, terriblement éclipsées. Le résultat de ses recherches ne fournit rien de consolant. Il espère que l'esprit de Kant, qui était fédéraliste ou qui croyait l'être, prévaudra sur l'esprit tout prussien de Hegel. Il espère qu'il se formera une bourgeoisie riche et libérale qui jouera de mauvais tours à l'orgueil féodal et tyrannique des hobereaux de Prusse. Il espère que l'empire allemand étant protestant, il abandonnera « l'arbitraire » catholique et ne saura ni ne voudra opprimer la pensée humaine.

Mais ces espérances et quelques autres également lointaines ne l'empêchent pas de craindre que la démocratie allemande, toujours « complaisante, » comme toutes les autres démocraties, « n'épouse le despotisme pour se donner un soutien. » Ecoutons ceci :

Si jamais pareilles épousailles se font, dites pour toujours adieu à ce que vous avez connu de la vie allemande : probité de l'intelligence, pénétration, grandeur de l'esprit, génie, gloire. Tout disparaîtra, tout se noiera dans la confusion du bien et du mal, du juste et de l'injuste, du vrai et du faux. Qui peut se figurer un byzantinisme allemand? Le mélange des vices du Midi et des vices du Nord, c'est trop à la fois. Machiavel réfuté par Frédéric et réalisé par le Tugendbund, par la société de la Vertu! Epargnez au monde cet avenir.

Une chose plus difficile à calculer est ce que deviendra l'*immense orgueil teuton que* se donnant carrière et croyant voir à ses pieds, du haut de ses victoires nouvelles, les nations latines comme autant de nains au pied d'un château-fort. Je craindrais pour ce grand corps l'infatuation. Où ne pourrait-elle pas le conduire? Quand il touchera à la fois la Baltique et le Danube, quelles pensées, quelles ambitions ne s'éveilleront pas dans le géant?

Comment échappera-t-il à l'aveuglement? Si puissant et si neuf, quelle tentation de se mesurer à son tour avec le monde, et, pour sortir du rêve, de palper des royaumes? Avec un front de fer, du Holstein au Tyrol, il est malaisé de n'avoir que des pensées modestes et de renoncer à étendre le bras par delà le Rhin.

Telles sont les « espérances » de M. Quinet sur l'empire d'Allemagne. En résumé, et quoi qu'il fasse pour se rassurer par la contemplation des victoires possibles de la « pensée humaine, » on y sent l'épouvante et le désarroi. Cette brochure est l'œuvre d'un

homme qui désespère de la civilisation et qui la voit sans idée dans l'esprit, sans foi dans le cœur, abandonnée d'elle même, absolument livrée à l'orgueil de la force brutale.

Ayant eu de tout temps ces terribles appréhensions, si honorables pour son esprit et pour son patriotisme, et les trouvant aujourd'hui si fondées, M. Quinet nous offre un problème d'ailleurs peu rare, mais difficile à résoudre. On se demande comment, de 1831 à 1866, il s'est fait un devoir de travailler à dissoudre l'unique obstacle sérieux de l'idée allemande, l'unique force morale et persistante que la France lui pût opposer, le catholicisme ! Car enfin, même aux yeux de M. Quinet, le catholicisme est au moins une *idée*, et c'est une idée qu'il faut.

L'intelligence la plus ordinaire aurait compris que *décatholiser* la France (le mot est républicain, fabriqué, je crois, par *notre* Mirabeau), c'est la dénationaliser et la désagréger, opération infiniment profitable à la Prusse et à tout ennemi. Voltaire a rendu ce service à Frédéric ; la Révolution, le premier Empire, Louis-Philippe l'ont rendu à ses descendants ; Napoléon III n'a rien négligé pour le rendre à ses successeurs actuels. Cela n'est pas méconnaissable : de là le désarroi moral, intellectuel et même physique où l'invasion nous a trouvés.

La France catholique eût été la protectrice d'un monde qui se lèverait aujourd'hui pour la défendre, qui n'eût pas même laissé naître la pensée de l'attaquer. Dans tous les cas, elle se protégerait elle-même par un ressort naturel et invincible. La France indif-

férente, incrédule, voltairienne, ayant abandonné la cause des faibles, abîmée de frivolité et de luxure, se voit sans un allié au monde, et n'a en elle-même que la moindre partie de sa vigueur. Travailler à lui ôter le Christ, c'était donc travailler à lui ôter l'avenir. Néanmoins, M. Quinet, durant trente-cinq années, a *décatholisé*, c'est-à-dire teutonisé et prussianisé de toutes ses forces. Nous accordons bien volontiers qu'il n'a pas su ce qu'il faisait, et s'il l'avait su, jamais il ne l'aurait voulu faire. La passion anticatholique ne pouvait jouer un plus mauvais tour à un plus honnête esprit.

Il dit dans sa brochure que la Prusse aurait marché plus vite, si elle n'avait pas craint de rencontrer quelque part « la liberté et la révolution. » Ce trait ne fait pas honneur à son aptitude prophétique. La liberté et la révolution existent partout, et elles font l'affaire de la Prusse. C'était ce qu'elle attendait, ce qu'elle provoquait avec une sagacité funeste. Elle se revêtait et s'approvisionnait de fer, laissant la liberté et la révolution faire son jeu dans le reste du monde. Le journal français de M. de Bismark disait dernièrement : Puisque la révolution est dans Paris, bientôt Paris pourra trouver que notre marche est trop lente.

M. Quinet appartient à cette classe d'esprits beaucoup trop contents de leur sagesse, qui veulent la conscience sans Dieu, et le paganisme sans César. Il croit que ses idées peuvent nourrir le genre humain, et il demande ce que nous avons fait pour être frappés de cette « cécité de cœur et d'esprit » qui nous livre aux brutalités de la force !

Venons à M. Renan.

Dans ces circonstances tragiques, M. Renan est désagréable à écouter. Son talent de chanteur de romances jure avec le deuil national, non moins qu'avec cette mine si caractérisée de cuistre que lui ont faite en commun la nature et l'art. Depuis qu'il a tourné en idylle l'histoire de la Rédemption et planté ses faux camélias sur le Calvaire, M. Renan croirait manquer au genre humain s'il négligeait de répandre toujours ces fraîches fleurs dont les bergers et les bergères de Paris font tant de cas. Il en couronne le front de M. de Bismark, la gueule fumante des canons, les cyprès de la France. Ah ! que la sottise humaine sait ajouter d'atroces petites piqûres à l'horreur des grandes catastrophes ! Et lorsque le canon prussien, sur un affût de cadavres, ouvre la brèche par où la barbarie menace d'envahir la terre, voici le surcroît, le *Dies iræ* fleuri du joli Renan.

Il jette tout d'abord le cri de sa vraie douleur, où l'on sent une fidèle admiration pour les docteurs qui ont garni son sac :

La *grande maîtresse de l'investigation savante*, l'ingénieuse, vive et prompte initiatrice du monde à toute fine et délicate pensée, sont brouillées pour longtemps, à jamais peut-être; chacune d'elles s'enfoncera dans ses défauts; l'harmonie intellectuelle, morale, politique de l'humanité est rompue; une aigre dissonance se mêlera au concert de la société européenne pendant des siècles.

En effet, la grandeur intellectuelle et morale de l'Europe repose sur une triple alliance, dont la rupture est un deuil pour le progrès, l'alliance entre la France, l'Allemagne et l'Angle

terre. Unies, ces trois grandes forces conduiraient le monde, et le conduiraient bien.

Avec l'union de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne, le vieux continent gardait son équilibre, maîtrisait puissamment le nouveau, tenait en tutelle ce vaste monde oriental auquel il serait malsain de laisser concevoir des espérances exagérées. — Ce n'était là qu'un rêve. *Un jour a suffi* pour renverser l'édifice où s'abritaient nos espérances, pour *ouvrir le monde à tous les dangers, à toutes les convoitises, à toutes les brutalités.*

Et ce n'était qu'un *rêve* et *un jour a suffi !* O philosophes, depuis Luther, vous avez mis cependant trois siècles et demi à le construire, l'édifice où s'abritaient vos espérances ! Vous avez eu Voltaire et la Révolution et le siècle révolutionnaire : et il n'a fallu qu'un jour, et voilà le monde livré A TOUTES LES BRUTALITÉS.

Après cet aveu, un esprit sérieux n'aurait plus qu'à confesser le tort immense de la philosophie qui a détruit l'unité religieuse en Europe. Le tort n'est-il pas évident? Cette philosophie ne s'est-elle pas abusée en espérant de remplacer l'unité dogmatique par je ne sais quel accord visiblement impossible des idées que sa révolte devait enfanter, sans jamais rien produire qu'un abject besoin d'unification matérielle, perpétuellement irréalisable, et de plus en plus destructeur de toute liberté ? Mais la philosophie est orgueilleuse, et l'orgueil de l'apostasie est incurable. L'apostat s'enfonce où il tombe. M. Renan ne veut rien voir. Suivant sa coutume, il déroule des *nuances*, dans le dessein de dérober les couleurs. Il ne réussit pas cette fois. Le jour est trop franc. Quoi qu'il fasse, la vraie couleur apparaît sans cesse, il ne

peut s'empêcher lui-même de la signaler; et, comme M. Quinet dont il n'a pas la sincérité, il s'épouvante.

Le progrès espéré, le rêve effacé, c'était l'avénement du protestantisme universel, acheminement au progrès définitif et au rêve suprême, le nihilisme religieux. Ils y voulaient arriver par petites couches successives en, dehors de ces violences démocratiques et militaires qui inquiètent toujours les philosophes et les mettent pour un temps sous le sabre et le sabot, où leur importance et même leurs gages diminuent.

Tout philosophe tend à faire douce vie. Il aime à limer la vérité et à vendre cher sa limaille. Qu'on lui demande l'apologie des violences antérieures, qu'on lui demande d'en préparer de plus terribles pour l'avenir, il ne refusera pas; ce sont des choses de son métier, travaux de son art. Mais faire sauter la mine lorsqu'il est présent et exposé aux débris, son esprit y consentirait encore, son petit cœur n'y va pas ; l'opération lui semble farouche et détestable.

Ainsi M. Renan adore la Réforme luthérienne. C'est « la plus belle chose des temps modernes, dit- « il, une chose supérieure à la philosophie et à la « Révolution, œuvres de la France, et qui ne le cède « qu'à la Renaissance, œuvre de l'Italie. » Mais l'échéance luthérienne qui tombe sur l'année 1870 et que nous soldons en ce moment, M. Renan ne l'aime pas. Il laisse à quelque Renan futur le soin de la glorifier.

Les contradictions, d'ailleurs, ne lui coûtent rien. Il se les permet de page en page, et souvent jusque

dans la même période. Ce beau protestantisme, si admiré, a engendré la Révolution. M. Renan le sait et ne lui en fait pas reproche. Il convient qu'à son tour la Révolution a engendré l'Unité allemande : « La Révolution française fut, à vrai dire, le fait générateur de l'idée de l'Unité allemande. » Il ajoute un peu plus loin : « Le grand facteur de la Prusse, « c'est la France. » Rien n'est plus vrai ! C'est si vrai, que M. Renan se repent immédiatement de l'avoir dit, et il corrige, expliquant que la Prusse n'a pu s'élever que par l'appréhension d'une ingérence de la France dans les affaires de l'Allemagne. Prenons la correction pour ce qu'elle vaut. Nous croyons avoir parlé en tous sens plus exactement, quand nous avons dit que la Prusse est le *péché* de la France. Toujours est-il que la Révolution française est un rameau du Protestantisme, et qu'à ce rameau pend aujourd'hui, mûr, ce fruit archi-protestant qu'on appelle la Prusse. Hélas ! le gland est gourde ; et Matthieu Garo, enchaîné au pied de l'arbre monstrueux qu'il a fait fructifier, n'a que trop sujet de trembler pour sa tête.

Malgré le péril, malgré le bruit du canon, nous ne pouvons nous défendre de citer un joli trait de M. Renan. C'est une explication de M. de Bismark, où l'on voit bien à quoi tiennent les plus vastes événements de ce monde :

« Le grand mal de la Prusse, c'est l'orgueil. Une des causes qui ont produit M. de Bismark a été la vanité blessée du diplomate, abreuvé d'avanies par ses confrères autrichiens traitant la Prusse en parvenue. Le sentiment qui a créé la Prusse a été

quelque chose d'analogue : l'homme sérieux, pauvre, intelligent, sans charme, supporte avec peine les succès de société d'un rival qui, tout en lui étant fort inférieur pour les qualités solides, fait figure dans le monde, règle la mode et réussit, par des dédains aristocratiques, à empêcher les autres de se faire accepter.

Pour la forme et pour le fond, voilà ce que l'on peut appeler une platitude. L'amour-propre blessé de M. de Bismark a pu entrer comme *moyen* dans les événements qui ont déjà fait périr tant d'hommes et qui pourront précipiter la civilisation vers l'abîme. Les *causes* en sont autres. Mais cette manière d'expliquer M. de Bismark explique très-bien comment M. Renan, né sans *charme*, a conçu la pensée d'écrire sa *Vie de Jésus*.

Comme M. Quinet, M. Renan aborde le chapitre des espérances, et, comme M. Quinet, il est fort chiche là-dessus.

Il demande qui fera la paix? Une seule force au monde lui semble pouvoir accomplir un si difficile ouvrage. Cette force, dit-il, c'est l'Europe. Hélas ! il n'y compte guère, et en effet, pendant qu'il composait son article, l'Europe avait déjà répondu. L'Europe ne fera rien, premièrement parce qu'elle est égoïste, secondement parce qu'elle est impuissante, troisièmement parce qu'elle a peur.

Si l'on s'enquiert des causes, il est facile d'en trouver beaucoup, et il n'y en a qu'une : La fraternité des nations a péri avec l'unité de foi; l'absence de foi a fait baisser le sens moral, l'abaissement du sens moral a fait baisser le niveau de l'intelligence. C'est

une très-juste remarque de M. Quinet, que d'autres avaient faite avant lui : *Justitia elevat gentes, miseros autem facit populos peccatum.* Et les peuples libres-penseurs, ou ne voient plus le péril qui les menace, ou ne sont plus assez fiers pour le combattre, ce qui est assurément le comble et la honte de leur misère.

Pour toucher ces peuples insensibles à nos malheurs, M. Renan se sert d'arguments étranges et qui dénoncent cruellement le désarroi de la philosophie matérialiste en présence des grands périls sociaux.

Il ne faut pas, dit-il, mutiler la France, ce serait la mort. « Une France faible et mutilée ne saurait exister. Que la France perde l'Alsace et la Lorraine, et la France n'est plus. L'édifice est si compacte que l'enlèvement d'une ou deux grosses pierres le ferait crouler. *L'histoire naturelle nous apprend que l'animal dont l'organisation est très-centralisée ne souffre pas l'amputation d'un membre important.* » Cette raison a un air de famille avec la consolation que Sénèque proposait à une mère trop longtemps désolée de la mort de son fils : « La vache, lui disait-il, qui a perdu son veau, ne mugit pas plus de trois jours ! » C'est d'ailleurs tout ce que peut dire M. Renan, qui ne sait pas que la France avait une âme immortelle, ou qui croit qu'elle ne l'a plus. Il ignore que cette âme de la France, non-seulement soutiendrait sa vie après la mutilation, mais encore lui reconquerrait les membres amputés.

Enfin, dans la persuasion où il est que la France

serait anéantie si elle perdait ces deux nobles provinces, il trouve cette raison pour intéresser l'Allemagne à nous laisser la vie : « Sans attribuer à l'esprit français le premier rôle dans l'histoire de l'esprit humain, on doit reconnaître qu'il y joue un rôle essentiel : le concert serait troublé si cette note y manquait. *Or, si vous voulez que l'oiseau chante, ne touchez pas à son bocage!* La France humiliée, vous n'aurez plus l'esprit français! » Toujours des grâces, toujours des fleurs!

Ici se termine la liste des espérances propres à M. Renan. Le reste est pris à M. Quinet. Retour en Allemagne de l'esprit de liberté, naissance d'une bourgeoisie qui sifflera les hobereaux prussiens et brisera l'hégémonie prussienne, réveil futur de l'Europe, qui créera un tribunal amphictyonique pour le règlement pacifique des dissentiments internationaux. Rien de propre à la France, rien qui puisse la mettre en état de se relever par elle-même. En résumé, décadence imminente de l'Europe et invasion de toutes les brutalités *pour des siècles!*

M. Renan conclut par quelques menaces convenables : « Un œil pénétrant, dit-il, verrait peut-être dès à présent le nœud déjà formé de la coalition future, et les sages amis de la Prusse lui murmurent : *Væ victoribus!* » Assurément, ce « mot de la fin » n'est téméraire en aucun sens et ne peut compromettre M. Renan ni avec la Prusse ni avec la postérité! La postérité verra tomber sur la Prusse le destin et le châtiment qui attendent tous les victorieux

par l'épée. Mais en attendant, quel sera le sort des vaincus ?

Henri Heine va nous le dire, et nous dire en même temps les résultats suprêmes de cette grande philosophie que l'Allemagne a tant cultivée et dont elle a si largement ensemencé la France par les soins de nos propres penseurs.

Comme nous l'avons dit, Henri Heine a passé sa vie à blasphémer. Il était grand poëte et doué à peu près de toutes les mauvaises qualités morales. Il ne s'en cachait point, se piquant de franchise pour se donner l'avantage d'être cynique, à quoi son genre de mérite gagnait beaucoup de mordant. Il blasphéma dans l'orgueil de la vie, commença d'être damné vif, et continua de blasphémer jusqu'au moment de descendre aux régions du blasphème éternel. S'il eut un regard vers Dieu, un soupir sincère, tout ce qui reste de lui le laisse ignorer.

Atteint d'une sorte de repentir où le poussèrent également la douleur physique et l'orgueil de l'esprit, se prétendant revenu aux idées religieuses, il blasphémait encore. Peut-être ne croyait-il que rire. Il avait cette bêtise particulière des voltairiens, surtout de ceux qui brillent dans le tripot des lettres, de ne pouvoir pas se défendre de faire de l'esprit. Il aurait vendu son âme, supposé qu'il crût en avoir une, pour faire ce qu'ils appellent « un mot. » On a cependant parlé de son retour aux « idées religieuses », il en a parlé lui-même. Tout simplement il avait lu la Bible, et il s'était pris d'admiration pour Moïse, parce que Moïse avait mieux qu'un

autre inventé Dieu ! Il le proclame ainsi, s'admirant fort lui-même, dans un chapitre d'*aveux* ajouté à son livre impie sur l'Allemagne, écrit pour la *Revue des Deux-Mondes*, lorsque jeune et bien portant il niait l'existence de Dieu. Telle fut sa rétractation.

Dans le fait, il ne s'est jamais converti à une religion ni à la religion. Il a cru se convertir de l'irréligion au déisme, à cause des conséquences humiliantes pour l'esprit humain que les doctrines matérialistes enfantent nécessairement et perpétuellement. Il ne pouvait souffrir le contact des goujats frénétiques, ses compères en athéisme. C'est encore lui qui le dit, toujours avec le cynisme arrogant qu'il appelait de la sincérité. Ce juif de fond, sali plutôt que nettoyé par les eaux du baptême luthérien, se donnait le style de mépriser l'irréligion populaire, et se bouchait le nez pour ne pas sentir l'odeur démocratique. Il n'avait en réalité ni foi, ni loi, ni opinion, ni patrie.

Il était le Voltaire allemand. A l'exemple du Voltaire français, qui détestait la France, le Voltaire allemand détestait l'Allemagne. Sa vraie patrie était le pays souterrain, le pays de la négation et de la dérision, l'empire de Satan. Il avait d'ailleurs, comme l'autre Voltaire, beaucoup de présomption, assez de lecture frivole, des prétentions à la profondeur tout en faisant des grimaces, une immense ignorance, une immense insolence et des éclairs puissants. Pour ceux qui peuvent sans danger écouter les prêches du diable, il est, après Proudhon, l'un des meilleurs démonstrateurs de Dieu. Avec tout cela, il fut durant

sa vie le poète le plus retentissant de l'Allemagne, et le dernier qui chanta dans cette immense fabrique de pédants qu'il voyait se transformer en école de bouchers.

Comme l'honnête M. Quinet, que nous ne lui comparons ni en bien ni en mal, comme M. Renan, plus solide impie peut-être et moins brillant oiseau, ce révolutionnaire, c'est-à-dire cet antichrétien, a travaillé pour avancer l'avénement de la démocratie dont le progrès était à ses yeux la catastrophe finale du monde. Le monstre fascine ceux qu'il dévore; malgré leur épouvante, il les force à se précipiter. M. Quinet et M. Renan ont avoué leur peur. Henri Heine les a devancés dans cette voie de l'inutile aveu :

Je fis mes adieux à l'athéisme, mais non pas seulement par dégoût, la peur y fut pour quelque chose. J'avais vu l'athéisme former une alliance avec le parti le plus avancé, ou, pour laisser de côté toute hypocrisie de dénomination, avec le communisme Cette peur n'était pas celle du riche qui tremble pour ses capitaux. C'était la terreur de l'artiste et du savant qui voit en péril toute notre civilisation, le labeur de trois siècles, le véritable élément de notre vie moderne...

« Les ouvriers allemands forment le noyau d'une armée de prolétaires très-bien endoctrinée, sinon disciplinée. Ils professent presque tous l'athéisme, et, pour dire la vérité, ils ne peuvent se dispenser de cette négation complète des idées religieuses du passé sans se trouver en contradiction avec leur principe, et dès lors sans tomber dans l'impuissance. Ces cohortes de la destruction, ces démolisseurs effroyables qui menacent toute notre vieille société décrépite, sont de beaucoup supérieurs aux niveleurs et égalitaires des autres pays. Les chefs plus ou moins occultes des communistes allemands sont de grands logiciens de l'école de Hégel, et sans nul doute les

têtes les plus capables et les caractères les plus énergiques de l'Allemagne. Eux et leurs disciples impitoyablement déterminés sont les seuls hommes de l'Allemagne qui aient l'avenir.

C'est là sans doute ce qui menace la Prusse, et non la puissance future de la bourgeoisie allemande espérée de M. Quinet et de M. Renan. En Allemagne comme ailleurs, la bourgeoisie paraît réservée à de mauvais jours. Son temps est passé, parce que son esprit est dépassé. En attendant, l'alliance de la démocratie et du despotisme, dont M. Quinet s'alarme avec tant de raison, pourrait bien être dès à présent un fait accompli ; et le roi puritain de Prusse est devenu l'épée ou le marteau de cet athéisme qui se soulève contre toutes les formes religieuses chrétiennes et contre l'idée même de Dieu.

Si le roi de Prusse, victorieux par le concours de l'athéisme, sera ensuite assez fort pour expulser son allié, s'il voudra même tenter l'entreprise et s'il aura un successeur capable de continuer une telle guerre, dans laquelle le protestantisme est d'avance vaincu, c'est le secret de Dieu, qui connaît seul le terme du fléau. Mais ce que l'Allemagne toute-puissante voudra faire, le but où son caractère propre et la nature même des choses actuelles la pousseront, le voici. Heine le disait dans la *Revue des Deux-Mondes*, vers le temps où M. Quinet prophétisait l'unité :

N'ayez, mes chers compatriotes, aucune inquiétude; la révolution allemande ne sera ni plus débonnaire ni plus douce parce que la critique de Kant, l'idéalisme transcendantal de Fichte et la philosophie de la nature l'auront précédée. *Ces doctrines ont développé des forces révolutionnaires qui n'attendent*

que le moment pour faire explosion et remplir le monde d'effroi et d'admiration. Alors apparaîtront les kantistes, qui ne voudront pas plus entendre parler de piété dans le monde des faits que dans celui des idées, et bouleverseront sans miséricorde, avec la hache et le glaive, le sol de notre vie européenne, pour en extirper les racines du passé. Viendront sur la même scène les fichtéens armés, dont le *fanatisme de volonté ne pourra être maîtrisé* ni par la crainte ni par l'intérêt. Oui, de tels idéalistes *transcendantaux*, dans un bouleversement social, seraient encore plus inflexibles que les premiers chrétiens (*sic*); car ceux-ci enduraient le martyre pour arriver à la béatitude céleste, tandis que l'idéaliste transcendantal regarde le martyre même comme pure apparence, et se tient inaccessible dans la forteresse de la pensée.

Mais les plus effrayants de tous seraient les philosophes de la nature, qui interviendraient par l'action dans une révolution ET S'IDENTIFIERAIENT EUX-MÊMES AVEC L'ŒUVRE DE DESTRUCTION; car s la main du kantiste frappe fort et à coup sûr, parce que son cœur n'est ému par aucun respect traditionnel; si le fichtéen méprise hardiment tous les dangers, parce qu'ils n'existent point pour lui dans la réalité; *le philosophe de la nature sera terrible, en ce qu'il se met en communication avec les pouvoirs originels de la terre, qu'il conjure les forces cachées de la tradition, qu'il peut invoquer celles de tout le panthéisme germanique, et qu'il éveille en lui cette ardeur de combat que nous trouvons chez les anciens Allemands, et qui veut combattre, non pour détruire, ni même pour vaincre, mais seulement pour combattre.*

Le christianisme a adouci, jusqu'à un certain point, cette brutale ardeur batailleuse des Germains; mais il n'a pu la détruire, et quand la croix, ce talisman qui l'enchaîne, viendra à se briser, *alors débordera de nouveau la férocité des anciens combattants*, l'exaltation frénétique des Berserkers que les poëtes du Nord chantent encore aujourd'hui. Alors, et ce jour, hélas! viendra, les vieilles divinités guerrières se lèveront de leurs tombeaux fabuleux, essuieront de leurs yeux la poussière séculaire; Thor se dressera avec son marteau gigantesque et démolira les cathédrales gothiques. Quand vous entendrez le

vacarme et le tumulte, soyez sur vos gardes, nos chers voisins de France, et ne vous mêlez pas de l'affaire que nous ferons chez nous en Allemagne : il pourrait vous en arriver mal... Ne riez pas de ces conseils, quoiqu'ils viennent d'un rêveur que vous invite à vous défier de kantistes, fichtéens, et philosophes de la nature; ne riez point du poëte fantasque qui attend dans le monde des faits la même révolution qui s'est opérée dans le domaine de l'esprit. La pensée précède l'action comme l'éclair le tonnerre. Le tonnerre en Allemagne est bien à la vérité allemand aussi : il n'est pas très-leste, et vient en roulant un peu lentement; mais il viendra, et quand vous entendrez un craquement comme jamais ne s'en est fait encore entendre dans l'histoire du monde, sachez que le tonnerre allemand aura enfin touché le but. Au bruit, les aigles tomberont morts du haut des airs, et les lions dans les déserts les plus reculés de l'Afrique baisseront la queue et se glisseront dans leurs antres royaux. *On exécutera en Allemagne un drame auprès duquel la révolution française ne sera qu'une innocente idylle...*

L'heure où doit entrer dans l'arène la troupe des gladiateurs qui combattront à mort sonnera. Les peuples se grouperont comme sur les gradins d'un amphithéâtre, autour de l'Allemagne, pour voir de grands et terribles jeux. Je vous le conseille, Français, tenez-vous fort tranquilles, et surtout gardez-vous d'applaudir. Nous pourrions facilement interpréter vos intentions et vous renvoyer un peu brutalement, suivant notre manière impolie; car si jadis, dans notre état d'indolence et de servage, nous avons pu nous mesurer avec vous, nous le pourrions bien plus encore dans l'ivresse arrogante de notre jeune liberté. Vous savez par vous-mêmes tout ce qu'on peut dans un pareil état, et, cet état, vous n'y êtes plus. Prenez donc garde. Je n'ai que de bonnes intentions, et je vous dis d'amères vérités. *Vous avez plus à craindre de l'Allemagne délivrée* que de la sainte alliance tout entière avec tous les Croates et les Cosaques. D'abord on ne vous aime pas en Allemagne, ce qui est presque incompréhensible, car vous êtes pourtant bien aimables. Lorsque l'envie nous prendra d'en découdre avec vous, nous ne manquerons pas de raisons d'Allemand. Dans tous les

cas, je vous conseille d'être sur vos gardes; qu'il arrive ce qu'il voudra en Allemagne, que le prince royal de Prusse ou le docteur Wirth parvienne à la dictature, *tenez-vous toujours armés*, demeurez tranquillement à votre poste, l'*arme au bras*. Je n'ai pour vous que de bonnes intentions, ET J'AI ÉTÉ PRESQUE EFFRAYÉ QUAND J'AI ENTENDU DIRE DERNIÈREMENT QUE VOS MINISTRES AVAIENT LE PROJET DE DÉSARMER LA FRANCE. (*De l'Allemagne*, édit. de 1855.)

Voilà l'ennemi. Il est maintenant assez près pour que nous le reconnaissions dans cette brutale et sanglante image. Il veut dominer, il sait combattre, il a le goût de détruire !

Ces peuples et ces armées de la philosophie antichrétienne sont des peuples et des armées barbares. Ils ont étudié la guerre barbare avec une abominable patience, ils la font avec une abominable tranquillité : Je suis le plus fort, je ne traite pas, je vous foulerai aux pieds, fallût-il vous mettre en cendre ! C'est le Hun, c'est le Vandale, c'est le Turc; c'est pire, c'est le disciple de la philosophie athée. Elle l'a formé, elle nous l'amène après qu'elle a travaillé cent ans à nous affaiblir devant lui.

Nous concevons très-bien que la philosophie, de ce côté-ci du Rhin, s'épouvante du résultat de ses fatigues, autant que de l'autre côté elle peut s'en réjouir. Le philosophe anticatholique et antichrétien qu'une heureuse inconséquence a laissé français doit ressentir en son cœur d'étranges amertumes, de formidables désespoirs. Vous, Quinet, contemplez cette « logique inexorable » qui place aujourd'hui le dernier rempart du dernier grand peuple catholique entre le canon du roi de Prusse et les manifestations de M. Blanqui, tandis que peut-être Mazzini, par la

main de Victor-Emmanuel, bombarde Saint-Pierre de Rome! Vous voilà au moment de voir le catholicisme « étouffé dans la boue. » Que vous en semble? Que dites-vous du sang qui forme cette boue, et de la main qui le verse? Et toi, Renan l'apostat, blasphémateur du Christ, du haut des douze éditions de ton blasphème, que te semble de cette opération du progrès, et quel remède y trouves-tu, hideux misérable, pour la nation qui a permis ton blasphème, et qui te l'a payé comme si tu ne l'avais pas volé aux Prussiens?

Pour ceux qui ne voient à opposer au fer athée des Allemands qu'un autre fer, athée aussi, ils doivent, quelle que soit l'issue des affaires présentes, désespérer de l'avenir. Ou le despotisme universel ou la révolution universelle seront la conséquence de cette guerre. La défaite de la France nous précipite au plus bas rang des nations et assure à l'Allemagne un empire immense; la défaite de la Prusse met promptement aux mains de la Russie le sceptre qu'elle ne cesse de convoiter, et il n'y a plus rien sur la terre qui contredise le sabre, sinon le sabre lui-même. Mais la contradiction du sabre n'est pas de longue durée. Contre le sabre, il faut une pensée immortelle, il faut une foi. Quelle espérance peut rester à ceux qui ont voulu anéantir la foi sur la terre, et qui pleurent d'avoir réussi?

Mais, grâces à Dieu, ceux-là n'ont pas réussi autant qu'ils se sont appliqués. La foi est restée au cœur de la France, nous dirions volontiers dans ses arsenaux. C'est l'arme qui vaincra le fer et l'athéisme

allemands. Sous le coup des derniers désastres, elle rendra au cœur français toute sa vieille vertu. Chassés de nos villes détruites, sans forteresses, sans canon, blessés et n'ayant plus qu'une goutte de sang, nous nous appuierons à la croix qui s'élève encore dans nos campagnes ; protégés de ce suprême rempart, l'épée de la France à la main, nous ressaisirons la vie.

L'autre jour, aux portes de Paris, remontant le torrent d'une troupe prise de panique, un prêtre s'avança vers l'ennemi pour relever des blessés ; avec lui, les sœurs de Charité qui composaient l'ambulance ne rentrèrent dans la ville qu'après les soldats. C'est l'image de ce que fait la foi, et elle le fait toujours, et plus la France subira de désastres, plus l'âme française rebaptisée dans le sang voudra vaincre et combattre pour la victoire du Christ. Ainsi l'islamisme allemand rencontrera sa journée de Tours, et après l'Allemand si le Tartare s'avance, il trouvera la France debout.

Non, Allemands, vous n'aurez pas la France du Christ! Vous ne l'aurez pas, et vos alliés français ne vous la livreront pas. Ils ne vous livreront qu'eux-mêmes. Ayant renversé les corruptions, vous fuirez devant la France rajeunie, et quelque jour un autre Boniface et un autre Charlemagne vous réimposeront le baptême, parce que le Christ miséricordieux veut entrer en possession du monde.

C'est là ce que nous chante le canon prussien. En tombant dans l'abîme, nous crierons à notre Dieu de venger sa cause, et nous ne désespérerons pas.

XXXV

25 septembre.

M. JULES FAVRE AU CAMP PRUSSIEN.

La démarche de M. Jules Favre au camp prussien reçoit une approbation quasi unanime. Les pédants rouges du *Réveil*, les Pyatistes, les Blanquistes, la condamnent par l'excès accoutumé de leur vertu; mais ils ne font pas tout l'effet qu'ils attendaient de leurs yeux roulants et de leurs moustaches rebiffées.

Nous nous joignons à ceux qui approuvent M. Favre. Il faut que la justice l'exige! Aucune de nos sympathies ne s'attache à ce vice-président. La manière dont il s'est installé prince du peuple n'a pas plus excité notre admiration que commandé notre estime. Il a peu d'idées, et ce peu vaut peu. Il a pris le gouvernement, le trouvant à sa portée, sans autre but bien clair que d'être à son tour le gouvernement. L'art pour l'art! Le plaisir d'*arriver*, de donner des ordres, de distribuer des bureaux de tabac! Tout homme en ce temps-ci rencontre les sorcières de Macbeth : Tu seras roi! Et qui peut se flatter de ne pas tomber dans le panneau des sorcières? Le mal démocratique, c'est la passion d'être roi. Ce mal est si général qu'il a inspiré la législation. Tout a été disposé pour faciliter l'accession au trône, de telle sorte que chacun y puisse monter, même poussif. Il y a des lignes d'omnibus à destination du trône. On

s'organise en associations pour remplir des omnibus irréguliers qui prennent la traverse. M. Jules Favre, fortement saisi par les sorcières, a fait et refait le chemin. Il a versé, il a renversé. Dégringolé du sommet presque atteint jusqu'au point de départ, il est reparti. Enfin, il est arrivé avec ses compagnons, étrange empilage, sans se douter que Rochefort avait sauté sur l'impériale et arrivait en même temps, au même titre que lui et les autres compères. Oh! sorcières moqueuses! On est roi, l'oracle s'accomplit, et pourtant on reste foule. Et dans la foule, il y a ce diable de Rochefort, et le bonhomme Glais-Bizoin, et tant d'autres, sans compter les chevaux, qui sont aussi le roi. C'est drôle, trop drôle, hélas!

Soyons justes néanmoins. Après les réserves nécessaires pour procéder plus tard contre cette manière de constituer un gouvernement, il convient de louer ce qui mérite la louange. M. Jules Favre a fait un coup de maître. Son voyage au camp prussien comptera parmi les actes politiques du premier ordre, et la relation qu'il en a publiée est une sorte de chef-d'œuvre. Cette page dépasse infiniment le mérite de tous ses discours. Elle entrera dans l'histoire de France. Elle est, en outre, une admirable exhortation au combat. A meilleur titre que cette vieille comédienne de *Marseillaise*, elle peut compter pour une armée.

Dans la conception de la démarche, dans la vaillante résolution de l'accomplir sans la soumettre aux incertitudes du conseil, dans la manière de la raconter, dans l'art de l'exploiter contre l'ennemi, il

y a de l'honnête homme, de l'homme de cœur, de l'homme de talent et de l'homme d'État. Nous en félicitons d'autant plus M. Jules Favre, nous nous en réjouissons d'autant plus que, pour ne rien dissimuler, nous ne l'aurions pas espéré de lui. Une action si droite et si vigoureuse, une parole si simple, un art si loyal de mettre en évidence la majesté du vrai, un attendrissement si communicatif, pouvait-on attendre tant d'un tel vieux politique révolutionnaire, académicien et avocat ?

M. Jules Favre a donc eu le bonheur de rendre au pays et peut-être à l'Europe un grand service. Il a tiré du roi de Prusse beaucoup plus et beaucoup mieux qu'un traité même avantageux. La paix acceptable où il réduisait sans doute son espérance, ne pouvait valoir, pour le présent ni pour l'avenir, l'indignation légitime et féconde que provoque son échec. Dans la situation présente, le roi de Prusse ne pouvait en rien nous favoriser autant que par l'étalage de sa brutalité. Il nous avait vaincus, c'était le sort des armes ; il a voulu se donner le plaisir de nous souffleter. Qu'il en écrive à sa reine tout ce qu'il voudra, il ne nous fera jamais croire que Dieu l'avait chargé de cette besogne, et le soufflet lui sera rendu. Il connaîtra que Dieu n'a pas fait la France pour le plat de l'épée.

M. Jules Favre ne rougira pas d'avoir attendu comme un solliciteur importun que l'on veut dégoûter de revenir ; il ne se plaindra pas de la grossièreté de l'outrage devant lequel il n'a pu retenir ses larmes. Dans ce moment-là, dans cet abaissement, il

a été véritablement l'homme de la France. C'est un honneur qu'il n'avait pas pris le 4 septembre. Cet honneur, auquel nous osons dire qu'il ne pouvait même plus prétendre, a été la récompense de l'effort de probité humaine et de dévouement patriotique qui l'a fait résoudre à demander la paix.

Dans le même moment il a cruellement expié l'audace de son usurpation, et il a eu le privilége de voir jusqu'au fond le cœur de l'ennemi. Il a vu cette hypocrisie, cette arrogance, cette ambition sauvage; il lui a été donné d'en tracer une peinture ineffaçable. A présent la France connaît le roi de Prusse, ou plutôt le prussianisme. Elle sait ce qu'il est et ce qu'il sera, ce qu'il veut et ce qu'il voudra. Elle le sait, et la guerre ne finira qu'avec lui.

A présent, Paris pourra être pris si Dieu veut pousser jusque-là notre expiation, mais l'honneur sera sauf et la France est sauvée.

La France est un calice qui a contenu le corps et le sang du Christ. Des mains infâmes l'ont arraché du tabernacle, l'ont souillé, l'ont rempli de boissons impures. Mais Dieu n'a pas perdu de vue cet or profané et avili, et n'a pas oublié son ancienne gloire. S'il le jette au creuset, ce n'est pas pour l'anéantir, c'est pour le purifier. Lui ayant rendu sa pureté, il lui rendra sa forme et sa splendeur, et il le remplira de nouveau du vin qui germe la vie.

C'est une terrible chose sur la terre, quand les hommes, ayant rompu avec Dieu, reçoivent de lui congé de faire ce qu'ils veulent. Mais pourtant la volonté et la liberté de Dieu demeurent, et dans le

désordre apparent des œuvres de leur révolte, les hommes ne font encore que ce que Dieu veut ; les démons menés avec le fouet y servent, en dépit de leur perversité, comme les anges emportés par l'amour.

Prussiens de toutes les contrées, révolutionnaires de tous les orgueils, sceptiques et athées de toutes les écoles, rêveurs de toutes les folies, allez, allez ! Servez-vous de la plume, servez-vous de l'épée, servez-vous du couperet et de la flamme : vous forcez la France à se réfugier dans l'acropole catholique, vous refaites la France du Christ.

XXXVI

26 septembre.

LA STATUE DE VOLTAIRE ET LES FILLES DE LA CHARITÉ.

On dit que la statue de Voltaire, placée dans le vestibule du Théâtre-Français, a été voilée. Nous gnorons le fait, nous en ignorons la cause. Mais les journaux révolutionnaires s'en servent pour injurier les sœurs de Charité. Par quel détour peuvent-ils arriver là ? Rien de plus simple. Les sociétaires du théâtre y ayant établi une ambulance dont les Sœurs ont consenti à se charger, ces fins journaux supposent que les Sœurs n'ont pas voulu passer devant la statue de Voltaire, et qu'il a fallu leur voiler cet objet, à la vérité très-répugnant. Là-dessus, feu et

flammes contre les Sœurs, et contre les comédiens coupables d'avoir cédé à leur intolérance. Ces pauvres comédiens, qui chantent la *Marseillaise*, et qui jouent *Tartufe* avec tant de zèle, les voilà en péril de passer *aristos* et même cléricaux, et tout à l'heure le père Pyat demandera leurs têtes. Ils peuvent compter que la requête ne tardera pas d'être proposée « au peuple, » surtout s'ils ont autrefois refusé quelque ponte dramatique du père Pyat.

Quant aux Sœurs, après tout, elles seraient dans leur droit. Il leur est permis de ne pas entrer là où le diable est honoré sous sa forme la plus hideuse, qui est la figure glorifiée de l'impie.

Les lèpres, les gales, les gangrènes, toutes espèces d'horreurs, les Sœurs affrontent tout cela. Elles touchent le pestiféré, l'emportent dans leurs bras, le nettoient, le recouchent au lit dont elles ont remué et enlevé les puanteurs. Elles auraient très-courageusement et très-tendrement soigné Voltaire lui-même et exposé leur visage à son haleine, fallût-il en mourir. Mais s'il avait voulu leur réciter ses poëmes favoris et jeter aussi son souffle sur leur âme, elles se fussent enfuies à bon droit.

D'un autre côté, c'est un droit civique de ne point passer devant le portrait de Voltaire. Ces guenillards rouges prétendent-ils nous réduire tous à saluer le portrait de Voltaire, comme Gessler faisait saluer son chapeau?

Ils voudront bien noter encore ceci. En exigeant qu'on leur voilât l'insolente idole, les Sœurs n'auraient fait que les imiter très-modérément. Ils exi-

gent, en effet, qu'on abatte les statues, bustes, chiffres et emblèmes qui choquent leurs opinions. Ils débaptisent et rebaptisent les rues, ils grattent l'histoire. Ils ne veulent point passer devant une statue de Napoléon, ni dans une rue Bonaparte, ni sur une place impériale, ni sur un pont de Solférino, ni voir un aigle, et ils sont très-fiers de l'arrogante ineptie avec laquelle ils se font obéir.

Donc, quand même les Sœurs auraient fait jeter un torchon quelconque sur cette statue privée, dans un lieu devenu momentanément leur domicile, qu'auraient-ils à dire? Le 4 septembre, lorsque le « gouvernement » prit siége pour la première fois à l'Hôtel de Ville, M. Gambetta fit retourner contre la muraille les portraits de l'Empereur et de l'Impératrice qui ornaient la salle, et que le vandalisme républicain voulait lacérer. En quoi les Sœurs seraient-elles plus blâmables que M. Gambetta? Elles n'ont jamais prêté aucun serment à Voltaire, ni porté aucun vêtement à son chiffre, ni touché aucune monnaie marquée à son effigie.

Cette race républicaine n'aura-t-elle jamais le bon sens de voir combien elle se rend impossible à force de contradictions et de brutalités?

Du reste, sans avoir pris aucun renseignement, nous affirmons volontiers que les Sœurs ne sont pour rien dans le légitime affront fait à la statue de Voltaire. Quelqu'un, sans doute une femme, aura pensé qu'il n'était pas décent de laisser cette grimace dans un lieu où les vierges de Jésus-Christ allaient demeurer, où le prêtre du Christ pourrait apporter le

sacrement des mourants, où le Christ lui-même pourrait venir. Il y a là une délicatesse de respect et de convenance que la grossièreté rouge peut seule méconnaître. Pour les Sœurs, il est à parier qu'elles n'ont guère pris garde aux statues qui décorent le local de l'ambulance. Elles se soucient fort peu de Voltaire, de ses images et de ses gloires. Elles savent, en gros, que ce fut un très-mauvais coquin à qui quantité de sots rendent hommage. Elles plaignent le coquin d'avoir été coquin ; elles plaignent les sots qui rendent hommage au coquin, et elles songent à autre chose. Que leur importe de passer devant la statue de Voltaire ! Elles prennent leur chemin vers un séjour où elles ne rencontreront pas les coquins définitifs.

Il faut croire que tous ces journalistes rouges, adorateurs de Voltaire, n'ont jamais rien lu : ni leurs propres auteurs, quasi unanimes à traiter Voltaire de misérable et de scélérat ; ni Voltaire lui-même, qu'ils eussent regardé comme un aristocrate à guillotiner au plus vite, et qui les eût considérés comme des drôles à faire rouer au plus tôt.

Car il était sans estime pour ce que nous appelons la presse : « La canaille immense des écrivains subalternes... Les feuilles volantes, peste de la littérature... La canaille de la littérature, plus insolente et plus dangereuse que la canaille des halles... Les polissons qui, de leur grenier, gouvernent le monde avec leur écritoire... La canaille littéraire, ce que je connais de plus abject au monde, etc., etc. » C'est ainsi que Voltaire traitait les auteurs des feuilles

volantes. Et encore, en ce temps-là, il n'y avait ni tant de feuilles volantes, ni si peu d'orthographe, t moins de couteaux.

XXXVII

28 septembre.

ROME AU POUVOIR DE L'ITALIE.

Rome est au pouvoir des Italiens. La nouvelle était prévue. Quelque douloureuse et accablante qu'elle soit, la foi catholique peut en porter le poids et la douleur. Dieu permet que l'iniquité humaine fasse ce qu'elle a médité de faire, et elle ne fait que ce qu'il veut. Il y a deux manières aux hommes d'accomplir la volonté de Dieu, qui les gouverne par leur liberté. Il y a l'action libre de l'amour et de l'obéissance, et tout va bien ; il y a l'action libre de la haine et de la révolte, et ce qu'elle opère est un premier châtiment qui en annonce d'autres. Le châtiment prend son cours jusqu'à ce qu'il ait emporté l'œuvre du péché, comme le torrent qui abat tout et qui ronge et détruit ses propres rivages. Après quoi l'on détourne le fléau, l'on replante et l'on rebâtit plus sagement, sur le plan de Dieu.

En un mot, suivant que l'action de l'homme est bonne ou mauvaise, Dieu le conduit ou le ramène, le conserve ou le perd. Mais il le gouverne et le juge toujours. Il en est de même pour la société. C'est à

l'homme et à la société de se servir de leur liberté et de leur raison pour voir où ils vont, pour s'arrêter, pour se repentir, pour se détourner, ou pour continuer leur course vers l'abîme. Quand la société tout entière est prise d'un vertige de perdition, l'individu n'est pas perdu pour cela. Il peut encore se sauver. L'âme a des ailes. Des bords mêmes du gouffre, elle s'envole, abandonnant le souci du corps, qui est terre et qui appartient à la terre, et qui d'ailleurs se retrouvera. Ceux qui ne veulent croire qu'en leur corps ont sujet de désespérer, car ce corps misérable, bien qu'il doive ressusciter, ne se retrouvera pas. Tous seront ressuscités, mais tous ne recevront pas la véritable vie.

Pour éclairer cette doctrine malheureusement trop peu comprise aujourd'hui, où le genre humain se pique tant d'être juste et sage, prenons exemple des choses qui s'accomplissent en ce moment même. Si le genre humain est juste et sage comme il le suppose, il doit avouer néanmoins que sa justice et sa sagesse ne l'ont pas conduit au comble de la prospérité et de la paix. Tout croule, d'effroyables jours, ou plutôt d'épouvantables nuits se préparent. Cette civilisation si jeune à son avis, puisqu'elle prétend dater de 89, et qui se croyait encore si forte et si libre, et qui se débarrassait avec tant d'allégresse de tous les liens qu'elle jugeait capables de l'empêcher de courir à la liberté et au plaisir, la voilà loin de son but. Elle meurt. Apoplexie ou pourriture sénile, c'est la mort. Je vous dis qu'elle est morte! Dans les fossés de Paris vous enterrez son cadavre.

Point de remède, c'est fini. Les banderolles sont décrochées des mâts de fêtes, et les mâts couchés par terre serviront de barricades pour la défense ou de bûchers pour les funérailles. L'immense armée des histrions est en déroute irréparable. Les édifices de pompe et de joie interrompus ne seront pas terminés; les autres crouleront sur les cymbales fêlées, ou deviendront les demeures purifiées de la pauvreté et du travail. L'Hercule divin paraît pour nettoyer les étables de la libre-pensée. Vous n'empêcherez point cela, ou si Dieu consent que vous l'empêchiez, alors la peste s'y mettra; elle vous fera fuir les sentines dont vous aurez adoré l'infection, et la chute du temple écrasera les idoles. Vous auriez pu faire vous-mêmes le nettoyage, mieux encore, n'y pas donnèr lieu. Dieu vous aurait *conduits*, et c'eût été glorieux et facile. Vous ne l'avez point voulu faire, vous avez mis Dieu dans le cas de le faire lui-même; il le fait, et en le faisant il vous *ramène*. C'est dur ! Néanmoins laissez-vous ramener, et ce sera grand.

Vous avez le choix, le choix de vous perdre ou de vous sauver. Je parle de l'âme ; car pour le corps, la charrue de flamme y passe et fera tout son sillon. Ou vous capitulerez comme votre dernier chef, et votre fin sera la sienne; ou, pour soutenir le combat, vous exécuterez le « mouvement tournant » de la pénitence, et ce sera la résurrection glorieuse, celle qui change. Mais cela, c'est aussi la vertu. C'est la vie frugale et austère, c'est le sacrifice soutenu, l'abandon de la volupté des sens et de la volupté révolutionnaire de l'esprit; c'est la discipline indispensable

pour soutenir la guerre sainte; bref, c'est la civilisation de la croix qui recommence, et la débauche de 89, si vivement poussée par le dernier prince, est finie. *Durus est hic sermo!* Mais que l'ennemi force nos portes ou qu'il soit obligé d'aller chez lui se refaire, tâchez de soutenir sans l'assistance de la croix l'assaut du pape à cheval qui se rue sur vous, suivi d'un monde à qui il ne commande qu'en lui promettant de vous écraser!

Encore une fois, Dieu veut vous ramener : laissez-vous faire.

Quant à Rome, autre chose est de la prendre, autre chose est de la garder. Nous nous flattons que le Prussien n'entrera pas dans Paris défendu par la *Mobile ;* et si pourtant il entre, nous sommes certains qu'il ne restera pas. Rome est défendue par l'IMMOBILE, qui demeure encore, même lorsqu'il laisse pénétrer l'ennemi. Depuis que saint Pierre est venu s'asseoir à l'ombre des sept collines, elles ont été investies et prises bien des fois, toujours par des barbares ou par des brigands, toujours à des époques de grande calamité, toujours pour la honte et le châtiment du monde. Pierre est resté; il reste toujours. Notre espérance y reste avec lui. Le monde est moins sûr du destin de Paris, et de celui de Berlin, et de celui de Londres, où sont d'autres papes pour qui la République française montre plus de respect.

Ce qui nous afflige surtout, et ce qui nous alarme dans cet événement prévu, c'est l'adhésion de la République française. Elle s'est hâtée de consentir à l'annexion que vient de se permettre le roi Victor-

Emmanuel, notre excellent ami, dont l'histoire nous paraît toucher à sa fin, bien digne du commencement. Par ce consentement précipité, complément de l'ignominie napoléonienne, le gouvernement de la défense nationale exécute une manœuvre qui sera plus approuvée du *Journal des Débats* que de Dieu et de l'honneur de la France.

Le moment est mal pris pour se désintéresser à ce point de la justice et du droit, et donner aux Italiens le bien de la communauté catholique. C'est trop lestement perdre de vue que le « principe des nationalités, » sur lequel le roi Victor-Emmanuel s'appuie, touche d'un côté à la question de l'Alsace et de l'autre à la question de la Corse. Parce que M. le général Trochu est catholique, ce n'était pas une raison pour qu'il livrât Rome, où il a part de propriété ; parce que M. Jules Favre confine aux libres-penseurs, ce n'était pas une raison pour qu'il tînt l'étrier du futur pape à cheval, lequel ne lui en a pas été reconnaissant.

Souffrons, prions et attendons. Ceux qui souffrent et qui prient sont dits bienheureux, *parce qu'ils verront la justice*. Ils sont bienheureux aussi, parce que leur prière peut hâter l'avénement de cette justice et en adoucir les sévérités. Prions pour que Dieu ménage la France, car elle n'est pas la complice volontaire de ses régents, et demandons-lui de hâter le jour où elle pourra réparer tant d'ineptes et abominables félonies.

XXXVIII

29 septembre.

LE CITOYEN COURBET VEUT ABATTRE LA COLONNE.

Outre le *Journal officiel*, il existe une seconde feuille de l'État, spécialement destinée aux murailles, et qui s'appelle le *Bulletin de la municipalité de Paris*. L'utilité n'en paraît pas bien évidente. Ce journal semble être fait surtout pour la consolation des purs qui trouvent que « ça ne va pas » et qui reprochent au *Journal officiel* un certain fumet d'*aristo*. Dans l'*Officiel* on dit encore *monsieur*, dans le *Municipal* on dit *citoyen*. Rien que cela sans doute vaudrait la dépense. Mais il y a mieux, il y a des idées, oui, vraiment ! et le dernier numéro en expose une du citoyen Courbet, peintre, laquelle ne manque pas de saveur.

Voici cette idée du citoyen Courbet, peintre, président de nous ne savons quoi, par l'élection de nous ne savons qui.

Considérant que la colonne de la place Vendôme est un monument sans valeur quant à l'art (il dit *artistique*) et de plus très-butor, très-fanfaron et très-agaçant comme tous ces mémoriaux de coups de poing qui font le bonheur des peuples, le citoyen Courbet propose de « déboulonner » ladite colonne et d'en porter les tronçons à la Monnaie.

Véritablement, si cette proposition rencontre quelque difficulté, ce ne sera pas de notre part. La colonne ne nous a jamais séduit par sa beauté « artistique, » encore moins par la pensée de grossier orgueil dont elle est l'expression. Elle nous paraît bonne à transformer en canons et en honnêtes gros sous. Pendant qu'on y est, ne ferait-on pas bien de transformer aussi en gros sous la médaille de Sainte-Hélène et la petite quantité de métal noble qui entre dans la croix d'honneur ?

Il se peut que quelque lecteur se demande si nous parlons sérieusement ou si nous voulons plaisanter. En vérité nous n'en savons rien. L'idée de M. Courbet a du bon et du très-bon. Mais il faudrait la suivre, et alors l'Arc-de-Triomphe... Hum !

D'un autre côté, il importe de considérer que les gros sous et les canons seront longtemps utiles, tandis que la Colonne et l'Arc-de-Triomphe ne servent que de points de vue et de points de mire. On les a vus et mirés de tous les coins du monde ; et de tous les coins du monde on tire dessus des projectiles qui menacent de toucher. Si les projectiles devaient approcher trop de ces monuments plus glorieux que beaux, et plus provoquants que solides, autant vaudrait les démonter et déboulonner de nos propres mains. Cela nous ferait plus de travail, mais moins de peine.

Il y aurait pourtant moyen de garder l'Arc-de-Triomphe, qui est une assez belle bâtisse, sans agacer personne. L'Arc deviendrait le chœur d'une église commémorative de la délivrance de Paris. Cette

église serait en même temps le monument expiatoire de toutes nos guerres injustes, et l'on y prierait pour tous les pauvres soldats de toutes les armées à qui ces guerres ont porté la mort, sans autre profit, hélas ! pour nous, que d'avoir aujourd'hui sérieusement affaire aux revenants. L'idée nous vient et nous la laissons passer ; mais peut-être qu'elle est un peu forte pour M. Courbet et pour la municipalité de Paris. Enfin, on cause.

Semblablement, il nous semble qu'on pourrait tirer de la colonne déboulonnée, non pas mieux que des canons, objets de première nécessité dont nous voudrions que chaque village de France fût pourvu, mais mieux que des gros sous. Par exemple, si on la déboulonne et qu'on veuille nous en garder une tranche, — de quoi faire une bonne cloche de village, — nous nous engageons à la payer au double et au triple de sa valeur matérielle, et nous mettrons quelque chose en sus pour les frais de déboulonnage. Nous promettons d'y consacrer notre premier argent, sitôt que l'on reverra de l'argent.

Et si l'on vendait de la sorte la statue de Voltaire, quoique ce ne soit que du méchant zinc, tout au plus propre à confectionner des conduites d'évier, nous ferions des folies, toujours au retour de l'argent.

M. le citoyen Courbet, peintre, a une autre très-bonne idée... — Qui nous eût dit que nous consacrerions une heure et une feuille de papier aux idées de M. Courbet ? — Il propose de débaptiser les rues qui portent des noms de victoires. Tope !

Sans doute, il serait mieux de rester tranquille,

et toutes ces débaptisations et rebaptisations impliquent quelque chose de puéril et de périlleux qui provoque des réactions à leur tour puériles et périlleuses. Mais enfin, puisqu'il faut faire la part du ruisseau de l'opinion, dans les époques où il devient torrent, ceci n'est point mauvais. Jetons là-dedans nos étiquettes belliqueuses avec la médaille de Sainte-Hélène, et la bête impériale déplumée, et la colonne déboulonnée. A l'eau le laurier malsain de l'Empire qui attire la foudre! Pour dire la vérité, ces noms de victoires au coin des rues se ressentent trop des pratiques du sauvage, lequel fait une coche à son fusil pour chaque homme tué, et s'il l'a pu scalper, il prend ce cuir chevelu et en orne sa ceinture.

Donc, bravo, citoyen Courbet, peintre et homme d'idées, et même de bonnes idées. Mais il faut tâcher de n'avoir que de bonnes idées. Nous nous rappelons un certain volume illustré de la propre main de M. Courbet, où l'on proposait de confier à ce maître toutes les gares de chemins de fer, pour qu'il les couvrît de ses peintures et même de ses pensées. Hélas! que ce serait triste! N'allez pas maintenant nous proposer cela, citoyen Courbet. Ce n'est pas une bonne idée cela, et elle ferait tort aux autres. Si l'on vous voit en passe d'illustrer les gares, on ne vous laissera jamais déboulonner la colonne et désillustrer l'Empire.

XXXIX

Même jour.

L'ADJOINT BRISSON, FILS DE VOLTAIRE.

Heureuse nouvelle, consolation de la patrie en deuil! Quand nous parlions de ce voile sacrilége jeté sur le Voltaire du Théâtre-Français, le voile était déjà arraché par la main pieuse d'un adjoint au maire de Paris. Ainsi Napoléon III, le SEDANTAIRE, n'a pas emporté tous les Chevreau. Il nous en a laissé un au moins. On le nomme le citoyen Henri Brisson.

Aux élections de 1869, il briguait l'honneur de prêter serment à la constitution impériale. Le premier pas dans la vie politique, c'est de se donner un serment à lâcher. M. Brisson accomplit ce rite indispensable, mais ne passa point. L'opposition irréconciliable lui préféra M. Ferry, non comme plus pur, mais comme plus sage. Aux yeux qui pouvaient les comparer, M. Ferry semblait offrir encore je ne sais quoi d'humain. Précédemment un petit nombre de spécialistes, munis de bons microscopes, comptaient M. Brisson dans les infiniment petits du journalisme. Quelqu'un du 4 septembre le prit entre ses doigts et le posa dans la municipalité, probablement par la raison qui fit mettre M. Rochefort dans le gouvernement, pour ne l'avoir pas dehors.

D'après la *Cloche*, c'est un vainqueur de premier

choix, un homme qui n'entend pas raillerie sur l'article Voltaire, et qui sait se poser de trois quarts lorsqu'il adresse la parole aux gens en péril de destitution.

Voici le récit vraiment épique de la *Cloche*. Il est à reproduire comme « signe du temps. » On y voit en quelques lignes la propre figure du despote subalterne, plus un type de complaisant et un type de patient qui l'accompagnent, et le tout forme une peinture parfaite de l'heure présente. Le style est impayable. Impossible d'exprimer mieux le contentement et le pourlèchement de certaines natures, lorsqu'il leur est donné de voir le parvenu qui monte insulter le pauvre diable d'homme de mérite qui descend.

Nous avons raconté comment, sur la demande de quelques-uns de ses sociétaires et de quelques membres de la société de Saint-Vincent de Paul (?), M. Ed. Thierry avait couvert d'un voile noir la statue de Voltaire dans le péristyle du théâtre.

L'administration s'est émue à la nouvelle de cette *profanation* (*sic*).

Hier, le citoyen Henri Brisson, adjoint au maire de Paris, s'est rendu au Théâtre-Français et a *ordonné* au directeur *d'avoir à retirer immédiatement* le voile dont il avait eu *l'audace* de couvrir Voltaire.

— Vous devriez vous souvenir, monsieur, a ajouté Brisson, que Voltaire est l'immortel initiateur de la Révolution française.

Sur ce, il sortit, laissant M. Ed. Thierry réfléchir tristement sur les étranges retours des choses d'ici-bas.

Est-il assez content, cet homme de la suite, et « Brisson » lui paraît-il assez beau lorsqu'il dit :

Vous devriez vous souvenir, *mossieu!* Il faut savoir que M. Ed. Thierry est un écrivain distingué, très-incomparablement supérieur au citoyen adjoint qui le trépigne et à l'homme de journal qui s'en réjouit. Malheureusement, M. Thierry a négligé de rétorquer comme il convenait le citoyen adjoint, s'essayant au rôle de Mirabeau sur sa discrète personne. « Vous devriez vous souvenir, mossieu, qu'il sied aux adjoints d'être polis, et vous ne l'êtes point. Vous devriez savoir, mossieu, que je ne relève nullement de la municipalité, et encore moins de l'individu municipal posé de trois quarts. Il appartient à l'adjoint de me dénoncer s'il trouve que les journalistes affamés de ma place n'y mettent pas assez de zèle, mais le sieur Brisson n'a aucun ordre à me donner. En conséquence, trouvez bon, mossieu, que je vous prie de vuider immédiatement les lieux. »

C'était bien simple à dire; mais quoi! M. Thierry se fait peut-être l'illusion d'espérer qu'il ne sera pas destitué. Innocent! dans un moment où le gouvernement « de la défense nationale » doit songer à pourvoir tant d'amis sans littérature, mais si dévots à Voltaire!

Car c'est une dévotion. L'on a vu que le voile est considéré comme PROFANATION, que l'administration s'est *émue*, que c'est dans un transport de piété que le citoyen adjoint s'est transporté au Théâtre-Français et a pris la pose de trois quarts pour reprocher à M. Thierry SON AUDACE.

Ainsi Voltaire est passé dieu. Dieu, car *saint*, cela

le ferait rire, et nous aussi, et « Brisson » aussi. Nul moyen de dire *saint* Voltaire. Il est dieu, et le citoyen adjoint est son prêtre.

Prends le bras pieux de l'adjoint et monte au pinacle de ton temple, dieu Voltaire, « immortel initiateur de la Révolution française. » A droite, à gauche, en avant, en arrière, ton œil pourra se rassasier de la vue de tes chers Prussiens. Ils sont là, comme tu l'as annoncé; leur canon bat les murs des « stupides Welches », comme tu l'as désiré ; et parmi ces Welches, il y en a de plus bêtes encore que tu ne le disais !

XL

30 septembre.

LA QUESTION ROMAINE ET LA QUESTION GODILLOT.

Nous avons cherché les impressions des journaux sur la prise ou plutôt le rapt de Rome par les Italiens. Elles sont brèves et nulles. La plupart de ces organes de la pensée publique se bornent à reproduire la mention hébêtée du *Journal officiel*. On peut douter que la pensée publique (parisienne) aille beaucoup plus loin. En fait de pensées, Paris, depuis longtemps, en était aux reliefs et aux miettes, et n'a pas de provisions de siége. C'est vraiment une misérable condition intellectuelle que celle où nous

sommes tombés avec toutes nos presses, toutes nos académies et tous nos hommes d'État!

Les journaux s'étonnent eux-mêmes de leur silence en face d'un événement qui leur eût tant fourni deux mois plus tôt. Ils se persuadent qu'ils auraient dit quelque chose. Ceux qui s'essaient à parler, quoiqu'en petit nombre, font voir combien leur fatuité s'abuse. Nous signalons l'avis du téméraire M. Bonneau, rédacteur à l'*Opinion nationale.* C'est la stupidité animée. Le silence des autres n'en est que la statue... en plâtre.

Ils croient que le gouvernement temporel de la papauté s'écroule, c'est-à-dire que la liberté de l'Église est définitivement anéantie, et ils ne rougissent pas de n'y trouver que la matière d'un entrefilet, ici joyeux, là indifférent. Race déshabituée de penser et de voir, décidément façonnée pour porter la servitude du fait!

La question de Paris les préoccupe davantage. Certes! elle est grave. Question de savoir si l'on vivra demain. Bismark d'un côté, Blanqui de l'autre, et la possibilité de quelque hasard qui ferait que Bismark et Blanqui travailleraient en même temps, chacun pour soi et d'accord. Voilà de quoi se préoccuper! Mais ne pas voir la relation des choses de Rome avec ces événements de la France et du monde, ne pas comprendre que l'indépendance territoriale du Pape est nécessaire à la France, même politiquement; ne pas voir que la capture de Rome et sa conséquence immédiate, l'emprisonnement du Pape en Italie ou ailleurs, sont des victoires immédiates pour

Bismark et pour Blanqui, c'est tout juste le génie de Napoléon III. Toutefois, il y a une différence en faveur du *Sedantaire* : il faisait ses abominables sottises quand Bismark et Blanqui se préparaient dans l'ombre, mais cette élite de publicistes parisiens le continue devant Bismark et Blanqui en armes, à la lumière de leur canon.

Lorsque nous recevions la nouvelle que la diplomatie avait donné Rome aux Italiens, et que ceux-ci s'en étaient emparés, un club blanquiste, à Paris, donnait l'établissement d'un fabricant nommé Godillot à ses propres ouvriers, et déclarait que le peuple avait le droit de mettre lesdits ouvriers en possession de la propriété dudit Godillot, leur ci-devant patron. Et dans le même numéro de l'*Opinion nationale* où le digne M. Bonneau applaudit à la spoliation du Pape opérée au profit des Italiens, M. Guéroult, rédacteur en chef du journal, proteste fortement contre la spoliation du citoyen Godillot, décrétée au profit de ses ouvriers. Or, la question pontificale et la question Godillot sont liées indissolublement. Comme l'une sera décidée, l'autre sera tranchée. Si le Pape est exproprié, le bourgeois Godillot sera exproprié ; et M. Guéroult, ami du droit de Godillot, mais ennemi lui-même du droit du Pape, s'escrimera en vains efforts pour Godillot. Il ne lui servira de rien d'avoir beaucoup plus de talent que son collaborateur Bonneau. L'oreille socialiste est insensible aux phrases bien faites. Le Pape étant détrôné, Godillot sera rasé. Godillot, c'est le monde.

M. Guéroult peut-il s'y tromper? Par des raisons

dont la meilleure et la plus savante, sauf la forme, est à la hauteur du confrère Bonneau, il trouve bon que l'on exproprie le Pape, c'est-à-dire Jésus-Christ, c'est-à-dire Dieu même, et il prétend maintenir la propriété de Godillot! Mais tout cela se fait justement pour râcler Godillot. Supposé que l'on ne voulût pas râcler et manger Godillot, à quoi bon exproprier Dieu?

Si la spoliation du Pape était définitive, comme plusieurs de ces messieurs de la bourgeoisie l'assurent et l'espèrent, et comme la plupart des autres le veulent bien; si la Papauté devait non pas s'éteindre, mais disparaître, errante de catacombe en catacombe, aujourd'hui dans une prison, demain dans une autre, et n'être plus visible à toute la terre que çà et là et de loin en loin, sur l'échafaud où quelque César plus brutal la ferait monter, savez-vous ce que cela signifierait?

Cela signifierait que le monde est revenu à son état ancien, qu'il appartient à la force et aux laquais de la force.

Vous auriez César, à la fois roi et république, pontife et dieu; César, à qui personne ne dit *non*, car il tue; et surtout on est lâche, vous n'avez pas encore eu le temps de l'oublier.

Oui, César, et il sera dieu! Il ne le voudra pas le premier, peut-être; mais manque-t-il dans le monde de ces espèces qui contraignirent Tibère d'accepter des prêtres et des autels? Au temps de Tibère, il existait encore des hommes qui avaient entendu Cicéron, le nom de la république était toujours sur les

monnaies, et Agricola s'appliquait à ne pratiquer que les vertus républicaines qui n'empêchent pas de vivre sous les empereurs.

Et vous ne savez pas si ces temps-là ne reviendront point, et sont encore éloignés. En ce moment, on se canonne au rempart. Qu'aura décidé le canon, ou ce soir ou dans quelques jours? Vous attendez. Et M. Blanqui, qu'a-t-il résolu? Voudra-t-il attendre? Si M. Blanqui ne veut pas prendre patience, la ville de la civilisation, cernée de feux, peut périr comme le scorpion entouré de charbons ardents, qui se pique lui-même et qui meurt de son propre venin.

Et vous êtes bien fiers, parce qu'enfin vous espérez n'avoir plus de remède pour cette plaie!

XLI

3 octobre.

STRASBOURG ET TOUL PERDUES. — UNE PROCLAMATION DE M. GAMBETTA.

La perte de Strasbourg et de Toul doit ajouter à nos courages ce qu'elle ajoute à nos douleurs. Les cœurs n'ont pas manqué, mais seulement les armes; l'âme de la France n'a pas été vaincue. Souhaitons que Paris tienne avec la vaillance et la constance de Toul et de Strasbourg. Que l'âme de la France remporte encore cette victoire indépendante du sort des batailles; que tout soit perdu fors l'honneur! Avec

l'honneur, avec cette seule arme dans ses mains, la France saura se reconquérir.

C'est ce que nous dit ce matin une proclamation de M. Gambetta. Encore qu'il soit ennuyeux de s'entendre exhorter par ce jeune homme et par la quantité d'autres pères de la patrie qui ont le privilége des affiches blanches, il ne nous coûte pas de convenir que M. Gambetta tourne assez bien la proclamation. Les siennes ne sont pas arrogantes ni trop boursouflées; le français en est suffisant, elles n'insultent volontairement personne.

Il fait de son mieux, et l'on voit qu'il a sous les yeux les bons modèles antiques. Seulement, dans de telles angoisses, les anciens se fussent souvenus de la divinité. Les soldats romains allaient à l'assaut en chantant *Kyrie eleison*, ayez pitié de nous, Seigneur! et les Consuls, quand la patrie était en danger, offraient des prières et des sacrifices.

M. Gambetta s'élève au-dessus de ces préjugés. Nous ignorons s'il appartient à la secte des *solidaires*, mais en tout cas il semble avoir décrété dans son âme libre que la France, si elle doit mourir, devra mourir à leur façon. Point de prêtres, point de prières autour du lit de mort! A défaut de Bazaine et de l'armée de la Loire, c'est assez pour bien mourir des exhortations de M. Gambetta!

Pour parler franchement, en gens qui n'ont plus grand'chose à perdre, nous avouerons que cette fermeté nous semble fastueuse. Si M. Gambetta n'a que son exemple et sa philosophie à nous proposer, nous aimerions autant qu'il se tût. Les cœurs n'en seraient

pas moins affermis, au contraire. On est porté à craindre que Dieu ne s'irrite de ce malheur qui ne prie pas.

Quant à nous, qui ne sommes point faits pour mourir à l'antique et qui n'ignorons point le nom de Dieu, nous ne craindrons pas de le prononcer. Qu'il entende l'assentiment que nous donnons à ses justices et à nos maux! Qu'il accepte nos souffrances en expiation de nos péchés et du péché public, et qu'elles comptent pour la France quand nous ne serons plus! Et nous disons : *Que votre volonté soit faite en la terre comme au ciel*, *que votre règne arrive!* C'est le prix que nous demandons de notre sang et de notre ruine. Nous espérons que sa miséricorde nous le donnera.

Il est temps de prier. Un jugement redoutable est sur nous, et les hommes qui nous ont été imposés ne sont pas de ceux qui sauvent les peuples. Séparons notre cause de la cause des hommes qui ne prient point; ne restons avec eux que pour le combat; et que Dieu nous reconnaisse quand nous paraîtrons devant lui!

XLII

4 octobre.

SUR LA STATUE DE VOLTAIRE.

On a trouvé dans les papiers des Tuileries une

note du ministère de la maison de l'Empereur, relative à la demande d'un emplacement pour la statue de Voltaire. La demande avait été présentée, au nom de la Commission, par un familier de l'Impératrice, M. Mérimée, sénateur, membre de l'Académie, et, si on l'en croit, l'un des rares Français de son âge (déjà plus que mûr) qui ont le privilége de n'être pas baptisés. Malgré le grand crédit de M. Mérimée, le ministère conclut au refus de l'autorisation.

Voici la note telle que les journaux la publient :

NOTE

Le 12 mars 1868, MM. Havin et Legouvé avaient demandé à l'Empereur que la statue de Voltaire fût érigée sur l'une des places de Paris. M. Mérimée indique pour cette érection l'espace libre qui se trouve entre le pont des Arts et la façade du palais de l'Institut. Cette note répond à la proposition de M. Mérimée.

M. Havin, président de la commission de la statue de Voltaire, annonce que 202,500 souscripteurs ont répondu à l'appel qui leur a été fait. La souscription était de 25 centimes, il en résulterait qu'une somme de 50,625 francs aurait été recueillie.

La commission demande que la statue soit élevée sur l'espace libre situé entre l'Institut et le pont des Arts.

En principe, il est établi que les places de Paris ne doivent recevoir que les statues des souverains. Si certaines statues de grands hommes ont pu faire partie d'un monument élevé dans un cas particulier, telle que celle de Molière à la fontaine de la rue de Richelieu, le principe n'en a pas moins été respecté jusqu'à ce jour.

Si l'on veut traiter Voltaire en souverain, puisque dans un certain monde on lui a donné *le titre de roi*, l'emplacement du quai Conti serait mal choisi. En effet, le monument se compo-

sera inévitablement d'un piédestal avec soubassement, d'un trottoir, d'une grille, etc., c'est-à-dire d'un ensemble qui demande de l'espace. Or la place située entre le palais de l'Institut et le pont des Arts est très-étroite; elle est à peine suffisante aux deux courants de circulation des quais et du pont, et il ne faudroit pas l'encombrer par une construction quelconque. En outre, l'Institut pourrait ne pas voir d'un bon œil l'exécution du projet.

Mais laissant de côté la question d'emplacement, le moment est-il bien choisi pour faire une semblable ovation à Voltaire? Cette manifestation, qui est bien plus politique et religieuse que littéraire, n'est-elle pas de nature à froisser le sentiment d'une grande partie de la population?

Sans vouloir discuter la composition de la liste des souscripteurs, cependant on peut dire que 200,000 individus ayant réuni entre eux 50,000 fr. vont imposer leur adoration au pays. Or, Voltaire n'est pas un de ces hommes devant lesquels tous les citoyens s'inclinent avec respect ou bien passent indifférents. Son nom appelle la dispute; ses doctrines et ses principes sont le sujet des controverses les plus douloureuses. Si le gouvernement permet l'érection de sa statue sur une des places publiques de Paris pour satisfaire ceux qui s'intitulent libres-penseurs, ne doit-il pas craindre les réclamations les plus vives de la part des catholiques, qui vénèrent tout ce que Voltaire a décrié?

On comprend la statue de Voltaire dans le foyer du Théâtre-Français; on la comprendrait dans une des salles du palais de l'Institut ou de tout autre monument élevé à la gloire des lettres, des sciences, des arts; mais on ne verrait dans l'érection de sa statue sur une des places publiques de Paris qu'une manifestation, que les promoteurs de la souscription n'ont pas cachée, et à laquelle le gouvernement ne doit pas s'associer sans mûres délibérations.

14 janvier 1868.

Cette note nous paraît fort raisonnable et ne peut être accusée d'aucun fanatisme clérical. Elle fait au

comité voltairien tout l'avantage possible en lui accordant qu'il sollicite au nom de 200,000 souscripteurs, ce qui n'est nullement exact. Ce petit nombre, qu'on a mis si longtemps à réunir, doit être beaucoup réduit, à cause des noms supposés ou inscrits d'office. Les meneurs, faisant acte de parti, n'ont pas été scrupuleux sur ce genre de fraude. Personne n'ignore qu'ils se sont grossièrement et insolemment amusés à porter sur leurs listes même des catholiques notoires et éminents. Il faudrait aussi déduire les enfants, les nègres, les étrangers, etc

S'il était possible de faire un autre triage, d'écarter les illettrés, les ignorants, ceux qu'un homme de la maison a lui-même appelés les « dévots au dieu des imbéciles », il ne resterait pas grand'chose autour de la commission, formée elle-même de sceptiques et de railleurs, la plupart bonapartistes, comme M. Mérimée, se moquant également et des imbéciles et du dieu. Cette considération du véritable nombre, quoique très-sérieuse, est élaguée. La note reste dans la question, qui est de savoir s'il sera permis aux promoteurs d'outrager d'une façon publique et permanente les sentiments religieux de l'immense majorité de leurs concitoyens.

La décision était restée en suspens. Nous ignorons pourquoi l'illustre préfet Chevreau, ministre par intérim, l'a tranchée par l'affirmative, lorsque son empereur, *ayant communié*, fut parti pour la guerre. Ce qui n'est pas ignoré et ne peut pas être oublié, c'est que la statue de Voltaire apparut sur la place Monge, le dimanche 14 août 1870, veille de l'As-

somption, entre la bataille de Reischoffen et la capitulation de Sedan, laquelle empêcha l'Empereur de rentrer, et fit évader le Chevreau.

Il y a des rencontres singulières dans les événements qui surviennent, et il est curieux de voir comme Voltaire et ses chers Prussiens vont du même pas, de progrès en progrès.

Le même jour que nous apprenons l'entrée des Prussiens à Strasbourg, le *Bulletin municipal* de M. le maire Etienne Arago nous annonce l'entrée de Voltaire plus avant au cœur de Paris. Voici ce que nous lisions avant-hier dans ce bulletin, triomphalement reproduit par le *Siècle* :

Mais aujourd'hui que nous en avons fini avec les souverains, aujourd'hui que la statue du premier des Bonaparte est au fond de la Seine...

La place publique, libre désormais, appartient aux vrais grands hommes, à ceux qui ont honoré l'humanité.

Bientôt donc, aussitôt que nous serons débarrassés de l'ennemi, la municipalité de Paris se fera gloire d'installer la statue de Voltaire au cœur de la grande cité.

Voilà qui est bien. Et quand la municipalité aura eu « la gloire d'installer la statue de Voltaire au « cœur de la grande cité, » quel cœur français ne sera pas un peu consolé d'avoir vu tomber, à Strasbourg, et la cathédrale et le drapeau de la France?

Voltaire, qui a en effet honoré beaucoup l'humanité... prussienne, écrivait à ses amis de Paris : JE VOUS RECOMMANDE DE MÉPRISER BEAUCOUP L'HUMANITÉ.

Ils s'en acquittent!

Lorsque le *Siècle*, il y a deux ou trois ans, annonça qu'il était en mesure de couler la statue de Voltaire, l'*Univers* fit à ce sujet quelques réflexions, bien inutiles, nous en convenons sans peine, mais que nous nous permettrons néanmoins de reproduire, parce qu'elles ne manquaient pas de justesse. Les voici :

« Voltaire, que ses propres admirateurs avouent secondaire dans les genres mêmes où il a réussi, — et ce ne sont pas tous ceux où il s'est essayé, — n'a qu'une qualité éclatante, la qualité de la vipère, la puissance de son venin irréligieux. Cette tête morte, *caput mortuum*, est le chaudron des sorcières de Macbeth, pleine d'un poison mortel.

« Les sorcières composent leur charme du suc de cinquante ingrédients immondes qu'elles font bouillir sur un feu infernal et qu'elles refroidissent ensuite « dans du sang de singe. »

« Refroidie, « l'œuvre sans nom » acquiert toute sa puissance; elle évoque les fantômes qui poussent Macbeth, déjà coupable, à commettre pour sa perte des crimes nouveaux : « Ris-toi jusqu'à l'insulte du pouvoir de l'homme. Sois de la « nature du lion, orgueilleux comme lui. » On ne peut lire cette scène sans penser au *charme* de Voltaire, refroidi dans l'encrier des journaux, et devenu plus actif par cette magie incompréhensible. Comment les opérations de M. Havin ont-elles accru le charme de Voltaire? Mais le prodige s'effectue, les nuages se forment, les fantômes apparaissent, ils parlent à Macbeth et lui suggèrent des actions qu'il fera. Macbeth, c'est le peuple. Les sorcières ont dit : « Tu seras roi ! » elles lui disent : « Tu seras Dieu ! »

Voltaire est la grande figure de l'apostasie. Il a apostasié non-seulement le nom chrétien, mais encore, par une conséquence inévitable, le nom français. Il est le prophète de l'apostasie, et à ce titre le chef d'une race nouvelle qui s'est implantée en France pour y établir d'autres lois, d'autres mœurs, un autre culte, et la transformer à tout prix en une

tout autre nation. Les Quarante de M. Havin sont le sénat de cette race conquérante. Viendront-ils à bout de leur œuvre? Nous l'ignorons. Ce qui est sûr, c'est qu'elle est commencée sur une vaste échelle, poussée avec vigueur, et en beaucoup de points fort avancée.

« *Le jour où ils pourront élever la statue de Voltaire, on verra combien de choses françaises sont tombées,* PRÉSAGES D'AUTRES RUINES. Dans Shakespeare, Macbeth réussit en tout ce qu'il entreprend de criminel, et cependant son attente est trompée. *Des actions contre nature produisent des désordres contre nature;* et les médecins trouvent le mal au-dessus de leur art.

Dresser une statue publique à Voltaire, c'est se séparer de Jésus Christ. Et il est contre la nature de la France, fille aînée de l'Eglise, de la séparer de Jésus-Christ.

Il nous semble que nous avons vu juste; et bien plus, nous croyons que le *Siècle* et la plupart de ses commissaires ne sont pas éloignés de penser comme nous.

XLIII

5 octobre.

LES MAIRES DE PARIS. — COMMENCEMENT DE PERSÉCUTION RELIGIEUSE.

Nous sommes en révolution, et malgré le péril inouï qui devrait nous rendre sàges, le vertige révolutionnaire s'empare de nous. Nous prenons visiblement le vieux chemin de traverse par où l'on arrive soudain aux catastrophes. Il est fort connu, nous l'avons souvent fait. Mais c'est là que les mulets qui se sont chargés de la fortune de la France ont l'habi-

tude de perdre leur chargement; personne ne les détournera d'y aller.

L'histoire du gouvernement de la défense nationale devient triste. Au milieu du plus épouvantable désastre qui pût nous atteindre, nous voyons machiner l'émeute, pour opposer au canon de la Prusse les théories, les idées et les hommes des clubs de Belleville et de Mouffetard !

Les quelques personnages qui se sont chargés de mettre au jour et d'établir la république française de 1870, destinée à devenir si promptement la république parisienne, veulent sans doute défendre le rempart. Nous souhaitons qu'ils le fassent avec honneur et nous l'espérons du courage des gardes nationaux et de l'armée. Mais nous demandons comment ils pourraient plus malheureusement abandonner la défense de la société. Or, la défense du rempart tient à la défense de la société. S'ils laissent briser la société, avec quoi préparera-t-on et relèvera-t-on le rempart ?

En quoi importe-t-il à la défense nationale de permettre les essais tyranniques qui sont en ce moment proposés, tentés et commis contre la liberté religieuse ? Nous voyons très-bien, nous, comment ces essais peuvent lui nuire. Il ne faut pas tant de génie pour comprendre que le zèle en faveur de la République et de Paris se ralentira dans les départements, lorsque la République apparaîtra comme un mécanisme de force pour appliquer les idées sociales du citoyen maire Arago, qui donne la main au citoyen Blanqui.

Le citoyen Arago, maire provisoire, a composé un corps de « maires d'arrondissements » qu'il semble avoir formé en une sorte de chambre secrète où chacun, non content de proposer ce qui lui passe par la tête, s'attribue encore le pouvoir législatif et dictatorial dans sa circonscription. L'un de ces messieurs supprime par affiche la liberté d'enseignement! Sa municipalité, inconnue et provisoire comme lui, déclare que désormais les écoles de l'arrondissement seront « purement laïques, » et c'est fait. Il existe dans l'arrondissement trois écoles tenues par les sœurs de Charité : sans autre forme d'urgence, comme s'il s'agissait d'arrêter un espion prussien, M. le maire ferme les trois écoles, et il pose là des gardes nationaux pour que les enfants que leurs parents y enverraient ne puissent pas entrer !

La folie qui se permet ces coups brutaux et la folie qui ne les empêche pas, jettent en France plus que des semences de guerre civile. De la suppression des écoles religieuses à l'imposition des écoles irréligieuses il n'y a qu'un pas, et ce pas dépend uniquement du fanatisme d'un sectaire. Croit-on que la France acceptera cela et se dévouera tout entière pour appliquer les idées de M. Arago, maire provisoire de Paris et compère de M. Blanqui ?

C'est trop compter sur l'amour et la vénération des peuples pour M. Blanqui et pour M. Arago, et à défaut d'amour, sur la puissance actuelle des moyens révolutionnaires. On ne se soumettra pas, quand même ces messieurs les maires provisoires, avec le secours de leurs clubs, auraient supprimé à leur

manière le peu de rebelles qu'ils ont à redouter dans Paris.

Quant aux hommes du gouvernement officiel et ostensible, il faut bien leur dire la vérité. Leur indolence en présence de ces scandales menaçants ruine leur crédit parmi les gens sages, et leur autorité parmi les autres. Quoi! la République ne peut-elle donc pas sortir de cette ornière de la violence et de la persécution? Ce sera donc toujours la même chose? De plus, ils prouvent ainsi qu'ils ont peu de vue. En s'associant à cette guerre inepte contre la religion catholique, ils contribuent à diminuer les ressources de l'avenir. Contre le roi de Prusse, pape du protestantisme allemand et chef de la maçonnerie allemande, il n'y a qu'une force invincible : la force de l'orthodoxie religieuse. Le patriotisme intégral, le patriotisme de l'esprit et du cœur, celui qui résiste à tout et que n'étreignent ni le temps ni le sang, le patriotisme éternel sera catholique, ou tout sera fini.

On verra cela bientôt, si Dieu permet que la Prusse parvienne à l'empire et au pontificat qu'elle rêve. Alors elle persécutera les catholiques, tandis que nos mulets révolutionnaires, qui ont le pied sûr pour eux-mêmes et dont la plupart n'ont jamais bronché dans la fuite, reparaîtront, seront amnistiés encore une fois, et publieront en sécurité quelque nouvelle édition de Voltaire, ou même de Parny.

XLIV

9 octobre.

QUESTION DE M. GUIZOT ET RÉPONSE DE DONOSO CORTÈS.

Parcourant mes papiers rétrogrades pour les mettre à l'abri des visites domiciliaires de la bombe ou du terrorisme, ces deux huissiers de la civilisation progressante, j'ai trouvé un feuillet auquel il me paraît bon de donner un asile tout à fait sûr.

Ce feuillet contient un simple billet, qui est une question, et une très-courte lettre, qui est une réponse. Mais la question est signée : *Guizot*, et la réponse est signée : *Donoso Cortès.* En réalité, la demande et la réponse, toutes deux si brèves, sont néanmoins un très-vaste entretien entre deux grands esprits, je dirais volontiers entre deux mondes, puisqu'il s'agit au fond de deux civilisations différentes et même contraires : l'une, celle qui questionne, la civilisation du doute ; l'autre, celle qui répond, la civilisation de la foi.

Depuis Luther, rien n'a été proposé au monde chrétien qui ne soit implicitement dans la question de M. Guizot, et rien n'a été répondu au nom du monde chrétien qui ne soit dans la réponse de Donoso Cortès.

La question de M. Guizot n'est pas définie, le monde du doute ignore lui-même où il veut aller, il ne peut pas même vouloir le savoir. S'il le savait,

alors il serait forcé de *rejoindre*, contrairement à son goût qui le pousse à s'éloigner, au risque, en s'éloignant, de se perdre. Mais il aime mieux se perdre que de rejoindre, c'est-à-dire d'obéir.

La réponse de Donoso Cortès est précise. Elle va de la source au but, elle rend compte d'elle-même et ne laisse personne incertain de savoir pourquoi elle dit *oui* et pourquoi elle dit *non*. Ce n'est point le cas de M. Guizot, malgré son dogmatisme apparent, et personne n'en est plus fâché que moi, car personne ne lui croit plus le désir d'être sincère. N'est pas sincère qui veut. Le goût du doute, s'il vient à dominer, nous impose une nature artificielle qui nous trompe en tout et partout, et nous finissons par faire à Dieu et à nous-mêmes l'injure de croire que nous sommes créés pour chercher la vérité et pour ne pas la trouver. On arrive à se piquer de ne pas trouver la vérité !

M. Guizot, faute d'une lumière qui lui a manqué dès le commencement, a passé sa vie à dire oui et non. *Oui*, Jésus-Christ est Dieu ; *non*, il n'y a pas d'unique et d'indéfectible Église de Jésus-Christ ; *oui*, il y a une Église *chrétienne ; non*, il n'y a pas d'Église *catholique*. Il a étudié toute sa vie l'histoire ; il n'a pas vu ce qu'il y a d'avenir dans le passé, il n'a pas vu que, quand l'histoire raconte, elle prédit. Il ne croit pas à la lumière de Dieu ; il dit *fiat lux*, il allume des lampes et veut croire à cette lumière de l'homme. Il y croit jusqu'à prendre pour des réalités les ombres mouvantes qu'elle produit, ne s'apercevant pas que c'est lui-même qui fait ces ombres et

qui les fait mouvoir en plaçant sa lampe où il lui plaît.

Donoso Cortès ne fait pas sa lumière, et considère les choses à la lumière que Dieu a donnée pour éclairer tout. C'est pourquoi sa réponse est si précise et si sereine.

Je mets mon précieux document en sûreté dans les intelligences assez fortes pour recevoir une pensée maîtresse. Elles sont présentement peu nombreuses, mais les diamants n'exigent pas une grande place, et ceux qui en apprécient la valeur les gardent bien.

I

M. GUIZOT A DONOSO CORTÈS.

Paris, 3 juillet 1851.

Je vous remercie, monsieur le marquis. Je vous emporterai dans mon nid du Val-Richer, et je vous remercierai de là bien davantage, car je vous aurai lu. Je n'ai encore fait que vous feuilleter. Il me semble que je ne voudrais rien retrancher, mais que j'ajouterais quelque chose. L'Église catholique ne change pas, mais elle marche. Elle a un pas à faire de nos jours pour se rejoindre à la société humaine. Elle peut le faire. Le fera-t-elle ? Nul n'est plus capable que vous de l'y porter.

Agréez, etc.

GUIZOT.

II

DONOSO CORTÈS A M. GUIZOT.

Paris, 4 juillet.

Monsieur,

Je vous remercie de votre aimable lettre. J'aurais voulu pouvoir m'entretenir avec vous de vive voix sur cette grande question de l'Église. Puisque vous êtes parti, j'aurai l'honneur de résumer ma pensée dans ces quelques mots que j'adresse à votre bienveillance.

Le monde ne se sauvera pas seulement par la pensée, mais aussi par l'action, puisque l'homme ne pense que pour agir conformément à sa pensée; et le monde, pour se sauver, a besoin de vérité et de vertu. Or, il ne peut tenir l'une et l'autre que de l'Église, et voici pourquoi : c'est que, dans l'ordre de la pensée, l'Église seule est en possession de l'absolu, et que, dans l'ordre de l'action, elle seule est en possession de la charité.

Nous autres, pour savoir quelque chose, nous sommes forcés de remonter du relatif à l'absolu; mais l'Église n'a besoin, pour apprendre tout ce que nous savons, que de descendre jusqu'à notre relatif des hauteurs de l'absolu. Or, descendre est bien plus facile que de monter. Qui descend n'a nul besoin qu'on lui tende la main.

Si l'Église n'est pas encore descendue jusqu'à notre plaine, c'est parce que les rois de la terre et les gouvernements du monde lui ont mis des entraves et l'ont empêchée. Quand je parcours l'histoire des derniers siècles, et quand je vois la loi des suspects appliquée à l'Église par toutes les législations des pays catholiques, je me demande comment il se fait que l'Église sache encore quelque chose?

D'un autre côté, l'Église seule est perpétuellement charitable.

Tandis que les hommes sont occupés à s'entre-déchirer et à se haïr, elle seule brûle encore de l'amour des hommes. L'amour a toujours été son apanage, sa force et son secret.

Or, si quelqu'un *sait* plus que le monde et *aime* plus que le monde, celui-là sauvera le monde, parce que le monde ne peut être sauvé que comme il a été fait : par la souveraine intelligence et par le souverain amour.

Mon Dieu ! je suis émerveillé de voir combien sont faciles les choses difficiles ! Je crois, par exemple, qu'il se peut que le salut de l'Europe tienne à ce qu'un homme qui est au Val-Richer le veuille ou ne le veuille pas. Le voudra-t-il ?

Agréez, etc.

Le marquis DE VALDEGAMAS.

XLV

11 octobre.

PETITE ROUERIE MAÇONNIQUE.

L'*Opinion nationale* a publié la sentence d'excommunication fulminée par dix loges de Paris contre les FF.·. Guillaume, roi de Prusse, et Frédéric, prince royal. Ces dix loges sont des petites loges où ne figure aucun des personnages de la secte. Leurs membres, bien qu'ils fassent nombre, ne comptent pas ; ils sont de ceux dont on reçoit les cotisations sans avoir autrement égard à leurs petites idées. Il y a là des innocents que l'on peut excuser, car ils ne savent ce qu'ils font.

En tête de la pièce de ces francs-maçons naïfs, l'*Opinion nationale* a placé les lignes suivantes :

Nous savions déjà que le roi Guillaume avait employé contre nous l'hypocrisie religieuse ; voici une autre découverte.

Il paraît que les pasteurs protestants, de la coterie piétiste, qui, en Prusse, sont à la tête d'un grand nombre de loges, ont fait de la maçonnerie un instrument de haine contre notre pays, un moyen de propagande guerrière. Et cela, au moment même où le Grand-Orient de France affirmait de nouveau les principes supérieurs d'humanité et de fraternité universelle, qui sont la base de la constitution de la maçonnerie.

Les *principes supérieurs* dont parle ici l'*Opinion nationale* sont ceux en vertu desquels les francs-maçons français ont été invités (et l'invitation était un ordre) à venir en aide aux familles des francs-maçons de l'armée prussienne, c'est-à-dire à secourir contre nous les soldats ennemis; car soutenir leur famille, c'est leur donner le moyen de nous combattre plus longtemps.

Voici les noms des loges signataires du manifeste qui doit être communiqué « à tous les ateliers du globe. » Quelques-uns de ces noms suffisent à prouver que la franc-maçonnerie voisine avec la sottise :

Les Trinosophes de Bercy,
Les Disciples de Fénelon,
Les Hospitaliers français.
L'Union de Belleville,
L'Athénée français,
La Persévérance,
Les Amis de la Patrie,
Les Sectateurs de Menès,
L'Orientale,
La Persévérante Amitié.

Les Trinosophes de Bercy et les Sectateurs de Menès, renforcés des Disciples de Fénelon et des

Frères de l'Orientale, sont prolixes. Voici la première partie de leur discours :

Frères,

La lutte fratricide est engagée ;

A la douleur immense que nous ressentons en présence de destructions et de carnages inconnus jusqu'ici dans l'histoire, vient s'ajouter une douleur plus profonde encore.

Le roi Guillaume et son fils sont nos frères.

Le prince royal, grand-maître de la maçonnerie prussienne, s'est intitulé protecteur de la franc-maçonnerie universelle.

Et ce sont eux qui, oublieux des généreux préceptes de notre institution, foulent aux pieds les premiers devoirs de l'humanité.

Ce sont eux qui ont fait bombarder et brûler Strasbourg, qui ont fait commettre les atrocités de Bazeilles et ont fait fusiller la population de ce village, après avoir incendié les maisons.

Ce sont eux qui ont menacé Laon de bombardement; ce sont eux, et ils n'en peuvent rejeter la faute sur aucun général, qui menacent de brûler Paris, cette capitale de la civilisation; ce sont eux qui, sans égard pour les séculaires archives de l'histoire et du progrès représentés par ses monuments, ses bibliothèques, ses musées, menacent de tout détruire pour satisfaire leur ambition insensée et inassouvissable.

Ces ambitieux ont trahi leurs serments; ils sont indignes et parjures; ils ont forfait à l'honneur.

Nous les excluons à tout jamais et répudions toute solidarité avec ces monstres à figure d'homme, qui ont trompé jusqu'à nos FF.·. d'Allemagne.

La franc-maçonnerie, par ses principes sublimes, s'élève et plane au-dessus des politiques et des religions; elle reconnaît dans les humains des frères, et par ses efforts de chaque jour elle cherche à élever le niveau moral et intellectuel de chaque individu, pour arriver à son but final : *la Fraternité universelle.*

Ils veulent *élever le niveau intellectuel!* Certes, une

semblable visée affichée, un semblable patois est d'un vrai comique ; mais le moment ne prête pas à rire. Allons au plus pressé, et remarquons que les frères des dix loges, même dans cette pièce, montrent que la maçonnerie tue le patriotisme. La France est envahie ; elle est atteinte dans son avenir, dans son honneur, on la menace de flétrissure et de mort, et ils viennent dire qu'il faut planer « au-dessus des politiques et des religions, » c'est-à-dire qu'il faut être humanitaire plutôt que Français.

Ils ajoutent :

Les deux FF.·. que nous répudions ne sont point ignorants de nos principes, de nos aspirations, de notre but ; ils en ont détourné les francs-maçons allemands et les font servir à l'accomplissement de leurs desseins ambitieux.

Ils ont fanatisé la majeure partie de nos FF.·. d'Allemagne : ces FF.·. disent faire une guerre sainte et veulent substituer une secte religieuse à une autre secte. C'est le protestantisme qui, pour eux, est le but final ; ils veulent le substituer par droit de conquête au catholicisme des races latines ; ainsi la grande Loge de Berlin ne reconnaît comme frères qu'une partie de la chrétienté et repousse encore les juifs et les mahométans de toute participation au droit de l'homme libre, de franc-maçon !

Nous déplorons l'erreur de nos FF.·., qui comme nous ont été victimes de l'ambition de leurs souverains ; ils croient servir une religion et ne servent qu'à aider des ambitieux dans leurs projets de conquête.

Un million d'Allemands aura péri inutilement pour ces deux hommes ; aura péri inutilement, car cette perte effroyable d'hommes n'empêchera pas le progrès de suivre son cours, n'empêchera pas la vérité de luire et d'éclairer le monde.

Il y a dans ce qui précède plus d'un aveu que nous retiendrons. Les vénérables des dix loges confirment

à leur manière les révélations du général Ducrot, sur le rôle de la propagande protestante dans les entreprises prussiennes. Ainsi, il sera bien démontré que le protestantisme et la franc-maçonnerie auront servi d'appui à la Prusse contre la France.

Il résulte, d'ailleurs, de cette pièce que les francs-maçons prussiens ont conservé plus d'esprit national que les francs-maçons français. Ceux-ci le constatent en reprochant à « leurs frères » d'être avant tout Allemands et protestants, tandis que pour leur compte, en vrais adeptes de la maçonnerie, ils ne songent, même en présence de nos désastres, qu'à l'avenir de l'humanité et au développement du progrès qui doit « éclairer le monde. »

XLVI

13 octobre.

REVANCHE MAÇ.˙.

L'autre jour, un charivariste en exercice demandait qu'on nous envoyât au conseil de guerre comme ami de la Prusse; aujourd'hui un ancien charivariste, devenu rédacteur du *Journal des Débats*, nous recommande à la surveillance de la République comme hostile aux francs-maçons doctrinalement trop amis des Prussiens. Ces diables de charivaristes changent d'habit sans changer de mœurs et cherchent toujours à nous faire un mauvais parti. Nous reproduisons

l'argumentation du *Journal des Débats ;* elle a une gravité charivarique et une gaieté *débattière* qui peut, en effet, ainsi qu'il le dit, « égayer un peu les heures de faction sur le rempart. » Un croque-mort jovial, c'est l'homme de la situation :

Ce n'est pas seulement dans le camp de M. Blanqui et de ses amis que se trouvent des hommes dangereux pour la paix publique; il y a ailleurs d'autres sectaires qui, pour être moins violents en apparence, n'en sont pas moins à surveiller. Voilà, par exemple, l'*Univers* qui accuse les francs-maçons de France de favoriser les Prussiens, et cela par la raison que, le roi Guillaume étant un des grands chefs officiels de l'Ordre, ils lui doivent leur obéissance et leur concours. Les francs-maçons qui font partie de notre armée et de nos gardes nationale ou mobile vont être un peu étonnés d'apprendre que ce n'est pas au général Trochu ni au général Tamisier qu'ils obéissent, mais au roi de Prusse. Nous disons étonnés, et non pas indignés, attendu qu'une telle accusation ne pourra servir qu'à égayer un peu leurs heures de faction sur les remparts. Déjà, au début des hostilités, l'*Univers*, et les autres feuilles dévotes à la suite, avaient essayé de donner à la guerre actuelle une couleur religieuse en présentant les protestants d'Alsace et de Lorraine comme les alliés naturels de la Prusse. C'était un appel direct au fanatisme, qui chez nous, par bonheur, ne s'enflamme pas facilement.

L'intention y était pourtant, et l'*Univers*, en accusant les protestants de s'entendre avec les Prussiens, faisait absolument ce que fait le journal de M. Blanqui lorsqu'il accuse les « riches » et les « bourgeois » de tendre la main à M. de Bismark. L'héroïque résistance de Strasbourg et des autres places fortes de l'Est a montré tout ce qu'il y avait d'odieux dans les calomnies de l'*Univers*. Aujourd'hui ne pouvant plus s'attaquer aux protestants, il s'en prend à la franc-maçonnerie, qui, du reste, fut de tout temps sa bête noire. La franc-maçonnerie est pour M. Veuillot ce qu'est la réaction pour M. Blanqui. Il la voit et la met partout. Il y a plus de ressemblance qu'on ne

croit entre ces deux visionnaires obsédés par des idées malsaines, et qui pas plus l'un que l'autre ne laisseraient pierre sur pierre de notre édifice social. — DAVID.

Plaisanterie à part, nous avouons que « l'intention y était. » Nous avons voulu faire remarquer non pas l'entente formelle, mais la connivence naturelle qui existe entre l'esprit prussien et l'esprit protestant et franc-maçon. Si M. David le permet, maintenant qu'il a bien ri, ce n'est pas aussi drôle qu'il le veut dire, et lui-même en est convaincu. Nous en avons pour preuve le soin qu'il prend de taire ou d'altérer les faits et les documents qui ont inspiré nos observations.

La sympathie d'une partie du protestantisme alsacien pour la Prusse est très-carrément signalée et affirmée dans la lettre du général Ducrot au général Trochu. Les relations de l'*Ordre* maçonnique avec le roi de Prusse, l'un de ses grands maîtres officiels, sont également avérées. La plainte des bons *trinosophes* de Bercy et de quelques autres loges innocentes révèle cette influence de l'esprit de secte sur le sentiment patriotique. Les documents récents confirment à cet égard les documents anciens. Ces documents, dont le *Journal des Débats* ne souffle mot, nous les avons cités souvent. Nous en ferons bien volontiers un petit résumé, si le *Journal des Débats* veut prendre l'engagement de le reproduire.

Il y a, en Alsace comme ailleurs, des protestants qui se soucient fort peu du protestantisme et du christianisme. Ils vont au temple, ils se découvrent, et, la figure cachée dans leur chapeau, ils comptent

jusqu'à cent, ce qui remplit la durée d'une prière raisonnable. C'est toute leur religion, et ils n'appartiennent pas plus à Luther que le *Journal des Débats* n'appartient à Jésus-Christ. Ceux-là sans doute n'ont rien qui les attache aux splendeurs de la Prusse, et d'autres, encore, peuvent mettre l'intérêt de la patrie française au-dessus de leur culte étranger. Mais enfin l'esprit protestant en Alsace est plus protestant que français. Tel est l'avis, très-généralement partagé, du général Ducrot.

Il ne faut pas alléguer la belle résistance de Strasbourg. La population de Strasbourg est aux deux tiers catholique. Personne n'ignore que dans toute l'Alsace le patriotisme durable, persistant et invincible, sera catholique.

Ce que nous venons de dire des protestants, on peut le dire des francs-maçons. L'*Ordre* compte certainement bon nombre de patriotes aussi fermes que la loge des Trinosophes de Bercy et celle de la Parfaite Convenance ou du Parfait Amour de Clamart; mais ce sont des inconséquents. Dans cet « Ordre », on ne se pique pas absolument de logique, il a cela de bon. Mais il n'est pas moins certain que la franc-maçonnerie et la Révolution sa fille n'ont pas été mises au monde pour la conservation des religions et des patries. Le *Journal des Débats* sait bien que la Maçonnerie et la Révolution prétendent être elles-mêmes une religion et une patrie, ou plutôt *la* religion et *la* patrie. Toute l'histoire en témoigne depuis cent ans. Autrement, à quoi bon toute cette immense farce maçonnique, où s'engagent tant de person-

nages importants, et à leur tête les lâches rois de l'Europe, traîtres au peuple du Christ et si justement réprouvés?

Le *Journal des Débats* veut trop déguiser sa profondeur, lorsqu'il vise à nous faire croire qu'il n'y a de francs-maçons que pour l'amour des petites ribotes, et que l'on verrait fermer toutes les loges si l'on voulait interdire la communion sous les espèces de la gibelotte et du vin bouché. On est franc-maçon pour autre chose, pour établir un ordre nouveau et « ne pas laisser pierre sur pierre de notre édifice social. » Nous en appelons à lui-même. Quoi! il serait avec tant de persistance l'apôtre de la Révolution, et l'ennemi de la PIERRE principale, pour laisser toutes les autres pierres à leur place les unes sur les autres? Avec sa permission, nous ne le croyons pas si simple. Il est révolutionnaire pour révolutionner, tout comme M. Blanqui, et beaucoup plus que M. Veuillot. Et après tout, quand même M. Veuillot voudrait révolutionner, c'est son droit autant que celui de M. David, et nous ne voyons pas ce que le *Journal des Débats* peut reprocher à M. Veuillot ou à M. Blanqui, sinon de ne point penser comme M. David et de refuser de s'arrêter où M. David juge bon de se tenir.

L'illustre journal de M. Bertin et les illustres anciens charivaristes qui le desservent, semblent n'avoir pas encore remarqué qu'ils sont, — ainsi que M. Blanqui d'ailleurs, — des cléricaux dans leur genre, et des plus fanatiques, et qu'ils font à leur manière une guerre de religion très-déterminée. A notre avis, la manière est souverainement cafarde,

c'est la seule différence. Ils veulent ôter le Pape, rien que cela! Et ils accusent M. Blanqui et M. Veuillot de prétendre à ne pas laisser pierre sur pierre de l'édifice social. Que veulent-ils donc faire eux-mêmes? Otent-ils le Pape à dessein de laisser la place vide, ou d'y mettre autre chose? Nous leur abandonnons le choix; mais dans les deux cas, que laissent-ils debout, puisque tout repose sur ce qu'ils veulent ôter? Nous les prions de réfléchir là-dessus, et de considérer que nous avons constitutionnellement le droit de maintenir ce qu'ils veulent abattre et d'abattre ce qu'ils veulent maintenir; et M. Blanqui l'a également. Ils ne peuvent rien reprocher ni à M. Blanqui ni à nous.

Quant à nous, nous ne leur ferons que des reproches pleins de douceur et de miséricorde, parce que nous savons bien qu'enfin ce sont eux qui s'en vont.

Véritablement, c'est consolant!

XLVII

23 octobre.

LE MAIRE MOTTU.

L'*Opinion nationale* se réjouit avec raison du bon parti qu'elle a pris dans la tragi-comédie Mottu. Elle fait ressortir ses services. Nous les avions déjà célébrés, et certes, nous ne lui demandons que l'occasion de répéter, de continuer, d'étendre nos éloges. L'*O-*

pinion nationale se comporte fort bien envers cette révolution bête et brutale, qui n'en est pas moins un peu sa fille. Elle la reprend, elle la rudoie, elle ne demande qu'à la châtier. C'est le mieux que l'on puisse faire lorsqu'on a eu le malheur de produire et d'éduquer de tels enfants. Mais il ne serait pas superflu, en même temps, de dire un petit *mea culpa*, et voici où nous ne sommes plus d'accord

Au lieu d'accuser son imprudence comme institutrice révolutionnaire, l'*Opinion nationale* prétend nous faire admirer sa sagesse. Elle compare M. Mottu voulant imposer l'éducation, non-seulement laïque, mais athée, au Pape (pas davantage !) *enlevant* un enfant juif pour le faire chrétien. « M. Mottu, nous dit-elle, n'a fait qu'appliquer, en les retournant, les principes d'intolérance qui ont guidé le Pape dans l'affaire Mortara. » En sorte que c'est nous-mêmes, en suivant trop le Pape, qui aurions formé M. Mottu. Voilà un *retournement* auquel nous ne nous attendions point.

M. Guéroult nous rappelle sa conduite, toute différente de la nôtre, en 1858. « L'*Univers*, qui nous renvoyait si loin, lors de l'affaire Mortara, doit comprendre aujourd'hui que la liberté a du bon, et qu'elle doit rester le patrimoine commun de toutes les opinions, un terrain neutre pour tous les partis. » A parler franchement, nous avons un peu oublié les arguments que l'*Opinion nationale* nous proposait lors de l'affaire Mortara et nous conjecturons que les nôtres ne sont pas restés intacts dans sa mémoire. Si M. Guéroult a parlé comme il le dit,

nous n'avons pas pu beaucoup le contredire. C'est notre avis très-ancien que la liberté a du bon. Mais comme nous fûmes toujours persuadés que les lois aussi ont du bon, il est probable que nous avons fait remarquer à notre adversaire ce que nous faisons remarquer à tout le monde, en cette circonstance où le Pape tint si noblement tête au monde entier et exposa sa couronne pour protéger l'âme d'un seul pauvre enfant.

En *prenant* l'enfant Mortara, *qui avait été baptisé*, c'est-à-dire qui n'était plus juif mais chrétien, et qui par conséquent lui appartenait, le Pape ne ravissait rien à personne, ni ne violait aucune liberté : il exécutait une loi de l'Église et une loi de l'État, qu'il avait doublement l'obligation de garder et comme pontife et comme prince.

La polémique se compliquait de mille incidents. On niait l'efficacité du baptême, le droit de Dieu, la constitution de l'État pontifical. On parlait de philosophie, de morale, d'entrailles paternelles déchirées, etc. Les disciples de J.-J. Rousseau, d'accord avec les partisans du monopole de l'Université, versaient des larmes furieuses sur le pauvre enfant arraché aux bras de son père et soustrait à la religion de ses ancêtres. On invoquait aussi beaucoup les principes de 89. Le tendre gouvernement russe qui enlevait par milliers, dans le moment même, les enfants polonais, se joignait aux tendres universitaires du *Journal des Débats* pour accuser la barbare et sauvage intolérance du Pape; et un domestique des Tuileries, le tendre Mocquart, si nous avons bonne

mémoire, en composait un mélodrame pour faire pleurer les bonnes douces âmes de Belleville et de Pantin. Si M. Guéroult donnait dans ce chœur de voix plaintives, c'est dommage.

Mais enfin, après douze ans semés d'aventures plus lamentables que celles de l'enfant Mortara, le bon sens public a pu se refaire, et M. Guéroult, aujourd'hui, nous accordera bien que le Pape, qui croit comme prêtre à Jésus-Christ et au baptême, et comme prince à sa souveraineté, avait le droit et le devoir de faire exécuter la loi de son Église, loi en même temps de son État.

Selon la loi de l'Église, il a pris soin de l'enfant baptisé, son sujet spirituel et temporel. Selon la loi de l'État, qui interdit la cohabitation des chrétiens et des juifs, il a retiré cet enfant de la maison de son père charnel, et l'a fait élever dans un très-beau et très-bon couvent, où sa famille juive a toujours pu le voir. Il s'y est fort librement engagé dans la vie religieuse, et il promet de devenir un sujet distingué. Rien ne l'empêchait de prendre une autre voie, et même, s'il l'avait voulu, de se refaire juif. C'eût été un métier excellent. Apostat, quel succès il aurait eu comme conférencier ! Il n'en faut pas tant pour se réveiller un jour membre de quelque gouvernement dans la libre et fière Europe.

Donc, pour revenir au point précis de la discussion et tirer de l'affaire Mortara tout l'argument qu'elle comporte désormais, le Pape, dans cette fameuse affaire, a simplement suivi la loi. Si la qualité de la loi même était en cause, l'on verrait que le droit, la

raison, la prévoyance et la miséricorde n'ont point manqué au législateur. Mais, en attendant, la loi existe, elle est connue, le Pape devait l'exécuter et n'a pas fait autre chose.

Par ce seul fait de l'existence et de l'exécution de la loi, l'argument de l'*Opinion nationale* tombe à plat, car tel n'est point du tout le cas du citoyen Mottu.

Sans énumérer d'autres circonstances qui le distinguent essentiellement du Pape, le citoyen Mottu n'entreprenait nullement d'exécuter la loi, mais au contraire de la violer, ou, si l'on veut, de la faire, ce qui est plus exorbitant. Ce citoyen, tiré la veille du nombre des figurants du maire Arago, devenu podestat de Paris, — « Holà ! gardes, à moi ! » — s'est institué législateur, a fabriqué une législation et a prétendu l'appliquer. Voilà son cas. — Et depuis que quatre uhlans prussiens nous ont pris une ville, on ne voit guère ce qui pouvait nous arriver de plus humiliant.

Oui, M. Mottu, le citoyen Mottu, l'un des figurants de M. Arago, est sorti de la coulisse, s'est levé au sein de la capitale où personne ne le connaissait, en a pris un quartier pour sa part, s'est rendu dans les écoles pleines d'enfants baptisés par la volonté de leurs parents et qui ont encore père et mère, parrain et marraine, et il a dit à haute voix : Moi, Mottu, j'ordonne que ces enfants n'auront plus de maîtres qui leur apprennent à prier, ni qui leur enseignent l'histoire sainte, ni qui leur fassent vénérer l'image du Crucifié ; et j'ordonne encore que le crucifix sera chassé

des écoles ; et j'ordonne enfin, moi, Mottu, que ces enfants ne seront plus chrétiens !

Voilà ce qui s'est fait en l'an 1870 dans Paris assiégé par les Prussiens ; et il y avait un gouvernement de la défense nationale qui n'a pas immédiatement jeté hors du quartier le citoyen Mottu !

L'Église chante aujourd'hui cette humble prière : « Tout ce que vous nous avez fait, Seigneur, vous « l'avez fait avec équité, car nous avons péché contre « vous, et nous n'avons pas obéi à vos commande-« ments ; mais glorifiez votre nom, et agissez envers « nous selon la grandeur de votre miséricorde. » Oh! oui, Dieu patient, *secundum multitudinem misericordiæ tuæ !* La simple miséricorde ne suffirait pas.

Nous voudrions éviter de prononcer un mot désagréable pour M. Guéroult, car son argumentation est d'ailleurs présentée de bonne grâce et avec aménité. Mais il faut bien lui faire entendre qu'il humilie lui-même un peu sa raison en comparant le Pape et M. Mottu, et en trouvant que M. Mottu n'a fait que retourner les principes intolérants du Pape. D'abord, il devrait réfléchir que les principes *retournés* ne sont plus les principes, par la raison que ce qui est à l'envers n'est plus ce qui était à l'endroit. Joseph de Maistre dit fort bien que toute erreur découle d'une vérité dont on abuse ; mais la vérité ne devient pas une erreur parce que l'on en fait découler une erreur, et l'erreur n'est pas la vérité parce qu'on la fait découler de la vérité.

Avec ces torsions de la vérité, les socialistes justifient leur droit de propriété sur la maison Godillot,

encore plus aisément que M. Guéroult n'excuse ou n'explique les insolentes extravagances du citoyen Mottu. Quoi ! l'entreprise Mottu n'est que la contre-partie *identique* de l'affaire Mortara, et « c'est certainement *pour sauver les enfants*, pour les arracher, malgré leurs parents, au culte de ce qu'il appelle la superstition et l'idolâtrie catholique, que M. Mottu proscrit le catéchisme et le crucifix ! « Alors il n'y a ni vérité, ni erreur, ni droit, ni rien de certain au monde; il n'y a qu'un sujet de discussion perpétuelle entre les idées, et de perpétuelle bataille entre les appétits. Il ne faut ni religion ni propriété, ni pape ni Godillot. Que M. Mottu attrape un sabre, et il est le maître, en attendant qu'un autre Mottu attrape un sabre mieux trempé.

Heureusement pour nous, pour M. Guéroult aussi, pour le pauvre Mottu lui-même, lequel finirait par être maltraité, n'étant *pas fort;* heureusement pour le monde qu'il y a un pape, un affirmateur du vrai, qui empêche le vrai de périr, et qui, par le vrai qu'il affirme, sauve le droit et reconstitue l'ordre.

M. Guéroult ne se refuse pas la belle volupté de nous plaindre, à cause du mauvais état présent de nos affaires. Il nous montre quelque chose de la compassion du chêne pour le roseau : « Nous ne voulons pas chagriner l'*Univers*, qui a en ce moment, tant en France qu'à Rome, bien assez de causes de chagrin. » Il n'est que trop vrai ! Cependant toute espérance ne nous semble point perdue, et nous croyons encore que le pauvre christianisme, Pape compris, se tirera d'affaire. Nous ne dirons pas à

M. Guéroult que *les vents nous sont moins qu'à lui redoutables*, mais nous lui dirons : *Quittez ce souci :* nous aurons du secours.

Plus nous regardons ce que l'on essaie contre l'Église, plus nous nous persuadons que personne n'arrivera ni à construire ni à se sauver sans l'Église et sans la liberté de l'Église. Voici déjà que le *Journal des Débats* et l'*Opinion nationale* nous défendent contre le citoyen Mottu. Ils feront quelque chose encore contre d'autres. Avec ce concours et d'autres, avec l'existence de Dieu et l'infaillibilité du Pape, le Vatican nous semble, pour le moment, encore plus solide que la maison Godillot et la maison Arago.

XLVIII

27 octobre..

M. QUINET PROPOSE D'EXTERMINER L'ALLEMAGNE. — QUESTION SANS RÉPONSE.

M. Quinet rend justice à cette « savante Allemagne » qu'il a pour sa part, tout en grognant un peu, tant admirée et tant imitée dans sa religion, dans sa philosophie et dans sa littérature. Ce grand libre-penseur, d'un style assez *marmiteux*, nous montre quel peuple a su faire la libre-pensée :

Voilà donc ce que nous gardait la docte Allemagne ! Mort aux Français ! vient-elle écrire sur nos portes. *Barbarie* et *sau-*

vagerie, c'est donc là ce qu'elle cachait pour nous au fond de sa philosophie et de sa littérature !

Cet aveu nous revient de tous côtés; il est confirmé par les dernières tentatives de la diplomatie.

Nous n'avons rien espéré des négociations. Si quelque argument peut encore avoir prise sur les métaphysiciens de Berlin, c'est sous la forme de chassepots et de canons se chargeant par la culasse.

Puisqu'il est bien démontré que notre existence gêne ces idéalistes, puisque l'esprit pur exige notre anéantissement, puisque l'Allemagne, à laquelle nous avons tant de fois rendu justice, nous offre en retour le non-être et la soustraction de la France, le moment est assurément venu d'en appeler à toutes les forces vives de la France.

En d'autres termes : l'Allemagne veut exterminer la France, il faut que la France avise à exterminer l'Allemagne !

C'est le dernier mot de tant de philosophie, de littérature et de philanthropie.

Il y a quelques années, il y a quelques mois, la Révolution prédisait une fusion et un embrassement général des peuples, par le moyen d'une république universelle. Un certain Pierre Dupont, un pauvre diable d'ivrogne qui faisait des vers, avait trouvé la formule, et tout le peuple révolutionnaire de France (le plus *jobard* des peuples) chantait : *Les peuples sont pour nous des frères, des frères...*

Il paraît que nous n'y serions pas.

Et cet autre troubadour, qu'on abîme tant, après l'avoir si effroyablement flatté et si misérablement redouté, l'empereur Napoléon III, il était humanitaire aussi ! Il annonçait aux Allemands qu'il leur portait la liberté et la fraternité dans le cornet de 89.

Il avait encore cette parole sur les lèvres, lorsque sont survenus les accidents qui l'ont empêché de faire M. Augier sénateur, et qui empêchent M. Ollivier de prononcer son discours de réception à l'Académie.

Au lieu des fêtes de la pensée que le progrès du siècle nous promettait, il s'agit d'une guerre d'extermination! Nous ne jouissons pas même tranquillement de l'apothéose de Voltaire, qui a tant fait pour la civilisation du genre humain, en préparant l'étouffement du catholicisme « dans la boue. »

Quant aux moyens de délivrer la France des héritiers du grand Frédéric, opération premièrement nécessaire pour exterminer ensuite l'Allemagne, c'est une affaire de rien. M. Quinet les connaît et même les possède. Il en a fait le sujet d'un article où l'on voit qu'il n'y a qu'à décréter la chose. Sans discussion, c'est assez de recommander le plan de M. Quinet au gouvernement de la défense nationale; il n'en méconnaîtra pas la justesse et la *praticabilité*.

Mais laissant aux militaires et aux administrateurs ces procédés matériels, peu dignes des soins de la philosophie, nous oserons ramener l'esprit de M. Quinet au rôle des idées, dont il n'est pas homme à nier l'importance. Nous voudrions savoir de lui, en ce moment, s'il est toujours persuadé de la nécessité d'étouffer le catholicisme dans la boue, selon le plan des *Aragouins*, lequel était aussi le plan de ce pauvre Napoléon III, trop méconnu. Car en quoi M. Duruy n'était-il pas déjà M. Jules Simon, et en quoi M. Jules Simon n'est-il pas encore M. Duruy?

Nous voudrions que M. Quinet, dans l'intérêt de nos intelligences et dans l'intérêt de la concorde nationale, nous expliquât ce que le monde en général et la France en particulier ont gagné à ce que la docte Allemagne cessât d'être catholique.

Il nous semble, pour nous, que si l'Allemagne était restée catholique, nous serions moins dans la grave alternative d'être finalement exterminés par elle, ou de l'exterminer finalement.

Bien certainement nous ne poserions point ce cas à M. Arago; mais nous croyons pouvoir le poser à M. Quinet.

XLIX

28 octobre.

LES VERTUS.

Un de ces penseurs du siècle dernier, qui ont mis en circulation tant de bourdes, Montesquieu, je crois, disait qu'il faut en monarchie plus d'honneur, en république plus de vertus. A le bien peser, l'axiome vaut tout juste les bons propos de M. de Lapalisse, dont le sentencieux auteur de l'*Esprit des lois* se fait disciple aussi souvent qu'un autre. Cependant il est certain que la république paraît exiger un certain déploiement de vertus. C'est pourquoi, peut-être, elle ne s'acclimate pas aisément parmi les peuples libres-penseurs.

Pas de culottes et beaucoup de vertu! c'était le

cri de la première république. Robespierre dut sa puissance au renom d'incorruptible. Danton, Marat, Saint-Just, tous, affichaient fort le goût de la vertu. La république de 1848 mit aussi la vertu à l'ordre du jour ; et semblablement nos guides d'aujourd'hui prennent soin de nous dire qu'ils ne ressemblent pas aux corrupteurs qui les ont précédés. Leurs affiches ne nous permettent là-dessus aucun doute. Ils sont contents d'eux-mêmes et se donnent journellement à eux-mêmes les meilleurs certificats. On ne finirait pas, s'il fallait énumérer tous les bons conseils qu'ils nous prodiguent avec l'autorité de la vertu : obéissance, frugalité, dévouement, etc., etc.

M. Arago, le vieux, ancien chorége des danses légères, aujourd'hui maire des maires, rend témoignage à cette cohorte qu'il a choisie. Ils sont parfaits, et leurs adjoints sont parfaits : *Mes petits sont mignons!* C'est Cornélie, mère des Gracques. Comme cette Romaine montrant ses enfants à des femmes vaines de leur parure, Paris, dans la personne du grand maire Arago, montre le bon Greppo, le bon Bonvalet et les autres : Voilà mes trésors!

Donc, la république de 1870 est proprement le régime de la vertu. Elle exige des vertus, et l'on s'est mis en mesure. Sous la république de 1848, nous eûmes l'occasion d'écrire un article intitulé : *On demande des vertus*. Nous n'avons pas à refaire cet article. Nous sommes munis. Tout ce qui tient un poste quelconque étant vertueux, archivertueux, le reste suivra :

Regis ad exemplar...

Le *Siècle* suit, oui, le *Siècle !* Après avoir joué tant de mauvais tours à cette pauvre vertu, jusqu'à obtenir du peuple une statue publique pour le monarchien obscène Voltaire, voilà que le *Siècle* aussi marche dans le raide sentier, ou plutôt il s'élance. Comme le cheval de Job impatient de guerre, le *Siècle* est impatient de vertu. Allons ! Il ne rêve que dévouement, abnégation, sacrifices de tout genre. Il presse ses belles lectrices, auxquelles naguère il arrachait cinq sous pour faire couler son Voltaire, de vendre aujourd'hui leurs bijoux pour faire fondre des canons.

Il nous est bien agréable (sauf la circonstance) de voir les Parisiens entrer, *Siècle* en tête, dans la voie du renoncement et du dépouillement. C'est la voie de l'Évangile. Si c'était tout à fait volontaire, ce serait tout à fait cela. Ces indisciplinables Parisiens se soumettent vraiment de bonne grâce au *compelle intrare*. Ils ferment leurs boutiques et observent le repos du dimanche ; ils ne perdent plus leur temps dans les cafés et dans les théâtres ; ils gardent la soirée en tête-à-tête avec leurs épouses défardées, décerclées et déchignonnées. On ne s'était pas peut-être marié pour jouir de ces longs entretiens intimes : on s'y soumet comme si on l'avait prévu. Dans Isaïe, Dieu irrité annonce aux femmes d'Israël qu'il leur fera déposer leurs onguents, leurs crinolines, leurs faux cheveux : elles doutaient fort que Dieu fût assez puissant pour cela : c'est fait, et ce qui est plus merveilleux, les prêtres de Baal disent : Déposez encore les bijoux ; et le consentement est

donné, et l'on ne s'étonne même pas de n'en point mourir. D'autres merveilles éclatent. On ne va plus dans les bois sacrés; on ne sort que pour raisons graves, et le moins possible; et de plus en plus la sobriété règle les repas. Les Parisiens connaissent la vanité des biens de ce monde, la vanité de la gloire et des fortunes humaines. Ils donnent des vêtements aux pauvres, ils paient gracieusement des dîmes effroyables, et non-seulement le courant, mais le long arriéré. Ils sont pleins de mépris pour Sardanapale et pour Nabuchodonosor; ils conviennent en général, de la façon la plus décente, qu'on est encore trop heureux d'avoir des salaisons quand la viande fraîche vient à manquer.

En fait d'équivalents, ce peuple délicat accepte tout, sauf pourtant les conférences de M. le pasteur Pressensé. Sous cette forme, la viande de cheval ne passe pas. Il est d'ailleurs certain que les prophètes n'avaient point annoncé le genre de châtiment, dur et sans nul profit. Bref, l'on doit avouer que, si les Parisiens viennent à confesser leurs anciennes fautes, on ne saura plus quelles vertus leur désirer.

Mais il faut que cet état, ou plutôt ce bénéfice se prolonge quand ses causes accidentelles auront disparu. Lorsque nous ne serons plus dans le lavoir, il faut tâcher de garder la propreté qui, de l'aveu de tout le monde, est si nécessaire à la République. Sans vertu, point de république.

Or, on ne peut se dissimuler que nos vertus actuelles ressemblent à celles que nous proposent les conseils évangéliques, y tiennent même de près, et

ne peuvent se perfectionner et subsister qu'en se rattachant tout à fait à l'ordre et à la fécondité de l'Évangile. Aujourd'hui c'est un peu le Prussien qui garde la république. Quand le Prussien n'y sera plus, pour garder la république, c'est-à-dire la vertu nécessaire, ce ne sera pas trop du bon Dieu. Nous recommandons ce point de vue au gouvernement de la défense nationale.

A commencer par *liberté*, *égalité*, *fraternité*, — et *patience*, tout vient de l'Évangile. Le blanquisme n'en veut pas convenir ; mais il y a du brutisme dans le blanquisme, et il ne faut pas s'arrêter aux propos de ces oisons enragés. Vivre de peu, assister ses frères, se sacrifier au bien public, longuement et toujours, fondre le veau d'or pour en tirer ou des balles ou du pain, c'est ce que l'Évangile enseigne et cela n'est pas facile à faire. A peine trouve-t-on quelques hommes bien nés comme M. Mottu, M. Bonvalet et M. Arago l'ancien qui se puissent passer de croire à l'existence de Dieu et d'attendre ses récompenses pour pratiquer quelques vertus et faire le bien.

Quand M. Arago menait son théâtre léger, il recevait gratuitement tous les pauvres aux premières places, et ne prélevait sur la recette que le strict nécessaire pour acheter le pain dur et l'oignon cru dont il vivait. M. Bonvalet n'allumait ses fourneaux que pour y cuire son cœur, qu'il distribuait gratis aux indigents. M. Mottu faisait des choses non moins belles, dont les témoins à décharge déposeront s'il a jamais un procès. On sait aussi que M. Blanqui est remarquable par la façon dont il pratique le pardon des

injures : il a totalement pardonné à la société de l'avoir amnistié dix fois pour divers actes de vertu qu'il a commis et que l'imbécile société range au nombre des crimes ; et il ne veut être dictateur que pour se charger du bonheur de ses juges. Ils sont tous ainsi, ce sont de grandes âmes qui n'ont pas besoin de Dieu.

Mais le genre humain n'est point pâtissé de cette farine choisie. Il lui faut des croyances, une attente, un Dieu juste. Sans quoi point de vertu, et sans vertu point de république. Avec la vertu « gratuite et obligatoire, » c'est-à-dire sans appointements ici-bas et sans justice et sans récompense dans l'autre vie, téméraire serait celui qui oserait garantir la persévérance républicaine même de Greppo, et la patience même de Joseph Prud'homme, administré de Greppo trônant dans sa mairie payante.

L

29 octobre.

ABOLITION DE LA CROIX D'HONNEUR CIVILE.

Nous louons le décret qui réserve la décoration de la Légion d'honneur aux services militaires et aux actes de bravoure et de dévouement accomplis devant l'ennemi. Nous espérons que les *civils* ne seront pas fâchés de n'avoir plus à solliciter cette distinction, dont la privation et l'obtention avaient égale-

ment leur côté fâcheux, puisque d'une part on semblait avoir démérité en quelque chose, et que de l'autre on devenait toujours un peu suspect d'avoir servi ou voulu servir à autre chose qu'à la chose.

Quant aux civils qui se trouvent pourvus du ruban, ils passent tous au rang de vieux braves, ce qui ne peut que les flatter, particulièrement les gens de lettres et artistes attachés aux plaisirs du public. Les voilà dispensés de dire quels ouvrages leur ont valu l'honneur.

Il serait décent aux membres du gouvernement qui portent le ruban rouge (il y en a bien quelques-uns, sur treize), et qui ne sont responsables d'aucune action d'éclat en présence de l'ennemi, de défleurir tout de suite leur mamelle gauche. Nous exprimons le même vœu en faveur des maires, adjoints et officiers civils et incivils de toutes sortes qui ont poussé depuis le 4 septembre. Les blés républicains auront meilleure mine, débarrassés de ces innombrables coquelicots.

LI

Même date.

AVEU TOUCHANT LA SOUSCRIPTION POUR LES CANONS. — PLAINTE DU CITOYEN ROCHER.

M. Passedouet, l'un des sous-maires aragotins, commence à livrer le secret de certains quémandeurs

très-ardents des 1,500 canons patriotiques, dont la fourniture bénévole nous est recommandée avec tant de zèle par toutes les municipalités aragotines. Il confesse naïvement que ces canons leur sont nécessaires non-seulement pour chasser les Prussiens, mais encore pour anéantir les complices desdits Prussiens à l'intérieur, lesquels sont les monarchistes. Or, comme on est suffisamment prussien et monarchiste à leurs yeux dès qu'ils vous déclarent tel, le dessein est visible. Tout simplement, l'aragotie demande aux bonnes gens qui ne veulent pas la servir de lui procurer de l'artillerie pour les mettre eux-mêmes à la raison. Et alors il faudra passer doux devant M. Passedouet.

Il est tout à fait ingénieux, M. Passedouet! Heureux ses administrés, s'il leur procure les 60 grammes de viande que nous attendons si longtemps chez M. Ribeaucourt (1), lequel ne songe, dans un bon sentiment, qu'à nous pousser aux 1,500 canons.

Il y a aussi M. Rocher, délégué de quelque chose, qui se plaint par affiche qu'un « personnage pieux » (?) hésite à donner un commandement à Garibaldi. Il paraît qu'on laisse Garibaldi fainéanter et faisander à Tours, et le citoyen Rocher en éprouve un mortel chagrin. Il invite les Parisiens à lui fournir une légion garibaldienne, et il leur indique l'endroit où ils pourront s'inscrire.

Qu'il y eût un certain nombre d'inscrits, cela ne

(1) C'était le maire de notre arrondissement.

nous étonnerait pas en ce moment, surtout si l'on délivre des rations en attendant le départ. Mais c'est le départ que nous voudrions voir.

Et pourquoi M. Rocher est-il venu coller son affiche à Paris, et non à Tours et dans les environs? Est-ce que la France départementale serait assez dépourvue de matière garibaldienne pour n'en pouvoir pondre ce qu'il faut?

Ou bien M. Crémieux serait-il le personnage pieux qui refuse une légion à Garibaldi?

Si M. Rocher veut donner des éclaircissements, nous les accueillerons, et s'il veut nous envoyer son affiche, nous la publierons. Rassasiés d'aventures et de merveilles, nous serions cependant curieux de voir Garibaldi décomposer une patrouille prussienne et nous ferons volontiers ce qui dépendra de nous pour en avoir le régal, — à la condition toutefois que Garibaldi ne commandera pas en français.

LII

30 octobre.

SOMMATIONS DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE. — REFUS.

Nous avons parlé de certaines exhortations municipales à la charité, qui se nomme maintenant *Assistance*, terme plus philosophique et plus civique. Voici une de ces exhortations, signée de M. le président de « l'assistance nationale et patriotique du septième

arrondissement. » Le style en est pompeux..... et négligé.

L'hiver arrive doublé de la famine. Les bureaux de bienfaisance, déjà insuffisants d'habitude, sont débordés par le flot de misères que le siége a créées, que le froid va rendre plus affreuses encore et qui, du reste, sont au-dessus de son ressort, puisqu'elles ont une cause patriotique. (?) Sachons donc, dans ce moment hérissé de difficultés héroïques, grandir nos efforts et les élever à la hauteur des besoins à secourir. La patrie ne saurait laisser périr un citoyen de faim ou de froid ; elle lui donnera la nourriture qu'il n'aurait pas.

Pour atteindre ce noble but, une commission s'est formée dans tous les arrondissements. Celle du septième est déjà à l'œuvre. Trois cantines nationales sont déjà ouvertes dans l'arrondissement, pouvant fournir plus de 6,000 rations gratuites par jour. Incessamment d'autres seront ouvertes.

Mais, pour réussir, la commission a besoin de compter sur tous les dévouements, car elle a à soulager toutes les misères. Elle fait appel à tous les cœurs que l'habitude de la charité a rendus sensibles aux souffrances humaines, à tous les citoyens que leur état de fortune rend capables de contribuer au soulagement fraternel de leurs concitoyens. Dans les circonstances où nous sommes, le riche doit donner son superflu pour qui n'a pas le nécessaire ; l'égoïsme doit céder la place à la fraternité; la misère crée le droit à l'assistance nationale.

Le président : PARISEL (1).

L'affiche de M. le président Parisel est revêtue de cette apostille laconique et impérieuse de M. le maire :

Citoyens,

L'assistance nationale sollicite votre concours; que votre gé-

(1) Ce Parisel, médecin, a été fusillé comme communeux et pétroleux.

nérosité se montre égale aux besoins, afin qu'il n'y ait pas un nécessiteux qui ne soit secouru.

RIBEAUCOURT.

Nous sommes loin de blâmer les intentions et le but de l'assistance dite *nationale* et *patriotique;* mais nous regardons comme un devoir de blâmer fortement ses formes impératives, et plus encore les idées socialistes qui percent sous sa phraséologie emphatique.

Si l'on nous demande de faire l'aumône, c'est bien le moins que l'on nous parle poliment. Le mendiant expose sa détresse, sollicite un secours *pour l'amour de Dieu*, et promet que Dieu le rendra. C'est mieux raisonné, plus court, plus substantiel, plus fondé en droit, plus *spirituel* dans tous les sens que l'amphigouri de M. l'assistancier national et patriotique orné du firman de M. le maire. C'est plus fier aussi. Ce pauvre qui tend la main prie comme David mendiant devant Dieu : *Miserere meî, quia unicus et pauper sum ego.* Mais, en même temps, il parle de la part de Dieu et ne réclame, après tout, qu'un emprunt. Il engage Dieu comme répondant de sa dette : *Dieu vous le rendra!*

Est-ce que M. le président de l'assistance et M. le maire n'ont jamais écouté la prière d'un pauvre, ou n'ont jamais réfléchi à la dignité de ce langage? Nous autres cléricaux, nous sommes instruits à ne la point méconnaître. Il y a un sermon de Bossuet sur « l'éminente dignité des pauvres dans l'Église de Dieu. »

Ce pauvre qui invoque le nom de Dieu fait valoir un titre de frère et d'égal plus ancien, plus authen-

tique et plus durable que toutes les cartes d'électeur qui pourront lui être délivrées à l'Hôtel de Ville. Il fait même valoir un titre de supérieur. Il demande de la part de Dieu, et il est assez puissant pour se substituer Dieu comme débiteur. *Le bon Dieu vous le rendra!* Et nous savons qu'en effet Dieu reçoit en lui, rendra pour lui, rendra en Dieu. *Qui miseretur pauperis, beatus erit.* Plusieurs papes firent mettre cette sentence sur leur monnaie. Semblablement, quand le pauvre est refusé, Dieu le vengera en Dieu. Néanmoins, il convient que le pauvre soit humble et poli, et Dieu dit qu'il a horreur du pauvre rempli de superbe : *Odivit anima mea pauperem superbum.* L'homme n'est point étranger à ce sentiment-là.

Mais si ce n'est pas la charité que l'on me demande au nom de Dieu, si le pauvre superbe ou messieurs ses avocats volontaires viennent superbement semoncer mon « égoïsme de céder la place à la fraternité, » et me sommer de *donner mon superflu*, et enfin me réclamer l'assistance *nationale et patriotique* comme un *droit que crée la misère*, la question change de face. Je me permets alors de prier MM. les avocats d'agir pour leur propre compte comme ils l'entendront, d'immoler leur égoïsme, de donner leur superflu, et de me faire grâce de leurs proclamations.

Qui leur permet de m'accuser d'égoïsme? Que savent-ils si j'ai un superflu, et qui les autorise à me faire sommation de le donner? Mon curé a le droit de me parler et de m'inviter de la sorte; voilà le véritable avocat des pauvres, chargé de cet office par

Dieu même; et mon voisin encore peut m'en dire autant, dans l'intimité.

Mais si le voisin, passant une écharpe qu'il a reçue de je ne sais qui, se met à pérorer et à m'adjurer par affiches, je ne l'écoute plus. Je nie à toute autorité municipale le droit d'intervenir en pareille matière autrement que par la prière la plus discrète ou par les lois.

Existe-t-il une loi qui me proclame égoïste et qui définisse la criminalité de mon « égoïsme? » En existe-t-il une qui définisse mon « superflu » et qui m'oblige à le donner? En existe-t-il une qui déclare que « la misère a créé l'assistance » et que l'assistance est obligatoire? Alors exécutez ces lois. Si elles n'existent pas et si elles vous paraissent indispensables, proposez-les, on verra s'il y a lieu de les faire. Mais, en attendant, contentez-vous de vous exécuter vous-mêmes et ne vous ingérez point, s'il vous plaît, de me fixer des vertus qui ne sont nullement requises par les lois. Au temps où nous sommes, ces façons d'agir sont de véritables excitations à la haine entre les diverses classes de citoyens.

Pour parler franchement, nous n'avons aucune pente aux œuvres nationales, patriotiques et humanitaires des municipalités provisoires. Constituées en parti agressif, elles nous demandent du ton le plus rogue et le plus menaçant de leur fournir ce qui leur manque pour devenir puissance définitive. Des canons afin d'armer M. Blanqui et M. Passedouet, des charités afin de les munir de titres électoraux et de tout ce qu'il leur faut pour qu'ils deviennent maîtres de tout,

c'est trop à la fois. Quelque patience que les circonstances puissent conseiller envers ces messieurs, il est plus prudent encore de les avertir que leur crédit a des limites et qu'il ne leur suffit pas de rouler les yeux. C'est plus qu'un ennui et une humiliation, c'est un très-grave péril de toujours se rendre à quatre uhlans. Donc, rien aux municipalités, jusqu'à ce qu'elles aient ouvert leurs mystères, et que particulièrement la politique et les matières d'argent y soient contrôlées.

Nous honorons, sans les connaître, les membres de l'assistance du septième arrondissement, et nous savons qu'on peut être excellent distributeur d'aumônes sans posséder une littérature superflue; mais nous aimerions à posséder quelques lumières sur les doctrines religieuses des hommes obligeants qui s'offrent à visiter, de notre part, les membres souffrants de Jésus-Christ. Il ne nous conviendrait pas tout à fait qu'ils fussent de l'école de ce citoyen maire Clémenceau, qui défend à *ses* instituteurs de conduire les enfants à la messe.

Remplacer la charité chrétienne par l'assistance patriotique obligatoire, l'Église par la municipalité, et le Père « qui est aux cieux » par le citoyen maire de l'arrondissement, lequel se flatte de ne pas croire en Dieu, c'est le moyen de créer le *pauper superbus* qui n'est aimé ni de Dieu ni des hommes; ce n'est pas du tout la bonne manière de servir la société, la pauvreté ni la fraternité.

Quand les quêteurs de l'assistance nationale et patriotique monteront chez nous, nous n'oublierons pas

que « l'hiver arrive doublé de la famine, » et certainement nous ne les laisserons point redescendre les mains vides. Il nous en coûterait trop de renvoyer de braves gens qui prennent la peine d'aller de maison en maison pour le service du prochain. Nous leur donnerons, non de notre superflu, étant en ce moment fort loin de gagner nos six francs par jour (1), mais de notre nécessaire. Seulement, ils voudront bien accepter l'offrande pour l'amour de Jésus-Christ, *Pater pauperum*, né dans une crèche et mort sur un gibet.

Nous les prions d'être persuadés qu'il n'y aura de notre part en ceci rien du tout de national ni de patriotique, ni le moindre dessein de nous rendre aux exhortations de la municipalité. Et même nous devons dire que si, au lieu de l'honorable M. Ribeaucourt, à qui, en somme, ses administrés n'ont rien de grave à reprocher, il nous était tombé des mains de M. Arago ce qui est tombé ailleurs, nous nous ferions un véritable devoir de ne point lâcher un sou. Il nous semblerait beaucoup plus correct de doubler la part des Petites Sœurs des pauvres et celle de M. le Curé.

(1) C'était le gage des assistants de mairie.

LIII

1er novembre.

L'AFFAIRE DU 31 OCTOBRE.

Le parti de la Commune, où brillent MM. Flourens, Blanqui et Pyat, avec M. Arago, maire, dans la pénombre, nous a donné une triste et honteuse journée, suivie d'une triste et honteuse nuit. Le gouvernement de la défense nationale a été prisonnier dans l'Hôtel de Ville, prisonnier d'un autre gouvernement, maintenant, en partie, prisonnier à son tour. C'était la garde nationale qui défaisait le gouvernement ancien (ancien de quarante jours), le retenait captif et faisait le gouvernement nouveau ; c'est la garde nationale qui a délivré le gouvernement ancien et renversé le gouvernement nouveau ; tout cela, d'ailleurs, sans tirer un coup de fusil. On dit que, d'un côté, M. Robinet, maire, de l'autre, M. Picard, ministre, ont joué chacun un grand rôle. M. Garnier-Pagès s'est évanoui, M. le général Trochu a été insulté, M. Blanqui aurait été crossé sur la figure et tiré par sa barbe blanche ; M. Jules Favre passe pour avoir eu la bouche fermée d'un coup de poing. Une bouche si éloquente ! Personne de mort. Corporellement, chacun semble être rentré dans son domicile et même dans son ministère. Politiquement, s'il y a quelqu'un debout, on l'ignore, s'il y a quelqu'un par

terre, on n'en sait rien. Journée des dupes, terminée sans que l'on puisse dire au juste qui est dupe. Hélas! et les Prussiens sont là, qui regardent et attendent!

Ce matin, à huit heures, nous lisions des affiches apposées pendant la nuit, signées de MM. Dorian, Schœlcher et Arago, maire, suivi de ses adjoints, formant une sorte de *Commune* provisoire, qui convoquaient les électeurs aux mairies pour élire *aujourd'hui même* la Commune définitive. A neuf heures, des patrouilles arrachent ces affiches, et le *Journal officiel*, sans décommander l'élection, avertit les citoyens de ne pas se rendre aux convocations hâtives. En même temps, les tambours battent le rappel; en même temps, nul ne sait si M. Dorian est toujours ministre, si M. Schœlcher est toujours colonel de l'artillerie de la garde nationale, si M. Arago est toujours maire et ses adjoints toujours adjoints. Peut-être que rien n'est changé dans leur situation. Hier soir, ils collaient leur affiche poilue : « Je suis souris, vivent les rats! » Ce matin, la patrouille arrache leur affiche; qu'à cela ne tienne : « Je suis oiseau, voyez mes ailes! »

Il paraît, cependant, que le farouche docteur Robinet, maire du sixième arrondissement, n'a point voulu se raser. Son affiche, signée d'un « comité républicain » anonyme, approuvé de lui, mettait le gouvernement « hors la loi » et lui accordait trois jours pour se retirer. Le gouvernement reste, M. Robinet donne sa démission, il s'écoule. Ce même Robinet, au commencement du mois, n'étant que simple adjoint,

avait par une autre affiche mis l'Allemagne « au ban de l'humanité, » et donnait à chacun de nous licence de la détruire. L'un des motifs de sa haine contre l'Allemagne, c'est qu'elle le dérange, lui Robinet, dans la salutaire opération de « remplacer la théologie par la science ! » L'espèce rouge dépasse de beaucoup les limites anciennes de l'absurde. Mais, hélas ! les Prussiens sont là, regardant couler ces robinets.

Il faut pourtant que nous sortions de ce martyre et que le combat et la mort reprennent leur dignité. Pour l'amour de Dieu et de la France, par respect du passé, par respect de la postérité, et afin que nos enfants qui auront tant à pleurer n'aient pas trop à rougir, nous adjurons M. le général Trochu et ce qu'il peut y avoir de gens de cœur dans le gouvernement d'aviser à nous procurer au moins une fin décente. Succomber honnêtement, voilà le dernier vœu de la population saine de Paris ; elle y voit le dernier moyen de ne pas mourir à jamais.

Que le gouvernement donc prenne l'autorité ! qu'il écarte ces misérables séditieux, impies envers la patrie mourante ! qu'il réduise à l'impuissance les gredins escortés d'imbéciles et les imbéciles armés de gredins ; qu'il gouverne enfin la défense nationale et prenne les responsabilités qu'il a osé assumer le 4 septembre.

« Nos frères » nous invitent à faire des sorties. Ils nous crient une parole célèbre : *Egrediamur foras !* qu'ils en aient le contentement. Mais l'on ne veut pas qu'ils *ordonnent* les sorties, parce que l'on veut qu'ils en soient. On se souvient qu'Abel eut tort de

sortir seul avec Caïn, et il est bon qu'Adam soit là pour diriger et surveiller ces promenades fraternelles.

LIV

1er novembre.

METZ PERDUE.

Les désolantes nouvelles tombent comme la pluie du ciel irrité. Nous apprenons à la fois la reddition de Soissons, celle de Saint-Quentin, hélas ! et celle de Metz. Bazaine et son armée étaient une digue et une grande espérance ; la digue est emportée, l'espérance anéantie, le torrent roule sur nous. Dans le même moment, l'avantage trop célébré du Bourget devient un échec, et cet échec, aussi insignifiant que la victoire, reçoit de la circonstance les proportions d'un désastre. Dans le même moment encore, pour nous montrer quels hommes sont ceux qui conduisent nos destinées parmi de telles catastrophes, notre gouvernement de Tours fait de Garibaldi un généralissime français, et notre gouvernement de Paris fait de Voltaire un des dieux de la France. Nous tombons dans le gouffre meurtris et sanglants, des mimes à notre tête, agitant leurs marottes. Nos malheurs sont avilis.

Notre situation offre les deux caractères de la souffrance stérile et de la ruine incurable. Nous pou-

vons dire, comme Israël puni : Seigneur, vous nous avez soumis au joug des hommes néfastes, *Imposuisti homines super capita nostra*, et comme le paralytique de la piscine : Nous ne guérirons pas, parce que nous n'avons pas d'homme pour nous jeter dans la source de salut, *Hominem non habeo.*

Cependant la piscine est ouverte, et l'ange de Dieu agite les eaux. Ne viendra-t-il point d'homme? Un homme pourrait encore nous sauver; il suffirait peut-être de le demander à Dieu et de faire un effort. Tout est compromis, mais rien n'est perdu.

La force de Paris demeure ce qu'elle était hier. Le rempart n'est point entamé, les vivres et les provisions de guerre ne sont point épuisées. Un acte de foi en Dieu et aux destinées chrétiennes de la patrie, un généreux abandon de tous les dissentiments politiques, ou tout au moins un armistice sincère entre toutes les opinions qui se peuvent débattre plus tard, la concentration de toutes les forces dans une main uniquement chargée de résister et d'écarter tout ce qui n'est pas la résistance à l'ennemi extérieur, cela suffirait pour faire face à des périls encore plus grands, donner à la France le temps de se relever. En tout cas, nous succomberions avec honneur, notre dernière bouchée de pain mangée et notre dernière cartouche brûlée.

Paris ne peut traiter, ne peut capituler tant qu'il lui reste un moyen quelconque de tenir. On a tant crié contre la hâte de Nancy et tant exécré la trahison de Sedan! Paris ne peut s'ouvrir comme Nancy à un ennemi qui cherche encore la porte, ni imiter Napo-

léon à Sedan, livrant ce qui reste de la France. Ou que l'ennemi se retire emportant des trophées parmi lesquels ne sera pas tout notre honneur, ou qu'il entre à la pointe de l'épée, comme dans cette pauvre petite ville héroïque de Châteaudun, nous apportant lui-même l'honneur avec la mort !

Il ne faut pas que Paris s'y trompe. Si parmi ceux qui lui parleraient de capituler, quelques-uns le tentent en le flattant de sauver sa fortune et de revoir sa splendeur, la capitulation n'aura point ce résultat. Au contraire, elle détruira la fortune et éteindra la splendeur plus vite et plus irrémédiablement que ne ferait l'entrée violente de l'ennemi. La France reprochera à Paris bien des choses ! Elle lui reprochera d'avoir été plus prompt à lui donner des révolutions que constant à lui procurer le temps de se défendre. Elle ne viendra pas rebâtir ces murailles qui se seront ouvertes d'elles-mêmes trop tôt; elle ne laissera pas son cœur, sa fortune et sa vie dans un lieu de plaisir où le seul bruit du canon et la seule privation des flûtes suffisent pour faire brèche et laisser passer l'ennemi.

Par le fait, depuis 89, il y a toujours eu un roi de France, et il n'y en a eu qu'un seul : c'est Paris. La France lui a été dévouée et obéissante, ne lui a refusé ni tributs, ni sang, ni sacrifices, ni caprices. Mais le moment est venu pour Paris de payer de sa personne. S'il veut conserver son empire, qu'il se gouverne en sage, qu'il obéisse en soldat, qu'il combatte et qu'il vainque ou succombe en roi !

LV

A MONSIEUR LE GÉNÉRAL TROCHU, GOUVERNEUR DE PARIS, PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Général,

Demain, j'irai voter pour vous conserver à la tête du gouvernement et conserver le gouvernement avec vous. Je dirai OUI.

Mais je l'avoue, général, et ma conscience, puisqu'on l'interroge, a besoin de s'en décharger à haute voix : en votant le maintien du gouvernement, en faisant mon possible pour que la majorité soit éclatante, je n'agirai pas par amour pour vos collègues, ni même, quoique je vous honore, avec une entière confiance en vous. Passez-moi l'expression et pardonnez-moi la pensée : Vous n'êtes point mon homme.

On vous reproche d'être « clérical. » C'est bien injuste envers vous. Si je pouvais me prendre pour quelque chose, j'ajouterais que ceux qui vous accusent d'être clérical comme moi sont également injustes envers moi.

Encore que vous soyez le plus honnête homme du monde, et bon et ferme chrétien pour vous-même, prêt, je n'en doute pas, à mourir plutôt que d'abju-

rer la foi du Christ, vous n'avez point, selon moi, la qualité et la quotité de foi sociale que nous devons tous à l'Évangile. Vous en avez ce que tolère le monde, vous n'en avez pas ce qu'il faut à la société. Si je me trompe, tant mieux pour vous et pour nous. Mais je dis comme je pense, et je pense comme je vois.

Je ne vois rien du tout dans vos actes publics qui me déclare que l'Évangile soit pour vous la loi du salut politique autant que celle du salut particulier. Vous croyez qu'il est permis et même urgent de n'être chrétien que dans la vie privée. C'est l'essence du poison révolutionnaire; c'est par là que la révolution trompe les intelligences et dissout les consciences à qui ses autres maximes et pratiques font horreur. C'est ce poison surtout qui tue la société. Il paralyse les cœurs et les bras qui pourraient la sauver. Il ôte aux hommes de bien le sens vigoureux du juste et de l'injuste, il affaiblit en eux la majesté généreuse de la foi, il leur interdit la grandeur, il les ravale aux incertitudes, aux compromis, à toutes les fausses habiletés de la pauvre raison humaine, si mesquine et si profondément déraisonnable lorsqu'elle éteint le flambeau que Dieu lui a donné.

Vous avez bu ce poison. Vous vous êtes allié à des hommes qui ne pouvaient voir le flambeau et de qui vous ne pouviez accepter le bandeau. Ils ont avec une lâche emphase abandonné le Pape. Vous avez sans doute craint alors de voir crouler la France, et cependant vous êtes resté avec eux, sans leur imposer au moins le silence que justifiait peut-

être notre propre malheur. Ils ont voulu persécuter l'Église, ou ils l'ont souffert; vous l'avez souffert aussi. Ils ont laissé les hommes que vous savez insulter le crucifix dans les écoles; ils ont laissé ces mêmes hommes arracher des déclarations d'apostasie à de misérables instituteurs et à de malheureuses institutrices, auxquels ils voulaient réserver l'éducation des enfants du peuple : vous avez sans doute entendu dans votre conscience que Dieu vous redemanderait ces âmes, et il vous les redemandera; mais la politique est intervenue encore, et vous avez encore cédé.

Ils ont renouvelé cette stupide et insolente farce, dernier legs de l'empire avant Sedan; accentuant le blasphème, ils ont traîné leur Voltaire dans un lieu plus digne de lui. Vous êtes resté, et vous figurez bon gré mal gré dans l'apothéose, entre le seigneur Chevreau et les citoyens Arago et Fonvielle. Vous êtes là, général; l'histoire vous verra là! Et vous êtes aussi dans le brevet de Garibaldi, devenant général français quand Pie IX est prisonnier du roi de Piémont. Et vous êtes encore sur leurs autres papiers. Vous êtes, non, je l'espère, devant Dieu, mais devant la postérité, du nombre de ces hommes qui, sur le calvaire du Vicaire de Jésus, ayant la garde de la France agonisante, permettent que la France soit clouée à la croix du mauvais larron.

Tout cela n'est pas « clérical. »

Jusqu'à présent, je ne me suis pas senti protégé par vous, comme je devais l'être, dans mes droits et dans mon honneur de chrétien et de citoyen. J'ai

senti sur ma tête et sur mon cœur les pieds sales de la canaille, et j'ai désespéré de l'honneur des derniers jours de la patrie.

Avant-hier, quand vous disiez à cette honteuse foule que vous aviez rendu Paris imprenable, je n'ai pas trouvé que vous disiez vrai, parce que vous n'aviez pas rempli le devoir de vous rendre imprenable vous-même.

Néanmoins, général, je voterai pour vous, parce que vos paroles d'aujourd'hui sont meilleures et montrent enfin une résolution trop longtemps et trop vainement attendue. Dans ces paroles, je ne vois pas le chrétien, ni surtout le « clérical » qui ne voudrait ni ne saurait à aucun prix abandonner la cause de l'Église ; mais j'y sens au moins le général et l'homme de cœur qui ne veut pas abandonner la patrie.

Gardez donc le pouvoir, ou plutôt recevez-le, et désormais commandez hardiment. Soyez l'homme de la France, sauvez son honneur. Tenez bon jusqu'à la dernière bouchée de pain, jusqu'à la dernière cartouche, jusqu'à la dernière goutte de sang. On ne vous demande plus la victoire, Dieu la donnera, s'il lui plaît ; on vous demande l'honneur. L'honneur du dévouement et du sacrifice est toujours dans la main qui veut le sauver, et si l'ennemi nous creuse une fosse, l'honneur saura bien en faire un berceau.

LVI

3 novembre.

BLANQUI.

Une forte manie du citoyen Blanqui et de son clan de phraseurs généralement féroces, mais plus généralement ridicules, est de croire qu'ils prouvent quelque chose lorsqu'ils traitent de jésuite quiconque les contredit ou les bride un peu. S'ils consentaient à être moins niais, on serait peut-être moins éloigné de s'entendre.

M. Blanqui, en personne, déclare « jésuites » les trois bataillons du faubourg Saint-Germain qui l'ont dérangé l'autre jour, quand ses affaires étaient si bien emmanchées : « C'est l'armée catholique qui a gagné par une trappe la bataille de l'Hôtel de Ville. Que l'*Univers* illumine. » *Blanqui*.

Eh bien ! jésuites, catholiques, entrés par une trappe. Et après ? N'a-t-on pas le droit d'être catholique autant pour le moins que d'être blanquiste ? Et où est le tort d'entrer par une trappe quand M. Blanqui, dans la maison, barricade la porte ? Il fallait barricader aussi la trappe et empêcher le catholique d'entrer par la fenêtre ou par la cheminée. Lorsqu'il plaît à M. Blanqui de livrer la bataille, pourquoi serait-il interdit au jésuite de la gagner ?

L'*Univers* ne veut pas illuminer pour cette victoire.

Il nous plaît d'économiser les lampions, qui pourront servir à faire de la soupe. La *Patrie en danger* va-t-elle se fâcher, parce que l'*Univers* n'illumine pas quand Blanqui est battu?

Tout cela est bien nigaud. On s'étonne que M. Blanqui, un homme si « fort, » fasse entendre de telles plaintes et emploie de pareils arguments, lorsque ces sortes de plaintes et d'arguments n'assassinent plus.

M. Blanqui semble se regarder du même œil dont le contemplent les pierrots rouges dont il s'entoure. Il est à ses propres yeux un citoyen à part, un pontife, un père de la patrie à qui l'on ne peut toucher sans sacrilége. Il s'accorde tout le respect qu'il refuse à Dieu. Il se persuade que ce sentiment est général.

C'est une grande fatuité et une grande illusion. Pour notre compte, nous ne donnons point du tout dans cette religion-là. A nos yeux et à beaucoup d'autres, M. Blanqui *n'est pas ce qu'un vain peuple pense*. Nous voyons bien sa barbe blanche, ses années de prison, son clan de phraseurs presque tous positivement ineptes. Avec tout cela, il n'est intellectuellement et politiquement qu'un assez pauvre sire, n'ayant jamais bien réussi qu'à se faire enfermer.

Ce qui distingue peut-être un peu M. Blanqui, c'est une certaine nostalgie de la prison. Quand il a vécu à l'air libre pendant deux ou trois mois, il monte un coup pour se faire réintégrer, et il y parvient, non pas toujours sans peine, grâce aux gouvernements qu'il rencontre; mais enfin on le coffre. Il

y a convié depuis trente ans tous les gouvernements, aucun n'a pu s'en défendre.

Accordons que ce parti pris ne manque pas d'une certaine grandeur. Ou dictateur ou prisonnier! S'il avait été dictateur une petite fois, ce serait plus joli. Mais il a perpétuellement manqué la dictature, et il n'est, après trente ou quarante ans, que le prisonnier le plus amnistié du monde.

Il a été honoré par beaucoup de condamnations, c'est vrai; méritées, c'est vrai; voilà sans doute de quoi faire le fier. Mais il ne doit pas oublier qu'il a été défleuri par beaucoup d'amnisties. Méritées ou non, ces amnisties devraient le porter à l'humilité.

Il appelle cela « souffrir pour le peuple. » Libre à lui. Mais libre à d'autres de trouver que le peuple français ne doit aucune reconnaissance à M. Blanqui pour son aptitude à se faire boucler. Si c'est son jeu, d'autres en font les frais. Nous préférons l'aptitude d'un bon joueur de violon, ou même celle de l'homme à la boule. L'homme à la boule aussi souffre pour le peuple, et le jeu est plus périlleux pour lui et moins coûteux pour nous.

Quant aux idées de M. Blanqui, elles sont détestables, mais nous nions qu'il en soit l'inventeur. C'est très-connu, très-usé, et il n'y a pas là-dedans, pas plus que dans tout le reste du parti révolutionnaire, une parcelle de saine nourriture pour la faim intellectuelle du genre humain. Proudhon figurait beaucoup mieux l'animal qui pense! Une seule phrase d'un monsieur du clan Blanqui, dans le nu-

méro de ce jour, nous livre tout l'homme et toute l'école :

Maudit sois-tu, dogme fatal de la Providence, qui, t'infiltrant du surnaturel dans l'humain, tues dans leur germe les initiatives et amènes Jacques Bonhomme à voir des sauveurs là où il n'y a que des bourreaux!

Voilà de leur nouveau, et de leur fort! Nous nions formellement que l'homme qui dit ou laisse dire de telles platitudes soit autre chose qu'un maniaque, et puisse rendre d'autre service à la patrie que celui de se faire habituellement mettre en prison. Le plus clair de son mérite est d'être aux trois quarts fou.

LVII

4 novembre.

VOTE EN FAVEUR DU GOUVERNEMENT. — SCÈNES DE L'HÔTEL DE VILLE.

Hier, le gouvernement a été muni de cette sorte de sacre que peut donner un plébiscite. Sacre à bon marché, peu durable, nécessaire pourtant, et qui manquait trop. On a beau vivre en plein progrès : la conscience humaine a été faite une fois pour toutes. Elle se gâte fort avant; elle ne se transforme pas et ne périt pas, et il reste quelques usages barbares dont elle ne permet point de se passer absolument. Il faut aux pouvoirs humains une certaine parodie de

sacre, une certaine sanction manifeste de Dieu et du peuple. Sinon ils se trouvent sans titre pour remplir leur fonction, et ceux qui ne possèdent le sceptre que pour l'avoir enlevé d'une façon ou d'une autre ne sont que des larrons qui n'osent pas montrer leur butin. C'est le désespoir du pauvre Blanqui : — Quoi! Dieu est si *rien* et le peuple est si bête, et quand je me serai emparé du sceptre, il faudra encore que Dieu me le laisse et que le peuple me dise de le garder, sinon le dernier de mes saute-ruisseaux me le viendra prendre en m'administrant des giffles!

Cela dit pour montrer la persistance de la nature humaine et la permanence des lois sociales, revenons aux événements de l'hôtel de ville de Paris, qui ont rendu le plébiscite indispensable. Ils sont d'un comique sinistre, particulièrement amer. Mais que servirait d'en vouloir écarter la honte? Il nous importe, au contraire, de la déguster.

Donc, l'armée et les drapeaux sont aux mains de l'ennemi, l'ennemi cerne le rempart, l'angoisse est dans les cœurs ; et les séditieux, trouvant le moment favorable, selon l'usage, se déclarent. La garde nationale court à l'Hôtel de Ville, sanctuaire de la République et maison mortuaire de la France.

Elle y trouve M. Flourens, botté et éperonné, se promenant et pérorant sur la table du conseil, entre deux gouvernements, l'un qui se décompose, l'autre en formation. L'un, celui qui s'en va, est le gouvernement régulier : il rassemble notre dernier soldat et notre dernier politique. L'autre, celui qui vient, a pour bras ce fou botté qui pérore sur la table, et ce

vieux chicot de prison, l'illustre Blanqui, occupé à signer papiers sur papiers, afin de pourvoir aux emplois importants de la République. Blanqui nomme des généraux, des ministres, des maires, des commissaires de police. Il donne les clefs de la Banque, les clefs des forteresses, les clefs de nos maisons; et toutes ces clefs peuvent se trouver bonnes, car Flourens et Blanqui ont avec eux des fusils, et dans la ville un peuple et la terreur.

Leurs hommes de main les croient déjà maîtres : ils hurlent, menacent, frappent, pillent; tout à l'heure ils oseront assassiner, et tout sera perdu. Mais quelques-uns ont trouvé le chemin des caves, et peut-être que tout sera sauvé. En effet, pendant que l'homme botté pérore toujours, une partie de ses soldats s'engouffrent et s'attardent aux vignes, se soûlent, sont pris, prennent peur, demandent grâce, et finalement s'en vont la crosse en l'air. Le gouvernement régulier est tiré de peine, nous avons encore un soldat et encore un homme politique; les clefs de M. Blanqui ne valent plus rien; c'est à recommencer.

O risée! ô douleur! Et cela c'est là France! Et l'ennemi regarde par-dessus les murs et voit cela dans Paris! Et s'il se retourne, il voit Esquiros, un Blanqui plus grotesque, régnant à Marseille; et un autre de même espèce, régnant à Lyon; et le capitaine Kératry, généralissime en Bretagne; et à Tours, le vieux juif Crémieux et le vieux pantin Glais-Bizoin s'embrassent avec le vieux reître Garibaldi, tandis que le jeune avocat Gambetta tombe de ballon ministre de la guerre!

Regardons aussi, nous, regardons bien! Regardons cette décadence abominable et cette foudroyante démence. Dans la nuit où nous descendons, emportons ces flétrissures perpétuellement brûlantes. Ayons-les sur le front, ayons-les dans le cœur. Qu'elles ne nous laissent pas de repos, et que la huée de l'Europe nous réveille si nous voulions dormir! A force d'ignominie, il faut que nous confessions la logique inexorable qui nous roule dans cette boue, et que nous sachions à quels maîtres devra enfin obéir une nation qui s'est targuée de ne plus obéir à Dieu. France, France! nation de tant de siècles, de tant d'hommes et de tant de gloire, pliée sous la botte de Flourens en présence du Prussien!

Et ceci n'est point l'aventure ni le mal d'un instant. C'est la profonde maladie révolutionnaire, incurable à tout l'art humain. C'est la Révolution elle-même, la puissance devenue inexpugnable de l'anarchie et de la *cacocratie*. Jusqu'à cette émeute du 4 septembre, qui s'accomplit si facilement et dont les suites menacent d'être si longues et si dures, nous ne connaissions encore la France que révolutionnée. Tout triomphe de la Révolution lui coûtait quelque combat. Depuis 89, quels efforts n'a pas faits la France pour se tirer des mains de la Révolution, quels pleins pouvoirs n'a-t-elle pas livrés? Mais tous ceux à qui la France a demandé sa délivrance de la Révolution appartenaient eux-mêmes à la Révolution, ou n'ont pas tardé d'embrasser ses maximes. Tous ont donné leur coup et fourni leur engin pour arracher Dieu de l'âme française. La France est sortie moins chré-

tienne, partant plus révolutionnaire, des mains du premier Bonaparte, des mains de la Restauration, des mains de Louis-Philippe, des mains du second Bonaparte, qui fut surtout un séide humanitaire; et la voilà révolutionnaire absolument, sans Dieu, sans tête, et peut-être, hélas! sans cœur. Ce démocrate en bottes, et qui n'a de luisant que ses bottes, se promenant sur la table du conseil, tandis que sa bande distribue des coups de poing et pille les petits meubles; ce caporal de voyous, de Vandales et d'ivrognes, monsieur Flourens, à meilleur titre que Louis XIV, Napoléon et Blanqui même, peut dire : L'État, c'est moi; la Révolution, c'est moi; et Voltaire, et Paris, et la France, c'est moi. Je me moque de Dieu, je me moque des gouvernements, je me moque de la patrie. Je mets mes bottes, je monte sur la table du conseil, je pérore et je fais des révolutions, et je suis MOI!

Elle était là tout entière la France révolutionnaire, et elle pouvait se reconnaître dans toutes ses nuances, depuis le catholique libéral qui récuse l'autorité sociale de l'Église, jusqu'à l'athée brut qui veut abolir Dieu. Pas une figure qui ne représentât la Révolution, ses orgueils, ses insolences variées et obstinées envers la vérité, ses trahisons sans nombre envers les besoins éternels du pauvre genre humain, son incommensurable sottise, son irréparable désarroi, son châtiment terrible dont elle ne sait pas même comprendre la cause, et dont elle ne profitera point. Voilà ces docteurs et ces infaillibles qui ont si peu cru à Dieu et tant à eux-mêmes, qui ont été si satis-

faits de leur sagesse et si pleins de leur gloire, qui ont pensé que ce n'était rien de renverser l'autel, et qu'ils se substitueraient au sacerdoce et à la divinité et referaient un monde. Voilà M. Jules Favre, qui a donné de notre part Rome à Victor-Emmanuel, et qui a reçu en échange Garibaldi. Voilà M. Jules Simon, qui se servait si bien du maire Mottu et qui laissait tomber des coups de canne sur le crucifix : il vient d'être orné d'une paire de soufflets. Voilà M. Arago, qui promenait dans Paris la statue de Voltaire, parce que Voltaire nous a « enseigné à vouloir. » Il voudrait, pour le moment, trahir, mais sa volonté n'ayant pas suffi, Voltaire lui enseignera tout à l'heure bien plus aisément la volonté de se rendre pour trahir une autre fois. Voilà le terrible Blanqui prêt à lâcher de sa poitrine le souffle qui renverse les allumeurs de cierges; mais un « sacristain » va tout à l'heure lui donner une courbature, et il sera heureux de rencontrer ensuite un jésuite qui lui apportera un verre d'eau; et ce qui est cruel pour Blanqui, c'est que Dieu tiendra compte à ce jésuite de ce verre d'eau. O Blanqui! ayant bu l'eau du jésuite et l'ayant trouvée si nécsesaire et si bonne, lisez l'histoire de l'homme qui implorera éternellement une goutte d'eau et qui ne l'obtiendra jamais! Voilà, pêle-mêle avec les hommes de Flourens, l'honnête et fier peuple parisien, bourgeois, rentier, avocat, ancien gros marchand ou grand fonctionnaire, armé de son fusil, cuirassé de garanties constitutionnelles, palissadé de toutes les sécurités de 89, de la civilisation et de la science, qui l'assurent

d'avoir toujours un gouvernement de son choix et du bœuf à la mode, sans aucune obligation de rien demander à Dieu; mais peut-être qu'il faudra demander quelque chose à Blanqui ou au roi Guillaume. Tous ces hommes, la semaine dernière, croyaient posséder une armée, une administration, un peuple, une patrie. Il n'y a rien! Rien que le Prussien autour des remparts et Flourens botté sur la table du conseil.

Les gens de Flourens ayant bu, Flourens a glissé sur le parquet, le gouvernement prisonnier a été délivré, et c'est le gouvernement Blanqui et Flourens qui se décompose. Si Flourens était sorti à cheval, Rochefort à sa droite, et tous deux proclamant Blanqui, que serait-il arrivé ? Flourens sur le parquet, il était à craindre que ses hommes dégrisés ne le relevassent sur la barricade. On y a pourvu. On a fait bien vite ce plébiscite, qui ne permet plus autant à Flourens de tenter contre le gouvernement républicain ce que le gouvernement républicain a fait contre l'Empire. On a mis l'emplâtre. Hélas! qui guérira la plaie?

Enfin la rue est tranquille, on a cessé de battre le rappel et la générale; il y a un gouvernement, un chef. Nous avons devant nous quelques jours et tout citoyen de Paris peut espérer que ce soir sa tête sera encore sur ses épaules et ses pieds sur un lambeau du sol de la patrie. Quant à l'avenir, l'avenir de demain, Dieu le connaît. Mais ce que nous ne pouvons plus ignorer, c'est qu'il existe parmi nous deux impiétés mortelles, et qu'à l'impiété envers Dieu s'est ajoutée l'impiété envers la patrie.

Dieu nous est témoin que nous ne maudissons personne. Après un siècle et plus de déviation, le péché d'un peuple devient une maladie plus qu'un vice; et, même parmi ceux qui poussent en avant dans la mauvaise voie avec une ardeur sauvage, il y a beaucoup plus d'insensés que de vrais coupables. Ce n'est pas le Prussien qui nous conquiert ni le révolutionnaire qui nous tue, c'est la Révolution. La Révolution est la grande impiété, le grand crime qui a perdu la patrie. Que seraient un Flourens, un Blanqui et tant d'autres, sans cette immense perturbation des intelligences qui les fait monter à la surface et leur permet d'y rester? Ce quelque chose d'inconsistant et d'avili que le Prussien peut battre et que le révolutionnaire peut prendre et tenir, cette triste proie de la force et de la sédition, ce n'est plus la France du Christ, c'est la France de la Révolution. Elle a gardé le nom, elle a répudié le cœur. Au bout de cent ans, la Prusse hérétique vient, suivant la prédiction et le vœu de Voltaire, prendre possession du présent que l'enfer lui a fait le jour où la France a permis que Voltaire travaillât à la séparer du Christ.

Que ceux qui ont consenti à l'apostasie, sans prévoir la défaite, s'irritent contre les mains qui précipitent et déshonorent l'agonie. L'heure est venue. Elle a sonné quand l'homme de Sedan a retiré le drapeau français du premier et du dernier poste d'honneur qu'il ait occupé en ce monde. Il a capitulé devant la Révolution, à Rome, ce fut le préliminaire de Sedan. Beaucoup ont applaudi le jour de la capitulation de Rome ; peu ont réclamé. Nous avons

connu ce jour-là, nous fils et sujets du Christ, que nous étions dépossédés de la France par un jugement de Dieu, terrible pour nous comme pour les autres, mais non pas inexorable. Perdant l'illusion chère qui nous montrait encore une France du Christ dont nous étions les citoyens, et comprenant que nous n'y demeurions qu'à titre de captifs tolérés, nous n'avons pas cependant perdu l'espérance. Nous n'abdiquons ni pour le Christ ni pour nous. Dans la France étrangère au Christ, nous saurons être la France du Christ, et cette France vivra toujours. Nous avons trop à prier pour prendre le temps de maudire. Maudit soit seulement le crime ; maudite soit la Révolution parce qu'elle a défait la France en la séparant du Christ.

Et que ceux qui veulent comme nous la résurrection viennent avec nous. Qu'ils viennent à l'autel du Christ. Nous saurons leur dire où il est ; nous connaissons la catacombe et le lieu où le Christ est vivant. Là nous leur montrerons le vrai tombeau qui doit se rouvrir un jour. Ils sauront que la France n'est pas morte, et ils connaîtront l'impuissance de la mort.

Mais partout ailleurs où ils croiraient trouver encore les restes de la France, il n'y aura que des pourritures que ne feront revivre ni le sang ni les larmes, et près desquelles s'épuisera en vain tout l'art des nécromants. Les nécromants n'évoqueront que des fantômes prompts à disparaître, plus faits pour emporter les espérances que pour laisser la consolation. Il faut aller à Celui qui seul est la voie, la vérité et la

vie ; à Celui qui se trouble de pitié quand nous pleurons et qui pleure avec nous, et qui obéit quand nous prions. Nous lui dirons : Si vous aviez été là, notre France ne serait pas morte ! Il nous donnera la force d'ôter la pierre, il prononcera la parole à qui la mort doit se rendre : *Veni foras !* Et la France apparaîtra, tenant à la main cette épée de Clovis, qui frémissait au récit de la passion du Christ.

O Christ ! Dieu et roi éternel des Francs, *parce populo tuo !* Oubliez nos crimes, tirez-nous des ignominies de cette mort, rendez-nous l'épée de notre baptême, l'épée qui frémissait quand on parlait de votre supplice, et souvenez-vous que la France naissante s'écriait : Que n'étais-je là !

LVIII

5 novembre.

PERSÉCUTION CONTRE LES AUMONIERS.

Pour alléger autant qu'il pourrait le fardeau de l'oisiveté militaire, si pesante durant les siéges, surtout le soir, l'aumônier du fort d'Aubervilliers avait organisé quelques exercices religieux dans l'église neuve, à Saint-Denis. Les nombreux soldats qui s'y réunissaient chantaient des cantiques et ensuite écoutaient une exhortation propre à les distraire et à les fortifier. En présence de l'ennemi et de la mort, il est bon d'entendre parler des exigences héroïques

du devoir militaire, et d'entrevoir les récompenses de la vie éternelle. Mais quelques citoyens libres de Saint-Denis, grands républicains, de ceux qui demandent que le bourgeois les habille et les nourrisse et que le soldat meure pour eux, ayant estimé que ces conférences étaient « réactionnaires, » ont décidé qu'elles cesseraient.

Il n'en a pas fallu davantage. Ces messieurs ont commencé par faire une perquisition dans l'église, sans autre mandat que leur volonté, avec l'assistance bénévole du maire, lequel paraît appartenir à l'école aragouine. Quelques mobiles parisiens étaient avec eux. Ils ont visité la sacristie, les confessionnaux, l'église souterraine. Ils voulaient voir sans doute si les soldats n'y avaient pas caché leurs armes au détriment de la patrie. Tout cela ne s'est point passé sans beaucoup d'insolence; et il a fallu qu'un soldat, engagé volontaire, les avertît d'ôter leurs augustes casquettes. Le maire leur disait : « *Mes amis*, pas de bruit ! L'église est un édifice *national*, respectez l'édifice. Quant aux conférences, je les interdis, il n'y en aura plus ! » Quelques observations lui furent adressées par le volontaire qui venait de faire décoiffer « ses amis. » Il revendiqua son droit d'assister aux conférences et de prier Dieu dans la seule église du pays qui soit ouverte au public ; mais un maire aragouin a bien souci de ces raisons-là ! Sorti de l'église insultée, le maire répéta son discours à un citoyen aviné qui lui exposait comme quoi le « parti clérical veut abrutir le peuple. »

« Triste spectacle, ajoute le soldat qui nous écrit

ces détails ; triste spectacle que celui d'une population affaiblie au moral, cernée par l'ennemi, refusant de revenir à Dieu qu'elle oublie et qu'elle blasphème, et qui, non contente de ces stupidités accumulées, prétend encore interdire aux autres le culte divin que méconnaissent son abjection et sa folie. Voilà le grand danger. Dieu nous fustigera tant que nous ne demanderons pas miséricorde. »

Nous avons voulu connaître la suite de cette affaire. Il n'y en a pas eu d'autre, sinon que les conférences sont interdites et supprimées. Ou aucune réclamation n'est venue de l'autorité compétente, ou aucune n'a été accueillie. Les dix ou douze gredins qui ont trouvé bon de faire une perquisition dans l'église, ayant trouvé bon aussi que les soldats n'y vinssent plus le soir chanter des cantiques et recevoir des instructions, M. le maire a fulminé son interdiction et c'est fait.

Nous croyons que l'autorité a tort de rester muette devant cet excès ignoble. Il est impolitique à tous les points de vue de laisser ainsi violer la liberté et la religion, et de montrer ce mépris des âmes. A la fin, elles se lassent du devoir. Ces soldats expropriés de l'autel peuvent trouver qu'on leur diminue trop la patrie lorsqu'ils donnent leur sang pour lui conserver sa grandeur.

L'aumônier, après avoir réclamé sans résultat, n'a pas voulu accepter en silence la volonté brutale qui prétend s'imposer à ses frères et à ses concitoyens, autant et plus qu'à lui-même. Il a adressé au maire la protestation suivante :

Monsieur le maire,

Le 31 octobre, dans ce délire populaire qui a fait fermer l'église, une main a écrit sur le portail le mot de liberté. — Est-ce au nom de cette liberté qu'on nous empêche de nous réunir?

On nous appelle des réactionnaires. Que dire de ceux qui confisquent au profit de leurs préjugés la liberté du voisin? Et parce qu'ils ne mettent le pied à l'église que pour la profaner, défendront-ils aux autres d'en franchir le seuil pour prier?

Et voilà cependant les hommes qui sont approuvés, et nous sommes condamnés, menacés, simplement pour avoir voulu exercer nos droits.

Or, qu'on le sache bien, nous cédons parce que de toute part on nous y force. — Mais ce n'est pas sans protester avec toute l'énergie que nous inspire notre légitime indignation.

J'ai recueilli les plaintes des soldats dont on a méprisé la foi, en ne leur permettant pas de la professer comme ils en ont le droit et je tiens à honneur de m'en faire l'écho.

Rappelez-vous, monsieur, que ce coup monté a été exécuté lâchement à une heure où il n'y avait dans l'église que des femmes auprès des confessionnaux, pendant que nos militaires étaient consignés dans leur quartier, le lendemain d'une journée douloureuse, où ils avaient laissé une partie de leurs camarades sur le champ de bataille du Bourget, et vous comprendrez ce qu'il nous en a coûté pour céder; mais nous protestons et nous dénonçons à tout esprit loyal et de bonne foi l'injustice dont nous sommes les victimes.

Signé: GROS,
Aumônier militaire (1).

On ne saurait trop applaudir à l'énergique dignité de ce langage. Si de semblables protestations étaient

(1) Cet excellent et vertueux prêtre a été tué par un éclat d'obus prussien. On peut croire qu'autrement la Commune ne l'aurait pas manqué.

moins rares, si elles s'élevaient toutes les fois qu'elles sont nécessaires, appuyées comme elles devraient l'être par les gardiens supérieurs du droit, l'on verrait bientôt diminuer le nombre et l'insolence des oppresseurs.

Le chef qui n'exerce pas sa fonction perd la grâce de sa fonction. Il compromet ce qu'il veut sauver par des concessions sans profit comme sans courage; il se perd lui-même. L'agresseur marche toujours contre celui qui recule toujours, il marche jusqu'à ce qu'il l'ait fait disparaître absolument.

La détresse actuelle du pouvoir, humainement irréparable, est la conséquence de ces abandons. Le pouvoir meurt partout, pour avoir partout rencontré des dépositaires trop prompts à décliner le devoir de le défendre. Des choses sacrées qu'ils avaient en garde, s'ils ont omis d'en trahir une, c'est que le mal ne leur en a pas donné l'ordre, ou que Dieu ne leur en a pas laissé le temps. Mais le jour de la rétribution arrive. Méprisés du monde, ils voient crouler ignoblement leur chère fortune, et ce n'est que le commencement de la justice de Dieu.

Le chef militaire ou autre qui laisse violer le droit et mépriser l'âme de ses subordonnés devient lui-même envers eux un serviteur infidèle : au jour du danger, il ne retrouvera plus leur obéissance, et c'est à lui surtout que Dieu redemandera les vertus qu'il a laissées périr.

Qui habet aures audiendi audiat.

LIX

Même date.

LES PRINCES.

Il paraît entendu qu'aucun des envahisseurs de l'Hôtel de Ville, ni aucun des gens de la maison qui leur ont ouvert la porte, ne sera recherché pour cette peccadille. Ils sont entrés là comme des héritiers incertains qui se précipitent chez le moribond pour constater leur droit, et qui vident préalablement les tiroirs, afin d'emporter au moins un souvenir. Ils ont été indélicats, *il y a eu de la casse*, certains objets ne se retrouvent point. Mais enfin, des faits non moins graves dans des moments non moins sérieux ont été commis et remis. Les raisons ne manquent pas pour conseiller la clémence. Quel membre du gouvernement pourrait condamner l'homme aux bottes, et même l'homme aux décrets, et lequel au contraire ne devrait plaider pour eux? « Inexorable logique, » disait M. le membre Jules Favre dans sa première proclamation. — Oui, monsieur, *inexorable!* La logique est inexorable dans ce monde, et les avocats n'y font rien. Heureux qui prend ses précautions pour qu'elle ne le soit pas aussi dans l'autre, où cependant il existe des avocats plus dignes d'être écoutés.

Mais en reconnaissant l'opportunité et même la

nécessité de la clémence, il n'est pas sans utilité de réfléchir. Nous trouvons quelque chose à dire sur ce droit à l'impunité, création révolutionnaire qui a ses côtés périlleux.

Il y avait, sous l'ancien régime des princes du sang, des favoris, des mignons, des grands seigneurs qui pouvaient se permettre tout, dit-on. Ce n'est pas absolument vrai; mais il est certain qu'on leur passait beaucoup et que c'était un abus, et l'abus devenait plus grave à mesure que ces puissants écoutaient davantage les sages qui leur apprenaient à se passer de Dieu. On cite ce fils ou ce neveu de Louis XV, qui paria de faire dégringoler un pauvre couvreur occupé sur un toit. Il tira, le couvreur dégringola, et le prince en fut quitte pour une réprimande. On parle aussi beaucoup de l'impertinence, des violences et des rapines de quelques autres. La Révolution en a fait son profit.

Mais nous voyons depuis bientôt cent ans, et de plus en plus, que la Révolution a aussi ses princes, qui ne s'occupent pas beaucoup de brider leurs fantaisies, et à qui elle accorde bien d'autres priviléges. Eux aussi, quand bon leur semble, font dégringoler non-seulement le pauvre couvreur, mais encore les pauvres bourgeois, et les pauvres héritages et les pauvres lois. Entre les princes et favoris de l'ancien régime et les princes et favoris du nouveau, il y a cette unique différence que les derniers se permettent davantage, ne sont pas réprimandés et n'en deviennent que plus mignons et plus princes.

Ainsi le prince Mégy fit très-bien dégringoler l'of-

ficier de paix qui avait osé monter chez lui pour lui signifier un mandat de justice; le prince Eudes et ses amis firent très-bien dégringoler les habitants inoffensifs dont le sang pouvait produire l'émotion dont ils avaient besoin.

Et certains maires favoris de M. Arago ont fait très-bien dégringoler la liberté, le crucifix et la messe; et M. Arago lui-même a très-bien éventré le budget dans l'intention d'activer la dégringolade; et tous ensemble ont gaillardement et en grande sécurité entrepris de faire dégringoler le gouvernement, au risque de faire dégringoler aussi le rempart. Et les membres du gouvernement eux-mêmes étant princes et favoris... Mais, à présent, ils ont le sacre, et les princes mécontents feront bien d'observer les lois de la prudence, au moins pour quelques jours. Leurs franchises et priviléges sont momentanément suspendus.

Je crois que ce prince, fils ou neveu du roi, qui fit tomber le couvreur, aurait eu pourtant de la peine à passer roi; et dans l'histoire des favoris et grands seigneurs, on trouve beaucoup de disgraciés et de décapités qui n'ont pas montré leurs bottes autant que M. Flourens, ni signé autant que M. Blanqui, ni saigné la police et les passants aussi carrément que l'ont fait les princes Eudes et Mégy, ni vilipendé la morale et la religion par autant d'écritures que s'en permet l'archi-prince Rochefort.

Quelques pauvres diables pourtant se seraient, dit-on, laissé prendre. On parle de celui qui s'était fait ministre des finances et d'un autre, invraisem-

blablement discret, qui s'était muni d'une petite mairie Si le fait se vérifie, nous espérons bien que ces seigneurs sauront se faire indemniser.

Quant aux honnêtes gens, ils savent qu'ils ne doivent point se permettre de telles audaces. C'est beaucoup qu'ils osent parfois y résister, et alors ils doivent remettre les vitres.

En république révolutionnaire, prince ou favori, on est *au-dessus de la loi;* ni l'un ni l'autre, *hors la loi.*

Il importe de se mettre bien cette distinction dans la tête, lorsqu'on a élevé des enfants, acquitté des impôts, payé des dettes, monté la garde, obéi aux lois, travaillé honorablement, et mené le dur métier d'honnête homme toute sa vie.

On la veut détruire, cette malheureuse espèce des honnêtes gens. Cependant, lorsqu'elle n'existera plus, qui nourrira les princes, qui paiera leurs fantaisies, qui remettra les vitres brisées?

Et ils ont foi aux journaux de la civilisation moderne, les mortels corvéables, taillables, perçables et canonnables qui ne se croient pas encore en pleine et honteuse et ignoble barbarie!

LX

6 novembre.

Hier on comptait presque sur un armistice préliminaire de la paix, et l'on croyait avoir vaincu la

fureur révolutionnaire. Aujourd'hui les négociations pour l'armistice ont avorté, et la révolution selon le goût blanquiste a nommé les maires dans plusieurs arrondissements. Nous ne pouvons nous tirer de l'étau : au dehors le combat, au dedans la terreur !

Quant au dedans, néanmoins, la terreur est médiocre et doit l'être. Paris se connaît plus fort que les Blanqui, Mottu, Bonvalet et autres aragouins, ycompris leur illustre parrain et inventeur le grand maire Arago. Eux-mêmes se le disent, et le grand maire Arago renoncera tout le premier aux entreprises compromettantes. L'avantage qu'ils viennent de remporter ne les abuse point. Ils se tiennent fort bien devant le scrutin, mais ils fondent devant le feu. Le maire Mottu sera désormais le maire *motus*. Il est juif, il ne dira ni ne fera plus rien d'inconvenant. Seulement il sert à prouver que la tête nous manque. Les gens de mérite qui nous conduisent sont affligés tout à la fois d'indécision et de précipitation.

Hélas ! nous le savions bien. La France n'a plus le don de conseil. Ce qu'elle possédait d'esprit de conseil, elle l'a tant prodigué durant le Concile, et en général durant toutes les affaires de Rome, qu'il ne lui en reste plus. Le sage projet d'ôter la royauté au Pape et l'infaillibilité à l'Esprit-Saint nous a trouvés quasi d'accord, ou formellement ou tacitement. Il a réussi en partie. L'Empire et la République ont dit l'un et l'autre à leur ami commun Victor-Emmanuel : Donnez-vous donc la peine d'entrer ! L'un et l'autre ont signé son passeport, et il est entré. Mais après avoir jeté ce dernier éclat et

obtenu ce dernier triomphe, notre bon sens s'est éteint, et nous ouvrons toutes les portes que nous voudrions fermer : Entrez, Blanqui! entrez, Guillaume!

Cependant, voilà que Blanqui s'en va, et nous espérons que l'autre non plus n'entrera point. Pour notre part, nous comptions peu sur l'armistice. Dût-il être conclu et la paix s'ensuivre, nous éprouvions de grandes incertitudes sur les conséquences d'une paix faite en de pareilles conditions.

La Prusse ne peut traiter que si un grand intérêt la rappelle promptement en Allemagne. Et si elle a intérêt à rentrer promptement en Allemagne, notre intérêt, quoique cette parole semble étrange, est de la retenir longuement ici. Nous n'avons cessé de le dire et nous le redisons avec plus de conviction que jamais : à présent notre intérêt même matériel est de sauver l'honneur. Nous le sauverons avec certitude par une résistance obstinée. Quoi qu'il arrive pour le moment, cette résistance sera victorieuse dans l'avenir. Elle coûtera à la Prusse plus que ne lui fourniront les contributions de guerre qu'elle pourra nous extorquer. Paris tombé, le vainqueur aura de la peine à emporter son butin, ou alors il n'y a plus de France. Mais qui peut le croire? Et s'il n'y a plus de France, à quoi bon survivre, et quelle nécessité de conserver Paris? Ce n'est pas de Paris sauvé par une capitulation que la France renaîtra jamais.

Il faut combattre et prier. Il faut demander pardon.

Sur les murs de Paris élevons le drapeau noir, et que ce soit le drapeau de la France jusqu'au jour de la résurrection. Que ce drapeau signale devant Dieu notre repentir, et devant le genre humain notre résolution de ne pas survivre à la patrie !

LXI

7 novembre.

LES BAPTÊMES.

Les papiers des Tuileries constatent que le baptême du prince impérial a coûté 800,000 francs. A l'occasion d'un régal de poésies fournies par une escouade de poëtes de bonne volonté et que l'on eut la simplicité de faire imprimer magnifiquement, quelques journaux reviennent avec de grands éclats sur ces « folies » du baptême. Napoléon III a commis des crimes plus noirs, et nous payons en ce moment un baptême plus coûteux.

L'Empereur avait une liste civile pour la dépenser, et tout père fait bien de se montrer magnifique au baptême de son fils. Ce fut une magnificence très-louable de distribuer des cadeaux aux enfants pauvres nés le même jour. Une forte partie des 800,000 y furent employés. Les poëtes aussi reçurent des dragées. Un souverain qui ne distribuerait pas de dragées serait accusé de ladrerie. Voyez si M. Arago ménage les dragées de baptême. Il ne

donne rien aux poëtes, mais comme les prosateurs sont munis ! Il a régalé foison de journalistes, de publicistes, d'*échotiers*, de biographes et cacographes. On compte moins de torpilles autour des fortifications que de prosateurs dans les bureaux de la mairie parisienne.

Il y a d'ailleurs de ces moments où il faut délier les cordons de la bourse. Les solidaires mêmes, qui économisent le baptême (peut-être un peu par horreur de l'eau), ne laissent pas de se fendre en certaines circonstances de leur religion civile. Ils ont les ribotes de l'enterrement ; car, en dépit de toute philosophie, la nature affligée veut boire.

J'ai vu, il n'y a pas longtemps, un retour d'enterrement solidaire. C'était à la porte du cimetière, et le deuil tenait encore. Quelqu'un crut devoir consoler le principal affligé, lequel était un fils. Le consolateur dit au pauvre orphelin ce qu'il put trouver de plus fortifiant, entre autres choses que la vie n'était *d'jà pas si rigolo*, et que ce qui l'étonnait, lui, c'était que son brave homme de père fût mort, car il n'y avait pas huit jours qu'il causait encore avec lui. L'orphelin répondit gravement : — Que veux-tu, Pichart ? Mais mon courage m'est resté. Quand on a de la philosophie, on doit toujours savoir perdre un père ! L'autre reprit : — Alors, enlevons un liége ! L'orphelin se laissa entraîner.

Pardonnons à Napoléon III les dépenses du baptême, et souvenons-nous que les baptêmes politiques ne se font jamais à bon marché. Juillet a coûté cher, Février aussi. Quand viendra l'*addition* du

4 septembre 1870, on pourra voir que si la *mangiata*, comme disent les Italiens, est restée loin de 800,000 francs, ce n'est pas en deçà.

Tout ceci soit dit sans vouloir restaurer Napoléon III, qui a livré Sedan aux Prussiens et l'Hôtel de Ville aux Aragouins. Deux très-mauvais coups!

LXII

8 novembre.

SUSPENSION DU CONCILE. — PIE IX.

Nous avons publié la bulle par laquelle le Saint-Père suspend la célébration du Concile qu'il avait réuni « pour le bien de la religion, l'utilité de l'Église de Dieu et le bien de la société humaine. » Il expose brièvement les raisons qui l'ont décidé à prononcer cette suspension si douloureusement contraire à ses vœux et à ses espérances. L'on voit qu'il a encore délibéré, même après l'abandon de la France et des autres nations de l'Europe, même après l'invasion du reste de ses États et de sa ville par l'Italie. Il a pris le temps de jeter un dernier regard sur cette société humaine, soudainement enveloppée de ténèbres et de feux, afin de voir ce qu'elle saurait faire par sa propre sagesse, et qui elle invoquerait pour échapper à la mort. Il a voulu aussi connaître ce qu'il pouvait attendre chez lui-même de ses vain-

queurs particuliers, les Italiens. Quant au monde, a vu que les évêques devaient rester parmi leur peuple, car la place du prêtre est auprès du moribond, incapable désormais de défendre seul ni son corps ni son âme. Quant à Rome, occupée par les Italiens, il a pensé que les évêques n'y auraient plus la liberté ni la sécurité. Alors il a suspendu le Concile.

Ce décret ainsi motivé nous fixe sur l'état présent de la société humaine. Le sachant ou non, et dans tous les cas s'en souciant fort peu, elle a envoyé l'Italie révolutionnaire au Pape, comme un bourreau ; et dans le même moment, elle a pris le lit. Elle y sera longtemps, recevant les visites des chirurgiens.

Nous, peuple de Paris, convaincus d'être la tête et le cœur du genre humain, et c'est peut-être vrai ; convaincus aussi, il y a trois mois, d'en être la force, nous avons connu la bulle de suspension du Concile par un de ces hasards qui nous font parfois passer des nouvelles, mais qui n'en laissent plus passer de bonnes. La bulle est du 20 octobre, nous l'avons eue le 4 novembre, au bout de quinze jours. Il y a deux mois on se faisait si fier d'être instantanément en communication avec l'Amérique, et l'on pensait avec tant d'orgueil que toutes les banques de la terre n'avaient qu'à lever le doigt pour savoir immédiatement et réciproquement où en étaient toutes les bourses ! Ces beaux jours sont passés.

La bulle est donc arrivée, signifiant ces deux choses : que les évêques doivent rester, l'extrême-onction dans les mains, au chevet des peuples, et qu'il n'y a plus de sécurité dans Rome pour les hommes

qui sont par excellence les dépositaires de la pensée, les mandataires de la miséricorde, les ouvriers de la civilisation. Nous avons dit ici plus d'une fois que les pierres du Vatican détruit rouleraient par le monde écrasant les trônes, les demeures et jusqu'aux tombeaux, et que de ces pierres Dieu lapiderait la race humaine. Les voyez-vous rouler, les voyez-vous pleuvoir sur le lieu d'où est partie la grande apostasie! Voyez-vous crouler les trônes et les demeures, et tant de monuments d'un imbécile orgueil qui ne connaît pas encore son péché, mais qui sent d'autant plus cruellement son châtiment et sa honte! Hier ces monuments étaient les maisons d'une gloire vivante; ils n'en sont plus que les tombeaux, et ils croulent.

Quand la bulle qui suspend le concile de Rome nous a été jetées par-dessus les murs, on tenait concile à l'hôtel de ville de Paris; la botte de Flourens frôlait la moustache de nos hommes de guerre et la barbe de nos hommes d'État; des soufflets de chair sale couvraient la face large de M. Jules Simon, grand-prêtre de la libre pensée; et le vieux fou Blanqui signait ses décrets qu'un coup de pistolet pouvait rendre infaillibles, et qu'un coup de crosse a pu déchirer. Mais ils ne comprennent pas!

Ils ne peuvent plus comprendre. Courant à travers la nuit, éperdus, sentant partout l'abîme sous leurs pas, ils ne rêvent encore que de boucher ce qui leur reste de jour. Ils disent *oui* à la paix, *non* à Dieu qui seul pourrait et voudrait leur donner ou la paix ou ce courage de mourir qui rend la mort douce, glo-

rieuse et féconde, et qui lègue la paix. Ils envoient des plénipotentiaires vers les hommes, ils n'envoient point de négociateurs vers Dieu. Ils sonnent des fanfares bravaches dont ils n'attendent rien, et ils n'osent ni élever la prière qui gémit captive au fond de leur cœur, ni interdire le blasphème qui leur fait craindre l'irrésistible foudre. Un corybante sénile traîne Voltaire dans les rues de Paris, et ni le Gouverneur soldat ni l'Archevêque ne se permettront d'y arborer la croix de Jésus Christ.

N'ayant pas reçu de Dieu les biens, ils ne recevront pas de lui les maux, et ne béniront point son nom. Ils recevront sur le dos ce qu'ils ne veulent point recevoir dans le cœur. Et nous, il faut que nous mourions en solidaires, sans autre pompe funèbre que celle des réprouvés. Aux assassins condamnés à mort on donne un prêtre; assassins directs ou complices des vérités de salut, notre crime est plus grand, et nous n'aurons que le bourreau. Ah! c'est bien la suprême honte de plier officiellement devant ces faquins dont l'orgueil s'est promis de nous ôter Dieu, et que nous reconnaissons ainsi pour nos véritables maîtres. Par là nous témoignons amplement que nous avons tout mérité. L'autre ennemi n'est que la mort, celui-là c'est l'affront. Il faut entendre le vieil Arago nous dire que le Prussien n'entrera pas à l'Hôtel de Ville, *lui vivant*. En vérité, il va mourir sur le seuil du sanctuaire, ce débris de théâtre en faillite, qu'on a porté au trône municipal parce qu'il ne pouvait plus se tenir sur ses tréteaux! Il sera là, brandissant quelque poignard à coulisse

qu'il a détourné du greffe; il s'en frappera voyant sa république morte, il tombera, et nous serons assez honorés dans l'histoire. Grand Dieu! il semblait que la France fût digne au moins d'un coup de tonnerre: ne laissera-t-elle au monde pour dernier souvenir que l'éclat de voix et la figure d'un histrion mort?

Mais laissons-les, et pour notre compte, après tout, que nous importe! Nous ne sommes point de cette race, ni de cette France. Ces hommes ne sont ni nos frères ni nos concitoyens; ils ne sont que nos premiers envahisseurs qui nous livrent au marteau des autres. Ils troublent notre agonie, ils ne l'avilissent pas. Tournons nos regards vers notre père et notre roi qui est à Rome, vicaire de notre Père et de notre Roi qui est aux cieux.

Salut à toi, vieillard magnanime, fidèle jusqu'à la fin à Celui qui t'a envoyé et à ceux vers qui tu fus envoyé. Tu n'as trahi ni ton Dieu, ni ta mission, ni nos âmes. Nous avons en toi la gloire du combat, l'honneur de la défaite, la dignité de la mort, la certitude de la résurrection. Notre voix, qui bientôt peut-être sera muette, te salue une dernière fois; nos yeux et nos cœurs t'enveloppent d'admiration, de reconnaissance et d'amour. Tu n'as pas faibli, tes lèvres ne se sont pas fermées lorsqu'il fallait proclamer la vérité proscrite, tu l'as placée sur un trône où la sédition ne l'atteindra pas. Elle sera le phare de la nuit qui recommence, c'est elle encore qui abattra César restauré. Et toi aussi, vaincu, tu restes sur ton trône, à l'abri des ignobles terreurs, et la boue humaine ne peut jaillir jusqu'à toi. Tu ne t'abaisses pas à compter

avec l'insolence du vainqueur. Désolé, mais tranquille, victorieux par l'espérance inébranlable de ta foi, tu dis les paroles stables que tu dois dire, et dans ta ville devenue le camp de l'ennemi, tu affiches les décrets qui marquent d'une éternelle infamie les envahisseurs. Qu'elle te regarde et qu'elle se compare à ta majesté, cette lâche cohue de rois et de chefs populaires qui se félicite de t'avoir soustrait le genre humain! Elle se croit délivrée de toi, et tu as fait ce qu'il faut faire pour la vaincre, et ce que tu as fait la vaincra. Qu'elle te regarde aussi, cette stupide cohue de peuples qui t'a crié le *Crucifige* et qui ne veut d'autre roi que César ou elle-même : en vain elle cherchera la paix et l'honneur, en vain elle voudra râcler de ses membres exténués la lèpre royale et la lèpre démocratique : tu as seul fait ce qu'il faut pour la guérir de César et d'elle-même, et ce que tu as fait la guérira. Couche-toi tranquille dans la tempête, dernier soleil de notre âge, tu seras demain le soleil levant.

LE PRINCE ÉTIENNE.

« — Au fait, me demandait hier un Parisien, qu'est-ce que c'est que M. Étienne Arago, maire de Paris? Il remplit depuis deux mois toutes les conversations et s'étale sur tous les murs; il fabrique des législateurs et des lois; il préside cette commune secrète qui voulait l'autre jour défaire le gouvernement et en faire un autre; il est du gouvernement qu'il voulait défaire, il allait être du gouvernement qu'il allait faire, il reste du gouvernement qu'il n'a

pas défait. Homme de Trochu, homme de Blanqui, maire de Paris, père de l'État, patron d'un tas de gaillards tout disposés à piller Paris et à faire sauter Trochu et l'Etat, M. Étienne Arago semble être le personnage important de la France.... et tout le monde se souvient de n'avoir jamais entendu parler de lui.

« Chacun ayant quelque ouï-dire d'un Arago fameux, chacun le prend d'abord pour le savant, ou pour le voyageur, ou pour l'orateur; mais chacun découvre tout à coup que cet Arago-ci n'est point cet Arago-là. Qu'est-ce qu'Arago maire, actuellement le grand Arago, cet Arago qui fait jaillir du budget de la Ville une cascade de huit millions au profit des maîtres et maîtresses d'école qui voudront renier Jésus-Christ? Quelles sont les œuvres intellectuelles, administratives et sociales de ce rare Arago? Quelles actions grandioses lui ont fait confier le gouvernail de la grande galère, où il a placé tant de rameurs inconnus comme lui, trop connus comme lui?

Sur la galère capitane
Ils *étiont* quatre-vingts rameurs.

« On en expulse une quantité, et ce qui reste est compté parmi les calamités publiques. Je demande pourquoi l'Arago n'est pas expulsé et pourquoi Trochu, qui fait pincer Blanqui, nous laisse à l'homme de Blanqui? »

Ainsi me questionna ce Parisien, et je me souvins, comme tout le monde, de n'avoir jamais su rien de M. Arago, sinon qu'il est auteur de nombre de vaude-

villes cyniques. Je dis à mon questionneur : consultons Vapereau : c'est le greffier des mérites inconnus, et il rapporte au moins tout sur ceux de qui personne ne sait rien.

En effet, Vapereau donne à M. Arago deux colonnes. C'est la grande longueur. Lui-même ne s'en est pas accordé davantage, et le cardinal Antonelli n'en a pas autant.

Donc « Arago (Étienne), homme politique et littérateur français, » né en 1803, commença, dès sa tendre jeunesse, à ne rien faire que l'on puisse estimer. On le voit auteur, avec Balzac, d'un roman qui ne trouve point de lecteurs, et avec un autre d'un vaudeville qu'avale immédiatement l'oubli. Déjà il est *carbonaro*, à dessein de réformer la misérable espèce humaine. Vapereau atteste qu'il « se jeta *sans réserve* dans toutes les luttes, » ne prenant que le soin de ne pas s'y faire blesser. Ardent, téméraire, souvent vaincu, jamais pris. Cœur ferme, pieds légers ! « Entré dans la charbonnerie, il ne cessa d'en défendre les principes ; la *légèreté athénienne de son caractère* (ô Vapereau) n'ôta rien à l'opiniâtreté de ses convictions. »

Ne cessant pas de « défendre les *principes* de la charbonnerie, » il ne cessait pas non plus de faire des vaudevilles. Vapereau en avoue « une centaine, » tous « en collaboration. » Il cite les plus illustres : *C'est demain le treize*, *ou le Sentiment et l'Almanach*, — *le Cabaret de Lustucru*, — *les Chemins de fer*, vaudeville *composé à la mécanique avec des couplets faits à la vapeur*, etc., etc., jusqu'au numéro cent. Les titres sont déjà ineptes.

Selon Vapereau, « la plupart de ces pièces ont eu la faveur du public » et « plus d'une a été traduite, imitée ou contrefaite en italien! » Certainement Vapereau est honnête; mais je ne me fie pas, moi, aux notes que lui a remises le seul vivant qui connaisse les œuvres complètes d'Étienne Arago, « littérateur français. »

Je trouve ailleurs un échantillon du talent poétique de monsieur le Maire. En 1848, il était directeur des Postes, et il avait le cœur gai. Dînant avec de vieux camarades, il leur fit prendre maints gobelets de son hippocrène. Voici le premier :

Air du *Charlatanisme*.

Amis, quel triomphe immortel!
De notre France grande et fière,
La liberté, fille du ciel,
Relève la noble bannière.
Conduit par le peuple vainqueur,
Aux *postes* secouant mes guêtres,
Je fus acclamé directeur,
Et grâce à ce *poste* flatteur,
Je suis deux fois... homme de lettres.

Ça ne rime pas, mais M. Arago n'avait alors guère plus de quarante-cinq ans... et puis il est tant Athénien!

Passons à la vie politique.

En 1830, M. Arago était directeur du Vaudeville, théâtre où, « malgré l'habileté de son administration, dit Vapereau, il ne s'enrichit pas ; » ce qui porte à croire qu'il représentait ses propres pièces , malgré l'habileté de son administration. Il ouvrit alors

la série de ses sacrifices patriotiques. Parlez, Vapereau :

« Le 27 juillet (1830), il ferma les portes du Vaudeville, distribua *sur les barricades toutes les armes qui étaient en réserve dans le garde-meuble de son théâtre*, paya de sa personne durant les trois jours (ne fut point blessé), et devint un des (mille) aides de camp de La Fayette. Lieutenant d'artillerie dans la garde nationale, il fut compromis dans les événements de 1832 et de 1834. Il *put se soustraire aux poursuites* de la police et se *cacha* quelque temps... Pendant les journées de février (1848), il parut *en armes* aux postes les *plus périlleux*... et dans l'après-midi du 24, il s'était emparé, de *son autorité privée*, de l'hôtel des Postes et installé à la place du directeur général... »

M. Arago lui-même confirme la véracité de Vapereau.

> Conduit par le peuple vainqueur,
> Aux *postes*.....
> Je fus acclamé directeur.

C'est plus poétique, mais Vapereau est plus naïf. Écoutons-le encore. Il est parfois impayable.... et impitoyable, ce Vapereau :

M. Arago « préférait » Ledru-Rollin. Néanmoins, postillon du gouvernement avant d'écouter son cœur, le 25 septembre, il retarda de quelques heures tous les courriers, pour leur donner le temps d'emporter dans les provinces une pièce qui intéressait Cavaignac, chef du pouvoir exécutif. Cette mesure

parut un acte d'obéissance un peu vif et lui fut reprochée. Il n'en resta que plus aisément directeur des postes, jusqu'au 10 décembre, mais, ce jour-là, il perdit sa place et retrouva sa vertu. Il devint un opposant farouche, signa la mise en accusation du président à l'occasion du siége de Rome, ne fut point réélu pour l'Assemblée législative, et se fâcha tout à fait. « Au 13 juin 1849, il se plaça en uniforme à la tête des gardes nationaux qui répondirent à l'appel de la Montagne.... La haute cour de Versailles le condamna *par contumace* à la peine de la déportation. » Va-t'en voir s'ils viennent! Toujours plus fin que les tyrans, M. Arago s'était déjà déporté : « Il *avait pu se réfugier* à Bruxelles. » Il entend le déportement! Au premier péril, *deux fois homme de lettres*, il passe

Tout comme une lettre à la poste.

Autre beau vers de sa chanson « sur l'air du *Charlatanisme* ».

En 1851, à la nouvelle du coup d'État, « il essaya de rentrer, et *s'avança jusqu'à* Valenciennes. » Puis il *rentra*... en Belgique. On le retrouve tout de suite à Bruxelles, où il publie des articles si terriblement antinapoléoniens qu'il se fait chasser. Il va en Suisse, en Hollande, en Angleterre, à Turin, partout si redoutable qu'il ne peut trouver « nulle part *aucune* hospitalité. » C'est Vapereau qui parle. L'histoire ajoute sans transition que ce formidable fuyard reparut en France l'an de grâce 1859. Il faut croire que le tyran, désespérant de vaincre l'Arago, le laissa

revenir pour avoir la paix. Et lui, que rien n'étonne, s'assit tranquillement *tra le unghuie della tigra.* Et tel est en substance le rapport du bon greffier Vapereau sur le dossier d'Arago (Étienne), « homme politique et littérateur français. »

— Bien, me dit le Parisien ; à présent je sais clairement pourquoi Vapereau est préfet. Mais je continue de ne savoir pas pourquoi M. Arago est maire de Paris. Cette biographie me révèle un caporal des classes dangereuses, un conspirateur subalterne, un vieil émeutier audacieux et prudent, de profession louche, de caractère plus que frivole. Dans les circonstances où nous sommes, un tel personnage devrait-il occuper un poste si important?

Je trouvais bien là aussi quelque mystère ; cependant je voulus répondre.

— Il y a, dis-je, raison à tout. M. Étienne Arago fut longtemps vaudevilliste et corybante des jeux décolletés. Mais la République est la mère des miracles. Elle a discerné la vraie vocation de M. Arago, et la lui a révélée. Au fond, il était né législateur austère, dans le goût de Lycurgue. Voyez comme ses discours nous portent aux vertus héroïques. La sobriété, la discipline et la danse à la Carpeaux, voilà ce grand Lycurgue, en qui l'on pourrait retrouver un vaudevilliste secret ; et voilà le maire Étienne, en qui les vendanges politiques de 1870 ont révélé un Lycurgue méconnu. Se connaissant enfin lui-même, à l'âge où l'on renvoie les vieux serviteurs, plein de confiance en son génie, il est entré dans la mairie parisienne, de ce même cœur léger et de cette même jambe

légère par lesquels il a toujours éloigné le péril.

— Est-ce que cette explication vous satisfait? me dit le Parisien. — Point du tout, repris-je ; mais enfin il ne faut que chercher, et je tiens le joint. Sachez donc que le seigneur Étienne est maire de Paris

Et par droit de conquête et par droit de naissance.

Car il est Arago.

Tout gouvernement doit faire quelque chose de tout Arago, et depuis la création des Aragos, aucun gouvernement n'y a manqué. Après avoir été, comme nous l'avons vu, bien des petites choses, celui-ci vaquait. Le 4 septembre est venu à point pour le fourrer quelque part. Le voilà grand maire, cette « bonne petite vieille, » ainsi que le nomment ses collaborateurs du vaudeville. Il est paternel et clément; il nous appelle ses « chers concitoyens, » mais enfin il a failli attendre, et parfois un peu de hauteur souveraine perce dans ses décrets.

On s'étonne des choses qu'il ose faire. La vérité est qu'il ne se gêne pas. Il connaît son droit et sa force. Non-seulement il est *charbonnier* depuis cinquante ans et plus, ce qui lui assure du monde, mais encore il ne peut ignorer qu'il n'est point le premier Arago venu. Il a l'honneur d'être oncle du membre Emmanuel, fils du défunt membre François.

Louis-Napoléon a régné sur les Français parce qu'il était neveu de son oncle. Le prince Étienne règne sur Paris parce qu'il est oncle de son neveu. Admirables variétés des lois dynastiques dans leur admirable permanence!

On a toujours dit que le peuple français adorait le sang de ses maîtres, et il cultive beaucoup de souches, passant trop souvent de l'une à l'autre, par saccades qui lui coûtent gros, et qui ne font pas toujours honneur à son jugement.

Tellement que si l'on vous disait qu'un jour, faute d'autre sang napoléonien, un fils quelconque de madame Rattazzi s'offrira pour prendre la couronne de France et sera acclamé, vous feriez bien de ne pas crier merveille. Espérons que ce fils Rattazzi épousera une fille Arago, et alors nous aurons une dynastie parfaite, qui pourra durer ses quinze ans. Elle durera même davantage, si l'on a l'esprit d'y mêler du Crémieux, du Gambetta et de l'Orléans.

Pourvu que ce soit bâtard et anticatholique, le peuple français sera trop heureux.

— Hum! dit mon Parisien, c'est humiliant, tout de même!

— J'en conviens (1).

(1) Cet article a reçu un honneur qui m'aurait fait reculer si je l'avais prévu. Les Prussiens l'ont reproduit dans leur *Moniteur* de Versailles. Ils étaient trop heureux de voir à quelles espèces Paris se trouvait livré. J'aurais craint de leur en donner ce témoignage. A présent, je ne crains pas de le rappeler. Le vieil Arago est un des types révolutionnaires dont l'action fut la plus funeste et dont l'aspect m'a fait le plus souffrir. Son règne fut peut-être le plus amer dégoût de mon cœur et la plus âpre humiliation de mon esprit.

LXIII

11 novembre.

L'ABOMINABLE DÉCADENCE.

Le gouvernement n'a point démenti les nouvelles qui font entrevoir une partie de la France dans le feu ignoble de la sédition, tandis que l'autre est sous le feu meurtrier de l'ennemi. Elles sont plutôt confirmées par le médiocre résultat militaire qu'il annonce. Deux cent cinquante mille hommes en tout, et tout au plus, pour répondre à l'appel de nos désastres. Ce n'est point l'élan que promettait le prophète Rouget en ses indigentes rimes :

S'ils tombent, nos jeunes héros,
La *terre* en produit de *nouveaux*.

Il faut ouvrir les yeux et reconnaître que notre terre, puisque *terre* il y a, est frappée aussi dans la production du fruit héroïque. Un certain soleil et un certain arrosement ont manqué, et quelque affreuse bête a ravagé le champ. Nous nommerions bien la bête.

L'ennemi triomphant, la sédition victorieuse tarissant la source du secours, et enfin la France, au lieu de se défendre, tournant contre elle-même ses mains si longtemps levées contre Dieu, voilà bien le

comble en fait de ruine et de honte! Les craintes les plus désespérées n'allaient pas si loin. Quelque appréhension que fissent concevoir les maximes et les pratiques révolutionnaires, personne n'eût pensé que « l'inexorable logique » avait fait tout cet effroyable chemin, et que l'abîme était creusé à cette profondeur. Quoi! nous en sommes à nous demander s'il existe encore une France !

Nous ne parlerons pas comme il serait juste de ceux qui ont précipité l'effondrement. Les dédaigner est plus juste encore. Ils ont témérairement et criminellement brisé un fil qui ne pouvait longtemps tenir. Le poids était formé, la tumeur incurable, la catastrophe imminente. Malgré le crime, ils demeurent plus impertinents que coupables. L'impertinence étant le caractère général de l'ère de 89, plus marqué encore dans la multitude de notre personnel dirigeant en tous genres, ceux-ci ne sont pas plus coupables que les autres, et les autres ne le sont pas moins.

Hélas! quel Français n'a pas été élevé à se croire le docteur et le maître du monde? La sorcière lui est apparue dès l'école, sous les traits de ses pédagogues, et lui a dit : *Tu seras roi !* Il l'a retrouvée dans la presse, à la tribune, dans les rues, dans les palais, dans les antres, ajoutant ce que Macbeth n'aurait pas voulu croire : *Tu es Dieu!* Et cet oracle a rempli son cœur vide de Dieu. Mais la sorcière de Macbeth se contentait d'exalter l'ambition de sa victime ; la sorcière de 89 a plus infernalement trahi la sienne : en lui soufflant l'ambition, elle lui a ôté le remords.

L'homme-dieu de 89 s'est trouvé capable de l'empire. Il aspire au suprême pouvoir comme à la chose légitime, et il cherche à s'en emparer sans plus de scrupule qu'un dieu qui exerce sa divinité.

Ainsi a fait Napoléon III. Ses anciens sujets, vingt ans dociles, lui imputent leur perte. Il ne les a perdus qu'en prenant leurs voies et leurs pensées. Il les a saturés d'orgueil envers Dieu et envers les hommes, de faste, de luxure, d'ignoble repos, de tranquille mépris du devoir. Il leur a donné la raillerie, le vaudeville, le café-chantant, la danse obscène et la bourse tant qu'ils en ont voulu. Dans le courant de sa dernière année, il leur a donné les demoiselles Carpeaux, les clubs et la statue de Voltaire. Par l'abandon de Rome, il a enfin renié Jésus-Christ, et il allait restaurer M. Renan. Peuvent-ils contester que Napoléon III n'ait été l'empereur de toutes ces choses-là qui sont leurs choses? Il a régné pour eux, comme ils eussent régné eux-mêmes, seulement peut-être avec moins d'infâme sagesse et plus d'infâme appétit. Il a régné de la sorte sans nul scrupule, en dieu qu'il croyait être. Et lequel d'entre eux, se croyant dieu lui-même, selon leur commune philosophie, avait de quoi lui persuader qu'il n'était pas dieu? Lequel d'entre eux en a fait l'entreprise autrement qu'en essayant de l'abattre, ou en conseillant de l'assassiner pour se mettre à sa place, du même droit divin?

Certaines plantes ne vivent que d'un certain fumier. Pour que la plante napoléonienne ait pu atteindre la durée et la splendeur où elle est parvenue,

il a fallu que la couche de fumier fût épaisse! Elle l'a été trop, et l'Empire a crevé de pléthore et d'encens. De tels hommes sont toujours l'expression des temps qu'ils dominent. Lucain, bon poëte, bon incrédule et bon républicain, disait tranquillement dans Rome :

Destins, Néron gouverne et le monde est content.

M. Hugo, bon poëte, bon incrédule et bon républicain, disait à Louis-Philippe : *Sire, la Providence a besoin de vous!* Il avait commencé de le dire à Bonaparte, il le dirait à Blanqui ou au vieil Arago, et s'il n'avait pas été battu l'autre jour par l'honnête Corbon, il dirait plus volontiers au peuple : Sire, la Providence a besoin de moi! Il n'y a guère eu de poëtes pour le dire à Napoléon III, sauf M. Belmontet, et, je crois, M. de Banville ; mais que de professeurs, d'artistes, de penseurs, de députés et de sénateurs, sans compter les plébiscites!

Quant à ceux qui, fièrement campés devant le second Bonaparte, acceptant néanmoins ses amnisties, lui refusaient leur encens, c'est qu'ils le réservaient pour eux-mêmes, et ils ont fait tout comme lui. Ils ont pris l'Empire par une conspiration, comme lui, violant leur serment comme lui, avec moins d'excuse toutefois, sans être appelés de personne, dans un moment incomparablement plus périlleux. Bonaparte a pu croire que la situation de 1851 lui demandait d'intervenir ; eux, ils n'ont pu ignorer que la situation de 1870 leur conseillait de s'écarter. Mais l'oracle de la sorcière et les fascinations de l'imper-

tinence doivent être comptées à ces derniers blessés du mal contemporain, et leur vanité est flagellée si formidablement qu'ils paraissent assez punis. Leurs noms surnagent, ils ne pourront s'enfouir dans les fanges immortelles de ce déluge.

Ne leur refusons pas une certaine bonne foi. Ils ont cru à eux-mêmes, à leurs phrases, à leur *Marseillaise* qui devait valoir une armée; ils ont cru à leurs pères de 92 et à la résurrection de ces pères qui n'ont jamais existé. Ils ont cru à leur « lion populaire » qui dissiperait l'ennemi d'un seul rugissement, et qui réunirait tous les peuples à son premier appel. Ils ont cru qu'il y avait encore des peuples là où il n'y a plus d'autel, et que l'autel n'était pas la pierre fondamentale de la patrie, et que la terre drainée produirait des héros aussi bien que la terre bénie. Ils ont admis toutes ces fadaises qu'ils ont coutume d'exploiter comme brochuriers et comme orateurs. Ils ont cru que la voix de Gambetta, si applaudie des cafés du quartier latin, remuerait toutes les fibres de la France, sans demi-tasse et sans petit verre. Avec la puissance de pensée du vieil Arago, ils ont cru que des décors et des accessoires de théâtre produiraient l'effet de la nature; que des poignards de carton dans les mains de quelques figurants passeraient pour des armes et pour des soldats, et qu'eux-mêmes, enfin, occupant certaines places, seraient pris pour des gouvernements, et que tout marcherait. Ils ont cru que la fraternité se graverait dans les cœurs, parce que de leur doigt menaçant ils en barbouillaient le nom sur les murs.

Il faut qu'ils l'aient cru, puisqu'ils se sont offerts. Et véritablement, qui empêche de croire que Crémieux et Glais-Bizoin, estimant être la France, aient fait Garibaldi généralissime français? Ce rare trait d'insolence envers tous les catholiques du pays n'est qu'un trait d'ignorance et d'imbécillité. Ces deux hommes de 89 pensent qu'il n'y a plus de catholiques; Garibaldi, leur arrivant éclopé, avec trois soudards sans passeport, leur a semblé le dieu de la guerre, au même titre qu'ils sont eux-mêmes les dieux de la politique et du bon sens.

Et là est aussi l'excuse de la France. Il faut enfin avouer que la froideur de la France a ses causes, sinon ses raisons. Dans la réalité, la France, depuis 89, a été expulsée de ses propres affaires, par cette impertinence et cette centralisation de 89, qui ont renfermé toute la France dans Paris. Le résultat le plus clair de la centralisation a été de détruire l'union. Elle a fait l'unification aux dépens de l'unité. Nous en voyons les fruits. De quelle manière les provinces ont-elles participé à la vie politique? En envoyant à Paris des députés que lui désignaient tour à tour, tantôt le pouvoir établi à Paris par Paris, tantôt l'opinion et l'opposition de Paris. Les députés, en échange, renvoyaient aux provinces des impôts, des lois et des révolutions que Paris avait décrétés sans prendre aucunement conseil des provinces. Dans les hauteurs de l'administration politique, civile, militaire, rien n'était local. Tout était envoyé de Paris, tout était rappelé par Paris; tout, y compris le gouvernement et les opinions, était de la fabrique de Paris.

On s'est lassé. Il est survenu enfin, notamment à partir de 1830, trop d'Esquiros de tous les habits et de toutes les couleurs. Pour dire le mot, Paris a été trop impertinent, et indépendamment des autres causes, au fond desquelles se montre toujours la main insolente et frivole de la Révolution, la France abîmée laisse tomber cette bastille de 89, où plus de vérités et de droits sont enchaînés que les sévérités de la justice et les fautes de l'absolutisme n'y retinrent jamais de coupables et d'innocents.

Voilà le grand péril auquel ne remédieront pas les fredaines révolutionnaires ni les expédients de la dictature, ni les ressources épuisées de la monarchie constitutionnelle et parlementaire. C'est la France qu'il faut restaurer et rétablir dans son droit sur la religion, la famille et la propriété. *Hic opus!*

LXIV

14 novembre.

BONNE PROCLAMATION DU GÉNÉRAL TROCHU.

Le gouverneur de Paris a fait publier ce matin la proclamation suivante :

Aux citoyens de Paris,
A la garde nationale,
A l'armée et à la garde nationale mobile.

Pendant que s'accomplissaient loin de nous les douloureuses

destinées de notre pays, nous avons fait ensemble, à Paris, des efforts qui ont honoré nos malheurs aux yeux du monde. L'Europe a été frappée du spectacle imprévu que nous lui avons offert, de l'étroite union du riche et du pauvre dans le dévouement et le sacrifice, de notre ferme volonté dans la résistance, et enfin des immenses travaux que cette volonté a créés.

L'ennemi, étonné d'avoir été retenu près de deux mois devant Paris, dont il ne jugeait pas la population capable de cette virile attitude, atteint bien plus que nous ne le croyons nous-mêmes dans des intérêts considérables, cédait à l'entraînement général. Il semblait renoncer à son implacable résolution de désorganiser, au grand péril de l'Europe et de la civilisation, la nation française, qu'on ne saurait, sans la plus criante injustice, rendre responsable de cette guerre et des maux qu'elle a produits. Il est aujourd'hui de notoriété que la Prusse avait accepté les conditions du gouvernement de la défense pour l'armistice proposé par les puissances neutres, quand la fatale journée du 31 octobre est venue compromettre une situation qui était honorable et digne, en rendant à la politique prussienne ses espérances et ses exigences.

A présent que, depuis de longs jours, nos rapports avec les départements sont interrompus, l'ennemi cherche à affaiblir nos courages et à semer la division parmi nous par des avis exclusivement originaires des avant-postes prussiens et des journaux allemands qui s'échangent sur plusieurs points de nos lignes si étendues.

Vous saurez vous soustraire aux effets de cette propagande dissolvante, qui seraient la ruine des chers intérêts dont nous avons la tutelle. Vos cœurs seront fermes, et vous resterez unis dans l'esprit qui a été depuis deux mois le caractère de la défense de Paris.

Pendant que nos travaux fermaient la ville, nous avons conçu la pensée, dans l'incertitude où nous étions de l'appui que pourraient nous fournir les armées formées au dehors, d'en former une au dedans. Je n'ai pas à énumérer ici les éléments constitutifs qui nous manquaient pour résoudre ce nouveau

problème, plus difficile peut-être que le premier. En quelques semaines, nous avons réuni en groupes réguliers, habillé, équipé, armé, exercé autant que nous l'avons pu et conduit plusieurs fois à l'ennemi les masses pleines de patriotisme, mais confuses et inexpérimentées, dont nous disposions. Nous avons cherché, avec le concours désintéressé et dévoué du génie civil, de l'industrie parisienne, des chemins de fer, à compléter par la fabrication de canons modernes, dont les premiers vont nous être livrés, l'artillerie de bataille, que le service spécial de l'artillerie de l'armée formait avec la plus louable activité. La garde nationale, de son côté, après avoir plus que quintuplé ses effectifs, et bien qu'absorbée par les travaux et par la garde du rempart, s'organisait, s'exerçait tous les jours et par tous les temps sur nos places publiques, montrant un zèle incomparable, auquel elle devra d'être prochainement en mesure d'entrer en ligne avec ses bataillons de guerre.

Je m'arrête, ne pouvant tout dire; mais je doute qu'en aucun temps et dans l'histoire d'aucun peuple envahi, après la destruction de ses armées, aucune grande cité investie et privée de communications avec le reste du territoire ait opposé, à un désastre en apparence irréparable, de plus vigoureux efforts de résistance morale et matérielle. L'honneur ne m'en appartient pas, et je n'en ai énuméré la succession que pour éclairer ceux qui, avec une entière bonne foi, j'en suis sûr, croient qu'après la préparation de la défense, l'offensive à fond était possible avec des masses dont l'organisation et l'armement étaient insuffisants.

Nous n'avons pas fait ce que nous avons voulu, nous avons fait ce que nous avons pu, dans une suite d'improvisations dont les objets avaient des proportions énormes, au milieu des impressions les plus douloureuses qui puissent affliger le patriotisme d'une grande nation. Eh bien, l'avenir exige encore de nous un plus grand effort, car le temps nous presse. Mais le temps presse aussi l'ennemi; et ses intérêts, et le sentiment public de l'Allemagne, et la conscience publique européenne le pressent encore plus. Il ne serait pas digne de la France, et le monde ne comprendrait pas que la population et l'armée de

Paris, après s'être si énergiquement préparées à tous les sacrifices, ne sussent pas aller plus loin, c'est-à-dire souffrir et combattre jusqu'à ce qu'elles ne puissent plus ni souffrir ni combattre. Ainsi serrons nos rangs autour de la République et élevons nos cœurs.

Je vous ai dit la vérité telle que je la vois. J'ai voulu montrer que notre devoir était de regarder en face nos difficultés et nos périls, de les aborder sans trouble, de nous cramponner à toutes les formes de la résistance et de la lutte. Si nous triomphons, nous aurons bien mérité de la patrie en donnant un grand exemple. Si nous succombons, nous aurons légué à la Prusse, qui aura remplacé le premier Empire dans les fastes sanglants de la conquête et de la violence, avec une œuvre impossible à réaliser, un héritage de malédictions et de haines sous lequel elle succombera à son tour.

Le gouverneur de Paris,
Général TROCHU.

Paris, le 14 novembre 1870.

VIVE TROCHU ! Nous le disons pour la première fois et nous le disons de tout cœur. C'est la première fois aussi que le gouvernement de la défense nationale nous adresse les paroles qu'il faut et nous donne confiance en lui. Cette proclamation est enfin virile et enfin politique. Elle montre un dessein, une suite, une résolution ; elle montre des forces véritables, les forces du cœur, qui passeront au bras. L'homme qui a l'honneur de défendre Paris, et beaucoup plus que Paris, répond comme il convient aux indignes suggestions qui commençaient à remplir la ville et qui montraient beaucoup trop d'amour pour la paix et pour la marée. Ce mouvement pouvait déterminer un irrémédiable torrent de faiblesse ; le voilà barré. Nous sommes convaincu que le génie militaire, quoi

qu'il ait su accomplir, n'a pas opposé de bastion plus périlleux à l'ennemi.

A Dieu ne plaise que nous contredisions un mot, que nous élevions un doute au sujet des efforts que le gouvernement a multipliés pour la défense matérielle! Il le sait mieux que nous et que tous ceux qui en peuvent parler en dehors de lui ; il en connaît mieux les difficultés, qui sont d'ailleurs assez visibles. Certainement, il n'a pu faire tout ce qu'il aurait voulu ; certainement, il a fait ce qu'il a pu, et ce qu'il a pu est considérable et immense. Mais par la faiblesse morale, tout manquait. Cette vaillante parole achève et couronne ses ouvrages.

Il parle noblement de l'abjecte journée du 31 octobre, et ce qu'il avoue qu'elle nous a coûté nous est un gage qu'il saura prévenir tout retour d'une si dangereuse ignominie. Il prendra soin que ces hommes-là n'osent pas tenter de recommencer. Il s'absoudra d'avoir usurpé le pouvoir en ne souffrant pas qu'il nous soit escroqué, et en se réservant l'honneur de le déposer lui-même en temps opportun.

Nous croyons également que la proclamation nous présente des vues très-justes sur la situation de l'ennemi lui-même. Le temps qu'il est obligé de passer devant Paris, dût-il lui apporter la victoire, ne la lui livrera qu'à un prix fort onéreux à sa propre sécurité. Nous n'aurons rien perdu d'irréparable s'il n'en peut saisir son butin qu'au moment où il sera trop faible pour l'emporter, s'il est contraint de dévorer sur place son présent et son avenir, et de détruire

lui-même, en suant du sang devant les murs de Sparte, tout ce qu'il comptait trouver de richesses et de délices dans Capoue. Sparte se relève, et ce n'est pas un grand malheur que Capoue maigrisse ou même expire, mais d'une belle mort.

Après tout, le Paris de l'empereur Napoléon III et de son baron Haussmann a suffisamment vécu. Que par sa chute il s'honore et sauve l'avenir de la France, c'est plus qu'il ne méritait. Quand les chacals et les chiens maigres et les boucs qui ont hurlé et dansé sur les débris de Babylone, en attendant les scorpions et les sables, quand ils viendraient habiter entre Voltaire et les demoiselles Carpeaux, il vaut mieux qu'il en soit ainsi, et que Paris souffre et combatte « jusqu'à ce qu'il ne puisse plus souffrir ni combattre. » Il y aura une France, elle vivra, elle sera immortelle ! Elle aura la vengeance qu'elle doit souhaiter, car sa vengeance sera de brandir l'épée catholique et d'abattre la tête principale de l'hydre césarienne, qui est l'hérésie.

Nous savons très-bien que ce n'est pas ce qu'elle prévoit et se propose aujourd'hui. Mais ce qu'elle prévoit et se propose aujourd'hui importe très-peu, comme ce qu'elle prévoyait et se proposait il y a trois mois. Il s'agit de ce que Dieu dispose. Or, ce que Dieu dispose, c'est un duel à mort entre la France catholique et le césar allemand, pontife de l'hérésie.

Il y a deux ans, ce pontife à cheval présidait dans Worms à l'érection de la statue de Luther, Dieu sait avec quelle joie et quelle attente du monde anticatholique et du monde antichrétien ! Quelle mer-

veille que cet Attila, prédit et souhaité par Voltaire, se vienne briser devant la ville de Geneviève, que ces ineptes croyaient avoir donnée à Voltaire !

Qu'Attila, au pire, entre dans Paris broyé : derrière Paris se lève la France ! Il n'aura que Paris en ruines et les dépouilles du vieil Arago, qui devra, s'il a du cœur, mourir comme il l'a promis, sur le seuil de l'Hôtel de Ville. Le tombeau vide de la paysanne Geneviève sera cependant victorieux. De cette arche qui n'aura plus rien à garder, une vertu s'envolera et remplira le cœur de tous les paysans de France. Alors le coutre de la charrue labourera tous les chemins de la retraite et deviendra une arme plus redoutable que l'artillerie. Jusque dans le sommeil des enfants et des vierges, il s'élèvera une voix qui criera de tuer l'ennemi de la liberté et des âmes. Tuez-les, réservez leurs enfants pour la mort de l'épée, *juvenes morientur in gladio!* Le temps de cette mauvaise racine est passé, qu'elle soit coupée et qu'elle sorte du monde ! Ainsi s'est allumée et s'achèvera cette guerre qui est un double châtiment, châtiment d'une double fraude et d'un double orgueil ; et la France la terminera *avec l'aide de Dieu, pour la patrie !*

Mais puisqu'il y a ici deux patries en cause, quelle est celle que Dieu voudra aider, sinon celle qui voudra professer et défendre hardiment sur la terre la vérité de Dieu ! Nous sommes plein d'espoir au-delà de tous les désastres possibles, parce que nous croyons que c'est la France qui demeure malgré tout, et qui malgré tout voudra être la patrie de la vérité de Dieu, c'est-à-dire la patrie de Dieu. La France a eu Voltaire,

et elle est précisément aux mains de sa bande, c'est vrai; mais elle a eu Geneviève, mais l'épée de Clovis est restée dans ses trésors, mais elle a Marie et l'Eucharistie, et ses drapeaux portant la Présence Réelle dans leurs plis furent des tabernacles du Dieu vivant. Ces gloires et ces forces ne sont pas éteintes sans retour; pour les ranimer nous avons des repentirs et du sang, *avec l'aide de Dieu, pour la patrie!*

Hélas! notre pauvre général ne l'a pas osé dire, lorsque c'est le moment de le crier si haut à la France et au monde. Il a craint de provoquer de stupides blasphèmes. Nouvel et plus triste exemple de l'abaissement où la politique réduit l'esprit de foi; nouvelle preuve de la nécessité de sortir enfin de cette bassesse et de cette misère. Eh! soldat de la France, que vous importe le rugissement d'un Bonvalet, et la grimace d'un Glais-Bizoin, d'un Crémieux ou de n'importe quels autres juifs? Ce ne sont pas ces gens que Dieu verra sur le rempart, et que l'honneur français forcera de vous y accompagner. L'honneur français, même lorsqu'il se sépare de la foi française, veut bien vaincre avec Dieu. Parlez suivant votre cœur et selon le cœur de la France, et invoquez Celui qui donne la force de bien combattre et la grâce de triompher même dans la mort et dans la défaite.

LXV

16 novembre.

LA RÉPUBLIQUE DE TOUT LE MONDE. — CONVERSATION AVEC M. PELLETAN.

M. Pelletan, député des fières et joyeuses banlieues de Paris, m'apparut avec une mine plus contente que la mienne lorsque j'eus l'honneur de le rencontrer le 5 septembre dans la rue Taranne, dès le matin. Il était membre du gouvernement d'une république qu'il venait de faire, je me trouvais citoyen de cette république-là. A son sourire, j'admirai que la sécurité fût pour lui, l'inquiétude pour moi. Grâce aux changements qui sont survenus depuis un siècle dans l'assiette des choses morales et politiques, le mortel tranquille est celui qui prend la responsabilité des grandes affaires. Celui qui devra se laisser conduire jouit d'un sommeil moins calme; il a davantage la certitude de payer et l'appréhension d'être pendu.

Je connaissais le fonds bienveillant de M. Pelletan. Car dans le moment du plus effroyable péril, on jette trente-cinq millions d'âmes en révolution, on saccage les lois, l'administration, le trésor, on pille toutes les ressources, on crève tous les remparts, on lâche tous les torrents, on met plus qu'en hasard la fortune et la vie des citoyens, et le présent et l'a-

venir de la patrie, mais l'on est d'ailleurs un homme aimable et gracieux, sans ombre de mauvaiseté constitutive. Tout cela n'est que pour prendre le plaisir de ne plus donner à la République le nom de Bonaparte, et de se voir un peu Bonaparte à son tour, et rien n'est mieux autorisé par la morale du temps. Connaissant donc M. Pelletan, j'osai l'aborder. Comme je m'y attendais, je le trouvai bon prince. Nous eûmes un bout d'entretien que je peux conter sans lui nuire.

Tout d'abord, il témoigna sa joie que la République se fût faite sans un coup de fusil. Je laissai passer cela. Je sais qu'en politique, tout coup de fusil qui ne se tire pas dans les rues de Paris ne compte pas, et que toute mort par la faim et par la misère n'est pas non plus comptée. Ainsi, voilà une révolution qui ne coûte pas un coup de fusil. C'est donné ! M. Pelletan y voyait la preuve d'un accord principal qui en faciliterait d'autres. — Nous sommes, me dit-il, en république depuis environ soixante ans; seulement nous ne voulons pas en convenir. Le malentendu est éclairci; grande commodité pour les arrangements futurs.

J'en convins. La vérité est que nous sommes en république depuis longtemps. Je n'aurais pas aussi facilement avoué que nous y faisons de grands profits généraux et particuliers, ni que nos divers essais de république nous ont mis dans l'état le plus florissant et honorable que nous puissions désirer, ni que nous tenons enfin la république qu'il nous faut.

— Vingt ou trente républiques, dis-je, et même

trente-deux, me conviendraient mieux qu'une seule. J'y espérerais plus de place et plus de garantie pour la liberté. La république du 4 septembre me paraît devoir être, comme les autres, une grande sotte de fille unique qui aura tout à l'heure besoin d'un tuteur, et aussitôt après d'un mari. Vous vous représentez toujours la république comme un peuplier; elle doit être un buisson. Toute république unitaire nombreuse ne sera jamais qu'une manière imparfaite du césarisme, et tendra invinciblement à sa perfection, qui est la dictature. Or, la vocation du dictateur est de se solidifier par l'hérédité. Il en est tant sollicité, cela paraît si nécessaire, c'est si facile! L'empire est fait, et les tribuns sont sénateurs, jusqu'à ce qu'il pousse d'autres tribuns. Mais les douceurs du Sénat ne disparaissent point sans laisser de souvenir, et la matière première des tribuns s'épuise plus vite que celle des empereurs. Nous sommes un pays où Napoléon III a pu durer vingt ans et quelque chose, et il a fallu qu'il prît beaucoup de peine à se renverser lui-même. Dans les soixante années environ de république, on peut additionner soixante années d'interrègne assez marqué. Il semble bien que nous n'avons pas cessé d'être en monarchie; seulement, nous ne voulons pas en convenir.

Ce n'était pas une discussion à poser sur le trottoir; mon gouvernant ne dit rien. Je crus voir pourtant que l'éventualité d'un nouvel interrègne ne lui paraissait pas impossible. Je serais surpris s'il croyait que les vertus républicaines abondent chez nous, ou qu'elles y vont naître sous l'influence des nouveaux

billets de banque. Plus d'une fois il a traité Paris de Babylone. Il sait que Babylone n'était pas une république. Quand même sa forte imagination l'emporterait jusqu'à considérer les républicains comme une armée de nettoyeurs célestes, un savant tel que lui ne peut ignorer ce que disaient les anges après un fort balayage exécuté dans la cité de Nabuchodonosor : *Curavimus Babylonem, et non est sanata!* Comme qui dirait : Nous avons mis en tombereau le Bonaparte, mais il pleut de l'Arago !

J'exprimai aussi des alarmes touchant la liberté de l'Église. On venait d'entendre à la tribune le bel esprit de moulin, le maître meunier Giraud, qui avait si grossièrement injurié le clergé, montrant l'intention assez claire de le moudre. Ce Giraud refusait aux prêtres d'aller à l'armée comme aumôniers, et voulait qu'ils y fussent envoyés comme soldats. Je ne dis rien, par courtoisie, de ceux qui, au lieu de prendre le fouet, suivant le devoir de leur intelligence, et de cingler l'âne rouge, l'avaient, au contraire, imité dans le ruer et dans le braire. Mon interlocuteur, hélas! en était. Il m'interrompit d'un mouvement généreux :

— Nous pouvez-vous croire si stupides, s'écria-t-il, que nous voulions gêner qui que ce soit dans son droit et dans sa liberté, et descendre à persécuter l'Église? Non! religion, famille, propriété, c'est la République. Il faut oublier de vains discours. Et quand même vous nous croiriez des persécuteurs, ne voyez-vous pas là Trochu! Trochu nous a dit hier, au conseil, pour première parole : « Je suis ca-

tholique, et je veux mourir dans ma peau de catholique. » Et certes aucun de nous n'y a vu sujet de l'écarter ou de le contredire. Nous allons d'abord essayer de faire la paix aux conditions les moins mauvaises possibles, et ensuite nous affermirons en toute liberté la bonne république de la liberté.

Voilà l'entretien. Nous nous quittâmes. Mon gouvernant sentait le besoin de prendre un bain parce que sa nuit avait été laborieuse; je sentais le besoin d'entendre la messe parce que je ne me sentais pas rassuré sur les suites de son travail de la nuit. J'étais extrêmement touché et consolé de sa bonne volonté pour mes avantages de citoyen et pour mes droits de chrétien; mais cette bonne volonté m'eût laissé quelque petite espérance de plus s'il m'avait dit qu'il irait entendre la messe après son bain, afin de réfléchir devant Dieu à ses devoirs envers moi. Je compte que je ne l'étonne pas trop en lui disant qu'il a des devoirs envers moi. Il sait certainement que je suis une créature humaine, sans défense sérieuse contre lui, dont il a trouvé bon de se confier les intérêts, et qu'en conséquence, il devra compte à Dieu de ma fortune, de mon repos, de ma liberté, de ma vie, de quantité de choses à moi qu'il a prises en sa garde, sans requérir mon consentement. Il sait aussi que je lui paie un gage pour s'acquitter de ces services, d'autant plus dus qu'ils n'ont pas été demandés.

Cheminant vers l'église, je ne laissai pas de faire des réflexions pénibles jusqu'à l'amertume, — comme il m'arrive souvent, — sur ma condition de citoyen

français très-libre et très-affranchi. Pour parler sincèrement, je trouvais depuis longtemps cette condition assez mortifiante. Il me parut ce jour-là, 5 septembre 1870, qu'elle tendait à le devenir toujours davantage, qu'elle commençait à friser la dérision et même l'ignominie, et qu'il faudrait bientôt peut-être s'imposer le sacrifice de ne plus passer la frontière, par honte de montrer à l'étranger un visage français. Je ne pensais pas encore aux coups du Prussien, je ne pensais qu'aux soufflets de la Révolution; l'affront m'en paraissait plus insupportable. Je me voyais faisant le personnage d'un peuple gouverné par Glais-Bizoin et Crémieux, et sans en prévoir toute l'horreur, je sentais venir le carnaval aragouin.

Quelle situation pour une âme un peu fière et qui n'avait jamais su encore se défendre de quelque orgueil national! Je remontais à la source de ces flagellations, j'en suivais la longue chaîne, je n'y trouvais pas moins de ridicule que d'horreur, et je me reconnaissais moi, peuple français, pour un des Cassandres les plus turlupinés et les plus fouaillés qui soient sur les théâtres de foire. Hier, sujet d'un empereur que j'avais choisi fort peu librement pour échapper à des maîtres qui s'annonçaient pires que tout; aujourd'hui, citoyen contre mon gré d'une république bâclée sans ma participation par des hommes élus d'eux-mêmes et qui me jurent que je les appelle; demain, je ne sais quoi, par décret de je ne sais qui: voilà donc le total de mes immortelles conquêtes de 89 et le fruit de ma souveraineté! Je suis, dans la personne peu glorieuse de mon empereur, traître à

Dieu, battu par la Prusse, moqué du reste de la terre, y compris l'Italie, le tout contre mon conseil et à mes frais; je suis, dans la personne de la République, exposé à ratifier et à compléter tout cela par des délibérations où je n'entrerai pas. A travers les formes les plus ingénieuses, mes conquêtes et ma souveraineté se réduisent toujours à être corvéable quand la corvée est imposée, contribuable quand la contribution est votée, électeur d'un député déjà nommé, constituant d'une constitution déjà faite. Je n'ignore pas qu'il en fut toujours ainsi; mais autrefois c'était moins cher, moins fréquent, on ne me faisait pas l'amère plaisanterie de me coiffer d'une couronne, et cette couronne ne se fabriquait pas de l'argent de ma poche, sur mon dos, au feu de ma joue.

Cependant ce n'est rien encore; ce n'est que l'inconvénient de vivre. Si tout se terminait là, je m'en verrais quitte, comme beaucoup de mes semblables de tous les âges, pour avoir fait une mauvaise traversée. Mais il y a quelque chose que je digère moins, et, pour mieux dire, que je ne digère pas du tout.

Moi chrétien catholique de France, vieux en France comme les chênes et enraciné comme eux; moi fils de la sueur qui arrose la vigne et le blé, fils de la race qui n'a cessé de donner des laboureurs, des soldats et des prêtres, sans rien demander que le travail, l'Eucharistie et le sommeil à l'ombre de la croix; moi enfin, fidèle à toute la tradition et à tout le cœur de ma vieille patrie pleine de bonne fierté et de bonne gloire, voici mon intolérable affront qui me fait rougir, non plus à la joue, mais dans l'âme : je suis con-

stitué, déconstitué, reconstitué, gouverné, régi, taillé par des vagabonds d'esprit et de mœurs qui ne sont ni chrétiens ni catholiques, c'est-à-dire, par le fait, qui ne sont pas Français, n'ayant rien du culte de la patrie. Ces gens-là sont venus des pays d'hérésie, des juiveries errantes, de lieux pires encore, des cavernes et des terres maudites où le nom de Jésus-Christ n'est pas connu. Les uns n'ont pas reçu le baptême, les autres l'ont gratté de leur front.

Renégats ou étrangers, ils n'ont ni ma foi, ni ma prière, ni mes souvenirs, ni mes attentes. Mon âme n'espère pas avec eux, leurs cœurs ne battent pas avec mon cœur : en quoi donc sont-ils mes concitoyens? Ou ils ne sont pas Français, ou je ne le suis plus. Or, ils me gouvernent, ils sont mes maîtres, ils ont le pied et la main sur ma vie, ils me font sentir l'insolence de leur domination jusque dans cette église, le sanctuaire de la patrie, où ils n'entrent jamais. Sur le seuil, ils insultent mon prêtre, ils viendront l'insulter jusqu'à l'autel, ils viendront l'arracher de l'autel quand il leur plaira; et si je peux encore prier ici ce matin, en ce moment d'incomparable détresse et d'angoisse mortelle, c'est peut-être parce que, Paris n'ayant pas de moulin, le meunier Giraud ne s'est pas trouvé député de Paris.

Quand je dis que je suis trompé, je m'abuse. Je ne suis pas trompé, je suis conquis. Je suis sujet de l'hérétique, du juif, de l'athée et d'un composé de toutes ces espèces qui n'est pas loin de ressembler à la brute. Est-ce que cela durera toujours?

Telles étaient mes réflexions à la messe, pendant

que M. Pelletan prenait son bain. Il voyait certainement les choses d'un autre œil, et, laissant Dieu à part, puisque ce n'est pas le moment de philosopher, mais de s'occuper de choses sérieuses, il faisait mouvoir en esprit la plus aimable république du monde. En ce moment, le vieux « charbonnier » Arago composait le chœur de ses maires de Paris, et le vieux roi de Prusse marchait sur la banlieue de Paris, qu'il devait étrangement fourrager. Hélas! député Pelletan, depuis ce jour-là, que de choux plantés en Espagne!

Il n'y a guère que deux mois, et depuis deux mois ils ont trouvé le moyen de s'enfoncer si profond et si loin par dessus la tête dans la liquéfaction du pauvre pays de France! Quelles écumes, sur quels désastres! Quelle mort et que de goujats, et quels goujats pour insulter et dépouiller la mort! Quant aux catastrophes militaires, on pouvait sans doute tout craindre, sauf la manière totalement imprévue. Il y a le « sort des armes » qui n'assure « la fortune » à personne, même lorsqu'elle se prononce et lorsqu'elle est, comme dit éloquemment M. Favre, « fixée par le courage. » Mais qui pouvait prévoir les Arago, les Mottu, les Bonvalet à Paris, les Crémieux, les Glais-Bizoin et les Esquiros en province, et tous ces tiercelets affolés lancés de tous côtés contre l'aigle à deux becs et contre l'hydre à sept têtes?

Tout bon sens insulté, toute décence souffletée, toute justice révoltée! Un vieux bohême à la tête de Paris qu'il livre à un tas de râcleurs de casseroles philosophiques et autres, et vingt gâte-sauce ou gâte-

raison sortant d'on ne sait quels trous pour abolir et confectionner des lois ! Je le demande à ceux qui ont permis cela : qu'ils l'aient compris et l'aient voulu, ou qu'ils n'aient ni su le voir ni pu l'empêcher, que peuvent-ils désormais attendre de notre confiance ou espérer d'eux-mêmes et de leur œuvre? Je dis que leur république ne tardera pas à voir un nouvel interrègne, si elle reste sous leur conduite, passé l'heure où la France rentrera dans Paris. Quoi qu'il advienne, par la première porte ouverte, le dictateur entrera et expulsera leur incapacité ; et l'antique araignée césarienne commencera de recomposer ses filets putrides et puissants.

Pour mon compte, c'est ce que je ne voudrais pas, et je crois que l'on peut éviter ce malheur. Après une si épouvantable série d'aventures mortelles, je ne désespère point, et rien ne me semble perdu. Je dirai plus : je vais jusqu'à estimer que nous avons peut-être beaucoup gagné, en ce sens que nous sommes beaucoup délivrés de nous-mêmes. Le châtiment est certain, l'expiation est rude, mais il y a la miséricorde. Le grand bienfait de la miséricorde, ce n'est pas le retour du bien, c'est la sagesse, c'est-à-dire le retour au bien! Or, pour annoncer ce qui me reste à dire, je crois à un retour de sagesse, je crois à la France et à la République.

Prière aux compères du *Combat*, de la *Patrie en danger*, du *Siècle* et autres républicains de ne point encore nous adresser leurs félicitations : il ne s'agit nullement de leur plaire.

LXVI

18 novembre.

Certains détails de la reddition de Metz ne se peuvent lire sans pleurer. On y voit, on y sent la tristesse accablée de l'armée et du peuple. Le représentant de la ville est maîtrisé par sa douleur, il n'achève pas ce qu'il a commencé de dire au nom de cette fière ville qui ne s'était jamais rendue; sa voix s'éteint dans les sanglots. Larmes inconsolables jusqu'au jour où elles enfanteront la vengeance! Mais parce qu'elles tombent, ce jour viendra.

Il y a quelque chose pourtant de plus triste, parce que l'on y peut reconnaître l'obstacle qui retardera le retour à la vie. C'est la facilité et la fureur du soupçon qui s'allume contre Bazaine malheureux. On le proclame traître, tout simplement. Pourquoi traître? Il n'y a aucune preuve ni aucun indice. Tout repose sur l'allégation d'un correspondant de journal anglais. Les nombreux combats du maréchal Bazaine attestent qu'il s'est conduit comme l'exigeaient son devoir et sa gloire. Mais on trouve plus vraisemblable qu'il ait trahi. Et ne faut-il pas trahir pour n'être point vainqueur? Est-ce que la France ne lui ordonnait pas de vaincre? Est-ce que le gouvernement n'avait pas envoyé M. Gambetta, en ballon, à Tours, pour l'assister? Et si néanmoins M. Gambetta ne

l'a point ravitaillé, ne devait-il pas attendre que M. Gambetta en prît le temps?

Les proclamations de M. Gambetta sont véritablement stupides et odieuses et ne s'excusent que par la considération du voyage en ballon. On a dit que les émotions du ballon avaient fortement lézardé ce crâne d'estaminet et de basoche : il y paraît dans ses proclamations! M. Gambetta écrit manifestement sans penser, et imprime sans se relire. Nous avons trois proclamations de Tours sur le fait de la capitulation de Metz : une seule offre quelque correction et quelque décence au moins littéraire; c'est la seule qu'aient bien voulu signer MM. Crémieux et Glais-Bizoin. Les deux autres, signées de Gambetta seul, sont purement Gambettines. Le ballon a perdu tout son lest et flotte à la folie du vent.

C'est là l'esprit du gouvernement nouveau comme de l'ancien, l'esprit qui a perdu Sedan et qui n'a qu'à persévérer encore un peu pour perdre le reste. Lorsque le moment de l'histoire sera venu, on verra que cette catastrophe, où il est tant parlé de trahison, n'a été en effet qu'une trahison depuis Wissembourg et auparavant jusqu'à Metz, et peut-être, hélas! après. Trahison permanente, universelle, et toujours la même; trahison de l'infatuation, de l'ignorance; trahison d'une immense enflure d'esprit et d'un incroyable aplatissement de cœur. Vous n'êtes pas trahis, citoyens et frères! vous vous trahissez. Vous livrez tous les jours par tous les bouts à tous vos ennemis le secret de vos faiblesses et de votre désarroi, et vos ennemis vous pillent.

Après le choix que vous avez fait de vos personnes incapables, méticuleuses sans prudence, téméraires sans énergie, vantardes sans fond et sans fierté, c'est la plus sotte et la plus périlleuse des trahisons que ce cri perpétuel de trahison. Laissez ce refrain imbécile au vieux Blanqui, lequel l'exploite aussi contre vous. Vous êtes gouvernement pour découvrir la trahison si elle est quelque part, pour déjouer ses ruses et empêcher ses forfaits. Mais tâchez seulement de ne plus vous trahir vous-mêmes et avec vous la déplorable société qui s'est laissée tomber dans vos mains; ne souffrez pas qu'elle soit fusillée par derrière, égorgée dans d'immondes traquenards ; ne la découragez pas et ne la dégoûtez pas par vos impérities tyranniques, et vous aurez beaucoup fait contre la trahison. Quoi ! il faut que vos généraux soient toujours heureux, ou vous crierez qu'ils sont traîtres, et vous les mettrez hors l'honneur et hors la loi ? Prouvez d'abord que vous leur avez donné des soldats, des armes et des vivres, et ensuite vous aurez quelque raison, au moins pour vous, de leur demander des victoires. Autrement, vous arriverez à les chasser tous, et c'est le général Thomas et le général Flourens que vous chargerez de « fixer la fortune. »

Voilà bien nos avocats et nos gens de lettres, illustres fils de leurs illustres pères de 92, qui guillotinaient les généraux pour cause de trahison, et qui se guillotinaient entre eux, s'accusant réciproquement de trahir ! Quand il vint un général qui voulut enfin vaincre et n'être pas guillotiné, il les mit dehors, et

le principal ennemi parut défait; on ne parla plus de trahison. Eux-mêmes applaudirent. Ils s'empressèrent autour du général et lui demandèrent toutes les places imaginables, excepté les places de soldats; et ainsi se termina glorieusement l'immense effort de 92.

Pour conclure, Bazaine vaut bien qu'on l'écoute avant de le déclarer traître; et quoique la France soit en ce moment assez bas, elle vaut bien que M. Gambetta réfléchisse à ce qu'il se fait l'honneur de lui dire. Un ministre de la guerre, tout frais tiré des estaminets du pays latin et s'adressant au pays entier et au monde, a le devoir de réfléchir tout comme un autre lorsqu'il s'agit de déshonorer un maréchal de France. Il faut enfin oublier les usages du café Procope, où l'on dégorge une énormité comme on avale un petit verre et où l'on gagne avec une égale facilité les batailles et les parties de dominos. Et si ces façons continuent, nous demandons que le jeune Gambetta soit décrété d'accusation et inculpé de haute trahison : 1° pour s'être fourré sans titre dans le gouvernement de la défense nationale; 2° pour n'en être pas sorti lorsqu'il a eu le temps moral de connaître sa totale incapacité; 3° pour incontinence de proclamations et propagation de bruits injurieux et nouvelles alarmantes, particulièrement redoutables dans la situation actuelle du pays.

Et le vieux Senart qui en est aussi! Pas un n'y manque de tout ce que la mort nous a voulu laisser. Tout 1848 ressuscite, reparaît, frétille. On a pris

1870 pour une révolution, c'est une restauration. Seulement, 1848 nous avait donné un hospice, et 1870 nous rend un ossuaire. Ils se hâtent. Comprenant qu'ils n'auront guère que leurs cent jours, ils font leurs cent coups. 1870 : année macabre! De tous les charniers surgissent ces squelettes grotesques ; ils prennent quelque chose de la pauvre France et la font valser par pièces autour de quelque trou. Et c'est horrible et c'est drôle, et malgré soi l'on *hugotise* en en parlant. Non, et cela est écrit : la France révolutionnaire ne sortira pas du bastringue même pour mourir. La défaite, la ruine, la vieillesse, la mort, tout aura son cachet d'abominable bouffonnerie, et la postérité devra siffler l'enterrement.

Ce vieux Senart, dans la bousculade de 1848, apparut tantôt par la tête, tantôt par les jambes, tantôt au milieu, tantôt au bord du ruisseau. Il fut un peu président, un peu autre chose. Pour autant qu'on le vit par la tête, c'était déjà un avocat décharné. Il n'a pas laissé le souvenir d'une idée, ni d'un acte, ni d'une parole. Il disparut ensuite dans les greffes. Les présidents savaient son nom : MAITRE SENART ! Et les curieux qui avaient bonne mémoire disaient : Serait-ce Senart?...— Lui-même.— Tiens, tiens! il plaide... car cela s'appelle plaider.

Et aujourd'hui, surchargé de vingt ans d'avocasserie, le vieux Senart, inconnu du monde, est ambassadeur de la république française à Florence; et vers le temps que le Prussien entrait à Metz, le vieux Senart félicitait officiellement le roi Victor-Emmanuel d'avoir « délivré » Rome !

Vieux Senart, si vous trouvez bon que le roi Victor-Emmanuel délivre Rome, comment faites-vous pour trouver mauvais que le roi Guillaume *délivre* Strasbourg et Metz, l'Alsace et la Lorraine !

Ego quoque in interitu vestro ridebo; et moi aussi à votre enterrement je rirai ! C'est une menace de Dieu contre les générations insolentes. Elles deviennent imbéciles, elles obéissent aux nécromants, elles se remplissent de revenants et de larves qu'elles prennent pour la vie et qui les mènent vers la fosse. Un rire strident traverse l'air, les fossoyeurs étaient prêts, la fosse est comblée.

O miséricorde divine, rends-nous la lumière, et que la vie enfin vienne piétiner ces poussières et planter parmi ces aridités !

LXVII

19 novembre.

M. BAROCHE.

M. Baroche, dont on vient d'apprendre la mort, mérite un dernier regard. Dans le caractère, dans le talent et dans l'œuvre, dans le succès, dans le déclin, dans l'ensemble terne et inutile de la destinée, il a représenté cette chose de rapide poussée et de chute rapide et totale qu'on appelle le bourgeois révolutionnaire, sorte de légume géant. M. Thiers, M. Gui-

zot, M. Ledru-Rollin, bourgeois et révolutionnaires, n'offrent point ce type complet. Ils sont diversement sortis du cadre, on pourrait dire de la nature. M. Thiers est un artiste mobile et aventureux, qui a cru n'avoir que du bon sens et point de passion, parce qu'il s'est livré à la passion du bon sens; M. Guizot est un théoricien et un sectaire qui s'est flatté de dominer en lui l'esprit de secte pour avoir tiré de sa secte toute sa théorie ; M. Ledru-Rollin est un garde national craintif qui s'est jeté dans l'émeute pour être en sûreté et que la peur retient dans l'émeute où il ne se trouve pas en sûreté. Tout ceci n'est plus le bloc bourgeois et n'a pas plus la sincérité de la teinte révolutionnaire. En matière, dimension et poids, Baroche a été la chose même ; sa vie en résume l'histoire, et c'est pourquoi cette figure capitale de la société moderne est aussi l'une des figures principales de l'avortement et du rien. Je dis l'une des figures principales, car il y en a beaucoup. L'on ne peut nier que le siècle de 89 s'est entendu mieux qu'un autre à varier les procédés de l'avortement et les formes du rien.

Non que Baroche ne fût rien. Le bourgeois natif n'est pas rien ! Un jour, sous la tribune législative, devant mille témoins, M. Hugo connut qu'un homme remuait dans ce bourgeois, que cet homme avait un bras et un poing au bout du bras. C'était gros et dur, les finesses manquaient; mais quelle grêle! Plus martelé qu'un vers de Chapelain, le grand poëte s'en alla panser d'incurables ecchymoses. Une seule autre fois, à cette même tribune, de la main de Montalem-

bert, il fut aussi tragiquement conditionné. Ah! Phébus, qu'il était penaud! Cette correction rostrale, légitime d'ailleurs, lui fournit le sujet trop naturel d'un *Châtiment;* mais il ne put rendre que sur le papier ce qu'il avait reçu droit et roide sur la peau. A la rage du « châtiment, » on devine de quels *bleus* le fils de l'azur se sentait immortellement tatoué. Il traite Baroche d'assassin. Véritablement ce fut une manière d'assassinat... à coups de battoir. Il me semble, comme à M. Hugo, que nous y sommes encore.

Baroche trempait, tordait, battait, retrempait, retordait, reprenait le battoir sonore et impitoyable. Pas un coup à côté ; à chaque coup la victime changeait de forme. Imaginez je ne sais quoi de tordu, d'épandu, d'éperdu et de jaune : c'était Olympio trempé, tripoté, roulé, battu, aminci sous le battoir. Et Baroche recommençait, mouillait, frottait, tordait, tapait. On croyait entendre craquer les os, on frissonnait, on avait une tentation de crier grâce, et quand il semblait que ce fût fini, il fallait se retenir pour ne point crier : Encore! Mais Baroche ne finissait pas. Certes, ce ne fut point ce jour-là, *illa dies!* qu'apparut au poëte cette Olympienne *des rues et des bois,* si amoureusement chantée :

> Une fille qui, dans la Marne,
> Lavait des torchons radieux !

Radieux, Baroche l'était sans doute. Par moments, son battoir avait des reflets de soleil et des flamboiements d'épée ; mais l'objet lavé ne jetait nul rayon.

Plus tard, la poésie vint, boitant pour avoir été trop écharpée, d'autant plus altérée de vengeance. Comme la perle dans l'huître se forme des sels cuisants de la mer, ainsi dans le cœur du poëte le joyau du « châtiment » se forma des indicibles amertumes que le battoir de Baroche y avait enfoncées à jamais. Grand mystère! étranges harmonies de la nature! L'exquise beauté des vers de M. Hugo se trouve être une maladie du poëte, comme l'exquise saveur du foie gras et l'exquise blancheur de la perle sont des maladies de l'oie et de l'huître! Et moi qui ai vu la scène immortelle du battoir et qui en ai parlé, j'ai eu aussi, pauvret, mon « châtiment, » rien que pour avoir vu et avoir parlé; et ce trait encore marque la profondeur où le foie de M. Hugo a été percé par cette horrifique main de Baroche.

Baroche donc était né avec la vaillance et la rude poigne du vieux bon sens bourgeois; mais le primitif bon sens avait été faussé par l'éducation et la passion révolutionnaire, laquelle, dans la bourgeoisie, est surtout une passion d'ambition ou plutôt une fureur d'avancer. Car ils ont beaucoup rabaissé l'ambition, et ils savent gâter même les vices, sans doute pour marcher d'un pas plus sûr à leurs chers avortements.

Il était avocat, c'est de règle, et assez marquant, sans grand luminaire. Il dégoisait, comme ils font tous, rondement et facilement, en dehors de toute grâce et de toute originalité. On dit que, dans les affaires sérieuses, sur le point de droit, il était capable de discuter et de gagner sa cause du consentement

de la justice et de la raison. Enfin, il avait, jeune encore, son rang au palais et se voyait plus qu'en bon train d'importance et de fortune. C'était l'heure politique. Il aspirait à répéter à la tribune ce qu'il lisait dans les journaux. Aucun n'y manque. Nul bourgeois piqué de l'esprit révolutionnaire, — et lequel a été préservé de la piqûre ? — ne se croit véritablement affranchi et à sa place, tant qu'il n'est pas dans les fonctions publiques. Hors de là, il obéit et sert ; là, il commande. Le but de la révolution n'est nulle part la conquête de l'égalité, mais celle de l'autorité.

Pour devenir député, le chemin court est l'opposition. Ils connaissent généralement les chemins courts, ils prennent généralement celui-là. Baroche l'enfila et arriva. La circonstance lui fit faire une trop grande enjambée. On était en 1848, il força la note et passa la mesure. Il détrôna Louis-Philippe, se vanta d'avoir « devancé la justice du peuple » et fit d'autres pétarades qui le posèrent en révolutionnaire plus qu'il ne voulait. Il n'était pas si républicain que cela et montra bientôt qu'il avait enrayé. La révolution, et même une certaine façon de république, oui : on avance et on s'assied; la république et la marche perpétuelle, non : on culbute, on se lasse, on se casse. Tandis que le compère Ledru-Rollin, dégringolé dans l'émeute, cherchait le chemin de la dictature, et trouvait, à son grand soulagement peut-être, celui de l'exil, le compère Baroche devenait ministre du prince-président.

Déjà Napoléon perçait sous Bonaparte,

et l'on peut croire que Baroche s'en apercevait. Assuré que *sa* révolution ne souffrirait pas dans les mains du Bonaparte, il faisait son deuil de la République.

Ce fut comme ministre, et déjà napoléonien, qu'il rencontra M. Hugo, lequel, n'ayant pas été ministre et ne comptant plus l'être, n'était plus napoléonien. Il l'accommoda comme j'ai dit. En d'autres rencontres, le parti rouge tout entier sentit le poids de son éloquence; le *poids*, c'est le vrai mot. En écoutant un discours de Baroche, je compris bien pour la première fois que le parti révolutionnaire conservateur ne se laisserait pas faire, et que la vigueur physique, à défaut d'idées, lui fournirait le moyen de rester debout encore un certain temps. Ce jour-là, j'ai vu la bourgeoisie irritée, menaçante, décidée à sauver sa place et sa bourse, dût-elle jouer sa vie; et je me suis dit en moi-même : L'Empire est fait.

L'Empire se fit, Baroche n'y nuisit pas, et il en eut sa part. Il fut beaucoup sous l'Empire, et plus considérable peut-être au fond que Billault et Rouher. Et tout cela ne fut rien, parce que tout cela était révolutionnaire, comme l'Empire lui-même, et ne devait aboutir à rien qu'à l'effondrement. Baroche avait bâti un château de cartes où il n'était qu'une carte, et où il ne gardait qu'une carte, qui était son empereur. Il ne sut rien faire, il ne pouvait rien faire, il ne voulait même rien faire pour changer son papier en pierre de taille ni même en carton. Le révolutionnaire a peur de la solidité; le bourgeois révolutionnaire sent que la solidité n'est pas en lui et craint de la mettre

en d'autres. Il se bornait à veiller pour tenir sa construction impériale à l'abri du vent. Il y employait tout ce qu'il avait pu acquérir de connaissances politiques et d'expérience des hommes et des choses. Mais son expérience et ses connaissances étaient peu et servaient peu, et le vent venait de bien des côtés, et enfin le sol n'était pas ferme. Cela s'effondrait. Il le sentait, il était triste, il n'essayait rien.

D'ailleurs, la main de la révolution tenait son intelligence et son cœur. Il fut longtemps ministre des cultes et ne vit jamais l'Église. Comme révolutionnaire, il n'était pas chrétien; comme conservateur, il était gallican.

Un révolutionnaire exalté, un perdu pourra s'élever jusqu'aux aspirations chrétiennes, et enfin jusqu'à la compréhension et jusqu'à l'amour du Christ. Je ne parle pas d'un Blanqui et de cette séquelle, ce sont des fauves; mais il y en a d'une espèce plus intellectuelle et plus généreuse, et j'en connais. Vrais chrétiens à l'envers, dont plusieurs, je l'espère, seront retournés. Le bourgeois révolutionnaire n'a point cet envers-là. Il ne descend pas à la frénésie blanquiste, ou s'en tire pour monter à l'indifférence, pas plus haut. S'il doit néanmoins s'occuper des affaires religieuses, alors il se fait gallican. Avec un sérieux de glace, ou avec un feu oratoire, selon l'occasion, il assure qu'il est « de la religion de Bossuet. » C'était l'attitude et le discours de Baroche dans les assemblées. Pas du tout chrétien, bon gallican. Il en a donné une dernière assurance et une dernière

preuve durant la discussion législative qui eut lieu en 1868, à propos du Concile.

Il se louait beaucoup d'avoir fait ce discours, et il eut la naïveté d'en donner une réimpression *ad usum episcoporum*. Dans ce même discours, il parlait des bienfaits de l'éducation purement laïque comme en eût pu parler son ancien adversaire M. Hugo; devançant les libéralités de M. Arago, il pressait la Chambre de fournir à M. Duruy toutes les subventions qu'il fallait pour mettre l'Université en état d'écraser la concurrence importune de l'Église. Il envoyait tout cela aux évêques avec une assurance candide de ne rien dire qui ne leur parût très-bien. Il se regardait comme leur protecteur et même un peu comme leur chef.

Je ne crois pas cependant que beaucoup l'aient encouragé dans cette erreur. Il ne pensait pas non plus offenser les évêques qu'il avait proposés, lorsque, répondant à un interrupteur qui lui reprochait de choisir des évêques ultramontains, il s'écriait : *Au contraire!* Telle est la valeur du principal conseiller de l'Empire en matière de religion. Et il se doutait si peu de son incompétence, qu'il se fût laissé faire ambassadeur auprès du Concile œcuménique, si l'intrigue de ceux qui le portaient à ce poste dans l'espoir de le mener n'avait pas avorté.

Et puis la fatigue vint, les complications surgirent, il se mit à l'écart ou s'y laissa mettre, et sentit que c'était terminé. Il avait été tout, il n'était plus rien qu'un ancien ministre. Il commença de mourir, ou plutôt il était mort. Il n'avait rien fait nulle part, rien

laissé de lui. Longtemps ministre, longtemps président du conseil d'État, enrichi peut-être, mais non pas établi. L'Empereur pouvait faire des ducs, et Baroche eût pu l'être ; mais l'Empereur ni l'Empire ne pouvaient pas faire un patricien, et Baroche ne le fut point et peut-être n'en eut point la belle ambition. Sa fortune même nuisit peut-être à sa famille plus qu'elle ne lui servit. Son fils aîné, celui qui vient de mourir au Bourget pour ne pas revenir vaincu, avait été un garçon de grande espérance, bon, généreux, intelligent. La soudaine fortune de son père détourna sa laborieuse jeunesse et le jeta dans des escapades ou des aventures qui brisèrent sa vie. Fils d'un simple avocat, il annonçait un homme tout à fait remarquable ; fils d'un ministre puissant, il fléchit, du moins on le voulut croire, et son nom, le livrant à l'acharnement des haines politiques, lui devint un fléau. Ce nom ne lui permettait pas de porter le poids d'une défaite, même la plus honorable. Il voulut mourir.

Baroche n'eut pas la douleur de connaître la mort de ce fils tendrement aimé et qui lui avait donné des preuves de son amour. Le père et le fils moururent à peu de jours de distance, ignorant réciproquement ce qu'ils étaient devenus ; mais tous deux virent crouler l'Empire, et Baroche connut pleinement la vanité de tout son travail. Il vit l'Empereur emporté, l'Empire par terre, la France couchée sanglante, ruinée et humiliée dans cette fange de révolution qu'elle peut bien amonceler quelquefois jusqu'à lui donner une figure d'ordre, mais qu'elle ne solidifiera jamais.

Et enfin il est allé mourir fugitif à Jersey, pendant que M. Hugo, son vaincu de 1851, revenu de Jersey à Paris, faisait débiter ses *Châtiments* en plein théâtre par des histrions dont plus d'un, sans doute, il y a quatre mois, se fût fort honoré d'être appelé à exercer ses talents devant le ministre de l'Empire.

Voilà le bourgeois révolutionnaire et la bourgeoisie révolutionnaire, et le métier qu'ils font faire à la France et le profit qu'ils en tirent pour eux : le rien, l'avortement du rien, et enfin la honte. De Hugo à Baroche, de Baroche à Hugo!

Baroche ne sait que chasser Hugo qui revient, Hugo ne sait que chasser Baroche qu'il ramènera. La France va et revient sur cette piste, toujours chargée de quelque Baroche ou de quelque Hugo, toujours fouettée. Et lorsqu'elle aurait besoin d'un archange pour se tirer de l'abject abîme où ces cavaliers l'ont fait broncher, elle n'a encore que le choix entre Hugo et Baroche. Louis de France, priez pour la France! Par le chêne de Vincennes, par l'épée de la Mansoure, par le frein qui mulctait le blasphème, obtenez que Dieu nous délivre de ces avocats, de ces poëtes et de ces bourgeois sarrasins. Alors ceux de Prusse ne resteront pas longtemps, et nous commencerons de songer à les aller voir dans leur forteresse d'hérésie.

LXVIII

22 novembre.

A M. JULES FAVRE, ANCIEN MEMBRE DES CONFÉRENCES DE SAINT-VINCENT DE PAUL, ANCIEN BATONNIER DES AVOCATS, FONDATEUR DE LA RÉPUBLIQUE PARISIENNE, (UNE ET INDIVISIBLE), VICE-PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, L'UN DES QUARANTE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE, ETC., ETC.

Monsieur,

Malgré les graves occupations que tant de titres supposent, au fond, vous n'avez rien à faire, et je me permettrai de vous prendre un moment. J'ose dire que j'y mets le prix. Me trouvant déjà assez mal gouverné, je ne sollicitais pas l'honneur de votre tutelle. Vous me l'avez imposée, vous êtes cher, vous ne rapportez rien, ou plutôt vous emportez tout : je peux bien me passer la grande consolation du peuple souverain, qui est de houspiller ses intendants et de leur montrer à quel point ils savent mal leur métier. C'est stérile, mais cela soulage. Vous-même en avez pris le passe-temps toute votre vie, sans vous donner autant qu'il l'eût fallu le souci d'apprendre à mieux faire. Au surplus, ce que j'ai à vous dire ne saurait être indifférent ni au fondateur de la République, ni au vice-président de la défense nationale, ni au

ministre des affaires étrangères, ni au ministre de notre petit intérieur ; l'académicien et l'ancien bâtonnier peut s'y intéresser; le ci-devant confrère de Saint-Vincent de Paul n'y restera pas insensible, pour peu qu'il se souvienne de ce premier et meilleur état. Vous m'avez souvent retenu jusqu'à l'ennui sur des objets moins importants.

Notre civilisation, vous le savez, est affligée de diverses espèces de goujats, toutes très-viles et très-insolentes. On a coutume de dire autour de vous que naguère les locaux officiels en étaient remplis, et il paraît à beaucoup de gens aujourd'hui que la pire n'y logeait pas. Quoi qu'il en soit, il y a une de ces espèces que votre avénement a débridée et qui pullule. C'est celle des caricaturistes démocratiques. Si elle n'est pas la plus vile et la plus insolente, il s'en faut peu.

Ses œuvres ont leur curiosité, je l'avoue. Elles fournissent les photographies les plus exactes de la déformation morale. On y étudie l'intérieur des âmes dépravées, et l'on sait sous quel aspect les choses humaines sont vues physiquement et intellectuellement de Charenton et de Bicêtre. Mais la police a raison de ne point laisser Charenton et Bicêtre se répandre et prêcher par les rues, et de ne point permettre à la science de disséquer dans les carrefours. D'épouvantables contagions éclateraient aussitôt, qui emporteraient la police, la civilisation et le genre humain.

Le gouvernement de Napoléon III eut des complaisances pour la caricature. Il lui livra les mœurs. Par elle il donna droit de cité à la prostitution. La

plus vaste monographie moderne est l'*Album* des portraits, usages et bons mots de la fille publique, sous le régime impérial. Durant vingt ans la caricature y travailla de mille mains. Elle fut favorable à cette sœur bien-aimée et véritablement jumelle. Elle en fit une personne de la maison, et très-écoutée dans la maison. Sa profession parut une profession comme une autre. Aidée du train général de l'école, du théâtre et de la presse à rire, ses maximes et ses manières de voir entrèrent pour beaucoup dans la composition de la morale commune, jadis fille du lieu saint, désormais fille du mauvais lieu.

Jadis le clergé faisait peindre et sculpter des églises afin que cet enseignement par les yeux suppléât aux lacunes de l'enseignement oral et scripturaire. La libre-pensée a demandé le même service à la caricature et s'est ainsi procuré, en divers lieux, un véritable triomphe sur la religion. Les Fiesole et les Raphaël sont vaincus par les caricaturistes; l'école charivarique est plus forte que l'école ombrienne. C'est l'une des conquêtes de 89, et le moins contestable de nos progrès.

Sans préjuger votre pensée, dont la vigueur me laisse des doutes, j'estime que ce progrès n'est pas étranger à nos aventures civiles et militaires de l'année courante. Sedan et l'hôtel de ville de Paris nous donnent la physionomie d'un peuple qui a trop hanté la caricature, ses similaires et leurs communs produits.

Cependant notre sage et libéral Napoléon III, prince vraiment fidèle à toutes les grandes lignes

de 89, — un Lycurgue façon Arago, mais en jupe plus longue, — ne livra pas tout à la caricature. Il lui ôta le domaine direct de la politique, de la religion et des personnes. Le caricaturiste n'eut pas tout droit sur toute chose et tout vivant. Il ne pouvait souiller les vêtements sacrés ; le citoyen conservait contre lui la propriété de son nom et de son visage. Nul n'avait à craindre qu'un drôle pétri de boue, de soif et d'envie, vînt l'accrocher à la porte des cabinets de lecture de son quartier, et le poursuivre d'une injure à la fois inepte et irréfutable sous les yeux de sa femme et de ses enfants. Nul n'était contraint à cette habitude d'ignominie, de fournir son contingent à l'un des procédés les plus actifs du mépris de soi-même et des autres. Car il est malsain pour le public qu'un citoyen doive endurer, sous forme d'affiche, des affronts qu'il pourrait et que peut-être il devrait immédiatement châtier s'il les recevait de vive voix.

Or, dans votre république, monsieur, l'espèce en question devra-t-elle s'imposer au moins quelque forme de respect envers les personnes, la religion et les mœurs, envers les droits de la pudeur et de la conscience d'autrui ? Si tel est votre dessein, il n'y paraît pas.

L'on vous a signalé le vomissement de caricatures qui depuis votre avénement n'a cessé de salir la ville. En fait d'art, la république de 1870 n'a pas produit autre chose, et jamais rien n'a paru de plus sordidement barbare et bestial. C'est sanguinaire, c'est obscène et c'est bête abominablement. Ainsi l'abject forçat, le relaps condamné pour viol, dessine sur les

murs du bagne avec la pointe d'un clou volé, et divertit le reste de la chiourme. A voir ces turpitudes scélérates, on reconnaît une ville immergée dans ses cloaques ; on sent que l'infâme clou qui sert aujourd'hui de burin pourra demain servir de stylet. L'honnête homme dont on insulte ainsi le regard en a le cœur plus flétri que des succès du Prussien. Le Prussien n'a pas pris la ville, et, s'il la prend, un intarissable flot de sang généreux le forcera de la rendre; mais ces natifs et ces naturalisés de l'égout, ils l'ont prise, et quand leur sera-t-elle vraiment arrachée? Ils y possèdent leurs retraites inviolables, où l'esprit révolutionnaire les couve et les multiplie. Ils en sortent à l'heure opportune ; vous savez qui leur ouvre la porte ! Ils surgissent, ils sont les maîtres. Un jour l'ennemi de dehors viendra par ce chemin immonde sans cesse élargi. « Paris nous sera ouvert par votre populace, » vous disait M. de Bismark.

Vous avez répondu qu'il n'existait pas de populace à Paris. Le diriez-vous encore? Et comment donc appelez-vous ceci? Ceux qui font ces choses, ceux qui les vendent, ceux qui les achètent et s'en amusent, et jusqu'à un certain point ceux qui les tolèrent, est-ce un peuple, est-ce le peuple français? Ce peuple alors serait pire qu'une populace ! Mieux vaut encore être la populace crue et sauvage que cette lâche multitude de prétendus gens de bien docile à toutes les violences du mal..

Et si vous n'avez pas oublié tout ce qu'a dû savoir un membre des conférences de Saint-Vincent de Paul, vous avez compris mieux que le ministre prussien

lui-même combien il disait vrai en un sens. Le crime social qui a créé cette populace impie, et qui vous a mis sous le joug, peut ne pas suffire encore pour qu'il soit permis au Prussien de briser nos portes; mais ce sont les conséquences de ce crime qui l'ont attiré, qui lui ont frayé le chemin, qui nous ont divisés, qui nous châtient.

Vous faites écrire sur les murs : *République démocratique, indivisible; liberté, égalité, fraternité*, et sous ces mots vous laissez afficher ces œuvres de division, de licence, d'oppression et de haine! Je vois les traits de nos concitoyens affichés au pilori, dessinés sous le couperet de la guillotine « en attendant que ce soit pour de bon; » je vois l'image d'une femme qui a régné vingt ans et dont la réputation d'honneur n'a reçu aucune atteinte. Elle est souillée des injures auxquelles toute femme préférerait la mort.

Et il nous faut voir cela accroché sous les portiques du palais où vous lui portiez vos hommages, où habite aujourd'hui le chef de votre gouvernement! N'avez-vous pas honte de vous laisser ainsi dégrader vous-même? Car l'infâme affront fait à cette femme et à la pudeur retombe plus encore sur vous. Vous vous rendez complice de cette sauvagerie lâche, corrompue et corruptrice. Ce fut par ce procédé surtout qu'on assassina Marie-Antoinette, après avoir assassiné son honneur. Grâce aux diffamations de la caricature, le Paris de vos pères de 93 encourut cet irréparable opprobre. A travers les hurlées de la canaille, en plein jour, une femme auguste et inno-

cente fut traînée lentement au bourreau, et il ne se trouva pas un Français qui essayât au moins de se faire écraser sous les roues de la charrette! Voulez-vous recommencer un tel peuple et de tels jours? Vous n'avez pas beaucoup à faire : leur caricature a déjà cet accent de cannibales altérés.

Ils y joignirent pendant trop longtemps les pamphlets du même goût. Ils n'ont pas que leurs crayons; ils ont de pareilles plumes, chargées de je ne sais quelle putride matière, à répandre toutes les pestes à la fois. Comme il ne faut pas permettre que leur industrie soit gênée, ils levaient des troupes d'aboyeurs de tout genre et de tout sexe : des enfants, des filles, d'effroyables vieilles, des ruffians à face jaune dont vous ne feriez pas des électeurs, bande pouilleuse et lépreuse du diable autorisée à se payer par ses mains. La horde inondait les promenades, criant et récitant ces obscénités qu'elle semblait seule capable d'écrire. En vain le passant détournait la tête et détournait les yeux, l'insolent aboyeur se donnait au moins le plaisir de l'insulter en lui décrivant sa marchandise : « *La femme Bonaparte, ses amants, ses orgies!* » Ce n'est que le titre, et le truand insistait davantage si vous conduisiez un enfant ou une femme. Il savourait alors sa puissance, il faisait déborder sa purulente majesté. Quel membre du gouvernement de la défense nationale n'a dû avaler cet outrage, et quel profit en a-t-il espéré pour la « défense nationale? » Je me suis senti exproprié de la patrie, livré, vaincu, avili; j'ai senti sur mon visage le soufflet qui tue plus sûrement que l'épée.

Et je me suis dit qu'heureux ou malheureux, vous ne feriez rien d'illustre, vous autres qui souffrez ces choses contre la justice, l'honnêteté et l'honneur. Dites ce que vous voudrez. On ne supporte point cela ; il y a des lois qui le défendent ; on en appelle au peuple.

J'ajoute que vous avez su personnellement vous mettre à couvert. Par un ordre formel ou par connivence tacite avec ces artisans hideux, les membres du gouvernement échappent aux caricatures insultantes et diffamantes. M. Gambetta n'est montré que de profil, courant à la victoire ; et vous, monsieur Favre, vous êtes représenté comme quelque chose au fond d'assez sublime, une sorte de justicier en robe rouge écrasant le monstre Bismark, hélas ! Ou l'on a un faible pour vous dans ce monde-là, ou l'on y est doué de tant de vaillance naturelle que l'on craint de vous fâcher. Enfin, vous êtes ménagé et vous abandonnez le reste. Vous livrez les absents, les dépopularisés, les vaincus; vous laissez assassiner l'honneur des femmes.

Au nombre de ces victimes attachées au poteau des tortures, il y a la religion, il y a le Pape. Vous laissez insulter Pie IX ! par ces sauvages ! Jusqu'à présent, le seul gouvernement de Florence avait autorisé pareille ignominie. Vous êtes le second, vous prenez ce rang et cette note. Et maintenant que le Piémontais repu s'apaise, il se peut que la république parisienne se trouve seule dans le monde à insulter le vicaire de Jésus-Christ sur son Calvaire. Le propre rôle du mauvais larron !... Oh ! que vous faites honte et pitié !

Vous avez pu mettre terme au scandale de la criée des pamphlets, vous avez su vous préserver vous-même, vous sauriez interdire tout outrage envers vos puissants et utiles alliés les souverains étrangers. Pourquoi, ministre des affaires étrangères, permettez-vous qu'on insulte Pie IX? Est-ce parce qu'il n'est plus que souverain pontife? ou ne le trouvez-vous pas encore assez malheureux? ou vous est-il importun comme étant seul entre ces princes à demander à Dieu que la France ne périsse pas?

Je cherche ce qui peut valoir aux caricaturistes la complicité que vous prenez avec eux contre Pie IX, et à vos concitoyens catholiques ce surcroît d'ignominie et de douleur. Car c'est nous surtout qui sommes insultés. Et qui vous sollicitait de nous insulter de cette façon particulièrement révoltante? Personne n'achète ces ignobles représentations, l'avidité même des marchands refuse en général d'y chercher un gain; j'ai vu des *mobiles* bretons qui pleuraient en les regardant et qui disaient : « Pour quelle canaille risquons-nous notre vie? »

De bonne foi, que voulez-vous que nous pensions de vous, nous à qui vous demandez tant et qui vous donnons tout, et que vous abreuvez de telles avanies? Comment! ce n'est pas assez de votre ambassadeur Sénart, de votre généralissime Garibaldi, de votre intime Mazzini, de votre maître d'école Simon et de tout le reste, et il faut encore que nous recevions ces crachats?

Vous avez tant dit que Napoléon avait lassé la

France! Et vous donc? quelle rage de verser les dernières gouttes, de désespérer ceux qui voudraient à tout prix faire quelque chose, fût-ce avec vous! Il y a de vos actions dont on serait tenté de vous plaindre, et qui passeraient pour des traits de démence si l'on y reconnaissait moins le conseil de la peur.

Réserve faite de vos personnes, je vous dirai toute ma pensée. Ce n'est pas la plus dure parmi toutes celles qui vous accusent.

Politiquement, vous êtes de pauvres hères, empêtrés d'un vice d'origine, et particulièrement incapables de reprendre les armes que vous avez données contre vous, armes d'ailleurs que l'orgueil ne reprend jamais. Le mauvais pacte a été signé, vous en subirez les clauses. Vous avez mal commencé, mal continué, vous finirez plus mal. Ce pouvoir subtilement pris dans un corridor, la baïonnette au fourreau, vous sera enlevé dans un carrefour, à poings fermés. Vous servirez une fois de plus à prouver que les peuples ne pardonnent jamais à ceux qui les laissent corrompre et ne savent pas les contraindre à respecter la justice et à garder la pudeur. Même victorieux de l'ennemi du dehors, vous entendrez ce formidable cri qui ne tolère point de réplique, ce cri d'indignation et d'inanition morale qu'ont entendu tour à tour Louis-Philippe, la République et Bonaparte : Allez-vous-en! quoi qu'il arrive, quoi qu'il en coûte, allez-vous-en!

Il vous restera, à vous, monsieur Favre, à cause du récit de Ferrière, la consolation de Musset :

Il me reste d'avoir pleuré.

Encore fallait-il pleurer davantage, et ce n'est pas assez d'avoir pleuré. Et avec le souvenir de vos larmes, il vous faudra laisser à vos enfants des trophées qu'ils souhaiteront d'enfouir.

LXIX

Même date.

MON COUSIN LE CHARRETIER.

Un rédacteur de la *Patrie en danger*, fort *blanquignolent*, comme ils le sont tous, raconte que « je me suis rendu dernièrement chez mon cousin le charretier, » et que, dans ma fureur, j'y ai brisé un buste de Garibaldi.

Ce blanquiste prétend que je dois savoir ce qu'il veut dire. J'assure que ce blanquiste ne sait pas ce qu'il dit. Mais j'en profiterai pour l'interroger sur autre chose.

Si j'ai un cousin charretier, je l'ignore, et si mon cousin le charretier entretient chez lui le buste de Garibaldi, cela me fait de la peine, car alors il conduira mal sa charrette.

Et ses petits viendront se joindre à d'autres petits garibaldiens qui ne me sont pas cousins, lesquels, la larme à l'œil, au nom du bon Dieu, me demandent une part de ma ration de viande, en attendant de pouvoir se servir eux-mêmes.

Cependant je vois que le blanquiste me sait mauvais gré d'avoir un cousin charretier. Supposé que cela soit, quel mal y trouve-t-il? Quelle raison a ce blanquiste de mépriser les charretiers? Ce blanquiste me semble par trop *aristo*. Il insulte le peuple! Dans un mauvais moment on pourrait là-dessus demander sa tête.

Un charretier, s'il a un cheval, n'est pas, selon moi, le dernier des êtres. S'il a deux chevaux, c'est un seigneur. Il peut tuer un de ses chevaux, le faire cuire au feu de sa charrette, et monter sur l'autre pour rejoindre Garibaldi et sauver la patrie en danger.

On n'a pas toujours des parents aussi bien situés dans le monde. Le blanquiste pourrait-il me prouver qu'il descend des dieux et qu'il a été élevé sur les genoux des duchesses? Pour moi, à son style, je crois que sa marraine est la duchesse du coin.

Mais ce n'est pas une raison pour mépriser mes humbles parents, et je le prie de me donner l'adresse de mon cousin le charretier.

Ce cousin ne doit pas être si bête, et je voudrais essayer de le dégaribaldiser et de le déblanquiser, afin qu'il conduise toujours sa charrette dans le chemin du bon sens et de l'honneur.

Viens, cousin, et ne sois pas humilié de ta condition de charretier, que dédaignent trop ces faquins rouges.

Une charrette est généralement plus solide qu'un carrosse ou un fiacre, traîne moins d'immondices, verse moins au bagne, ou à l'Hôtel de Ville, ou au diable.

Si tu gagnes honnêtement ta vie, Dieu t'a mieux traité en te mettant un fouet à la main qu'en leur donnant leur plume, qui les nourrit mal et ne les fait pas non plus tant reluire.

Et si tu sais dire à propos *hue!* et *dia!* tu es plus fort qu'eux en ce monde; et en l'autre tu n'auras pas tant à répondre de ce que tu auras dit.

Quant à ton buste de Garibaldi, ne crains rien. Je te le laisserai. Tu l'expulseras toi-même quand tu auras nettoyé ta conscience et ton jugement. Pourquoi briserais-je le buste de Garibaldi, puisque mes moyens me permettent de l'illustrer?

Et vous, blanquiste blanquignolent, en vous remerciant de me faire connaître mon cousin le charretier, je ne vous invite pas à m'apporter vous-même son adresse. Il se pourrait que vous eussiez une mine et une odeur qui poussassent mes gens à vous écarter.

Servez-vous du papier, puisqu'il souffre aussi le contact de votre main.

Pauvre papier!

LXX

Même date.

MENACES BLANQUISTES.

Dans le même numéro de la *Patrie en danger*, un autre blanquignolent insinue que certains concitoyens

à lui pourraient nous faire une visite armée. Après leur avoir montré l'utilité de ce procédé de polémique, il les détourne de le suivre. C'est ce que l'on appelle un *alibi*. Si ses « frères » se laissent pousser, il prouvera qu'il a voulu les retenir. Ce trait de cœur, de mœurs et de situation est à noter.

Sans vouloir surfaire les concitoyens en question, nous les croyons aisément capables d'un mauvais coup; mais non en plein jour et sur le territoire du 106e bataillon. Si le péril s'annonce, nous planterons quelque part un képi du 106e, et nous serons suffisamment gardés. Les révolutionnaires de nuances blanquistes sont médiocrement à craindre tant qu'ils ne rendent pas la justice. Eux-mêmes craignent fort les sergents.

Quand ils peuvent tenir tribunal, c'est autre chose. Ils commandent alors les sergents, et il faut se méfier, même en plein jour. Que ceux qui veulent les contredire fassent leurs réflexions.

J'ai fait les miennes. Dans l'état présent de la civilisation, la société peut, d'un moment à l'autre, se trouver mûre pour la justice de Blanqui, et j'ai songé au parti qu'il me conviendrait de prendre.

Je désire continuer de me moquer de Blanqui et des autres, et de leur loi et de leur justice, malgré la gravité des circonstances. Voici mes raisons :

D'abord, n'ayant jamais cessé d'affirmer que l'assassinat judiciaire est le fond du sac de ces penseurs, leur unique talent politique, et le moyen de résoudre les difficultés sociales le plus conforme à leur génie et à leur courage, je ne serai pas fâché personnelle-

ment d'en avoir la confirmation. Il faut bien que la société libre-penseuse connaisse et savoure la série de ses maîtres. C'est ainsi qu'elle finira par ouvrir les yeux et qu'elle rentrera dans la voie du bon sens.

En second lieu, j'ai toujours reconnu aux révolutionnaires un genre de mérite et d'utilité qu'ils ignorent eux-mêmes et dont je crois que je pourrai profiter. Ceci les intéressera.

Je les trouve détestables et tout ce qu'il y a de pire comme gouvernement; mais comme maladie mortelle, ils me paraissent exquis.

J'ai toujours su que je mourrais, et j'ai toujours eu peur également de la mort subite et des longues façons de la commune mort. Ces médecines, ces ponctions, ces cataplasmes, ces débilités et les imbécillités, et tout cet affreux et vulgaire lantiponage de la mort médecinale, épouvante même l'humilité chrétienne. On gêne, on geint, on s'irrite, on se traîne dans un labyrinthe de tristesses discordantes; les majestés sont heurtées par des choses grotesques; les tendresses, l'œil en pleurs, vous présentent des vases ridicules; on demande à finir, on se raccroche à vouloir durer, on conspire avec le médecin qui veut vaincre la mort, on se rend sans y mettre assez du sien, les yeux hagards, le nez pincé; on ne tombe pas fauché comme un épi, la tête et le cœur pleins, on est arraché comme un chaume totalement vide et inutile.

Avec nos juges, rien de semblable. Point de médecines, point d'onguents et point de surprises ni d'indignes espérances. On est sûr de son affaire; ils

vont vite, et néanmoins, sachant certainement où ils mènent, on a le temps d'y penser. Un seul discours de procureur, en très-mauvais français, mais bref et que l'on peut siffler ; une seule opération chirurgicale, mais décente et infaillible. L'agrément de la mort prompte, et aucun de ses périls ; l'avantage de la mort prévue, et aucune de ses désobligeantes façons ; un consentement vraiment libre à la mort, et le plus légitime mépris pour les valets qui vous apportent ce présent de Dieu et qui ont la sottise de croire qu'ils tuent et d'en être fiers. Ajoutez qu'ils se chargent des soins de l'enterrement. Je demande ce que l'on peut imaginer de plus désirable, après la mort par la dent des bêtes, notre mort à nous autres, et s'ils ne nous en offrent pas l'équivalent ! Cent fois je me suis représenté la scène, elle m'a toujours plu.

Mais ce n'est rien encore ; voici le profit incomparable. Comme je les défie de m'imputer aucune autre politique que le Christianisme, je les défie aussi de me tuer pour ce délit sans me donner du même coup un excellent supplément d'absolution. Cela est sans prix, et avec cela je ne m'inquiète nullement du reste. Le reste, pour ce monde, je sais qui s'en chargera et réglera parfaitement mes petites affaires. J'ai fait un testament, je me suis assuré un exécuteur testamentaire qu'ils ne supprimeront pas.

Ainsi que tous ceux qui ont reçu la grâce du Baptême, j'ai été envoyé en ce monde pour travailler à la construction d'une église. Par la confession de ma foi, que je ferai dans leur prétoire, je deviendrai une pierre de cette église éternelle. Je sais que l'église

s'élèvera et j'y aurai ma place. J'y serai une pierre taillée et posée de leurs mains.

Donc, suivant ma dignité supérieure de racheté du Christ, rencontrant ces manœuvres errants, je les aurai forcés de me servir dans l'œuvre de ma vie, œuvre qui m'est assignée de Dieu, œuvre aussi de mon choix. Certainement j'essaierai de les payer.

Montez à votre tribunal, Brid'oisons de guillotine : quand je vous y verrai, je ferai en sorte que Dieu m'accorde la grâce de me tenir prêt, et jamais vous ne m'aurez semblé tout à la fois plus sots et plus dignes de pitié.

LXXI

25 novembre.

LE MENSONGE ET LA VÉRITÉ.

I

Une épaisse nuée de mensonge enveloppe le monde et trahit la dignité de la vie humaine. De tous côtés, chacun à chacun et chacun à soi-même, rois, peuples, partis, mentent abominablement. On ment par affirmation, par omission, par habitude envieillie, par insolence, par couardise, par privation du sentiment de l'honneur, par pure volupté de mentir. En vain la vérité proteste à coups de tonnerre. La nuit est faite dans les intelligences, le mensonge a

déclaré que ce n'est plus Dieu qui tonne, et la voix du tonnerre n'a plus de sens. Il faudra que la foudre tombe longtemps pour déchirer enfin la nuée et ramener le jour. L'Écriture dit qu'un pain de mensonge est doux à l'homme, mais qu'il remplit sa bouche de gravier. Certes, l'oracle est fidèle et le gravier ne manque pas. Cependant, l'appétit prévaut.

Sentant bien le gravier, ils s'obstinent au pain du mensonge. Ils mentent à Dieu, ils mentent aux hommes, ils se mentent. Ils livrent l'intelligence à la matière qui l'opprime et se détruit elle-même, comme toute force inférieure tirée de son rang; ils transforment les peuples en machines à broyer les peuples; ils renversent la civilisation, ils restaurent la destruction antique, et ils célèbrent leur sagesse, leur science et même leur humanité. Ce que l'Europe, naguère, considérait comme l'opprobre de la culture païenne et de la force barbare, ils en font leur gloire, et ne le voient pas ou ne s'en soucient pas. Le bélier furieux qui a frappé la cathédrale et la bibliothèque de Strasbourg blâmera la brutalité d'un Cambyse; le vainqueur qui fusille les paysans, bombarde les villes ouvertes, emmène captifs les citoyens; le prince qui combat de la sorte après la victoire et qui coupe le poignet du vaincu affamé, osera flétrir la cruauté d'un César. Quant à lui, il remercie le ciel de l'avoir choisi pour être le vengeur de la justice, le prince de la paix, l'honneur de l'humanité. En effet, roi magnanime! mais vous êtes plus certainement encore le grand hypocrite de notre âge fécond en hypocrisies : entre tous ceux qui ont commis de grands crimes,

aucun n'en a davantage renvoyé le mérite à Dieu.

Après le mensonge de l'hypocrisie prussienne tout autre paraît tolérable. Il est pourtant des mensonges plus hideux : une stupidité basse les emploie pour conjurer les périls qu'elle augmente.

Tel est le mensonge de la bienveillance des « grandes puissances, » nos alliées jalouses du temps où nous étions « grande puissance » comme elles, nos patronnes languissantes depuis qu'elles se sentent menacées de tomber grandes puissances comme nous. Satisfaites de nous voir diminués, redoutant de nous voir périr, craignant aussi un rebondissement proportionné à la violence de notre chute, inquiètes d'un avenir dont leur courte et flottante sagesse ne peut pénétrer le secret, elles s'efforcent de ne pas irriter le vainqueur et de se ménager une réponse aux interrogations sévères du vaincu relevé. Car enfin, même sous le genou de la Prusse et dans les empoisonnements de la révolution, la France est encore cette nation qui n'a besoin, comme l'ancien Israël, que d'un homme et d'une prière, et tout ne sera pas dit encore, même quand tout son sang aurait coulé. Que faire donc? Mentir! Et la Russie ment et sourit, et l'Autriche ment et se recueille, et l'Angleterre ment et s'entremet, et l'Italie ment et pleure et fait quelque chose : elle laisse échapper Garibaldi.

Ainsi la Russie nous paie l'abandon de la Pologne, l'Angleterre, le traité de commerce et tant d'autres complaisances, l'Italie, la conquête de la Lombardie et des duchés, la livraison des Siciles, la tradition de Venise, la trahison de Rome en deux fois. Il faut

d'ailleurs convenir que de tels services, sans excuser d'ingratitude ceux qui les ont reçus, méritaient bien un tel prix.

Seule l'Autriche ne nous devait rien, elle avait plutôt à se venger. Et peut-être que stupidement, en son cœur, elle prend cette vengeance, heureuse du désastre qui écrase le principal instrument de ceux qu'elle a subis, qui en amoindrit l'éclat en fixant l'attention du monde sur un affront plus grand. La sagesse et l'honneur de l'Autriche ne l'avertissent pas du double inconvénient d'être vengée aux dépens de son propre avenir, par une main qui en sera d'autant plus forte contre elle, et de laisser voir qu'elle tremble également devant l'ennemi dont on la venge et devant l'ennemi par qui elle est vengée. M. de Beust était fait pour pareil rôle. Ce Glais-Bizoin de cour exprime bien l'orgueil condamné à mentir par décadence intellectuelle et venu au point où il peut suffire à son châtiment.

M. de Beust était, il y a un siècle, le superbe Kaunitz, ministre inspirateur de l'empereur Joseph II, réformateur de l'Église et pionnier de la Révolution. Il ne faudra pas cent ans pour que la lignée de M. de Bismark fournisse un M. de Beust à la maison de Hohenzollern. C'est le gravier! Par un même principe, Turgot est devenu la poussière de nos conseils de ministres, et l'encyclopédisme est devenu le blanquinisme et lefaquinisme socialiste. Par une même suite, Napoléon Ier s'est écoulé en Napoléon III; et la France révolutionnaire et conquérante pour la révolution, si ses veines ne contenaient pas quelque reste

d'un autre sang, se verrait aujourd'hui dans Paris, avec ses perpétuels vainqueurs de la Bastille, dans la glorieuse condition du *Sedantaire* à Wilhemsohë.

Et cependant, quand le bel orateur Jules Favre nous parle de « logique inexorable, » probablement il n'y croit pas et ne veut que cicéroniser.

Donc, ils nous mentent, ces nobles anciens alliés, et lorsqu'ils feignent de nous plaindre, ils ne veulent que satisfaire aux convenances. Mais en nous mentant, ils se mentent, car d'un côté ils sont plutôt contents de nos désastres, et d'un autre côté ils voient s'élever en Europe une prépondérance qui leur sera plus redoutable que la nôtre. Ils voient que la pacifique Prusse, amie de l'humanité et des arts de la paix, vient chercher à Paris non-seulement le sceptre de l'Allemagne, mais d'autres ressources de terre et aussi des clefs de la mer qu'elle n'a pas dessein de laisser oisives. L'Italie, la Hollande, la Belgique, Anvers (chemin de Londres !) sont peut-être derrière les murs de Paris. Derrière les murs de Paris, il y a une alliance facile, presque nécessaire, en même temps que douteuse et pleine d'alarmes, avec la Russie, très-possible avec l'aventureuse Amérique, et l'amitié pour la Prusse est aussi menteuse que la sympathie pour la France. Qu'arrivera-t-il ? Mais les vieux mensonges ont pris pied, l'obscurcissement des principes est complet. Il n'y a plus de sagesse parce qu'il n'y a plus de morale ; il n'y a plus de lois, plus de juge entre les peuples. Le patriotisme a baissé partout où l'espoir de l'humiliation et du

pillage des autres peuples n'entretient pas son ardeur; il y a partout des haines sociales; on a partout besoin de ne pas remuer, et partout l'intérêt de l'avenir cède à la terreur du présent.

Un point cependant semble sincère. On le fait valoir avec un accent véritable, et la Prusse même en paraît touchée : on craint que la guerre n'abîme trop Paris! On allègue ici l'intérêt de la civilisation, la majesté des arts. Comme la Vestale du Cirque qui intervenait en faveur du gladiateur couché sur l'arène, la reine d'Angleterre intercède pour Paris, et M. de Bismark se demande peut-être s'il aura le courage de ravager ce Paradis terrestre où dansaient si bien les filles charmantes de M. Carpeaux, au chant des rossignols et des fauvettes de M. Offenbach? Devant l'Aréopage européen, la France n'aura pas miséricorde; mais Paris pourra gagner sa cause par l'argument qui fit absoudre Phryné. Et c'est là le mystère de cette admiration qui ne s'est point éveillée devant la flèche de Strasbourg, de cet amour de sa science qui n'a point respecté la Bibliothèque, de cette pitié qui ne s'est point émue devant dix années de moissons écrasées sous les débris des chaumières et sous les cadavres des laboureurs.

Il s'agit bien de l'humanité et des arts! Mais Paris est un lieu dont les politiques ont besoin. C'est là qu'ils se reposent, et c'est là que Samson vient dormir sous les ciseaux de leur employée Dalila. Paris facilite toutes les digestions pénibles; il aide à digérer la Pologne, l'Irlande, Rome; il peut aider à digérer même la France. Là s'usent toutes les ardeurs,

s'apaisent tous les regrets, s'endorment tous les remords, et la honte s'oublie comme le devoir. Sur l'emplacement qu'occupait la tribune aux harangues, Caligula fit bâtir un lupanar et compta que Rome le laisserait dormir.

Mais il faut oser nous considérer nous-mêmes et aborder aussi notre mensonge. Hélas! oui, dans ce moment d'inénarrable misère, nous mentons! Nous mentons à Dieu, aux besoins de la race humaine, à notre conscience, à notre malheur. Nous mentons au châtiment et à la miséricorde ; nous mentons devant l'évidence ; nous mentons contre notre fierté, contre la gloire de notre passé et la gloire de notre avenir.

Le champ varié du mensonge public serait long à parcourir, depuis le parti stupide des guillotineurs qui crie fraternité, jusqu'aux multitudes bariolées qui se lancent ou se laissent lancer de révolutions en révolutions en criant progrès, ordre et liberté. Dans ces deux grandes divisions du peuple de 89, on a M. de Bismark et M. de Beust : l'orgueil furieux qui veut écraser toute résistance, fallût-il détruire le monde ; l'orgueil caduc et tombé en imbécillité, que toute déconvenue trouve content et qui se loue de toutes ses erreurs et de toutes ses sottises comme d'autant de mesures habiles qui le mèneront à un triomphe certain.

De ces deux figures, celle de M. de Beust représente davantage la génération de 89. M. de Bismark exploite 89, M. de Beust y croit, c'est-à-dire il croit que le principe du mensonge révolutionnaire a pris

la valeur d'une vérité, et qu'un homme fin, honnête et fort, tel qu'il a su se former, doit mentir, et que c'est une sorte d'obligation de conscience de tenir ferme au principe révolutionnaire et de ne démordre point. Nous avons ruiné la base morale de l'ordre : c'est bien; persévérons. Il y a des embarras; mais d'autres embarras surviendront qui nous tireront de ceux-ci. Multipliant les embarras et laissant accomplir les destructions, nous finirons par avoir construit quelque chose, et l'on verra que l'édifice social tiendra fort bien sans base, sans ordre, sans justice et sans aucun mélange de justice ni de vérité. L'ordre sera le désordre lui-même, et la liberté qui sera dans ce désordre vaudra mieux que la vérité !

C'était le langage de l'illustre Caussidière, et la doctrine de l'illustre Proudhon; et tous deux mentaient, car Caussidière prétendait bien établir un ordre et une régularité à sa guise, et Proudhon était fort résolu d'imposer des dogmes. Mais la société de 89 y va plus naïvement et se ment d'une façon plus sotte. En même temps elle sent, elle voit, elle sait qu'elle s'enfonce dans l'abîme, elle en a peur, elle en veut sortir, elle donne la dictature à qui lui promet seulement de l'arrêter sur la pente du précipice; et en même temps elle se ment et ne veut pas s'être trompée. C'était la folie du paganisme lettré. Rome païenne, disait saint Léon le Grand, croyait se faire une grande vérité parce qu'elle se piquait de ne refuser aucune erreur.

Et ainsi cette pauvre France révolutionnaire se targue de n'avoir pas erré en courant à l'erreur, et

prétend se faire enfin une vérité en persévérant dans l'erreur. Elle publie son succès, sa vertu, jusqu'à son innocence. Elle s'applaudit d'avoir subordonné la civilisation intellectuelle à la civilisation matérielle, et néanmoins, tout en faisant prédominer cette civilisation du ver à soie et de l'épinoche, d'avoir plus qu'une autre, dans l'ordre intellectuel, réalisé la séparation de l'homme et de Dieu. C'est là qu'elle met sa gloire. Les brutales machines qui menacent de broyer sans remède cette merveille du monde, ce précieux et incomparable cocon qui se nomme Paris, et ses vaillantes armées surprises, et son cœur et son âme vides de foi, et ses yeux sans lumière, et son peuple sans discipline et sans accord, ne l'avertissent pas des redoutables infériorités où elle s'est laissée descendre.

Elle s'admire et en s'admirant elle s'excuse. Elle ose dire qu'elle n'a pas mérité le sort qui lui est fait et qu'elle ne voulait pas cette guerre. Quelle malheureuse inspiration du mensonge de parler de la sorte en présence des cent dernières années de son histoire et du monde ennemi ! Mais ce n'est pas elle qui parle, qui se justifie si misérablement, qui demande grâce, du moins ce n'est pas son âme ni son cœur. Elle laisse parler en son nom ce démon révolutionnaire qui, depuis un siècle, l'a tirée de sa grande voie et l'a livrée aux conceptions de l'orgueil et de la fraude, aux entreprises violentes du sabre et aux mensonges de l'avocasserie.

La France a mal commencé la guerre, et jusqu'à la résistance de Paris, elle l'a mal faite. Elle l'a com-

mencée avec cet imprévoyant orgueil de la décadence qui s'ignore, elle a été trop surprise de ses échecs et trop désarçonnée. Voilà ce qu'il convient de dire, et la ci-devant première nation du monde le pouvait dire sans bassesse, puisqu'enfin, par sa grande et persévérante faute, elle se trouve pour un temps quelconque déchue du premier rang. Mais c'est la vérité aussi que la France l'a voulue, cette guerre malheureuse, et il est également vrai qu'elle la devait vouloir, quoique par d'autres motifs que ceux qu'elle a en réalité suivis. Elle devait la vouloir, non pour conquérir une brutale gloire, mais pour remplir et exercer la magistrature que la Providence lui a dévolue en Europe, au profit de l'égalité fraternelle des nations.

Les Anglais, dans leur dernier banquet politique, ont dit que la France n'avait pas le droit d'empêcher l'Allemagne de se constituer comme il lui convient. C'est ce qu'il convient à l'Angleterre de dire en ce moment, mais la France avait néanmoins, et conserve le droit et le devoir d'empêcher l'Allemagne de se constituer comme il convient à la Prusse, et comme il ne lui convient pas à elle et à beaucoup d'autres nations, y compris beaucoup de nations allemandes. C'est pourquoi elle devait faire la guerre, et c'est pourquoi aussi, quel que soit l'événement de demain, la France ne consentira que des trêves, reprendra la guerre et la terminera glorieusement. Ainsi elle sortira du mensonge et rentrera dans sa destinée.

Considérons ce côté trop méconnu de la situation,

et consolons-nous de l'oppression où nous a jetés le mensonge en contemplant l'avenir triomphant de la vérité.

LXXII

27 novembre.

LE MENSONGE ET LA VÉRITÉ.

II

Des mains et des influences diverses ont travaillé le naturel des peuples; elles leur ont fait des caractères différents, plus ou moins marqués dans le bien et dans le mal, selon leur plus ou moins de fidélité aux qualités primitives qu'ils avaient reçues de Dieu pour le bien commun de la famille humaine et leur propre prospérité.

L'Angleterre était disposée au travail, au commerce, aux vastes entreprises de mer, afin de nouer entre les hommes les relations de la paix. Elle s'est ouverte à l'hérésie, et elle est devenue le forçat des industries noires et dures, l'âpre marchand cloué dans sa boutique, rongé de lèpre sous ses riches vêtements. Elle a les consolations de l'orgueil, pareilles à celles de l'ivresse, qui donnent la mort. Jadis on disait « la joyeuse Angleterre, » et c'est aujourd'hui le peuple de l'ennui. On dit encore « la libre Angleterre : » elle est en effet le plus libre commandeur

d'esclaves qui soit au monde. On dit aussi « la fière Angleterre. » On ne le dira pas longtemps.

L'Italie a plus qu'une autre trahi le don divin. Éclairée de Rome et du soleil, son partage était l'intelligence, son travail l'art, sa récompense terrestre la paix. Elle a été ingrate et orgueilleuse, elle est frivole et sujette. Il n'y a que du mépris parmi les peuples pour cet artiste qui n'a pas le respect de lui-même, essayeur de toutes choses, se jouant de tout; inventeur puissant, devenu par frivolité imitateur misérable; prêtre que l'orgueil a fait impie, et que l'impiété a fait histrion. L'Italie s'est jouée de l'art, de la science, de la politique, de la religion, de l'honneur. Pipant les dés, et trouvant partout des compères, elle a gagné partout. Elle vient de faire, on peut le dire, sauter la banque; et, en même temps et du même coup, elle est tombée à une indigence honteuse. Tout se dégrade comme les hommes et rien ne germe dans ce repaire. Venise était morte, elle est ensevelie; Milan expire; Naples remue et Florence grouille, mais ne vivent pas. On pourrait dès à présent prévoir le destin de Rome si le siége de Rome devait durer après celui de Paris, de même qu'il serait facile d'annoncer le destin de Paris si Paris ne devait délivrer Rome. Cependant, retirons un mot trop fort et ne disons pas que l'Italie est un repaire. Du repaire il peut encore sortir des hommes. Le repaire et la barbarie ont leur fécondité. L'escroquerie pullule et n'est point féconde. L'Italie n'est qu'un mauvais lieu, où la corruption multiplie stérilement et insalubrement, et qui sera balayé.

On peut appeler la Péninsule ibérique un théologien armé. La doctrine était dans son esprit quelque chose de clair et de ferme, de sobre et de vibrant comme l'épée qu'il avait dans la main. Dieu lui donna la clef des mondes inconnus pour aller leur porter le dogme de l'unité, dont l'aptitude saxonne devait, par le négoce, leur transmettre les moyens matériels. Dans ce dessein de Providence, Colomb fut retiré à l'Italie, qui ne pouvait porter un pareil héritage, et les peuples ibériques reçurent ce qu'il leur fallait de grands hommes. Pizarre, Cortès, Vasco de Gama, Albukerque, et plus encore, Ximenès, Ignace de Loyola, François Xavier. Mais, préservée de la grossière hérésie luthérienne, la Péninsule se laissa séduire à sa propre grandeur. L'hérésie de Luther est charnelle. Elle tenta la sensualité saxonne encore barbare, et ne put insurger l'esprit que par le concours impérieux des sens. Le premier prince allemand qui se fit hérétique voulait boire, piller l'Église et répudier sa femme ou en prendre deux; pareillement le premier prince anglais. Les arguments théologiques ne vinrent qu'en second rang. Le péché des Ibériens fut plus spirituel. Le roi catholique et le roi fidèle dévièrent et voulurent abaisser l'autorité de l'Église, par l'ambition d'y substituer la leur. Ils ne furent pas apostats, ne devinrent pas ivrognes ni païens; ils n'ont pas songé à vouer leurs peuples à la matière, pour laquelle ils n'ont pas cessé de marquer un dédain noble. Mais enfin les Ibériens ont désobéi, et, sans se séparer, se sont mis à l'écart pour se grandir. Ils n'ont réussi qu'à s'enfler. La

quasi-hérésie dont ils se sont laissé atteindre, a fait pulluler parmi eux les congénères de cette vermine qui dévore l'Italie, et qui depuis un siècle les a dégonflés étrangement. Voilà l'Espagne aux Serrano et aux Prim, voilà que le hautain Portugal, devenu colonie anglaise, possède un roi de fabrique constitutionnelle, chevalier de la Légion d'honneur, qui s'exerce à l'art de graver en taille-douce. Sur sa tombe, un roi du vieux Portugal se glorifie d'avoir donné à Jésus-Christ autant de royaumes que Jésus-Christ lui a donné d'années de règne. Le présent roi, chevalier de la Légion d'honneur, ne donnera rien à Jésus. Il travaille, au contraire, à lui retirer le royaume de Goa, dont il est en réalité le pape. Mais pour lui, si quelqu'un d'Europe veut lui retirer la tiare et le sceptre de Goa, il ne les gardera point, et quant à la couronne du Portugal, il ne l'a plus.

L'Allemagne formait un peuple de nations, plein de vocations mêlées et indécises. Artisan, laboureur, pasteur, poëte, savant, immense et heureux peuple de la paix, constitué naturellement pour se défendre et ne pas entreprendre, à l'abri des agressions et des aventures. Peuple central, assis dans ses vastes frontières bien gardées, loin de la mer et loin des révolutions, type de la tranquille famille, formant à lui seul un monde, ayant sur la tête plus de ciel et dans le cœur et dans la vie plus de facilité aux sereines joies qu'aucune autre portion de la race humaine. Mais l'hérésie, qui est surtout l'orgueil, est venue fondre sur l'Allemagne à peine dégrossie par le Christianisme, et l'a remplie d'un orgueil plus

intraitable et plus violent qu'il n'en existe dans le reste du monde. Chaque peuple se vante de telle ou telle excellence; l'Allemagne s'est dit et a dit : « Je suis supérieure en tout et j'aurai tout. Je suis César, les autres m'obéiront. » Nulle part ailleurs, parmi les nations modernes, n'a été aussitôt formé, aussi persévéramment repris et suivi le rêve de l'empire. Là, depuis Charlemagne, a été le péril du Christianisme et de l'Europe! Ce fut le fond de la querelle des investitures, le fond politique de l'hérésie de Jean Hus, le fond de l'hérésie de Luther, et celle-ci séduisit la masse du peuple par le relâchement de sa morale, enveloppée d'un vernis d'orgueil et d'austérité. La Prusse en naquit dès l'origine, fille d'un moine apostat. Il convenait que le nouvel empire païen sortît aussi des flancs de la bête prostituée, et qu'il eût tété les mamelles de la louve, pour prendre sa revanche du vainqueur qui a bu au sein de la Vierge Marie.

Dans ce monde particulier de l'Allemagne, où Dieu n'avait point départi de vocation politique déterminée, et où n'existait d'autre sentiment commun que l'orgueil, la Prusse naquit donc comme un larron audacieux, pour faire l'empire et fournir l'empereur. A coup sûr, elle est en voie de remplir cette destinée! Mais sans connaître la fin, et sans pouvoir la deviner, on peut prédire que la Prusse fournira plus sûrement encore le résultat ordinaire des entreprises de la fraude et de l'orgueil. Arriver au succès est le grand art d'arriver au châtiment.

Or, dans les variétés de vocations et d'aptitudes

qui caractérisent chaque nation parmi la famille des peuples européens, la France avait son caractère, que l'on ne peut méconnaître. La nature propre de ce grand peuple, les circonstances au milieu desquelles il est né et s'est développé, son génie sujet au sommeil, mais sagace et invieillissable, les mains épiscopales, enfin, qui l'ont formée, « comme les abeilles forment la ruche, » ont fait de la France un magistrat. Avec plus de suite, plus d'aptitude et d'un meilleur consentement que tout autre peuple, la France a été l'assesseur et la main forte du magistrat suprême de la chrétienté. Quand l'esprit d'erreur l'emporta, ce fut au-delà, mais dans le sens de cette vocation auguste, sur les voies de l'esprit de domination. De Bonald dit cette parole juste et profonde : « Bonaparte avait un instinct de la fonction que la France doit exercer en Europe, mais il s'est trompé en prenant dans un sens matériel ce qui doit être entendu au sens moral, et en mettant *une domination à la place d'une magistrature.* »

Toute erreur va droit à la ruine des avantages qu'elle propose à la passion humaine pour éloigner la vérité. Ce résultat est visible dans l'histoire générale des peuples et dans l'histoire de chaque peuple comme dans l'histoire de chaque individu. Dieu nous donne la vocation au bien, l'aptitude à une action particulière qui fait notre satisfaction propre et que nous devons diriger au bien général, et enfin la liberté de nous conformer à cette vocation et de suivre cette aptitude ou de nous y soustraire. Mais nous ne pouvons nous soustraire, homme ou peuple,

sans rencontrer premièrement la liberté d'autrui qui nous heurte, ensuite la liberté de Dieu qui nous brise. Il y emploie « ces dispositions cachées qu'il a mises dans les choses, » dit Bossuet, et qui les ramènent à leur nature, c'est-à-dire à l'accomplissement de ses desseins. Il n'y a point de désordre au fond des choses, parce qu'elles ne sont point libres, et elles restent calmes comme le fond de la mer; mais la liberté de l'homme met le désordre à la surface. Alors surgissent ces retours imprévus, ces catastrophes en apparence soudaines, ces écroulements et ces effondrements des fortunes les mieux établies. Désordre terrible à l'homme, et néanmoins plein de miséricorde, car c'est l'ordre même qui se venge. Il atteste la permanence de la justice violée, et il renouvelle le monde.

La France, en trahissant sa fonction, tacitement acceptée parce qu'elle était dans l'ordre, a trahi l'Europe et s'est trahie elle-même. L'Europe, qui recevait et même invoquait la magistrature, s'est révoltée contre la domination, et elle a redouté jusqu'à l'influence, persistante malgré tout. De là un perpétuel germe de coalition, une perpétuelle entreprise contre la France; de là, en France, l'orgueil croissant et de plus en plus périlleux de se sentir si redouté; de là, dans le monde entier, et particulièrement en Allemagne, un véritable embrasement de cet esprit de domination dont sa politique, d'accord avec sa terreur, ne cessait de nous accuser, et qui est bien plus ancien et bien plus ardent chez elle que chez nous.

En même temps nous tombions dans un piége, et nous nous préparions un autre châtiment de l'orgueil. Le premier Bonaparte nous avait accoutumés au triomphe de la force; le second, fidèle à l'esprit de son siècle, nous flattait du triomphe de la science et de la matière. Dans Napoléon III, il y avait beaucoup de ce sot maire de Paris, qui affichait récemment que désormais la *science* remplacera la théologie dans la direction du monde, et le Napoléon III ne manque pas non plus, hélas! dans tous ces sots que le 4 septembre a lâchés sur nous. Napoléon III donc n'était pas brillant en théologie, et faisait peu de cas des théologiens; mais il *trouvait* des canons scientifiques, et il comptait fort sur ces canons, fils derniers nés de la « science. » S'il n'ignorait pas que la tactique du grand Bonaparte était maintenant, avec quelques améliorations, au service de ses anciens vaincus, il croyait que ses canons n'étaient qu'à lui : il voulait faire la guerre, et essayer ses nouveaux engins scientifiques. Naïf progressiste, il ne se disait pas que rien ne passe plus vite à l'ennemi qu'un canon, ou bien il restait convaincu qu'il inventerait toujours un canon nouveau. N'était-il pas l'empereur de la grande exposition universelle?

Il fit donc la guerre, et il a pu apprendre que la « science » qui fait des canons n'enseigne pas une certaine occasion, de certains motifs et de certaines façons nécessaires de s'en servir. La « science » et ses inventions ne font pas des intelligences guerrières, des chefs vigilants, prévoyants et fermes, des soldats disciplinés, des cœurs qu'un premier revers

ne peut abattre, des peuples fidèles ni des souverains qui méritent la fidélité, l'imposent et l'obtiennent. Tout cela a manqué à l'Empereur et au peuple de la grande exposition universelle. Le peuple et le souverain, s'ils y veulent songer aujourd'hui, peuvent avouer que ceux-là n'avaient pas tort qui leur disaient de mieux placer leur orgueil ; que la force, la gloire et la vie n'étaient pas là; que peut-être tant de riches étoffes n'habilleraient que la mort, et tant de superbes machines ne fabriqueraient que le néant.

Napoléon III pouvait espérer mieux, lorsqu'une certaine révélation de la vraie fonction de la France lui faisait revendiquer l'honneur de restituer Rome au Pape, lorsqu'il prononçait ces paroles dont retentit le monde entier : « *Que les bons se rassurent, que les méchants tremblent!* » lorsqu'il disait : *L'Empire, c'est la paix*. La magistrature de la France était encore pleinement acceptée au lendemain de Malakoff et au lendemain de Solférino ; elle l'eût été au lendemain de Sadowa. Il eût absorbé la Prusse avec un succès que toutes les forces du canon et du nombre ne lui eussent pas également assuré s'il avait eu avec lui la Confédération italienne reconstituée, Rome restaurée et à l'abri, l'Autriche encore puissante, les espérances de la Pologne, du Danemark, du Hanovre, de la Saxe, la sécurité de la Hollande et de la Belgique ; et autour de lui, dans tous les cœurs, tout ce qui aspire à la reconstruction, à la liberté et à la paix de l'ordre chrétien.

Arrêtons-nous ici. Nous voulions montrer un meilleur avenir, déjà commencé pour nous ; mais à quoi

bon expliquer ce qui est dans tous les cœurs ? Nos transgressions sont châtiées, et par l'effet du châtiment l'ordre se rétablit. La France reprendra sa magistrature, parce que la force des choses la désaveugle de son erreur. En la châtiant, Dieu l'oblige à se sauver. La foudre n'est tombée sur rien d'innocent et sur rien de vital. Elle ne brûle, en vérité, que nos lèpres ; à ses clartés nous entrevoyons le sentier âpre mais sûr qui nous sortira de l'abîme. Depuis trois mois, un rejaillissement de la vieille séve française a plus que réparé en bénéfices moraux l'immense dommage matériel que l'infatuation scientifique et l'ensorcellement révolutionnaire nous ont attiré. Que de choses funestes broyées et enterrées dans les fossés de Paris ! Nous voyons que la France ne veut pas cesser d'être, ne veut pas se séparer de ses vrais autels et abdiquer sa fonction. Elle n'acceptera pas d'être un demi-peuple, un reste qui attend la mort. Elle sèmera du blé, elle fera du fer et des hommes, et elle vivra, parce qu'il faut que la vérité et la justice possèdent dans le monde ce bras et ce fer.

LXXIII

29 novembre.

Le combat est commencé devant Paris. Nous n'attendrons pas longtemps le mot de Dieu sur la France

et sur l'Europe. Une percée de lumière va éclater dans la nuit.

Les généraux nous parlent noblement des efforts qui ont été faits pour préparer la victoire. Ils en remettent plus noblement le succès à Dieu. Ils parlent en hommes qui feront leur devoir et qui comptent sur ceux qu'ils commandent. Quelle que soit l'issue de la lutte, on louera toujours le général Trochu d'avoir su prendre le temps de se faire des murailles et une armée. L'impatience et la sédition lui demandaient la sortie en masse. Il a eu le mérite d'éviter ce péril, et de gagner l'heure de la sortie en ordre. Voilà sa gloire. Elle est grande; elle grandira à mesure que l'on saura mieux les obstacles qu'il a dû vaincre. Elle lui permet de subir un revers. Dans cette guerre, c'est surtout ce qui nous a manqué.

La sortie en ordre ne nous garantit pas le succès, mais la sortie en masse, telle que la proposaient les impatients et les séditieux, nous assurait la honte, quand déjà la mesure était pleine. La défaite n'est pas de mourir, mais de fuir. Ceux qui meurent pour une cause juste et sainte ne sont pas vaincus. La Vie est en eux et reste en eux. Elle germe de leurs ossements. La Vie est la même chose que la Justice, et la même chose que Dieu. Il peut plaire à Dieu de sembler vaincu ; mais alors même il triomphe ; il prend une victoire future.

Espérant inébranlablement cette victoire finale par-delà toutes les circonstances formidables que nous traversons, nous souhaitions que Paris résistât. Nous le disions dès avant l'investissement : *La résistance*

de Paris sera la victoire de l'âme de la France. Quel que soit le résultat de ce jour ou de demain, nous disons aujourd'hui que la victoire a commencé dans le moment où Paris, après tant de désastres, a fermé ses portes et n'a pas désespéré.

On n'avait vu jusqu'alors que la défaillance hideuse et l'écroulement d'un corps corrompu. De ce débris épouvantable on a vu l'âme surgir, pleine de vigueur, délivrée plus qu'abattue; on l'a vue grandir en constance, se refaire un corps nouveau et continuer ou plutôt recommencer à combattre, tout en se forgeant une meilleure armure. Cette âme généreuse poursuivra sa victoire et l'achèvera. Des malheurs peuvent encore survenir, mais ils seront d'un autre ordre. La France reverra Dieu, et les peuples reverront la France, la France de Dieu !

Oui, oui, elle est encore dans la poussière, la grande Séduite et la grande Tombée ! Elle a encore sur la tête des restes de sa parure infâme, sur les lèvres la trace de son péché. En lui reprochant son adultère, ils l'ont amenée devant le juge, et leurs mains sont chargées des pierres viles dont ils veulent l'écraser. Elle a commis le crime, et le juge ne l'excuse pas, mais il regarde ces accusateurs et leur demande lequel d'entre eux est sans péché. Il regarde aussi la pécheresse, et dans toute cette foule de pharisiens, c'est à elle seule qu'il peut dire : *Ne péchez plus.* C'est ce seul cœur qui reste assez ouvert, et ce seul esprit qui reste assez droit pour recevoir sa parole.

On a prié pour la France, elle a prié elle-même ;

la Justice et la Miséricorde ont parlé pour elle. Elle ne passera point sous le joug, elle sera relevée. Elle sera encore ce bras qui a été le geste du Christ dans le monde.

Sans doute les signes de son retour à Dieu n'ont encore rien d'éclatant. Ses généraux et ses soldats seulement murmurent le nom de Dieu.

Mais cette voix est celle de son cœur. Qu'importe l'oubli stupide ou plutôt lâche de ceux qui prétendent aujourd'hui la conduire et qu'on appellerait ses hommes d'Etat, si c'était le moment de se moquer. Ceux-là ne sont que les complices qu'elle reniera et chassera bientôt. Leurs noms, qu'ils étalent au bas d'une proclamation oiseuse, ne servent qu'à montrer jusqu'à quoi ses égarements l'avaient abaissée. Qu'on lise cette liste de médiocres avocats et de médiocres journalistes, c'est assez pour savoir combien ils sont peu la France; mais les soldats font le signe de la croix.

Et de quel droit ces messieurs nous parleraient-ils de Dieu? S'ils en avaient eu la pensée, encore que le tact leur manque comme tout le reste, ils se seraient abstenus par convenance. Lavertujon, Dréo, Durier et les autres nous jettent aux yeux leur poussière et l'exemple de leur vertu!... Mais un sang généreux ruisselle et couvre cet affront.

LXXIV

29 novembre.

La garde nationale de marche s'est distinguée aux combats où elle a été envoyée. Les 72[e] et 106[e] bataillons, l'un de Passy, l'autre du faubourg Saint-Germain, se sont rendus à l'appel avec la fermeté civique, ont tenu au feu, qu'ils voyaient pour la première fois, avec la fermeté militaire, et en même temps avec l'ardeur des jeunes troupes. Les autres feront de même, tour à tour.

En réalité, ce qui combat maintenant en France, ce qui défend le sol, ce qui le délivrera d'un ennemi qui a pu comme d'un choc renverser notre vieille et célèbre armée et presque l'honneur de notre drapeau, c'est la garde nationale. Mais combien cette garde nationale, dans son ensemble, diffère de la chose aux trois quarts révolutionnaire et pour plus des trois quarts ridicule qu'on appelait ainsi il y a trois mois !

On a tant et depuis si longtemps parlé de la France nouvelle ! Il y a une France nouvelle en effet, et la voilà. M. de Bismark, qui a si bien étudié la France et qui croit si bien la connaître, ne connaissait point cette France, ne prévoyait point cette nouveauté.

Il faut dire, pour excuser M. de Bismark, que cette France probablement ne se connaissait point elle-

même. Elle se connaît à présent ; et, dès à présent, M. de Bismark et le monde peuvent compter qu'ils entendront parler d'elle. C'est quelque chose qui se lève sur l'horizon du genre humain. Avant qu'il se passe beaucoup de jours, cet Hercule au berceau aura étouffé plus d'un serpent. Le serpent d'Allemagne y passera le premier, et n'est pas le plus redoutable. Un autre y passera aussi.

Lorsqu'on a vu paraître dans Paris les premières compagnies de marche équipées selon la rigueur de la tenue de campagne, les guêtres aux jambes, le havre-sac au dos, surchargé des ustensiles de campement, la cartouchière pleine, le véritable fusil de guerre sur l'épaule ; lorsque chaque quartier a reconnu là ses notables ou leurs enfants, les riches, les chefs de grande famille et de grand négoce, les propriétaires, les avocats, les médecins pêle-mêle (mais en rang) avec les moindres, avec les petits employés, les domestiques, les concierges, les porteurs d'eau, une surprise fière et contente, un grand et légitime intérêt se sont manifestés partout. Les cœurs ici se touchent plus encore que les coudes, et l'on sent qu'un immense imprévu s'est accompli.

En fait de choses très-graves dans le monde, il n'y a guère que l'imprévu qui arrive. Mais pour l'ordinaire, cet imprévu est généralement pressenti, et l'attente générale ne se trompe que sur le chemin par où il arrivera et la forme sous laquelle il apparaîtra. On regarde la montagne, et la montagne accouche d'une souris. On se détourne, on regarde ailleurs, et dans ce moment la souris à son tour enfante une mon-

tagne. L'imprévu est installé et les présages s'éclairent.

La garde nationale, telle que nous l'avons reçue des flancs de la Révolution, par la main de La Fayette, et telle qu'elle a vécu sous la culture et les arrosages divers de 89, c'était la souris. Elle tenait fort de ce digne marquis de La Fayette, révolutionnaire modérateur, qui aimait à voir déchaîner des torrents pour voir s'il pourrait les faire filer entre les doigts de sa main fine, et qui, maintes fois pris à ce jeu, croyait toujours qu'il pourrait fermer le robinet lorsqu'il en aurait assez. Et véritablement il fermait le robinet. C'est-à-dire que, quand le torrent l'avait culbuté et roulé, lui marquis de La Fayette, et avait ravagé ses rives, et s'était fait lui-même un barrage en accumulant des débris, le marquis de La Fayette se flattait de l'avoir dompté. Alors il ne perdait pas de temps : il s'occupait avec une même sagesse et un égal succès à rompre le barrage toujours fragile, et le bonhomme prenait encore une fois le plaisir de voir couler l'eau et crouler les maisons, et d'être culbuté. Telle était la garde nationale ; elle s'est ainsi amusée pendant environ cent ans.

Si l'on veut une autre image, la garde nationale s'était fait un besoin de prendre la Bastille. Elle prenait donc la Bastille tous les quinze ou vingt ans. La Bastille prise, elle y mettait une cour et montait la garde à la porte. La porte fermée, elle trouvait que c'était encore la Bastille et elle grignottait la porte. La porte tombée et la Bastille prise de nouveau, elle y mettait de nouveau une cour, fermait de nouveau

la porte, la grignottait de nouveau. Et c'était toujours ainsi, et toujours à ses dépens ; mais il lui fallait prendre la Bastille, et il ne semblait pas qu'aucune expérience coûteuse ni aucune leçon terrible la pût jamais dégoûter de ce passe-temps de 89, dont elle avait besoin par nature. Elle prétendait avoir mission de propager dans le monde le joli jeu de la Bastille prise. C'était sa gloire. Et on la flattait beaucoup en lui promettant, il y a quatre mois, de l'acclimater en Allemagne, où il n'était pas assez pris. On est parti au milieu de ses applaudissements. Elle a profité de l'occasion pour donner l'assaut à la porte déjà grignottée, elle a pris encore la Bastille, et elle a vu entrer, ô surprise! les Prussiens et Blanqui.

Comment ce fait imprévu, — et pressenti, — a-t-il subitement changé la nature de la garde nationale? On pourrait l'expliquer, mais ce serait un peu long pour un jour de bataille. Il suffit de le montrer, et chacun le voit. La garde nationale, cette souris rongeuse et folle, cette trotteuse des rues uniquement occupée à percer des chattières pour se mettre sous la patte d'un nouveau chat, est donc en train de devenir cette montagne sous laquelle s'enterrera un monde et sur laquelle s'édifiera un monde. Elle est la France armée, la vraie France, vraie armée.

M. de Bismark y a servi sans le prévoir et n'en sera pas plus content que M. Blanqui ; M. Blanqui y a servi sans le vouloir et n'en sera pas plus charmé que M. de Bismark. M. Blanqui est le second serpent qu'étouffera notre Hercule.

Nous croirions volontiers que M. Blanqui avait plus

que M. de Bismark le pressentiment de cet imprévu. Son flair, plus exercé que celui du second grand Prussien (le premier grand Prussien fut le Frédéric de notre grand-père Voltaire), redoutait la garde nationale depuis qu'il y avait reconnu l'élément provincial et, qui plus est, breton. Appuyé sur le major Flourens, il a voulu être le La Fayette d'une garde nationale perfectionnée dans son sens. Cette entreprise n'a pas réussi, et la garde nationale est devenue à ses yeux un ramas d'*aristos* et de *sacristains*. Il faut reconnaître à M. Blanqui ce qui lui appartient, et cette appréciation n'est pas vulgaire. En effet, la garde nationale, telle qu'elle se forge et se constitue présentement au feu du canon, est une force qui non-seulement le vaincra, mais le détruira. Le vaincre n'est pas absolument impossible ni même difficile, et il le sait du reste. Quant à le détruire, il s'en fallait que ce fût également aisé. Cependant l'arme est faite, et l'œuvre se fera.

Si ses méditations ne lui ont pas encore révélé le vrai nom de la garde nationale nouvelle, nous nous faisons un véritable plaisir de le lui dire. Elle en a deux : elle est la république et elle est la contre-révolution.

Qu'il médite bien ces deux noms, tous les deux ; et s'il est l'homme intelligent qu'il croit être, il comprendra que ces deux noms et les deux choses qu'ils signifient le mettent, avec sa physionomie un peu distincte, juste au rang de M. de La Fayette et de M. Crémieux.

Il aura passé toute sa vie dans les géhennes et

dans les geôles, le pauvre homme, pour atteindre enfin ce rang de gloire dans l'ordre des esprits et dans l'ordre des puissances.

S'il requiert des éclaircissements, c'est que sa vue est faible. On les lui donnera ; mais qu'il les demande lui-même. Il est entouré de gens avec qui l'on ne peut causer.

Quant à M. de Bismark, qui s'étonnait que la France ne voulût point céder du territoire étant battue, il pourra dire avec M. de Beust que véritablement la France « n'est pas une nation comme une autre, qu'elle a son point d'honneur particulier. » Rien n'est plus vrai ; et c'est pour cela qu'elle est la France.

Pauvre France ! Elle est encore bien gênée et bien réduite en ce moment. Cependant, si M. de Bismark croit avoir besoin d'un supplément d'Allemands, qu'il les demande à M. de Beust, et que M. de Beust les envoie. Encore que gênée et réduite, la France trouvera la place et le temps de leur faire un lieu de repos.

LXXV

2 décembre.

M. DELESCLUZE.

Qui n'a entendu parler de l'illustre feu Pedeloup, maître de pension dans le quartier Mouffetard, homme

sévère, mais juste, lequel sut incomparablement tenir ses élèves au régime des haricots, forçant les récalcitrants à conjuguer le verbe *Je me tais en silence?*

Cet insigne Pedeloup était le précurseur de M. Delescluze, maire d'un arrondissement insurgent et directeur du *Réveil*, journal insurgé. Comme Pedeloup, M. Delescluze est venu au monde pour dicter la loi et imposer silence. Fidèle à sa vocation, il s'est proclamé et s'est reconnu dictateur.

Sa mairie insurgente lui donne du tintouin, et son *Réveil* insurgé penche à s'endormir éternellement; mais sa dictature est pleine de consolations. Elle s'exerce sans obstacles; tous les jours le *Réveil* promulgue ses décrets, et personne ne dit mot.

Véritablement, le digne M. Delescluze est rare par la gravité avec laquelle il se soutient dans cette folie, d'ailleurs commune. On marche sur les dictateurs, mais personne ne l'est comme lui. Il a sa façon, qui le sort du trivial. Il décrète, il confirme ce qu'il a décrété, il s'obéirait si on voulait le laisser faire. Le bonhomme Blanqui, avec sa barbe plus argentée, n'est auprès de lui qu'un folâtre. Blanqui a ce malheureux mérite de *sociologue*, par où il rentre dans la classe des penseurs, ce qui lui ôte du sérieux. M. Delescluze, qui ne sait rien, qui ne prouve rien et semble fort ne penser rien, est bien plus dictateur. Il dicte, et voilà une loi. Ainsi dictait Pedeloup, jadis immense; mais M. Delescluze est venu, et Pedeloup n'est plus qu'une figure.

Ne pouvant faire exécuter ses lois, M. Delescluze se dédommage en donnant des avis et des avertisse-

ments toujours justes et toujours sévères. Il en donne beaucoup, il en donne à tout le monde. On l'écoute, et en général l'on courbe la tête. Mais l'autre jour il est mal tombé, il a rencontré un récalcitrant. Pedeloup en sursautera dans la tombe!

Un je ne sais qui, un je ne sais quoi, un monsieur de quelque chose, sorti de quelque gentilhommière bretonne, s'était permis de médire du potentissime Duportal, préfet démocratique de Toulouse, et, qui plus est, ami du surpotentissime Delescluze.

Le dictateur n'a point d'égaux, mais il avoue des amis. Il a dicté que son ami Duportal méritait des louanges, et il a averti le gentilhomme de rentrer dans sa gentilhommière. Mais le gentilhomme s'est rebiffé, et l'on peut croire que, pour cette fois, c'est le dictateur qui conjuguera le verbe *Je me tais en silence*. Il y aura quelque tremblement de terre aux environs du tombeau de Pedeloup!

Nous reproduisons la lettre du gentilhomme comme un document très-supérieur au personnage et à l'incident qui l'ont provoquée. Certainement il n'y aurait pas beaucoup à s'occuper d'une correction reçue par le dictateur Delescluze; mais la correction ne va pas qu'à lui et elle a une valeur politique très-réelle. On y voit la vigueur du courant antiterroriste et antirévolutionnaire, et c'est sur quoi nos fiers-à-bras rouges feront très-bien de méditer. Qu'ils évitent de se mesurer avec ce courant-là! Il aurait bientôt fait de monter plus haut que les bottes de Flourens.

S'ils veulent se rappeler ce que nous leur disions avant-hier du caractère de la nouvelle garde natio

nale, ils verront que nous donnions d'exacts indices de son esprit. On entend très-ouvertement et, à notre avis, très-opportunément dans cette lettre remarquable. Écoutez bien, citoyens. C'est la France à qui désormais vous avez affaire.

Cette France accepte la République et ne veut pas de vous, et elle est particulièrement ferme sur ce dernier point. Elle ne veut pas de votre ineptie barbare, de votre arrogance, de vos brigandages.

Tenez-le-vous pour dit, roulez le chiffon rouge. Le présent carnaval est le dernier. Et ne vous obstinez pas, sinon vous serez empoignés et mis à Charenton jusqu'à guérison parfaite.

LXXVI

3 décembre.

LA *Patrie en danger* ET LE *Combat*. PETITES HISTOIRES POUR FAIRE ASSASSINER.

Voici deux de ces petites histoires à faire assassiner les gens, où excellent, sans grands frais d'esprit, les artistes de la *Patrie en danger* et du *Combat*.

Dans la *Patrie en danger*, c'est Verlet qui travaille. Je le laisse parler avec toutes ses grâces :

Oh ! les bonnes sœurs de charité !

Une pauvre femme se présente au parvis Notre-Dame. Elle demande nourriture pour le petit enfant qui crie entre ses bras.

— Êtes-vous mariée, madame? dit la bonne sœur.

— Non, ma sœur, répond la malheureuse. Mon homme est garde mobile. On l'a envoyé aux avant-postes. Mais il a reconnu notre enfant, car il y a deux ans que je vis avec lui.

— Mourez de faim, si vous le pouvez, mais je ne vous donnerai rien, reprend la bonne sœur. Vous n'avez pas reçu le sacrement du mariage.

Et l'enfant pleurait. Il avait faim. Mais la bonne sœur de charité refusait toujours la miette de pain qui pouvait le consoler! — Henri VERLET.

Je me suis rendu hier soir au parvis Notre-Dame afin de voir de mes yeux cette rareté probablement unique au monde : une sœur de charité capable de répondre à une femme qui l'implore pour son enfant affamé : *Mourez de faim !*

Je suis entré dans un bureau dépendant de l'Assistance publique, où un employé fort obligeant et fort au courant des choses de l'endroit et de tout le parvis m'a permis de lui lire cette honnête prose du bon Verlet. Sans prendre aucune information sur la qualité que je pouvais avoir pour l'interroger, il m'a appris :

1° Qu'il n'existe aucune maison ni bureau de sœurs de la charité sur tout le parvis.

2° Qu'il n'existe sur tout le parvis ni maison ni bureau de religieuses, chargées de distribuer des secours, soit de la part de l'administration, soit par la règle de leur institut.

Je demandai où l'on pensait que le véridique Verlet pût avoir pris au moins la pensée de sa petite machine. Il me fut répondu : « Ce n'est pas sur le parvis : il n'y a de religieuses sur le parvis que les

dames Augustines, qui desservent l'*Hôtel-Dieu*. Elles sont chargées des malades, et non des pauvres. Il en vient une ici pour faire certains pansements et distribuer des remèdes suivant l'ordre du médecin. Si elle outrepasse en quelque chose l'ordonnance, ce n'est pas pour interroger le malade sur son état civil, c'est pour lui donner quelque secours dont elle apprend ou dont elle voit qu'il a besoin. Ce n'est point son office. Ce qu'elle donne, en argent ou en bons, est à elle et nullement à l'administration. Ici l'administration ne met rien à la disposition des sœurs, sauf les objets nécessaires aux pansements et les remèdes. Il y a seulement de la soupe toujours prête pour les malades et éclopés qui attendent. Quiconque parmi eux en demande est aussitôt servi. Il faut être bête pour dire qu'une sœur a refusé de la soupe à une pauvre femme et à un enfant : et d'ailleurs elle n'en aurait pas le droit, en eût-elle la volonté. »

Voilà pour l'histoire du bon Verlet. Je m'en tiens là, et je laisse de côté ce que je pourrais ajouter sur la dignité de fille-mère dont la *Patrie en danger* semble faire assez de cas. Il est vrai que ces personnes fournissent spécialement la classe de citoyens que les révolutionnaires appellent par excellence les *Enfants de la Patrie ;* mais leur condition supérieure n'est encore que le rêve de l'avenir. En attendant qu'elle soit décrétée, il est loisible aux religieuses de leur préférer les vraies mères de famille.

Il y a pour cela des raisons que Verlet peut ignorer et peut rejeter, mais qui n'en sont pas moins

réelles et très-bonnes. Plus on étudie Verlet, plus on aperçoit qu'il est inventif, mais borné.

Passons à l'histoire du *Combat*. La voici dans le propre style de son inventeur, le citoyen Troubat (Jules).

Dans la soirée de samedi, *je garantis* le fait, les religieuses de Bon-Secours, 20, rue Notre-Dame-des-Champs, ont refusé de recevoir un soldat du train moribond. Ceux qui l'apportaient ont été obligés de le déposer sur le trottoir, disant : « A qui voudra le recevoir chez soi! »

La bannière des ambulances et le mot en grosses lettres désignent pourtant suffisamment la porte de ces *bonnes* dames, *mais nous savons trop dans le VIe arrondissement que la croix blanche et rouge est une garantie pour les monuments cléricaux plus que pour les malades*. Deux catholiques, au moins, bien avérés, sont au gouvernement de la défense nationale. Ne sauraient-ils prêcher la charité chrétienne et humaine à ces établissements de bon secours, transformés en ambulances, où les voisins déclarent n'avoir vu entrer jusqu'à ce jour un seul blessé? Ils viennent d'en donner une nouvelle preuve en en laissant mourir un à leur porte. — Jules TROUBAT.

Malgré la parole d'honneur si formelle du citoyen Troubat (Jules), j'ai pensé qu'il serait bon d'aller aux renseignements.

L'ambulance des sœurs de Bon-Secours est réservée aux malades (non blessés) qui lui sont envoyés du collége Stanislas avec billet. Elle compte douze lits.

Celui de nos collaborateurs qui a bien voulu se charger de vérifier le récit du citoyen Troubat a lui-même constaté, d'après le registre d'administration, que, depuis le 25, l'ambulance était au complet.

Il est vrai que, le 26, un blessé fut présenté. La sœur tourière répondit qu'il n'y avait plus de place et qu'on s'adressât à la maison voisine, où le blessé serait reçu.

La maison voisine et contiguë (n° 22) est le collége Stanislas, ambulance militaire de 100 lits, où se trouve aussi le siége de comptabilité de 19 ambulances, sous la direction d'un capitaine-adjudant.

Si les gens qui amenaient le blessé l'ont laissé sur le seuil des religieuses, au n° 20, plutôt que de prendre la peine de le porter au n° 22, il fallait qu'ils fussent ou bien las, ou bien ivres, ou animés d'un désir bien blanquiste ou pyatin de fournir un sujet de lettre au citoyen Troubat.

Et que le pauvre blessé soit mort sur le trottoir, à la porte inhumaine des sœurs, c'est difficile à croire, malgré la parole d'honneur du citoyen Troubat. Il doit en donner la preuve et chercher les porteurs, qui auraient alors quelques explications à fournir.

Certainement les intentions du citoyen Troubat sont pures, mais il est sujet à l'erreur. Non-seulement sur le fait du soldat, mais sur tout ce qui regarde les ambulances, pour une cause ou pour une autre, le citoyen Troubat a eu la vue trouble.

Je préviens le citoyen Troubat et le bon Verlet que j'ai l'intention de suivre ces deux affaires, et de voir s'ils en rendront compte avec la loyauté requise.

Voici une parole d'or de M. Blanqui. Nous la tirons du numéro de la *Patrie en danger* qui a paru *demain*, 13 frimaire an 79.

Même en temps ordinaire, on s'aperçoit bien toujours de la

bêtise humaine. Mais les grandes crises viennent découvrir des profondeurs inconnues de stupidité. Tout le monde y puise à pleines mains et dévore. On est pris de pitié à la fois et de misanthropie, à contempler les milliers d'aveugles qui s'en vont ainsi moutonnièrement à l'abîme les yeux ouverts.

Et malheur au téméraire qui essaie de barrer la route! Tout le troupeau lui passe en trombe sur le ventre pour courir à la culbute, sauf après à crier du fond du trou : « N'y a-t-il personne là-haut pour nous tirer d'ici? » Et chacun alors de répondre, en suivant son chemin : « Fallait pas y tomber, imbéciles ! »

Les lecteurs qui fréquentent la *Patrie en danger* s'écrieront : Où la vérité va-t-elle se nicher? Mais la vérité est fine et sait toujours se nicher où il faut. En quel lieu cette vérité rétrospective, actuelle et prophétique, saurait-elle apparaître plus incontestable que dans ce journal où pontifie M. Blanqui lui-même, assisté des Verlet et des Brideau, tandis que Eliacin Lafagette, « le front levé sur l'ourse idéale, » lui présente

Et l'encens et le sel?

Si M. Blanqui veut faire un chef-d'œuvre, il l'a dans la main. Qu'il intitule son journal : *Le Bon sens en danger*, et soudain tout s'y trouve à sa place, et Verlet et Brideau, et Lafagette aussi, et M. Blanqui comme les autres, et jusqu'à notre superbe ennemie, madame Louise Michel, dite parmi nous l'*amère* Michel, à cause de l'aigreur de ses propos.

La *Patrie en danger* a publié la lettre suivante, œuvre de l'une de ses Sévignés, une dame d'épée, comme on va voir :

COMITÉ RÉPUBLICAIN DE VIGILANCE DES CITOYENNES DU XVIII[e] ARRONDISSEMENT.

Citoyens rédacteurs de la *Patrie en danger*,

Comme nous ne correspondons qu'avec les journaux honnêtes, l'adresse de l'*Univers* nous manque. Veuillez donc, nous vous en prions, donner une petite place à ma lettre dans la *Patrie en danger*, que M. Veuillot lit si assidûment.

Je maintiens sur une même ligne les ouvroirs religieux et les maisons de prostitution, parce que ce sont deux foyers de corruption.

Lorsque les périls de la patrie auront disparu, lorsque le temps nous appartiendra, l'*Univers* pourra s'assurer que les preuves à publier ne manquent pas.

Salut fraternel. — Louise MICHEL.

Il nous semble pourtant que cette dame s'aventure un peu et que sa candeur la met dans un mauvais pas ; car, enfin, où a-t-elle fait ses études, et par quelles expériences sérieuses une même personne a-t-elle pu réunir les documents nécessaires pour établir la similitude des deux foyers en question ? Il ne s'agit pas de rapporter ici ce qu'on a pu retenir de tel livre plus ou moins malsain. Il convient de fournir de bonnes preuves bien positives, des témoignages que personne ne puisse contester.

La difficulté paraît sérieuse.

Mais après tout, ce n'est pas pour demain, et après la guerre comme après la guerre !

Il reste donc que ces dames de la *Patrie en danger*, ayant à pleurer le danger de la patrie, se contentent, pour le moment, de maintenir « sur une même ligne les ouvroirs religieux et les maisons de prostitution. »

Il y a des choses qui nous étonnent plus que cette opinion de ces dames nécessairement incompétentes.

LXXVII

4 décembre.

LE CITOYEN FÉLIX PYAT.

Pendant la bataille, M. Pyat s'escrime contre Dieu tant qu'il peut. C'est sa manière de combattre. Il ne lui adresse pas beaucoup d'arguments, mais il le crible d'injures. Verlet et ses amis, « tous habitants de la Villette, tous républicains et tous athées, » ne feraient pas mieux. Après le certificat de bravoure qu'il a reçu de M. Rochefort, M. Pyat ne saurait mieux prouver qu'il est convaincu que Dieu n'existe pas. Il l'insulte en conséquence, et se moque, mais plus doucement, des soldats qui prient. Trochu et Ducrot l'amusent. Néanmoins il veut passer quelque chose à ces bonnes vieilles croûtes militaires. Il a résolu de « ne quereller personne *pour rien, c'est-à-dire pour Dieu.* »

Tel est son genre de rire. Il lâche quantité de ces gentillesses. A ouvrir le *Combat*, on se fait une idée du spectacle et des parfums dont furent réjouis ceux qui eurent la charge d'ouvrir le cercueil de Voltaire. Une certaine Gâcon, amazone civile et

femme de lettres fort débridée, racontant qu'elle recueillit le dernier soupir de l'athée Lalande (celui qui mangeait des araignées), ajoute : « Si ce dernier soupir est une âme, je dois déclarer que c'est une âme qui pue. » O Pyat! ne laissez pas la Gâcon rôder autour de votre esprit. Elle dirait des mots énormes.

Du reste, M. Pyat, n'étant pas muni

D'autant de jugement que de barbe au menton,

peut croire que Dieu s'est donné des torts envers lui. Il a sujet de penser, dans ses moments de doute, que Dieu le fit cruellement pour être sifflé. M. Pyat ne fut point heureux dans la carrière des lettres. Vapereau dit bien qu'il eut d'immenses succès au théâtre, mais il ne le fait pas croire. Un homme qui eut d'immenses succès au théâtre ne demande pas que l'on assassine les rois et que l'on émonde le genre humain. Ce sont les auteurs sifflés et nés *ad hoc* qui ont de ces mélancolies ou *biles noires*. Les gens à succès veulent se réserver des claqueurs ; les gens à sifflets veulent couper des sifflets. Ce n'est point malice naturelle, c'est plutôt esprit de justice, n'estimant jamais qu'on les ait pu siffler justement. Ils sont tous ainsi. Robespierre, Marat, Collot, cinquante autres ennemis enragés de Dieu et des hommes, tous auteurs et historiens sifflés! Il n'est rien tel que le sifflet pour déranger la cervelle littéraire. On admirera toujours César-Auguste, parce qu'ayant lu à ses courtisans une tragédie de sa façon qu'ils refusèrent d'ad-

mirer, il ne les fit pourtant point mourir. C'est la vraie grandeur d'Auguste :

Je suis maître de moi comme de l'univers.

Selon beaucoup de gens, cette grandeur dépasse la mesure humaine. Plusieurs qui ont hanté les académies et tripots de littérature, disent que la chose est impossible à moins de quelque miracle, et que certainement Auguste n'avait pas le sens poétique, autrement il eût fait étrangler ses confidents. Les sages Romains se fièrent si peu sur l'exemple d'Auguste, que tous, un peu plus tard, applaudirent avec frénésie les vers et la voix de Néron. Et ils firent bien.

Pour revenir à M. Pyat, la vérité est qu'il n'eut pas d'immenses succès au théâtre, mais qu'il eut d'immenses revers en police correctionnelle, toujours pour faits de littérature, autre indice d'une étoile malheureuse. Jules Janin d'abord le fit tourmenter par les juges; c'est Vapereau qui le dit, et cela dura six mois. Ensuite le gouvernement le rechercha fréquemment, mais ne le trouva point. Comme le fameux prince Étienne, notre ci-devant maire, il est de ceux qui ont toujours la chance d'échapper. Seulement le prince Etienne, tout en se cachant, se place. M. Pyat n'a que le génie simple de la cachette. Mais quoique simple, il l'a beau. Un jour qu'il avait mis le feu dans Paris (le feu de la sédition), il sut se garer en pleine eau, chez des blanchisseuses. C'est moins fort qu'Arago, mais c'est plus fort que Gribouille. Gribouille eût été se cacher tout bêtement dans le feu.

On reconnaît à de pareils traits un homme qui ne hait point ses sûretés, et ne se lance point sans avoir mûrement songé à la retraite. Comment donc un pareil homme se jette-t-il en tant d'affaires et s'en fait-il une si grosse avec Dieu? Quant à Dieu, puisqu'il a l'infirmité de croire qu'il n'y croit pas, tout s'explique. Mais quant à la police, il y croit au point de la fuir même avant de l'entrevoir, et il l'affronte.

Il y a ici un mystère couvert à qui ne connaît pas la violente démangeaison qu'on appelle l'amour de la gloire chez les impotents. L'impotent qui a contracté l'amour de la gloire, et l'infortuné qui a pris la gale sont condamnés à publier leur maladie. Dussent-ils en mourir, ils se grattent, et le glorieux plus que le galeux. Le glorieux n'y peut tenir. Il entend d'avance les applaudissements, il voit d'avance éclater la bombe qui va remplir le ciel de la lumière de son nom, et quelle que soit sa timidité de cœur, il se gratte héroïquement. C'est par ce moyen que Dieu, laissant au glorieux la liberté de cacher sa ridicule maladie, fille de l'orgueil, le contraint néanmoins à trahir et à réveiller le sifflet.

Dieu ne demande pas à l'*infélix* Pyat de nous dénoncer sans relâche la stérilité de sa pensée, la lourdeur de son esprit et l'infériorité grotesque de sa littérature ; mais l'amour de la gloire le pousse à des saccades impérieuses, et le voilà par les rues, secouant ses castagnettes de bois blanc, jusqu'à ce que la gendarmerie importunée le fasse courir, tout blême, vers l'arche de salut, ce fameux bateau de blanchisseuses.

Sans cette terrible passion, M. Pyat ne serait point le plus fougueux des hommes. Il ne blasphémait pas avant de s'être essayé devant le sifflet, et on l'a connu patient. Un jour Proudhon, le robuste butor, embusqué derrière la tribune, le grêla de coups de poings d'avocat auxquels cette peau de rhinocéros semblait aussi peu sensible qu'aux baisers de l'aurore. On crut qu'ils se tireraient ensuite chacun au moins une pinte de sang, n'ayant ni l'un ni l'autre aucune crainte de Dieu. Mais point du tout, et M. Pyat remit l'offense. Ainsi c'est un homme doux primitivement.

O Pyat, votre fureur contre les rois ne leur a pas beaucoup nui, et ils l'ont, au contraire, fort bien exploitée contre la presse; votre fureur contre Dieu ne lui nuit pas beaucoup, et pour mon compte, plus je vous lis, plus je me sens de foi. Mais je crains que vous ne vous fassiez grand mal à vous-même et je vous avertis. Il se peut que vous ne soyez pas assez fou pour être encore un peu innocent.

Remarquez que déjà vous avez mené une vie errante et malheureuse sans rien du tout produire qui vous ait fait le moins du monde estimer. Vous cherchez à vous donner une tournure de Dante vengeur, mais M. Hugo a pris ce rôle et vous enfonce, encore qu'il n'y réussisse pas tout à fait. Vous êtes mal grimé, le laurier dantesque manque à votre casquette non moins qu'au bonnet de coton du traducteur Ratisbonne, et vos rugissements les plus sauvages laissent dominer toujours le bêlement berrichon. Vous n'êtes pas terrifiant, mon ami, vous

êtes *sciant*. Quel avantage pouvez-vous trouver à scier le peu de gens de bien qui se croient encore obligés de vous lire quelquefois?

Laissez cela. Vous voilà vieux, et Dieu, qui existe, vous écoute et se souvient.

Il se souvient, notez ce point-là. Un de ces jours il vous enverra l'appariteur. L'appariteur vous trouvera, fussiez-vous dans le bateau. Et toutes les blanchisseuses de la Seine n'auront pas assez de linge sale pour vous cacher ni assez de savon pour effacer vos écritures. Il faudra venir au juge, il faudra être interrogé sur faits et articles, il faudra répondre. Ce sera un mauvais métier éternel d'avoir tant blasphémé.

Homme ami de vos sûretés, munissez-vous de quelque jésuite qui sache vous faire répandre une larme sur tant de mauvaise encre. Un seul jésuite et une seule larme vous seront alors de plus de secours que l'admiration et le savon de dix mille blanchisseuses.

Et comme disent les jésuites : *Pensez-y bien !*

LXXVIII

5 décembre.

PROCLAMATION DU SIEUR JULES FERRY.

M. Jules Ferry, pro-préfet de la Seine, affiche un

appel verbeux à la « population » de Paris, afin qu'elle reçoive à domicile les blessés de « nos batailles républicaines » que les ambulances ne pourraient contenir.

La requête est fort juste en ce qui regarde les blessés ; mais le style et la signature de M. Ferry méritent quelques observations.

La « population » dont les individualités peuvent recevoir un blessé, c'est-à-dire fournir un lit, une chambre et le service indispensable, est assez restreinte. Elle se compose des citoyens que l'on appelle riches, réacteurs, sacristains, etc., dans ces lieux fraternels où tout le monde, selon les gens de M. Blanqui, se pique d'être « républicain et athée. »

Ce sont généralement les citoyens qui, depuis l'introduction de la République, ont le plus perdu et le plus donné. Ils fournissent le service personnel comme tous les autres, ils sont au corps de garde, au rempart, au-delà du rempart et des forts, équipés à leurs frais et sans solde ; ils ont contribué pour les ambulances, pour le logement des troupes, pour les canons; ils ne touchent pas leurs revenus, leur capital a baissé de moitié ou disparu en totalité ; s'ils avaient des places, on les leur a prises ; beaucoup peuvent grandement douter de voir jamais refleurir leur négoce et leur industrie. Menacés de ruine totale et de mort par la guerre, ils sont en outre insultés, dénoncés, menacés de pillage et du reste par leurs concitoyens. Et ils ignorent jusqu'ici ce que le gouvernement de la défense nationale a fait ou se propose de faire pour les défendre.

Ils le voient au contraire, ou par lâcheté, ou par ineptie, ou par la plus criminelle des complicités, et peut-être par ces trois raisons à la fois, pencher du côté des stupides terroristes qui font tout leur possible pour nous livrer aux trahisons de l'anarchie.

Ils ont laissé, ils laissent cette tourbe insulter tant qu'il lui plaît les lois, la pudeur, la religion, la liberté. Ils laissent avilir en leurs mains, au-delà de toute mesure, le misérable reste de pouvoir qu'ils ont dérobé dans un moment de stupeur. Après avoir tout désorganisé, ils ont laissé gâcher tout, et le plus clair profit que la France tirera de les avoir eus pour maîtres, sera quelque reste du barbouillage de leur fraternité sur les édifices qui portaient le chiffre de l'homme de Sedan.

Nous prions M. Jules Ferry, pro-préfet de la Seine, ancien député du faubourg Saint-Germain, et si fécond en affiches, de nous montrer l'affiche qu'il a faite pour protester au moins contre les abjects calomniateurs des communautés religieuses de l'arrondissement où il fut élu. Comme préfet et comme ancien député, il doit savoir ce qui se passe dans cet arrondissement et ce que la religion y fait pour notre armée. Plus ému qu'il ne convient, il va offrir un drapeau spécial et irrégulier aux soldats de Flourens, qui le reçoivent avec la botte de Flourens; mais lorsqu'il entend dire par là qu'il n'y a point de blessés dans les ambulances du faubourg Saint-Germain et que des religieuses laissent mourir des blessés sur leur porte décorée d'une croix menteuse, il ne proteste pas. M. le préfet aime mieux risquer de voir

assassiner des religieuses que de faire égratigner sa popularité.

Et quelle douceur nouvelle de nous entendre recommander les blessés de « nos batailles républicaines » par un pro-préfet dont les vertus républicaines jettent un si charmant éclat! Nos batailles républicaines! Alors, préfet, c'est donc pour vous et pour votre république à vous, pour la république des Mottu, des Bonvalet, des Clémenceau et de tous les aragouins, c'est pour la république qui fait l'apothéose de Voltaire et qui promet de bannir le Christ, c'est pour cette république-là que l'on se bat sous les murs de Paris, que tant de sang coule, que l'on souffre tant de tortures et qu'il en faudra souffrir tant d'autres qui nous sont annoncées? Et ce sont vos gens qui livrent nos batailles? Et les autres qui ne se sentent pas républicains comme vous, ou ne sont pas à la bataille ou ne sont que des mercenaires indignes d'un tel honneur, et leur sang n'est point compté? Tout ce qui est venu de Bretagne, de Vendée, de Poitou et d'ailleurs, tout ce qui s'est armé, tout ce qui s'est offert sans vous regarder et s'est dévoué en ne songeant qu'à Dieu et à la patrie, tout cela n'étant pas mort pour la république de Ferry, de Mottu et d'Arago, cela n'est pas bien mort et doit être confisqué au profit des Bellevillois ?

Écoutez, préfet, nous voulons bien que telle soit votre pensée : mais jusqu'à ce que le moment d'en disputer soit venu, gardez-la pour vous. Il ne serait pas sage aujourd'hui de la publier sur le front de bandière, car, en vérité, beaucoup désirent une

république qui ne serait point du tout dans ce goût-là. Du même droit que vous, avec une volonté égale pour le moins à la vôtre, ils ont en tête quelque chose qui n'a point votre visage ni votre éloquence ni votre bras ni vos conceptions ; quelque chose dont tout ce que vous êtes et tout ce que vous faites ne donne aucune idée ; quelque chose dont vous ne serez point : un ordre social nouveau, où vous entrerez couvert d'un voile d'amnistie, pour ne plus paraître que changé par la pénitence et devenu vous-même un homme nouveau.

Ne parlez donc plus, s'il vous plaît, de nos « batailles républicaines. » Encore une fois, la France n'a pris ni vos plans, ni votre épée, ni votre figure. Elle est elle-même, et elle livre des batailles françaises. Contentez-vous qu'elle vous sauve, et ne faites pas entendre qu'elle veut vous couronner. Vous recevriez un de ces démentis auxquels ne doivent pas s'exposer les préfets.

Quant aux blessés, qu'ils soient républicains ou ne le soient pas, qu'ils soient des vôtres ou des nôtres, ils sont premièrement *nos* blessés, et aucun après ce titre n'a besoin d'en fournir un second. Toute maison qui pourra s'ouvrir s'ouvrira, et à défaut de la maison, la bourse sera ouverte. Quand même votre génie l'aurait déjà vidée, il s'y trouvera encore de quoi soutenir nos blessés.

Un dernier mot, préfet : permettrez-vous aux catholiques de laisser un crucifix dans la chambre du blessé, et souffrirez-vous que le blessé rencontre chez nous, sans l'avoir appelé, le prêtre que vos amis

veulent envoyer au champ de bataille et bannir des ambulances ?

LXXIX

7 décembre.

ESPÉRONS CONTRE L'ESPÉRANCE.

L'ennemi a repris Orléans. Devant cette nouvelle épreuve la population de Paris répond : Le devoir est le même. Vive la France !

Paris s'est trouvé plus fort matériellement que ne le pensait l'ennemi et qu'il ne le croyait lui-même ; mais ce qui a grandi plus que la force de sa muraille, ce qui est la consolation du moment et l'espoir de l'avenir, c'est la force du cœur. Dans Paris, grâce à Dieu, il est aujourd'hui moins question du salut de Paris que du salut de la France.

Nous l'avions dit dès le commencement, que les Prussiens étaient d'habiles et prudents professeurs de guerre, mais qu'une chose manquerait à leur habileté et à leur prudence : ils n'ont pas calculé les ressources qui n'existaient point dans les arsenaux, ils n'ont pas su ce que c'est qu'un peuple guerrier. Comme ils se l'étaient proposé, ils ont brisé le bras ; ils n'ont pas prévu qu'ils réveilleraient le cœur. Or, cela est fait, et ce qu'ils croyaient être la campagne n'en est que le prologue. A présent la France entre en scène avec son grand cœur réveillé et irrité.

Nous sommes à l'école. Nous apprenons un art de la guerre que nous ne savions pas ou que nous ne savions plus, et nous ne sommes point surpris de recevoir des leçons nécessaires. A mesure qu'elles se multiplient, elles nous semblent moins dures. Nous apprendrons vite, nous perfectionnerons le système. Déjà nous entrevoyons l'équilibre, le recommencement; la fin ne nous inquiète pas.

Des choses écroulées, nous en avons fait notre deuil plus aisément qu'on ne croit. Il en est que la guerre laissera debout et que nous renverserons nous-mêmes ou que nous laisserons tomber. La Prusse se proposait une conquête. Son entreprise sera moins vulgaire. Elle détermine une révolution qu'aucun autre moyen ne pouvait aussi solidement introduire; une révolution qui la surprendra et dont les frais seront plus grands pour elle que pour nous. Si elle veut que nous lui disions quelle est cette révolution qui s'opère par sa main, elle refait la France.

Refaire la France, c'est défaire beaucoup de choses. La Prusse d'abord, l'empire d'Allemagne ensuite sont au premier rang de ces choses qui seront défaites, mais à jamais.

Que Dieu soit béni de nos revers; qu'il soit béni de la suite qu'il a donnée à ces fautes que nous avons accumulées comme à dessein de périr! Quand nous faisions ce qu'il faut pour périr, sous la main et la conduite de la Providence divine nous renaissions. Il nous fallait ces échecs, ces revers, ces hontes, ces folies, ces écrasements terribles; il fallait que toutes nos plaies nous fussent étalées et que tout ce fer en-

levât toute cette gangrène. Tout a bien tourné. Sedan a été bon en exaltant l'orgueil de l'ennemi quand nous voulions traiter; la misérable révolution de septembre a été bonne quand, au rebours de ses plans, elle nous a engagés dans cette résistance qui lui semblait impossible; l'ignoble tentative du 31 octobre a été bonne en nous montrant la facilité d'écarter d'un coup de crosse ces débris de 93, qui livreraient tout pour se soûler trois jours.

Nous connaissons maintenant à fond le démocrate et le démagogue. Nous connaissons la nullité des uns et des autres; nous avons vu la tête vide, le corps débile, les pieds de fange, le rien de tout, et ce hideux fantôme qui nous cachait l'avenir se dissipe en nuage et en pourriture. Nous saurons purger l'atmosphère et le pavé, ouvrir enfin le chemin longtemps impraticable. A présent l'on peut croire à la république de tout le monde; son peuple est déjà formé. Un peuple qui fera ses lois et qui gardera ses lois, un peuple patricien, tout entier citoyen et tout entier soldat! Il se lève, il grandit, il est mûr; il se multiplie comme le blé sous le fléau. Le Dieu de la France est grand et miséricordieux, sa tendresse s'obstine à mettre le breuvage salutaire dans la coupe du châtiment!

C'est ce peuple qu'il faut vaincre, et l'Allemagne pas fini. Bientôt elle saura ce que valent ses soldats, ses professeurs, ses diplomates et ses autres grands hommes. Que Paris, à la dernière extrémité, ouvre ses portes, il n'y aura rien de fait. La France ne traitera pas pour cela. Le vainqueur aura Paris à

piller et à nourrir. Il faudra garder Paris, nourrir Paris et continuer la guerre.

Il fut un temps, et c'était hier, où Paris se laissait flatter du beau titre de capitale de l'Europe, vu le nombre et l'éclat croissant des lumières, des plaisirs et des prostitutions qu'il offrait au monde. M. Hugo faisait ce pronostic à l'époque de la grande exposition. Mais d'autres devins l'ont emporté, et ce Paris-là n'est plus. Paris, d'accord avec la France, préfère d'être une ruine et que la France demeure.

Croyons à nos destins. Ils n'étaient pas de nous corrompre pour toujours, afin de corrompre toujours le monde. Dieu a d'autres projets, et nous prendrons de bon cœur une autre voie. Ce qui se passe aujourd'hui n'est point pour rétablir César sur le genre humain trempé depuis dix-huit siècles du sang de Jésus-Christ.

Nous avons l'Eucharistie; nous avons Marie, reine du peuple franc. De stupides blasphémateurs ne nous enlèveront pas cette force; Dieu ne nous attache pas à la croix pour nous faire apostasier. Quoi qu'il arrive, et je l'oserais dire même malgré nous, dans quelques années la France sera la tête du monde catholique, et la marche du genre humain se dirigera vers un autre pôle pour rétablir au monde la vérité et la liberté.

S'il n'en devait pas être ainsi, pourquoi céder encore, pourquoi désirer une ignoble paix? Désirons plutôt de mourir et d'aller chercher dans le sein de Dieu la réalité de ces biens dont la terre n'aurait plus l'ombre ni l'attente. Mais non; et la France dé-

livrée de ses souillures, rétablie dans ses vertus, ressaisira l'honneur de sa mission, vengeresse et protectrice de la vérité.

Jam nova progenies cœlo dimittitur alto...
Occidet et serpens, et fallax herba veneni
Occidet...

LXXX

7 décembre.

VERLET ET TROUBAT.

Le citoyen Verlet, dans la *Patrie en danger,* et le citoyen Troubat (Jules), dans le *Combat*, ont affirmé sur leur honneur, l'un qu'une sœur de charité avait dit à une pauvre femme : *Mourez de faim ;* l'autre que les sœurs de Bon-Secours avaient laissé mourir à leur porte un soldat blessé. L'*Univers* a reproduit intégralement le texte de ces petites histoires à faire assassiner les gens. Nous avons ensuite prouvé très-clairement que le citoyen Verlet mentait, et que le citoyen Troubat voyait double.

Nous avons ajouté que nous suivrions l'affaire. Voici la suite.

Selon le Verlet, puisqu'il y a au parvis Notre-Dame des religieuses Augustines chargées de distribuer de la soupe aux malades, son erreur se borne donc à ceci « que les religieuses Augustines ne sont

pas des sœurs de charité... » et, par conséquent, il n'a pas inventé l'histoire !

Ainsi, parce que les employés d'un certain bureau du parvis Notre-Dame donnent de la soupe à tout éclopé qui en demande, pendant qu'une religieuse Augustine, qui n'a point à se mêler de soupe, fait des pansements, cela prouve au gré de Verlet qu'une sœur de charité a dit à une fille-mère : Vous n'êtes point mariée, mourez de faim !

Du reste, ce Verlet se répand en injures d'une fétidité presque étonnante. M. Blanqui, écrivain propret, doit en être incommodé.

Le Troubat file à son tour, en *affirmant* que le fait « est vrai. » Seulement, il avait dit : 1° que les sœurs de Bon-Secours avaient refusé sans explication de recevoir le blessé moribond ; 2° que le blessé avait été laissé sur le seuil ; 3° qu'il y était mort. Il dit aujourd'hui : 1° que le fait s'est passé le 19 et non le 25 (date donnée par lui, preuve qu'il rendait témoignage de ce qu'il n'avait pas vu) ; 2° « que la *bonne* religieuse affectait de balayer devant sa porte pendant l'esclandre soulevé dans le voisinage (preuve que l'esclandre inquiétait peu la religieuse) ; » 3° que « l'ambulance du collége Stanislas (la porte à côté) a recueilli le malade (blessé) pour faire cesser le bruit (et aussi parce qu'il appartenait à cette ambulance, celle des sœurs étant réservée aux malades non blessés) ; 4° qu'il « n'a pas poussé plus loin l'enquête (preuve qu'il ignore absolument si le malade est mort par suite de la cruauté des sœurs, comme il l'avait garanti, foi de Troubat !). »

En résumé, le 19 novembre au soir, des gens chargés de transporter un blessé à l'ambulance Stanislas, s'étant peut-être rafraîchis en route, comme ils y sont sujets, l'ont porté à côté, chez les sœurs. La tourière leur a expliqué leur méprise; ils n'ont pas pu ou n'ont pas voulu comprendre, ils ont peut-être insulté la sœur qui, au lieu d'appeler la police, a continué de balayer son seuil; et quelques jours après, le vigilant Troubat, ayant appris cet événement d'importance, s'est hâté d'écrire au *Combat* qu'un soldat blessé était mort par la cruauté des « *bonnes* sœurs. » Voilà comment le fait est vrai, foi de Troubat !

Le Troubat profite de l'occasion pour rappeler qu'il a été employé de Sainte-Beuve. Pauvre Sainte-Beuve, il était pourtant bien intelligent ! Si Troubat siégeait au fameux dîner du Vendredi-Saint, à côté du prince Napoléon, le pauvre Sainte-Beuve se trouvait là dans une compagnie bien flatteuse sous le rapport de la politique et de la littérature ! Mais nous croirions plutôt que Troubat se tenait dans la pièce voisine, poste équivalent au style dont il est doué.

Il produit une note inédite trouvée, dit-il, dans les papiers de Sainte-Beuve. Oui, mais où se trouvait ce papier ? Ce qui étonne, c'est la tournure toute *troubaturée :* « On ne réfute pas, dit-il, un écrivain (M. Louis Veuillot) *aussi* voué *à l'avance*, *au* mépris *de l'avenir*. » Voilà Louis Veuillot bien malade. Et quelle force ce coup reçoit du couvre-seing de Troubat !

Mais encore cela ne démontre pas que le soldat blessé soit mort par l'inhumanité des sœurs, selon la

parole d'honneur de Troubat Jules, employé de Sainte Beuve (aux épluchures).

Pourquoi Verlet, pourquoi Troubat ont-ils cette rage méchante contre les sœurs? Qui les porte à diffamer ainsi ces femmes environnées partout d'un si grand et si légitime respect? Et pourquoi sont-ils si sots que d'inventer ces plates histoires, dans lesquelles ils se prennent eux-mêmes, sans que leurs pirouettes de culs-de-jatte les en puissent jamais tirer?

Ils n'ont pas même l'air de s'apercevoir, les pauvres diables, qu'en essayant de tenir bon contre toute évidence, ils confessent l'iniquité et l'ignominie de leurs inventions. Ils devraient avoir au moins l'esprit de se taire, puisque par le défaut des lois et des juges ou par le dédain des victimes ils échappent à la contrainte du démenti. Mais non; ils viennent d'eux-mêmes se faire justiciers. Cédant à qui les prend au collet et les traîne au jour, ils protestent qu'ils n'ont pas inventé le mensonge palpable que l'on saisit sur leurs lèvres. Donc, tout en le maintenant, vous le reniez, vous en rougissez et vous le confessez ignoble! Allez maintenant, vous êtes méchants, mais vous êtes sots, et l'on a de vous ce que l'on voulait. Vomissez votre reste.

Pour conclure, il résulte de ceci que le citoyen Verlet a le défaut de mentir, et le citoyen Troubat le défaut de ne pas dire la vérité. Il en résulte aussi que ces défauts, très-périlleux pour la sécurité des honnêtes gens, sont sans doute très-nécessaires aux conceptions de M. Blanqui, le grand *sociologue*, et de M. Pyat, le grand vainqueur de Dieu.

C'est ce qui explique un peu pourquoi le grand *sociologue* est habituellement séquestré, et pourquoi le grand vainqueur de Dieu finit habituellement ses campagnes par être un petit vaincu de police correctionnelle.

Nous continuerons de vérifier les historiettes de la *Patrie en danger* et du *Combat*, en attendant la fin de la sauvagerie actuelle, état de grande et très-honteuse dégradation. Quand viendra-t-il, le temps où l'ennemi ne sera plus aux portes, ni dans la ville, où les chiens enragés ne courront plus les rues, et où ce seront les magistrats que l'on verra démuselés !

LXXXI

8 décembre.

L'ARCHEVÊQUE DE POSEN A VERSAILLES.

Par certains côtés, le *Journal des Débats* est véritablement admirable. Jamais on ne lui reprochera de s'entêter outre mesure, de ne savoir pas se relâcher à propos dans ses amitiés, dans ses haines, et même dans ses principes. Selon les temps : Vive le roi, vive la ligue ! Mais avec cela ce sage a des constances dignes de M. Blanqui, des cris de tous les temps ; et le voici qui part contre l'infaillibilité doctrinale et contre la souveraineté temporelle du Pape, comme

aux beaux jours de Louis-Philippe et de Napoléon III.

C'est la démarche de l'éminent archevêque de Posen auprès du roi de Prusse qui lui fait pousser ce cri de guerre contre la Papauté, si opportun en plein siége de Paris. M. Adolphe Viollet-le-Duc saisit l'occasion pour agiter la bannière gallicane qui parut en dernier lieu aux mains de MM. Daru, Ollivier, Augustin Cochin, Loyson et autres politiques de grande gloire, secondés par les brillants rédacteurs de notre ami le petit *Français*.

Le *Journal des Débats*, quoique anciennement grave, a ses excentricités comme les autres. Il est mêlé d'ingrédients *charivariques*. Mais nous n'aurions pas aisément pensé qu'il regardât la défection du drapeau français à Rome comme la dernière victoire de la France impériale, et la prise de Rome par les Piémontais, qui sont les Prussiens de l'Italie, comme la première victoire de la France républicaine.

Ainsi en juge manifestement M. Viollet-le-Duc. Mgr Ledochowski, archevêque de Posen, très-grand personnage religieux et politique, n'étant pas forcé de partager les vues du *Journal des Débats*, ayant même une tout autre manière de voir, a suivi une autre voie. M. Viollet-le-Duc et le *Journal des Débats* ne nous semblent pas le blâmer à bon droit. Il y a lieu de croire qu'un évêque catholique, grand seigneur polonais, sait réfléchir sur les intérêts de son Eglise et de sa patrie, et s'y entend mieux que les doctes du *Journal des Débats*.

Considérant 1° que Rome est un bien commun et indivis de toute la famille catholique en quelque lieu qu'elle soit répandue, un bien insaisissable, inaliénable, sacré, confié à l'administration du Père pour garantir son indépendance spirituelle, laquelle garantit celle de ses enfants ;

Considérant : 2° que Rome et son État constituent en outre une nation vivante, qu'aucune autre nation n'a le droit de violer ni d'asservir, encore qu'elle soit petite et désarmée, et qu'il importe d'empêcher ce crime détestable entre tous, même à une époque où il faut en subir de si grands :

L'archevêque de Posen, de son droit et de son devoir d'évêque, de son droit et de son devoir de catholique, de son droit et de son devoir d'homme et de citoyen, s'est donné la peine de venir à Versailles auprès du roi de Prusse dont il est le sujet. En son nom, au nom de sa patrie polonaise, au nom de ses concitoyens catholiques de tout le royaume de Prusse, il a prié le roi Frédéric-Guillaume de protéger le droit du Pape, c'est-à-dire le droit de tous les catholiques présentement assujettis à la domination prussienne.

Le *Journal des Débats* oublie de nous dire pourquoi l'archevêque de Posen, dont la démarche lui déplaît, aurait dû ne rien faire en faveur du droit du Pape, de son propre droit à lui-même et du droit de sa nation, par la raison que le roi de Prusse est à Versailles en guerre avec la France ? Que doit Mgr Ledochowski à la France, laquelle d'ailleurs ne guerroie officiellement ni pour ni contre le Pape, et même, si

l'on en croit le *Journal des Débats*, ne se soucie aucunement de son droit ni de sa foi ? Que doit l'archevêque de Posen à la France, ou comme catholique ou comme Polonais ?

Comme catholique, il peut croire que la France est sur la pente de l'apostasie, et officiellement l'apostasie est déclarée depuis le 6 août. Comme Polonais, il n'a reçu aucune parole de la France depuis ce fameux mot des premiers jours de Louis-Philippe : *L'ordre règne dans Varsovie*. Avant d'abandonner Rome, la France avait dès longtemps abandonné la Pologne, par un même principe de trahison envers la civilisation catholique. En cela, et en beaucoup d'autres choses, Napoléon n'a été que la suite identique et la conclusion logique de Louis-Philippe. Hélas ! la Pologne et tous les faibles, et tous les trahis, et tous les vaincus du monde n'auraient que trop sujet de ne pas aimer la France ; et la rupture serait éternelle si le cœur des peuples n'était plus intelligent et plus haut que la fourbe et la lâcheté des diplomaties.

L'archevêque aurait-il dû s'interdire de porter sa requête au roi, parce que ce prince est Allemand et lui Polonais, parce qu'il est protestant et lui catholique ? Alors donc, nous ne devrions rien faire pour Rome, nous, parce que le gouvernement qui nous a conquis le 4 septembre est pour le moins nihiliste ; et nous ne devrions pas non plus plaider, parce que le juif Crémieux, qui n'est pas plus de notre nation (c'est son aveu) que de notre religion, gouverne la justice ; et le vaillant curé de Sainte-Marguerite de-

vrait s'interdire d'aller jamais à sa mairie pour aucune affaire, parce qu'il y rencontrerait à titre de puissance le petit juif Mottu ?

Il faut accorder à l'archevêque de Posen le droit et le devoir de s'aboucher avec son souverain, même à Versailles, lorsqu'il y a urgence. Si nous avions su nous mieux conduire avec la Pologne du temps de Louis-Philippe et du temps de Napoléon, peut-être que le roi de Prusse ne serait pas à Versailles. Et parce que le roi de Prusse est à Versailles, ce n'est pas une raison pour que le duché de Posen et le pays rhénan cessent d'être catholiques.

Cela étant, nous demandons comment l'archevêque pouvait mieux faire et pouvait autrement faire ? Sujet prussien, où pouvait-il chercher secours pour le droit du Pape ? En France, auprès de M. Jules Favre, ou du vieux petit juif Crémieux, ou de l'éloquent Gambetta ? En Russie, auprès de ce bourreau qui arrache de son lambeau de Pologne la dernière goutte de sang pour en arracher le dernier reste de foi catholique ? En Autriche, devers le fin M. de Beust ? Tout cela se vaut et vous vaut, et catholiquement ne vaut rien, et ce serait la même chose de s'adresser à Victor-Emmanuel en personne. Il est bien probable, à vrai dire, que la Prusse ne vaut pas mieux ; mais elle est plus forte et pourrait être moins inintelligente. L'archevêque a fait son devoir.

Ce qui paraît choquer M. Viollet-le-Duc, c'est que Mgr Ledochowski « a célébré la puissance du roi. » Pour le moment, il faut avouer qu'il y a de quoi. L'archevêque sollicitant son souverain n'était pas

tenu de manquer à ses habitudes, qui sont celles d'un prélat fort doux et d'un grand seigneur très-poli. M. Viollet-le-Duc serait sans doute plus âpre, mais il faut laisser à chacun son genre. Ces paroles courtoises n'ajoutant pas un canon à l'artillerie prussienne (pas plus que d'âpres paroles n'en ôteraient un), les gens d'esprit du *Journal des Débats* ne devraient pas prendre garde à si peu. De telles remarques ne servent qu'à irriter les inutiles courages de Belleville; vain profit.

L'on doit, au *Journal des Débats*, savoir que les compliments et la puissance sont des choses qui vont et viennent. L'archevêque de Posen n'a pas fait au roi de Prusse un compliment aussi réellement flatteur en lui demandant justice, que, par exemple, M. Favre, sous-chef du gouvernement français, en lui demandant la paix. Hélas! voilà une flatterie. Et lorsque le *Journal des Débats* aussi, après M. Jules Favre, et plus haut, il y a quelques semaines, demandait avec instance et persévérance la paix, s'il avait été alors admis à l'audience de Versailles, est-ce qu'il aurait débuté par des injures?

L'illustre archevêque de Posen, prélat infaillibiliste, comme le dit avec raison le *Journal des Débats*, et très-ferme dans cette doctrine, malgré les désirs de son gouvernement despotique et hérétique, a fait voir au roi de Prusse le visage d'un prêtre qui ne laisse pas les pouvoirs humains régler sa conscience, et qui n'a pas besoin d'une autre force que celle de sa conscience, pour remplir son devoir envers lui-même, envers les hommes et envers Dieu.

En revendiquant le droit souverain du pape infaillible, il a fait comprendre à l'homme en ce moment le plus puissant et le plus redouté du monde qu'il y a pourtant un droit qui demeure contre la force, et un juge des armées et des rois victorieux, et des croyances que l'artillerie n'écrase pas et qui, en apparence vaincues, vont prendre possession dans l'avenir, d'où elles écraseront toute artillerie. Peu de cabinets diplomatiques et peu de cabinets de rédaction contiennent les hommes qu'il faut pour dire au roi de Prusse ces choses-là.

Et si M. Viollet-le-Duc croit le contraire, c'est qu'il a le bonheur de vivre à l'écart des diplomates, et des journaux, et du monde; mais son illusion ne prouve rien.

LXXXII

9 décembre.

DISSOLUTION DES TIRAILLEURS DE BELLEVILLE. — SUPPRESSION DU JOURNAL DE BLANQUI. — CE QU'IL Y A AU FOND DU SAC DÉMAGOGIQUE.

La dissolution précipitée de ces fameux tirailleurs de Flourens, pour cause d'indélicatesse militaire et civile, va bien avec l'extinction de la *Patrie* blanquiste. Mêmes gens, même œuvre, même fin : l'étouffement dans la boue. C'est le supplice que leurs

chefs demandaient pour l'Église catholique, suivant une formule de M. Edgar Quinet, lequel, nous l'espérons, n'y tient plus tant; et s'il y tient toujours, il peut entrevoir comment cela finira. La seule différence est que ces misérables sectaires offraient leurs mains pour « étouffer le catholicisme dans la boue, » tandis que l'Église et la société les laissent fort tranquillement s'encrotter eux-mêmes.

Voilà ce que représentait chez nous le tapage d'impiété tyrannique des dernières années. Tel est à Paris, avec les appoints de Lyon et de Marseille, ce nombreux et terrible peuple révolutionnaire à qui l'on a tant sacrifié en France et dans le monde! On peut le tâter partout, on le trouvera partout semblable. Il y a quarante ans qu'un poëte a appelé cela la *grande populace et la grande canaille*, et nous y croyons depuis ce temps-là. Canaille, oui, nul moyen d'en douter. Mais saint ou grand, qu'on en juge!

Assurément l'illustre bataillon de Belleville et les appoints de Lyon et de Marseille, en y ajoutant les malandrins européens de Garibaldi, ne fournissent pas tout; mais que l'on décuple la somme apparente, le grand total fournira encore peu de chose, et voilà ce que c'est. Ça n'est pas fait pour se battre, ça ne veut pas se battre, ça ne se bat pas; — c'est battu.

« Nous sommes tous républicains et athées, » disait l'autre jour un de ces drôles. Il avait bien raison, et il disait plus qu'il ne croyait dire. L'espèce humaine sans Dieu est une bête féroce, effectivement; mais elle est surtout une bête lâche. Cette portion de Belleville était la fleur du troupeau choisi.

Ce qu'il y a de mieux dans le genre humain régénéré par l'athéisme devait se distinguer en matière de lâcheté par quelque phénomène : elle n'y a pas manqué, et elle a fait sa démonstration devant l'ennemi.

Nous sommes convaincus, pour notre part, que c'est la même chose ailleurs. La Prusse, qui nourrit de bruyants démagogues, a ses raisons pour n'en pas paraître très-alarmée. En quelques coups de mitraille, suivis d'une décharge plus longue de coups de bâton, elle assouplira ce monstre, qui prendra le joug. Plaise à Dieu de donner la victoire à la France, car autrement l'espérance et la figure même de la liberté disparaîtra pour longtemps de ce monde athée, et le genre humain se reconstituera dans l'esclavage. Le volcan d'indépendance allumé par Luther se montrera alors pour ce qu'il est : une friponnerie contre toute liberté et toute dignité de l'homme. La bête lâche se vautrera aux pieds de son César; elle le craindra, l'assassinera et l'adorera.

Dans la réalité, la démagogie n'a point de peuple. Elle n'a que des chefs. Ce n'est pas une société, c'est une bande. Ils forment un mince filet sous lequel n'existent que des dupes en petit nombre et un ramas de cette matière sale et brutale, devenue plus animale qu'humaine, qui demande des spectacles et du pain. La main qui tient le filet, c'est la main de César. Conspirateurs entre eux, ils conspirent aussi les uns contre les autres. On s'entrevole pour le compte de César, et on se vole entre Césars comme dans le bataillon modèle entre frères. Au fond, c'est

toujours la tyrannie qui se fabrique, et les artisans; incapables de faire autre chose, finissent par devenir prêtres de ce César qu'ils ont fabriqué, quelques-uns sans l'avoir voulu. Regardez, puisque nous les avons sous les yeux. Un Arago, un Mottu, un Ferry, un Simon, même un Gambetta, et à peu d'exceptions près, tous, que voulez-vous qu'ils fassent, sinon un maître?

Quelle autre conception peuvent-ils former? Qui est avec eux et leur veut prêter la main pour faire autre chose? Qu'ont-ils à donner au monde? Et dans leurs bureaux, dans leurs trous d'avocats, dans leurs forums où ne pénètre rien du fond de l'âme humaine et de la véritable vie des peuples, encrassés de mille systèmes ineptes ou fous, livrés aux furies de l'ambition personnelle, que savent-ils des besoins du monde? Ils vivent au gaz et sur le pavé, dans le factice, depuis la sortie du berceau jusqu'au bord de la tombe. Il y a deux choses qu'ils n'ont jamais vues : l'une est la voûte du ciel, l'autre est l'herbe des champs; et il y a deux êtres qu'ils ignorent : le premier est le vrai Dieu, et le second est l'homme vrai.

Mais la miséricorde divine déchire le vil filet de la conspiration athée qui nous donnerait le dieu César, l'infâme et bête dieu de chair. Le vrai Dieu vient au secours de l'homme vrai. Il dissout la nature factice, il réveille la vraie nature. L'Apôtre envoyait un disciple dans les Gaules, et lui disait : « Va par là; tu trouveras un peuple substantiel, un peuple de grand sens et de grand cœur qui embrassera la vérité. » C'est ce peuple substantiel qui va reparaître dans le

monde, et la vieille erreur antichrétienne a fait son temps.

Il y a des signes partout. Il y a un noble étonnement d'être tombé si bas, un désir généreux de remonter à l'antique hauteur. Nous ne voulons pas périr, nous ne voulons pas que l'honneur et la liberté du genre humain périssent par nous. On voit de beaux mépris de la vie et de la fortune, un élan de gloire, un essor de bon sens et d'espérance; on sent grandir une résolution d'écarter enfin les faquins qui tendraient à perpétuer des divisions dont la famille française est indignée et outrée. Tous nos vieux noms sont sous les drapeaux dans l'honneur de leur histoire et dans l'égalité de ce sang français qui veut ne plus être qu'un universel patriciat. Il se dit des choses qui jettent une lumière, qui exhalent un parfum d'honneur.

Nous mentionnerons comme une véritable beauté de notre histoire présente la parole de ce chef du bataillon de Belleville, qui a demandé lui-même, et dans un si noble langage, la dissolution du corps indigne qu'il commandait. Cet ancien sous-officier sollicitant de redevenir simple soldat pour se « purifier » d'avoir vécu dans une troupe si misérable, appartient à la belle race des vrais soldats (1).

Voilà un citoyen et un républicain! A côté de lui

(1) Hélas! le pauvre diable, dont je suis content d'avoir oublié le nom, s'est repenti de son bon mouvement et il a, quelques jours après, misérablement expliqué, c'est-à-dire retiré la lettre.

nous mettons, pour ne citer qu'un exemple, huit hommes d'une seule vieille maison de France, tous sous les armes : les huit Gontaut-Biron, fils des deux frères. La *bande à Blanqui* n'aurait pas trouvé ce sang de Gontaut assez pur; la France le salue avec un sentiment de joyeuse fierté. Elle salue Grancey et Dampierre, et tant d'autres d'ancienne ou nouvelle origine, tombés dans leur sang. Les vieux recommencent, aucun ne finit. Et les Frères des Écoles, naguère poursuivis de tant d'injures, sont là aussi, honorés et acclamés de leurs anciens adversaires, et nos prêtres aussi, et nos religieuses. Toute la France bat d'un seul cœur.

La France existe : Dieu lui a rendu son cœur — et elle recommence !

LXXXII

10 décembre.

RAPPORT A L'EMPEREUR PAR M. ROULAND.

Le gouvernement autorise la publication dans le *Journal officiel* de quelques fragments d'un rapport sur certain papier des Tuileries concernant les affaires ecclésiastiques. Ces fragments sont curieux, mais insuffisants, et il se peut que l'auteur inconnu du rapport, M. Louis-Auguste Martin, n'ait pas lui-même très-bien connu le fond et l'intérêt des affaires traitées dans les papiers sur lesquels il rapporte.

Sans vouloir juger un travail dont une si faible partie est communiquée au public, il convient, ici surtout, de rappeler que toute cette commission des papiers *trouvés* est fort suspecte, et quant à la compétence et quant à l'impartialité. On appréhende fort que pour un certain ordre de documents à la fois politiques et personnels, par des suppressions et des omissions diversement motivées, la commission des papiers trouvés se soit transformée en commission des papiers perdus. Ses travaux sans contrôle, précipités et troublés par les circonstances, n'offrent aucune garantie aux particuliers ni à l'histoire. On dit que les pièces sont conservées, tant mieux. Il est à souhaiter que l'on conserve aussi l'inventaire en bonne forme qui en a dû être fait avant qu'elles fussent distribuées entre les examinateurs.

Nous n'avons pas l'honneur de connaître M. Louis-Auguste Martin. Il était jusqu'à présent invisible dans la grande foule des Martin qui s'exercent aux choses littéraires. Nous le croyons bien volontiers incapable d'un abus. Il nous pardonnera d'attendre, avant de le croire incapable de méprise, d'ignorance et de cette malveillance irréfléchie qui prend sa source dans le défaut d'étude ou dans le préjugé.

Nous faisons cette remarque, surtout en faveur d'un adversaire nommé dans les fragments qu'on va lire. Ce qui est cité d'une lettre de Mgr Lecourtier, évêque de Montpellier, doit avoir dans la lettre même quelque contre-poids qui n'est point reproduit.

Du reste, sauf ce passage, dont nous sommes peut-être plus affligés que surpris, le peu que nous appre-

nons par les fragments du rapport de M. Martin nous remplit de joie. Nous y reconnaissons le langage des évêques.

Les paroles empruntées des lettres de Mgr Bravard, évêque de Coutances, et de Mgr Dours, évêque de Soissons, seront remarquées. Ces deux prélats appartiennent, ou plutôt appartenaient à l'opinion gallicane, et durant tout le Concile on les a vus des plus persévérants dans l'opposition. Ils tiennent l'un et l'autre un langage excellent. Ce fait montre le peu que pouvaient ces forts ministres césariens, les Baroche et les Rouland, qui se vantaient de régir les évêques. Sauf peut-être quelques chefs, et encore! on peut dire des gallicans ce que nous disions hier des révolutionnaires déterminés : Il n'y en a point. Un pas se présente qu'aucun ne veut franchir.

Quelqu'un que l'on reconnaît bien aussi dans ce rapport, et dont le langage n'apprendra rien à personne, c'est M. Rouland, raisonnant de l'attitude des évêques à propos de la politique italienne.

En quelques paragraphes, M. Rouland a condensé tout son ridicule personnage. Voilà donc les rapports que recevait ce pauvre sot d'empereur! Mais en cela il était coupable, parce qu'il connaissait l'homme. On n'a pas le droit d'être empereur quand on n'est pas de taille à juger M. Rouland. Et si étant de taille à juger M. Rouland, on l'emploie néanmoins, et dans un si grand poste, alors c'est que l'on veut mal finir; et à force de Roulands partout, l'on finit mal.

Plus l'on réfléchira sur l'empire de Napoléon III, plus l'on s'étonnera qu'il ait tant duré. C'est la véri-

table humiliation de la France. Pour faire tenir ce néant, il a fallu la rencontre et la combinaison de néants la plus rare qui se soit vue en aucun pays.

Et ce qui est atroce, le comique n'y manque pas! M. Rouland, laissant parler sa grande âme indignée, s'élève contre le « mouvement ultramontain, » et déclare à son auguste sire que « la France » a réagi » contre toutes ces colères fulminées au nom de Dieu pour des préoccupations de territoire et d'argent! »

Nous l'avons vu une fois ou deux en ces jours-là, le digne homme. Étant ministre de l'instruction publique et des cultes, il se considérait comme le véritable cocher du véritable char de l'État; car il avait à contenir et à faire marcher d'accord, disait-il, « ces trois chevaux fougueux, la philosophie, le protestantisme et le catholicisme... Mais!... » Et sous son toquet de velours, avançant sa main sèche et pinçant ses lèvres d'abricot, il prenait la pose d'un fier homme qui tient trois chevaux fougueux.

Pieux d'ailleurs. Il disait : « — Je veux de la religion; et quand j'assiste le dimanche à la messe de mon village, au moment de l'élévation, moi, ministre de l'Empereur, je m'incline... quoique la messe soit dite par un simple prêtre!! »

Cela, nous l'avons entendu.

Hélas! que c'était drôle, cet Empire!

LXXXIII

11 décembre.

LES GREDINS.

Le général Trochu a dit un grand mot et nommé une grande chose lorsque, dans une proclamation, il a parlé de ces espèces qui pèsent sur la misérable humanité moderne, de ces *gredins* dont il faudrait enfin terminer le règne.

Je crois que ce jour-là le siècle dix-neuvième a enfin reçu son nom historique. Il a été scélérat et sanguinaire, il a été lâche, il a été hypocrite, bavard, charlatan : tout s'est mêlé, tout s'est éteint, tout est resté dans cette pâte grise et bête de la gredinerie. Le siècle est *gredin*.

Qui composera, qui chantera la *Marseillaise* de l'anti-gredinerie? Qui sera le Tyrtée de la conscience humaine insurgée contre les gredins? Qui secouera dans le monde entier les dernières étincelles du vieil honneur et les emportera d'un souffle assez véhément pour qu'enfin le feu prenne partout?

A bas les gredins, nous n'en voulons plus, qu'ils disparaissent! Que la gredinerie ne porte plus le sceptre ni l'épée; qu'elle n'ait plus voix au conseil; qu'elle soit balayée et d'en haut et d'en bas, et

même du ruisseau; qu'elle soit râclée même de l'égout!

Qu'elle n'apporte plus ses abominables suggestions, qu'elle n'ose plus ses ignobles crimes, qu'elle ne répande plus son infecte haleine, qu'elle ne montre plus son visage réprouvé! Il y a cent ans qu'elle empoisonne le sang des peuples. Lâchons sur elle l'inexorable justice. Que la justice nous fasse enfin revoir le beau visage de l'honneur!

Que l'honneur se montre, commande et soit victorieux! Que ce soit comme un beau matin, un matin de renouveau, clair, âpre et salubre! Depuis assez longtemps nous vivons, nous genre humain, dans les terreurs, dans les trahisons et dans les infections de la nuit. Nous demandons le jour.

Voilà cent ans qu'il n'y a de place sur la terre que pour les gredins. Ou il faut être gredin comme eux, c'est-à-dire beaucoup, et tout faire avec eux et par eux, ou il faut l'être un peu, et tout faire pour eux.

Voilà cent ans qu'il n'est pas permis d'être juste, et ils ont décrété qu'on ne le serait pas ou qu'on ne serait rien, sinon leur serf et leur victime.

On travaillera, on se privera, on souffrira pour être régi par les gredins; on versera de la sueur pour leur payer tribut, on versera du sang pour leur payer un tribut plus lourd.

Et l'on sera bafoué, humilié, opprimé, déshonoré. On passera du tigre au renard, du scélérat à l'escroc, du menteur au faussaire, du méchant à la brute; on finira par subir les lois qu'ils feront pour tarir jus-

qu'aux sources de l'honneur et de la probité. Ainsi l'on périra corps et âme.

Sauve-toi, race humaine, c'en est assez ! Invoque la justice et qu'elle te délivre ! Et toi, France, qui t'es la première laissé mettre les menottes, sois la première à les briser !

Quand ta baïonnette aura percé le buffle allemand, qui compte sur la gredinerie pour dorer ses cornes et épaissir sa litière, alors travaille de la crosse ou du fouet contre la gredinerie. Proclame que tu ne veux plus de gredinerie nulle part, que tu t'es levée pour faire justice du gredin.

C'est la justice qui te donnera la liberté.

Et le monde te bénira, parce que tu lui auras fait revoir l'honneur !

LXXXIV

Même date.

LETTRE DE MONSEIGNEUR L'ÉVÊQUE D'ANGERS, AU SUJET DU SERVICE MILITAIRE.

Plusieurs journaux ont annoncé que Mgr l'évêque d'Anger avait livré ses séminaristes pour le service militaire, même ceux qui se trouvaient déjà engagés dans les ordres. Nous avons les instructions de l'éminent prélat et nous les mettons sous les yeux de nos lecteurs. Elles concernent seulement les jeunes gens

encore libres. L'évêque non-seulement les autorise, mais les exhorte à prendre les armes. Il le fait par des raisons plus hautes et plus puissantes sur eux que n'en pourraient trouver les démagogues, lesquels d'ailleurs songent avant tout à les humilier et à les proscrire. Il ordonne que les autres, ceux qui appartiennent déjà à la cléricature, achèveront leurs études et se tiendront à sa disposition pour le service des blessés.

Dans l'Eglise, tout bien se fait et se fait bien, c'est-à-dire avec ordre. Le droit de personne n'est lésé, et aucun droit ne lèse aucun devoir. C'est pourquoi l'Eglise, entourée d'ennemis, leur résiste sans armes, et, perpétuellement assaillie, n'est jamais vaincue.

Voici la lettre de Mgr Freppel :

Nous sommes arrivés à l'un de ces moments solennels dans la vie d'un peuple, où le salut de la patrie exige un effort suprême de la part de tous ses enfants. Jusqu'ici, grâces à Dieu, le clergé s'est montré à la hauteur des circonstances difficiles que nous traversons : il est à son poste, sur les champs de bataille et dans les ambulances, recueillant les blessés sous le feu de l'ennemi, et leur prodiguant, avec les secours de son ministère, toutes les ressources de la charité chrétienne. Mais le devoir a grandi avec le péril : les dévouements ordinaires ne suffisent pas à la situation qui nous est faite par des capitulations désastreuses et par les prétentions exorbitantes d'un ennemi qui semble vouloir se mettre au ban de la civilisation. Il faut que la nation se lève tout entière pour repousser loin d'elle la honte et le déshonneur; or, c'est au clergé à donner l'exemple, autant qu'il est en lui.

Sous l'empire d'une législation protectrice des droits et des intérêts de la religion, les élèves du sanctuaire ont joui jusqu'à présent du privilége d'exemption militaire. Mais en face

de la patrie humiliée et meurtrie, je n'hésite pas à croire que nos braves séminaristes sont tout prêts à renoncer d'eux-mêmes au bénéfice de la loi, jusqu'à ce que l'étranger soit chassé du territoire français. C'est pourquoi, voulant concilier le respect des saints canons avec le devoir qui incombe à chacun de contribuer selon ses forces à la défense nationale, je vous charge, monsieur le supérieur, de veiller à l'exécution des mesures que je viens de prendre.

Ceux d'entre les élèves du séminaire qui sont engagés dans les rangs de la cléricature se tiendront à notre disposition pour servir d'infirmiers dans les corps de troupes régulières ou auxiliaires Quant aux autres, qui ne trouveraient pas d'empêchement dans l'état de leur santé ou dans la faiblesse de leur complexion, je vous prie de leur faire savoir de ma part que je les verrai avec grand plaisir s'engager dans la garde mobile, ou dans la garde nationale mobilisée, ou dans les légions de MM. Cathelineau et de Charette. Déjà une vingtaine d'entre eux ont devancé mon appel, et je les en félicite. Ou ils tomberont martyrs de la patrie, et ils auront rendu à la religion le plus signalé des services ; ou ils reviendront au séminaire avec l'auréole du dévouement, et le sacerdoce ne comptera pas de membres plus fortifiés par l'épreuve du sacrifice, ni plus honorés de la confiance des peuples. Et quoi qu'il puisse arriver, nous aurons fait tout ce qui dépendait de nous pour le salut de la France, notre mère à tous.

CHARLES-ÉMILE,

Évêque d'Angers.

LXXXV

12 décembre.

LES FILS HUGO.

Peut-être que toute la littérature française n'offre rien d'aussi singulier que messieurs les fils Hugo, rédacteurs du *Rappel*. Dès *Hernani*, le plus jeune était en âge de ne plus téter son pouce, et à l'heure qu'il est, le plus vieux fourre encore ses doigts dans son nez! Cette enfance a pris de la barbe, du ventre, du gris, tout ce que l'on prend au cours d'un demi-siècle, mais point d'âge; elle a perdu tout vestige de la robe d'innocence, et n'a point réussi à enfourcher la culotte. Ainsi costumés, ces amours d'enfants, lestes et frais dans leur corpulence de sapeurs, continuent de jouer autour de Papa. C'est plus rare que beau.

Ils jouent à imiter Papa. Chose curieuse, ils l'imitent parfois très-bien, comme ils imitent très-bien l'homme qui bat le tambour. Le tambour est leur jouet préféré ou plutôt unique. Ils paraissent même ne pas savoir se servir d'un autre. Et voici la merveille, ils n'ont point de tambour! ils battent le rappel tous les jours et toujours, par beau et mauvais temps, sur une peau de lapin, avec de vieux barreaux de chaise. Ça fait *plouf, plouf;* mais ils disent *plan, plan*, d'une voix si furieuse, avec des gestes si

passionnés et si précipités, que l'âme sonore de la peau d'âne semble avoir passé dans la peau de lapin. Le public s'y trompe, s'amoncelle, se détrompe, et, détrompé, ne leur refuse pas un éloge légitime : ils étaient nés tambours.

Mais enfin, ça fait *plouf*, *plouf*.

Et cependant, comme il y a du tambour et beaucoup dans Papa, et aussi quelques *plouf*, *plouf*, ils imitent Papa.

L'un a écrit le *Cochon de saint Antoine*, ouvrage de trois tomes, et l'autre a traduit les sonnets de Shakspeare en français de Jersey. Plouf, plouf.

Le poëte François Maynard, qui se mêlait, il y a deux cent cinquante ans, d'imiter notre Théodore de Banville, et maintes fois sauta par-dessus, promit l'estime publique au recueil de ses épigrammes, d'ailleurs digne du pilon :

> Il se peut, mon enfant, que tu voyes
> Tes beaux pensers, huez des bons esprits,
> Seruir iamais de simare aux anchoyes.

Les poëtes avaient horreur en ce temps-là des anchois, comme plus tard du *caudebec*, et ensuite du gruyère et du petit salé, et aujourd'hui du parapet. Les vers de Maynard échappèrent à cet humiliant destin ; mais les enfants Hugo n'ayant point pris de patente, les anchois se sont fourrés dans le *Cochon de saint Antoine* et dans les *Sonnets de Shakspeare* traduits en jerseyen. Les livres ont péri et les anchois ont tourné. Imitation prophétique de Papa! Et Papa voit aujourd'hui les *Misérables*, l'*Homme qui*

rit, et diverses chosettes de sa main frissonner sur les quais, le ventre serré d'une ficelle où pend l'étiquette infiniment douloureuse du grand rabais.

C'est votre punition, Papa, pour avoir élevé ces pauvres enfants dans la littérature et dans l'impiété. Vous pouviez leur donner un métier à leur portée, qu'ils eussent pratiqué honnêtement, faisant admirer leur belle condition physique sans donner lieu de remarquer l'étonnante imperceptibilité de leur esprit. Mais surtout vous deviez leur inspirer de la religion. Les rendant modestes et les détournant de mille niaiseries peu décentes qu'ils ont coutume de dire, et qu'ils sont incapables de comprendre, la religion les eût préservés des anchois. Elle les eût empêchés de perdre leur vie à faire *plouf*, *plouf*, sur la peau de lapin ; elle eût assuré leur bonheur en ce monde et en l'autre.

Et voici ce qu'ils écrivent, à propos de l'établissement des ambulances dans les églises :

« Pascal disait que le catholicisme était une espèce de maladie, et nous accordons bien volontiers au journal des sacristies que l'accumulation dans les églises est absolument pernicieuse. »

Père imprudent et coupable, vous ne leur avez donc pas fait faire la première communion !

Et moi je vous prédis que vous irez de plus en plus au parapet, et j'y vois déjà les *Châtiments* et *Napoléon le Petit!*

LXXXVI

Même date.

LETTRE DE M. MARTIN. — PÉNIBLE DOCUMENT.

M. Louis-Auguste Martin, l'auteur du rapport sur certains papiers « trouvés » des Tuileries, concernant les affaires de l'Église (voir l'*Univers* du 11), s'est piqué de nos critiques et nous envoie copie intégrale de la lettre de Mgr Lecourtier, évêque de Montpellier. Nous pensions que la partie citée de cette lettre était suivie de quelques réserves que l'analyse laissait dans l'ombre. Nous devons avouer que les réserves n'existent point.

Nous imprimons sans plaisir et sans scrupule la copie que nous envoie M. Martin. Si cette pièce secrète n'avait pas été livrée au public par l'indiscrétion du gouvernement, et s'il eût dépendu de nous de la divulguer immédiatement ou de la taire, nous eussions pris sans doute ce dernier parti. Elle vient, nous l'enregistrons. Elle aura d'ailleurs son utilité.

Cette utilité regrettable n'empêche point que le gouvernement ne fasse un fort vilain métier, en permettant ainsi que l'on saccage des pièces très-confidentielles dont les auteurs sont vivants. C'est trahir un peu le secret de la confession. On ne devient pas possesseur légitime des secrets ni des mouchoirs que

l'on peut prendre dans les poches d'autrui, et par ces manières encore la révolution du 4 septembre se donne un caractère de brigandage dont elle n'avait plus besoin. Les tribunaux interdisent ces publications de papiers intimes, même à ceux qui les ont acquis par les voies correctes de l'héritage.

M. Louis-Auguste Martin saisit l'occasion pour se faire une physionomie distincte dans la foule des Martin. A notre avis, il se presse trop, et la grosse pièce qui nous occupe aurait dû lui faire davantage sentir le danger de se produire ou se reproduire inopportunément. Il se déclare auteur d'un livre condamné en police correctionnelle à Paris et en congrégation de l'*Index* à Rome. Cela lui fait deux beaux chevrons! Nous nous souvenons maintenant de son livre, et c'était ce qu'on appelle un méchant livre. Aucune cour littéraire n'eût fait difficulté de lui appliquer un troisième chevron. Ces trois chevrons ne lui constituent nulle compétence en politique, ni en religion, ni en littérature ; ils peuvent momentanément expliquer son entrée et son emploi dans la commission des papiers trouvés.

La République, qui aime fort à parodier l'Évangile, dit comme Notre-Seigneur : *Je ne suis point venue pour les justes*, et elle le fait bien voir. Mais ceux à qui elle vient, elle ne les sanctifie point, et c'est pourquoi elle s'en va, et il en viendra une autre.

A M. Louis Veuillot.

Dans la critique que vous faites du travail publié hier sous mon nom au *Journal officiel*, une seule chose me touche direc-

tement, c'est l'accusation d'avoir arbitrairement choisi les passages d'une lettre adressée en 1865 par l'évêque de Montpellier au ministre des cultes, à propos de l'Encyclique.

La meilleure réponse que je puisse faire à cette accusation, qui serait grave si elle était fondée, c'est de vous envoyer la copie textuelle de cette lettre, que sa longueur ne nous permettait pas de publier entièrement.

Veuillez, monsieur, agréer mes salutations empressées.

L.-A. MARTIN,

Rédacteur de l'*Annuaire philosophique*, auteur de *Vrais et faux catholiques*, ouvrage condamné en police correctionnelle à la fin de l'année 1857, et mis à l'Index par la Congrégation de Rome en 1858.

ÉVÊCHÉ DE MONTPELLIER.

Montpellier, le 10 janvier 1865

A Son Excellence M. le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes.

(Très-confidentielle.)

Monsieur le ministre,

Puisque les journaux nous apprennent que les évêques écrivent à Votre Excellence, je puis, juge de la foi comme eux, vous apporter ma pensée.

L'évêque de Montauban admire Pie IX « à deux doigts de sa « perte, parlant néanmoins comme Boniface VIII et comme « saint Grégoire VII. » Il me semble qu'on aurait pu mieux choisir les modèles. Car, enfin, il faut s'entendre : Si tout rescrit pontifical doit être accepté « avec une soumission absolue, » demain Rome peut nous envoyer la déposition de Napoléon III, comme Hildebrand priva Henri IV de l'empire et délia l'Allemagne du serment de fidélité, et il faudra que les Français catholiques se soumettent d'une manière absolue. C'est un

système comme un autre, mais il est peu étonnant en 1865. L'évêque de Montauban regrette la marche des douze dernières années qui nous ont amenés au point où nous en sommes; en 1829, on n'aurait pas moins soupçonné ce qui se passe aujourd'hui.

L'archevêque de Cambrai prétend « qu'ayant laissé les jour- « naux publier l'Encyclique, il est bien étonnant qu'on en dé- « fende la publication aux évêques. » La conclusion du prélat est naïve ! Ne fallait-il pas que le gouvernement laissât circuler dans le public l'acte pontifical, pour qu'il fût soumis à l'opinion, et que cette opinion pût se prononcer sur l'arrêt du conseil d'État? Et d'ailleurs, autre est la publication solennelle adressée à la conscience catholique par ceux que « le « Saint-Esprit a posés pour régir l'Église de Dieu. »

Veut-on nier que l'État ait le droit de viser les bulles, brefs, rescrits? C'est alors tout un système à établir, une législation à refondre, un nouveau droit public religieux à fonder.

Plaignez-nous, monsieur le ministre, nous élevés à la sainte et digne école de Saint-Sulpice, plaignez surtout celui qui a, à sa gauche, la tirade hâtive de Carcassonne, à sa droite les éruptions du Gard, et derrière lui le tranchant de Rodez. Cette lettre *doit rester* toute confidentielle, mais si le gouvernement ne réprime pas, quoique avec mesure, tous les timides vont parler, et on signalera une fois de plus à la haine des partis les quelques hommes sages qui savent allier avec une foi sincère l'honneur d'appartenir à l'Église de France.

Agréez, monsieur le ministre, l'assurance de ma haute et respectueuse considération.

Signé : † FRANÇOIS,
Évêque de Montpellier.

LXXXVII

14 décembre.

PERPLEXITÉS ET CONTRADICTIONS DU *Journal des Débats.*

Que de fois ne l'avons-nous pas dit à François-Arouet-Bertin-des-*Débats :*

Parce que le clocher s'élève au milieu du village, la chute du clocher écraserait toutes les maisons; parce que toutes les clefs sont dans le tabernacle, le viol du tabernacle forcerait toutes les serrures; parce que l'Église est la propriété réservée de Dieu, la dépossession de Dieu ne laisserait nul autre propriétaire en jouissance de nulle autre propriété. C'est pourquoi ceux que l'on appelle pour nous faire peur feront peur à ceux qui les appellent plus qu'à nous. Lorsqu'on les verra tout de bon en mesure d'abattre le clocher, de violer le tabernacle et de déposséder Dieu, aussitôt surgiront quantité d'indévots qui les repousseront et qui les rosseront, qui répareront le clocher et qui feront sonner la messe, qui ne s'en iront pas que M. le curé ne paraisse à l'autel et dans la chaire : et vous serez de ceux-là, vous François-Arouet-Bertin-des-*Débats!*

Or, les gens en question s'étant présentés, la chose se passe selon notre programme : et le *Journal des Débats*, en habit de guerre, le fusil sur l'épaule, la

guêtre au mollet, le cheval dans l'estomac, par ce grand froid monte la garde devant l'Église.

Les sacristains se louent de son service. Il a du zèle; il est d'avant-poste et de grand'garde, et se pousse jusque dans les lignes ennemies, à Belleville, aux Folies-Méricourt. C'est quasi le héros de la presse. Nous le suivons, mais quelle disgrâce! Devenus frères d'armes, nous continuons de n'être pas cousins. En même temps qu'il nous prodigue le secours, il nous accable de propos piquants; sa sagesse nous déclare absurdes; il proclame l'identité des folies bellevilloises et des folies ultramontaines, il met en équilibre M. Flourens et M. Veuillot. Et nous, faut-il l'avouer? malgré la grande admiration que nous inspire le joli sifflottement dont il agace les clubs, nous lui trouvons une ressemblance avec M. de Beust gagnant tous les jours une victoire et perdant tous les jours un quartier.

Cette perpétuelle bisbille entre nous et le *Journal des Débats* ne tient pas à peu de chose, malheureusement. Il y a là-dessous la question de Dieu. Au fond, il nous reproche de croire en Dieu, et nous lui savons mauvais gré de n'y croire peut-être pas. Nous disons *peut-être*. Manifestement, il est au moins dans l'incertitude sur ce grave sujet, d'où dépend toute conception et tout jugement des choses humaines. Notre foi catholique, rigoureusement nette, définie et organisée, choque sa raison et souvent lui fait horreur; son système flottant autour d'un Dieu vague qu'il suppose volontiers n'exister pas, choque notre raison, et habituellement nous fait pitié. Avec

de telles dispositions fondamentales de part et d'autre, il devient malaisé de s'entendre, même au feu.

La mauvaise humeur très-sensible et très-constante du *Journal des Débats* ne nous étonne point. Véritablement, c'est un médiocre plaisir de garder à si grands frais le clocher, lorsqu'on est résolu de n'aller jamais à la messe. Et même, s'il y venait, il risquerait d'être piqué au prône. Il a cet ennui et d'autres. Toutes les choses de ce temps ne prennent pas le train qu'il préférerait. En France, il est catholique militaire, quoique non militant. Ailleurs, ce n'est plus cela. Son bilan l'inquiète. Quand notre Cid à tabatière aura triomphé sur les bords de la Seine, la Chimène de 89 lui redemandera don Gormas endommagé, peut-être occis de sa main. Chimène en deuil assombrit le logis et reçoit aigrement le vainqueur :

Laisse en entrant ici tes lauriers à la porte!

Voilà des bises de ménage. Ce n'est pas tout. La victoire cléricale de Paris met en hasard la victoire révolutionnaire de Rome tant désirée, estimée si précieuse. A Rome, notre Cid est musulman. Comment se balancera le compte? Si la victoire de Rome l'emporte, alors la victoire de Paris avorte; alors don Gormas est vengé, et dona Chimène contente; mais la Caisse?... Que devient la Caisse, non moins chère que Chimène?

Certainement ce mic-mac est importun et ne saurait disposer le *Journal des Débats* en notre faveur. Nous jouons trop sur le velours, nous qui après tout nous moquons assez et de la Caisse et de Chimène,

et qui voyons le Cid combattre pour nous. Nous pouvons être clément aux faiblesses dogmatiques du héros. C'est un héros, mais sur ces matières-là, ce n'est pas un aigle. Son esprit ne ressuscitera jamais ce qu'abat son épée, et il nous coûte peu de le laisser dire.

Quand ce sera l'heure de causer, nous lui ferons voir son erreur. Aujourd'hui laissons-le au rempart, où il se comporte si bien. Quelques mots seulement pour exercer sa pensée durant les heures de faction.

Jamais il ne se démontrera suffisamment que c'est une chose moins raisonnable de croire à l'existence de Dieu, comme nous, que de n'y croire peut-être pas, comme lui. Jamais il ne se persuadera suffisamment que c'est un moindre honneur pour la raison de suivre en pleine assurance la loi du Dieu auquel elle croit et dont elle se rend compte, que de servir à contre-cœur et en grand doute la cause de ce Dieu qu'elle soupçonne n'exister pas. Tel est le parti louche que prend le *Journal des Débats* dans le conflit social où il fait admirer sa bravoure.

S'il dit qu'il ne s'occupe pas de la cause de Dieu, soit! mais il bat ses ennemis, c'est-à-dire ceux de son Église. Et pourquoi les bat-il? Parce que, dira-t-il encore, sa cause à lui s'y trouve impliquée. A la bonne heure! Mais pourquoi sa cause à lui se trouve-t-elle unie et mêlée à cette cause d'un Dieu qui n'est point son Dieu et d'une Église qui n'est point son Église? Il n'a plus ici de réponse, sinon que cette cause de Dieu et de l'Église de Dieu est vraiment la cause de la société humaine posée tout entière sur ce

fondement. En passant, c'est une certaine preuve de l'existence de Dieu et de la vérité de la révélation chrétienne, qu'on ne puisse ailleurs établir une société possédant vraiment l'ordre et la vie.

Le *Journal des Débats* voudra bien observer que cette société chrétienne, dont il ne peut se passer n'a elle-même que le moindre souci de la cause propre du *Journal des Débats*. Le *Journal des Débats* fait nos affaires, nous ne prétendons nullement faire les siennes. Il a des fermes, des usines, des inscriptions de rente, des lieux de plaisance, que nous abandonnons volontiers à l'incendie; il a quantité de malles et de bagages que nous laissons à vau-l'eau.

Nous combattons, nous, pour Dieu, qui existe et que nous connaissons; pour la loi qu'il nous a donnée, et qui est le salut du monde; et nous sommes charmés que la conservation de notre foi, c'est-à-dire de nos intérêts spirituels, protége aussi les intérêts temporels de ceux qui n'en connaissent et n'en veulent point d'autre : ils seront pris par là et s'élèveront plus haut. Le *Journal des Débats* combat pour ce même Dieu dont il doute, pour cette même Église à laquelle il n'obéit pas, par la raison que nous ne doutons pas de Dieu, que nous ne doutons pas de l'Église, que nous ne voulons nous séparer ni de l'un ni de l'autre, et que, dès lors, la société étant là, le bien de ses intérêts temporels est lié au bien de nos intérêts spirituels et le contraint de suivre. D'où il résulte que notre philosophie commande et la sienne obéit. Nous sommes les maîtres, il est le mercenaire. Sa fierté en doit gémir; mais que nous im-

portent les gémissements de sa fierté? Qu'il mette sa fierté sur la note. Ce qu'il sauvera de son matériel en compensera les douleurs.

Dans la position qu'il prend et que nous ne lui imposons point, il ne peut exiger que nous nous gênions envers lui. Il défend l'Église sans l'aimer, parce qu'il y trouve son intérêt, et il prend soin de le dire. Nous acceptons pour notre part ses services, sans les estimer et sans les vouloir payer au-delà de leur prix, et nous prenons soin qu'il ne l'ignore pas. Il s'étonne et se scandalise presque de nous entendre souhaiter que Paris, dans la calamité qui le presse, fasse un acte solennel de religion. La raison, nous autorisant suffisamment à croire en Dieu, nous autorise suffisamment à le prier. Il le reconnaît. Demander des prières officielles est de droit commun. Pourquoi nous devrions-nous plus interdire de demander des prières que le *Journal des Débats* et d'autres ne se sont interdit de demander la paix? Nous avons proposé de prier Dieu, on a proposé de prier le roi de Prusse. Convaincus comme nous le sommes que Dieu existe autant pour le moins que le roi de Prusse, nous sommes convaincus aussi que c'est chose plus raisonnable et plus fière de demander à Dieu la victoire qu'au roi de Prusse la paix. Le roi de Prusse a refusé la paix, Dieu peut refuser la victoire. Il se peut que ce soit un médiocre dommage de n'avoir pas obtenu la paix; c'est certainement un médiocre avantage d'avoir prié le roi de Prusse.

Il se pourrait aussi que ce fût un médiocre dommage, dans dix ans, de n'avoir pas obtenu la victoire,

mais ce serait un grand et éternel avantage d'avoir prié Dieu. Dieu peut donner mieux que la victoire immédiate : il peut donner cette constance, cette dignité, ce courage dans le malheur qui devient promptement la victoire durable et féconde.

Le *Journal des Débats*, ne se faisant aucune idée nette et juste de Dieu, se fait nécessairement des idées basses de la prière. Le redresser là-dessus serait oiseux. S'il pouvait réfléchir, il lui suffirait de voir qu'il se met en dehors de l'âme publique, en dehors des nations civilisées, il faudrait dire en dehors de tout le genre humain. Mais il a trop de *Charivari* dans les veines; il ne saurait se rendre à des raisons qui jadis étaient assez philosophiques pour Pascal, assez militaires pour Turenne et Condé. Il faudrait d'abord croire en Dieu.

Grande infirmité de ne pas croire en Dieu ! grande infirmité même politique, même sociale. Elle fait perdre bien des ressources. Elle contraint, par exemple, le *Journal des Débats* à crier contre la croisade comme un simple Pyat ou comme un simple Mottu, lesquels, en même temps, hurlent pour la levée « en masses profondes. » Et parce que la levée en masses profondes inspire peu de confiance à des gens d'esprit tels que les rédacteurs du *Journal des Débats*, ils se trouvent réduits à prier le roi de Prusse dans le moment qu'ils hurlent contre la prière comme un simple Pyat et un simple Mottu.

En sorte qu'avec tout leur mérite, ils se rangent au nombre de ceux qui ne méritent ni de périr ni

d'être sauvés, et qui voudraient avoir reçu en vain l'intelligence et la vie.

LXXXVIII

15 décembre.

SUR LA DÉMARCHE DE MONSEIGNEUR L'ARCHEVÊQUE DE POSEN.

M. Adolphe Viollet-le-Duc revient à la démarche tentée par l'archevêque de Posen auprès du roi de Prusse en faveur des droits souverains du Saint-Père. Il en conteste toujours la « convenance. » A son gré, nous n'avons pas réfuté les raisons sur lesquelles il a établi cette inconvenance ou cette non-convenance. Nous trouvons, de notre côté, que lui-même nous répond médiocrement, et nos réfutations nous semblent bonnes. Mais puisqu'elles ne l'ont pas satisfait, qu'il vienne à notre secours. Il avoue que le primat de Pologne était dans son droit. Ce seul mot vaut tous nos arguments. Avec un peu de réflexion, M. Viollet-le-Duc comprendra et avouera que, si l'archevêque de Posen ne se fût pas senti dans toutes les *convenances*, il n'eût pas cru être assez dans son *droit*.

Il n'a pas agi suivant les convenances exclusivement piémontaises de M. Viollet-le-Duc et du *Journal des Débats*. Cela est certain. Mais telle n'est point la question. Autres sont les convenances piémontaises

et autres les convenances catholiques. Celles-ci ont été parfaitement observées et servies. Nous catholiques français, nous remercions hautement Mgr l'archevêque de Posen d'avoir demandé à son souverain, dans l'intérêt commun de la catholicité, ce que nous demanderions au même titre à notre gouvernement, si nous avions un gouvernement.

Après tout ce que l'unité italienne nous a coûté, sans lui demander aucune garantie de reconnaissance pour le passé ni de sécurité pour l'avenir, le *Journal des Débats* lui reste fidèle. Nous n'avons jamais été partisans de l'unité italienne, nous la regardons comme un travail d'iniquité qui ne peut être achevé que dans le sang, et qui ne sera jamais solide. Nous demandons qu'il soit défait et que le droit soit rétabli. Et le plus tôt sera le mieux.

C'est une nouvelle guerre que nous voulons provoquer, s'écrie M. Viollet-le-Duc. Mais sans doute! et s'il dépendait de nous, ce serait fait tout de suite et par nous. Quelle guerre est plus nécessaire et plus juste que celle qui a pour objet de sauver la liberté des peuples et de protéger la conscience du genre humain? La France n'étant plus en état de rendre cet éminent service au monde et à elle-même, qu'une autre nation s'en acquitte. Nous regretterons de n'en avoir pas l'honneur et de ne tirer que notre part du profit. Politiquement, nous aimons mieux voir l'unité italienne défaite par la Prusse que de voir demain l'Italie alliée de la Prusse contre nous, ce qui ne manquera pas d'arriver si la Prusse est victorieuse. Nous aimons mieux voir le roi de Prusse rendre

Rome au Pape, que de rendre nous-mêmes Nice et peut-être la Corse à cette vile et ingrate Italie. Nous aimons mieux le Pape indépendant et arbitre futur des conflits européens, que sujet perpétuel de cette Prusse italienne, qui obéira toujours à la grande Prusse. Religieusement, ce n'est plus une question à traiter.

Du reste, la guerre ne nous paraît pas une éventualité dont la philanthropie de M. Viollet-le-Duc se puisse alarmer. Il connaît son Italie, et la question de Rome est diplomatique. L'Italie est campée à Rome. Quand l'avertissement de décamper lui sera donné, que l'avertissement vienne de Paris ou vienne de Berlin, il n'en résultera que des frais de roulage.

LXXXIX

Même date.

ENCORE LES FILS HUGO.

La jeunesse Hugo étale ce qu'elle a coutume de montrer, et ce n'est pas honnête. Mais puisqu'il est très-utile de faire connaître le personnel pensant et littéraire du vieux parti républicain, il faut oser laisser un moment au jour cette figure du *Rappel*, telle qu'elle trouve bon de se produire. On entend ici le

propre auteur du *Cochon de saint Antoine*, âgé de 46 ans :

Un vieux numéro de l'*Univers*, celui d'hier, nous est tombé ce matin sous la main, — est-ce bien sous la main? — dans cet excellent cabinet de lecture dont parle Molière et que La Fontaine qualifie de « certains lieux. » Et nous avons lu là, non sans quelques délices, un long article...

Inutile d'aller plus loin. *V'là l'Rappel!* et voilà ce que la jeunesse Hugo peut offrir à la République. Pour le génie de la pensée et de l'expression, nous retrouverons là tout ce que savaient fournir les blanquistes de la défunte *Patrie en danger*.

Nous n'avons plus besoin de M. Charles Hugo; néanmoins, nous le prions de rester.

Il ne sait pas se tenir, c'est visible, et probablement il ne se corrigera pas. Mais ce malheur lui laisse des devoirs. Les journaux ont annoncé, il y a quelque temps, qu'un fils lui étant né, il l'a fait porter au baptême. Contrairement à ses principes politiques et conformément, sans doute, à ses principes privés, il lui a fait inoculer « l'espèce de maladie » qu'on appelle le catholicisme. Nous croyons même nous souvenir que le parrain a été M. Rochefort. Nous louons son inconséquence. Il a le plus grand tort de mépriser le Christianisme qui est infiniment plus fort que lui, mais il a eu grandement raison de vouloir que son fils fût chrétien. A titre de chrétien, nous lui recommandons cet enfant. Qu'il ne dégrade pas son baptême après le lui avoir donné, qu'il ne lui fasse pas lire le *Cochon de saint Antoine*, ni le *Rappel*, ni les *Chansons des rues et des bois*, ni aucun

des livres de la maison. En vérité, il y a autre chose à faire pour le mettre en état de servir Dieu et la patrie et de bien porter son visage.

Les deux grandes coquilles qui servent de bénitiers dans l'église Saint-Paul-Saint-Louis, au faubourg Saint-Antoine, furent données à cette paroisse par M. Victor Hugo, à l'occasion de la première communion de sa fille. Plus tard, il adressa à cette enfant une pièce de vers (*Ma fille, va prier*) qui, sans être parfaite, n'a pas nui à sa gloire. Il priait sans doute lui-même en ce temps-là, ou du moins il voulait qu'on le crût. Il représentait sa femme conduisant ses quatre enfants à l'église, où va la foule (*Date lilia*), et c'est encore un de ses bons ouvrages, et qui lui fait plus d'honneur que cette platitude de son fils le *Rappel;* « Pascal disait que le catholicisme était une espèce de maladie, et nous accordons bien volontiers au journal des sacristies que l'accumulation dans les églises est absolument pernicieuse. »

Hélas! en ce temps, voici comme on parlait :

Quand vers Pâque ou Noël, l'église, aux nuits tombantes,
S'emplit de pas confus....
Si loin des feux, des voix, des bruits et des splendeurs,
Dans un repli perdu parmi les profondeurs,
Sur quatre jeunes fronts groupés près d'un mur sombre,
Vous voyez se pencher un regard voilé d'ombre
Où se mêle, plus doux encor que solennel,
Le rayon virginal au rayon maternel;
Oh! qui que vous soyez, bénissez-la...

Chez les Hugo, la sottise présente est flagellée par la gloire passée; mais il ne faudrait pas risquer d'en-

gloutir enfin tant de perles dans le *Cochon de saint Antoine.*

M. Charles Hugo, auteur du *Cochon*, peut retourner à son cabinet de travail.

XC

Même date.

L'ANCIEN HUGO.

Nous tenions tout à l'heure un volume de M. Hugo, cherchant quelques beaux vers pour les faire lire à cette vieille funeste marmaille du *Rappel.* La citation faite, le volume nous est resté dans les mains, et il a fallu lui donner le reste du jour. C'est vraiment plein d'accents justes et profonds, de belles sincérités, de belles douleurs, de belles grandeurs.

Avant de descendre à sa folie d'à présent, hélas! incurable, M. Hugo a été *l'homme moderne* plus qu'aucun autre contemporain. Entre ceux qui n'ont qu'un cerveau et ceux qui n'ont que des sens, entre ceux qui ne font qu'un métier et ceux qui ne savent que jouer un rôle, il est l'homme vrai, sollicité d'en haut, tenté d'en bas, hésitant à monter, craignant de descendre, troublé d'avoir à choisir, se laissant embouer dans les pentes inférieures sans avoir encore résolu de s'y engager; puis le pied devient plus lourd, puis la boue gagne les ailes, puis il tombe,

puis il roule, et c'est en bas qu'il cherche la profondeur. Mais, précédant ce dénouement sinistre, il y a de nobles efforts pour s'emparer d'une meilleure destinée.

On ne trouve point cela chez Lamartine, qui est un orgue, ni chez Musset, qui est un oiseau. L'orgue n'a jamais contenu que du vent, quoique parfois ce fût un beau vent. L'oiseau jamais n'est sorti de sa cage, encore qu'il s'y soit fort ennuyé à chanter sa chanson convenue; jamais il n'a essayé d'un coup d'aile contre le fil de laiton qui le tenait ignominieusement captif. Il y serait resté cent ans à rossignoler tout ce que le sansonnet de Lelia pouvait avoir de tendresse dans le cœur et de philosophie dans le cerveau. M. Hugo est plein de feu, de sang, de larmes et de tempêtes. C'est un homme. Il se sent vivre et il se sent mourir. Il est attaqué, il combat, il est non pas en querelle, mais en guerre avec lui-même. Il prend l'énigme au sérieux; il va au sphinx, il l'interroge au seuil de l'antre, parmi les débris de ceux qui furent dévorés.

Il a été vaincu. A-t-il su le mot de l'énigme? A notre avis, il ne l'a pas voulu savoir. Comme tous ceux qui ont péri, probablement (Dieu connaît ce secret) au moment de vaincre, il a préféré la défaite. Mais quiconque voudra l'étudier le plaindra plus que d'autres qui paraissent plus malheureux. Il est plus vaincu, parce qu'il pouvait mieux vaincre. Les ossements qu'il a laissés sont ceux d'un géant.

Ecoutez :

L'âme en vivant s'altère; et quoiqu'en toute chose
La fin soit transparente et laisse voir la cause,
On vieillit sous le vice et l'erreur abattu;
A force de marcher, l'homme erre, l'esprit doute.
Tous laissent quelque chose aux buissons de la route,
Les troupeaux leur toison et l'homme sa vertu!

. . . .

Va prier pour ton père! — Afin que je sois digne
De voir passer en rêve un ange au vol de cygne,
Pour que mon âme brûle avec les encensoirs!
Efface mes péchés sous ton souffle candide
Afin que mon cœur soit innocent et splendide
Comme un pavé d'autel qu'on lave tous les soirs.

Tout le monde, excepté lui peut-être aujourd'hui, connaît ce noble poëme. On n'y trouve à reprendre qu'une sorte d'excès, non dans la charité, où l'excès n'est pas possible, mais dans son expression. Or, pour ramener nos réflexions aux préoccupations du moment, voici l'écho politique de la pensée chrétienne dont le poëte était alors rempli, voici l'influence de cette pensée sur l'âme du citoyen. C'est encore une prière :

O Dieu! si vous avez la France sous vos ailes,
Ne souffrez pas, Seigneur, ces luttes éternelles;
Ces trônes qu'on élève et qu'on brise en courant;
Ce noir torrent de lois, de passions, d'idées,
Qui répand sur les mœurs ses vagues débordées;
Ces tribuns opposant, lorsqu'on les réunit,
Une charte de plâtre aux abus de granit;
Ces flux et ces reflux de l'onde contre l'onde;
Cette guerre, toujours plus sombre et plus profonde

Des partis au pouvoir, du pouvoir aux partis;
L'aversion des grands qui ronge les petits;
Et toutes ces rumeurs, ces chocs, ces cris sans nombre;
Ces systèmes affreux échafaudés dans l'ombre;
Qui font que le tumulte et la haine et le bruit
Emplissent les discours, et qu'on entend la nuit,
A l'heure où le sommeil veut des moments tranquilles,
Le lourd canon rouler sur le pavé des villes!

Quel homme annonçaient ces vers en 1832, et quel homme est venu vingt ans après! Quel changement ou quel ensorcellement, et qui oserait dire et qui saurait prouver à cet homme lui-même qu'il a gagné à changer, qu'il est plus heureux, plus sage, plus honorable, meilleur à lui-même et aux autres?

Il était donc cela, et il est ceci que nous voyons. Il est ce séditieux qui ne se lasse de hurler la sédition en célébrant

Cette fille qui dans la Marne
Lave des torchons radieux.

Et *ceci* a dévoré *cela*, et c'est grand dommage, en vérité!

XCI

17 décembre.

AU ROI DE PRUSSE, SUR L'AVENIR ET SUR LES SERVICES QU'IL NOUS REND.

Seigneur roi, vous gouvernez une nation savante, vous commandez une savante armée, et vous avez le

grand avantage de n'être pas un roi savant. Vous ne faites ni gravure, ni peinture, ni musique, ni jardinage; vous n'êtes ni historien de César ni publiciste, ce qui garde votre bon sens et votre dignité; vous avez de bonnes mœurs, qui vous entretiennent dans la vigueur du corps, et qui vous assurent l'estime de vos peuples charmés de n'être point avilis. On voit bien que Dieu voulait faire quelque chose de vous! Sans doute, vous êtes haut, vous avez la main dure et vous finirez par coûter cher; mais les peuples pardonnent même leur misère et même leur obéissance au prince qui ne les a point corrompus. Vous avez un autre mérite, vous ne voulez pas être impie. Vous professez une croyance religieuse. Il est certain que cette croyance est fausse, et il est probable que sur le peu qu'elle exige vous faites encore du rabais. Néanmoins vous ne dites pas qu'il n'est point de Dieu et ne vous targuez point tout à fait d'être Dieu. Vous avez le sentiment d'une mission à remplir que vous ne vous êtes pas tout seul donnée. Ce sont de grands avantages sur le vulgaire des rois contemporains.

De là, vous avez infuse la maîtresse science humaine, celle qui fait ramper le savant, plier le fier, servir le fort : vous savez vouloir, et vous parlez la langue victorieuse à l'oreille du monde, la langue du commandement. Car il y a deux langues victorieuses, la langue du commandement et la langue de l'amour; mais la langue de l'amour n'est qu'à l'usage de Dieu. Les professeurs, surtout les vôtres, et les orateurs, surtout les nôtres, prônent une autre langue qu'ils appellent la langue de la raison. Seigneur, ce sont

des cuistres. La langue de la raison n'est qu'éloquente parfois. Pour qu'elle obtienne une victoire, il faut que Dieu lui prête sa flamme, ou le roi son bâton.

Mais avec tout cela, roi, avec tous ces avantages que la science vous fournit, avec tant d'autres plus précieux que votre bonheur a voulu qu'elle ne vous ôtât point, il est pourtant vrai que Dieu se réserve la connaissance exacte des choses d'hier, d'aujourd'hui et de demain, absolument comme aux époques ténébreuses où la science humaine ignorait à peu près tout et ne réglait à peu près rien. Et ni Votre Majesté ni mon néant ne savent guère où nous en sommes, seigneur roi, et où nous allons.

Il y a dix ou onze ans, à Rome, je regardais un vieillard chétif qui descendait péniblement le petit escalier ruineux du palais des Césars. On le hissa dans une voiture. Il faisait compassion. Quelqu'un me dit le nom de ce bourgeois malade et triste. C'était un grand connaisseur de livres, un grand artiste, un grand prince, un homme d'esprit aimable et de bon cœur. Il avait refusé l'empire d'Allemagne, non qu'il le dédaignât, mais il ne voulait pas l'accepter parce qu'il le voulait prendre. Il était encore roi de Prusse et pape de Prusse, et il ne l'ignorait pas; mais en même temps il se croyait simple lieutenant de son armée, attardé dans sa carrière. Mystérieuse folie, ombre transparente d'une raison supérieure! Il est mort aspirant au grade de capitaine, le pauvre digne homme de roi, si savant et si fier! Voilà ce que nous trouvons sur le chemin de l'empire, ce qui

nous arrive sans que nous en soyons avertis. C'est fait et nous n'en savons rien, et nos savants ou ne le savent pas plus que nous, ou savent ne nous en dire rien; car un bon roi peut casser un bon savant qui le prévient qu'il est fou.

Donc, seigneur, quand finira la guerre? M. de Moltke ne le peut pas dire à M. de Bismark, ni M. de Bismark au roi, ni le roi à moi, ni moi à personne. Et comment finira-t-elle, cette guerre? et où ira-t-elle finie?

Roi! nous sommes de pauvres hommes, et si nous étions sages, nous nous appliquerions d'abord à n'être pas fiers. Nous demeurons en arrêt devant des problèmes dont nous n'aurons pas la solution en ce monde. Voilà des choses commencées de nos mains (et encore!) dont la conduite nous échappe, dont le cours dépasse la vie humaine, dont la fin nous est totalement inconnue. Au mépris de nos conseils et à l'encontre de nos attentes, Dieu y jette des germes et y enveloppe des suites qui nous dérobent l'avenir et même le présent. Non, nous ne savons pas même ce que nous faisons. Ce que nous faisons n'existe plus, n'est pas fait, commence d'être ce que Dieu fera sans nous.

Qui gagne la bataille? que devient un traité? A Waterloo, dix ans après, la France perd d'un seul coup toutes les victoires de l'Empire, tout le gain de Waterloo était pour la France, gain durable et immense si la France l'avait voulu. D'un autre côté, il se trouve aujourd'hui que nous avons en réalité perdu, il y a dix ans, la bataille de Solférino. La victoire,

alors, nous mit au pied le boulet de l'Italie ; elle enfla ce pauvre empereur d'aventure, que vous avez si cruellement dégonflé à Sedan, d'un second et peut-être dernier coup de l'aiguille de Sadowa.

Avec cette aiguille, d'ailleurs, Dieu coud comme il lui plaît. L'aiguille et la main sont à lui et font le vêtement qu'il veut faire pour le corps qu'il veut vêtir. Parce que vous tenez l'aiguille, vous croyez que vous ferez tout l'habit; vous pourriez avoir tort ; plus tort encore de croire que l'habit fait, vous le mettrez sur vos épaules. L'oserai-je avouer? Je crois plutôt, moi, que le vêtement sera pour nous. Je peux me tromper; mais j'observe que nous sommes nus, et je sais que Dieu pardonne; et je sais quelques autres choses encore que M. de Bismark, plus grand politique que moi, ne sait cependant pas. Et nous avons une guerre à faire que M. de Moltke, « le dieu de la guerre, » ne connaît pas. Cette guerre est la guerre de Dieu.

Sans doute, seigneur, à Sedan, par vos mains, Dieu nous a terriblement déshabillés; et de notre dépouille vous avez tiré une belle pièce à coudre dans votre manteau. Néanmoins il faut voir ce que Dieu voudra.

Nous autres, après la sensation de froid, après la sensation plus aiguë de honte, nous avons écouté la conscience, et nous ne désespérons point, au contraire. Il nous reste plus et mieux que cette « rage intime » dont a parlé notre soldat Ducrot : nous sentons en nous la sérénité fortifiante de la justice comprise et acceptée ; nous reconnaissons l'opportunité

du châtiment; nous rendons justice à Dieu et à nous-mêmes. Ce n'est point ce que disent nos orateurs; mais nos orateurs et ce qu'ils disent nous importent aujourd'hui fort peu. Rien, si ce n'est Crémieux, n'est autant rien que Gambetta.

Oui, roi, vous êtes un vengeur, et c'est ce qui vous rend fort; mais vous avez résolu d'être un larron et un bourreau, et c'est ce qui vous perd. Oui, roi, notre bel habit, que vous nous avez enlevé, était plein de taches, de trous et de vermine! Secouez la vermine afin qu'elle tombe, et faites-nous connaître les taches afin que nous les enlevions, et les déchirures, afin que nous les réparions. Mais vous ne coudrez pas à votre manteau la noble pièce que vous vous réservez. Vous la rendrez avec tout le reste. Il y a là dedans des trésors qui ne sont point pour vous, ni pour votre Prusse, ni pour votre Allemagne. Il y a des cathédrales, des églises, des demeures de l'Eucharistie. Il y a des âmes catholiques, des épées de justice, de lumière et d'amour dont le Christ a besoin. Et votre mission sera finie, seigneur roi, quand vous aurez dérouillé ces épées.

Encore quelques jours, seigneur roi : ou vous aurez quitté les rives de la Seine, ou vous les aurez franchies, et le flot de vengeance, du même coup, touchera le parvis de Notre-Dame et la limite du courroux divin. C'est le moment de vous rendre grâces, puisque si vous reculez vous serez trop loin et trop occupé pour m'entendre, et si vous avancez, vous serez alors trop près pour ne pas exiger que je parle trop bas.

Donc, sire, à voix haute comme il convient à la dignité du catholique et du Français, pleurant le châtiment, d'ailleurs mérité, que Dieu, par vous, inflige à la France d'hier et d'aujourd'hui, je remercie Dieu du grand et déjà visible bienfait qu'il apporte par vous à la France de demain : la grande France, pauvre, fière et forte, qui sera encore la France de Dieu, qui combattra encore pour le Christ, pour la vérité de la lumière, pour la vérité de l'honneur, pour la vérité de la liberté.

Vous êtes venu, sire, nous montrer à fond le mensonge du temps présent. Nous ne connaissions que son visage, qui nous trompait et nous corrompait; vous nous avez montré ses entrailles et son cœur. Aujourd'hui, nous connaissons le roi et le peuple du progrès. Ce sont deux vieilles choses, mais nous ne le savions pas. Nous le savons ineffaçablement. Ce roi-ci fut jadis le pharisien, et ce peuple-ci fut jadis le philistin, et l'un et l'autre furent aussi le conquérant païen et l'envahisseur barbare, c'est-à-dire l'un des plus effroyables parmi les fléaux dont le Christianisme avait délivré l'humanité. Vous nous avez ouvert les yeux sur ce progrès.

Vous nous avez montré la Science! Nous en étions entichés jusqu'à lui donner le rang d'honneur et même le sacerdoce dans la société humaine. Nos imbéciles révolutionnaires, ce vil et sot abattis des sanguinaires oisons de 93, qui veulent proscrire le Christianisme et qui ne savent pas le français, disaient carrément que désormais « la science remplacerait la théologie. » C'est la propre parole d'un cer-

tain Robinet, médecin, dit-il, qui nous a fait une affiche où il demande que quelqu'un s'attache à vous assassiner, et il prêterait sans doute son bistouri. Notre civilisation hébétée laissait dire ces Robinets et répondait : *Peut-être!* Votre artillerie et la nôtre, votre campagne de France, votre siége de Paris, la discipline civile et militaire dans ce qu'elle a de bon chez vous et dans ce qu'elle a de défectueux chez nous, nous ont fait voir ce que la science moderne promet aux nations. Vous avez comme un bélier démoli toute cette canaille scientifique. Son procès sera instruit plus tard, mais son arrêt est rendu. Nous savons, et personne n'en doute, que nous ne serons pas sauvés du désastre abominable où elle nous a précipités, sinon par toutes les vieilles vertus qu'elle s'entendait si bien à détruire.

Vous avez flagellé la Révolution, vous son fils et son prince, vous, roi de son peuple doctrinal, en l'obligeant de mettre au jour non-seulement sa sottise, mais sa couardise. Ses chefs vous ont demandé la paix et sa plèbe ne veut pas se battre contre vous, et le résultat de votre effort sera de lui arracher cette langue de blasphème dont elle a pourri le monde. L'honneur français qui se réveille, et qui commandera demain, la percera du fer rouge de ses mépris

Vous nous avez dénoncé l'égoïsme sauvage et ingrat de l'Europe, le mensonge ou plutôt la trahison des alliances, la fourberie ignoble des diplomaties, la lâcheté des princes. Par vous, nous savons que nous n'avons pas d'amis parmi les puissants du vaste domaine de l'erreur. Nous savons combien nous

sommes haïs et jalousés de l'hérétique, du juif, de l'incrédule ; et il ne nous reste sur la terre que les petits peuples, proscrits et tourmentés par l'apostasie des grands. Ceux-là que nous avons abandonnés nous ont gardé leur cœur, et les mains sanglantes et opprimées de la Pologne et de l'Irlande, soulevant la pierre du sépulcre, s'élèvent en notre faveur vers la croix insultée. Patience, sœurs fidèles, votre France a encore du sang !

Et vous, roi, vous nous avez séparés de la force mauvaise et de l'ensorcellement de la mauvaise prospérité. Vous nous avez ôté la lèpre du luxe et la lèpre de l'art corrupteur. Vous avez écrasé sous votre pied brutal le lupanar, la guinguette, le théâtre, la fille et l'artiste de joie. Vous avez écrasé dans la boue ces plumes, ces pinceaux et ces guitares obscènes, et ce rire des abjects bouffons ; et toute notre jeunesse a jeté la casaque des histrions pour prendre l'habit de guerre.

Le reste viendra, roi, et vous vous en irez, et c'est vous qui ne reviendrez pas.

Le moment, je l'ignore. Avant ce moment, votre triomphe peut déconcerter l'espérance humaine. Dieu sait ce qu'il voudra mettre de jours à former les hommes qu'il lui faut.

Mais vous avez trouvé la France d'un empereur d'histrions qui s'amusait à faire des personnages et des décors de théâtre, et vous laisserez une France qui devra et qui voudra ne faire que du blé, du fer et des hommes ; et personne ne violera plus cette France-là ; et elle ira partout, portant des pensées qui renouvelleront la face du monde.

XCII

19 décembre.

LES HUGO.

Nous ne voulons pas perdre un trait du *Rappel* qui montre l'ingénuité de cette jeunesse. Nous le tirons d'un numéro un peu passé, mais il reste drôle. C'est le numéro du 27 frimaire an 79. Ils ont pris ce genre, parce que, Papa étant devenu vieux républicain comme Blanqui, il faut bien, pour imiter Papa, imiter aussi Blanqui.

A la vérité, ce qui donne à Blanqui une certaine couleur de constance, donne à Papa une couleur certaine d'inconsistance. Pour faire tout à fait *crânement*, il faudrait mettre la date républicaine aux *Vierges de Verdun*, à la *Naissance du duc de Bordeaux*, à la *Colonne*, à l'acceptation de la pairie, etc. Mais ce sont des enfants, ils ne songent pas à tout; et quand ils songent à tout, ils s'embrouillent et bredouillent.

Donc, dans ce *Rappel* du 27 frimaire an 79, le jeune Charles, celui du « cabinet, » fait remarquer que nous préférons les *Chants du crépuscule* aux *Châtiments*, et la pièce de vers intitulée *Date Lilia* la pièce où nous sommes comparés à plusieurs assassins et à plusieurs agents de police, pour avoir sifflé Papa orateur.

Car il est vrai que nous avons sifflé Papa. Cela s'est fait le plus correctement du monde, lui présent, et nous lui disant son nom et le nôtre. Et lui, alors, fit cette pièce. Seulement il ne la mit pas alors dans les journaux. Il la mit dans son tiroir, et elle n'en sortit que sous cotte de mailles à l'étranger.

Papa est sujet à faire des pièces noctambules comme les faillis mal en règle, et qui ne se promènent que sur les chemins où n'entrent point les sergents. C'est un travers malheureux de ce beau génie. Un fils bien né en souffrirait.

Quelque jour nous parlerons des *Châtiments*. Rien ne presse. Nous attendrons un moment où tous nos collaborateurs ne seront pas d'avant-poste. Dès à présent, nous pouvons avouer que nous préférons les *Chants du crépuscule,* encore que peut-être plus chevillés.

Eh ! oui, écervelés, dans les œuvres de Papa nous mettons celles dont tout le monde admire la beauté morale au-dessus de celles que la police correctionnelle devrait biffer à première réquisition.

S'il nous venait fantaisie d'y faire mettre ce timbre, qui s'y opposerait? Nous avons la verge dans la main. Nous la jetons au poëte. Qu'il la prenne pour une palme s'il veut. Il n'aura de nous qu'une amnistie de plus, et nous serons assez vengés de sa pièce quand il nous plaira d'en écrire la préface.

Un procès correctionnel serait de bonne guerre contre le poëte-tribun honoré de quelque suffrage politique ; un bout de préface sera plus séant contre le rival malheureux du bonhomme Corbon.

Quant à notre admiration pour les *Chants du crépuscule*, elle demeure. Le livre est beau malgré les chevilles, et honnête malgré les accrocs.

Et vous, *Toto*, lisez l'histoire de Cham, qui devint nègre pour ne pas avoir couvert la nudité de son père.

FIN DU TOME PREMIER.

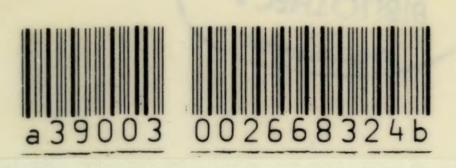
TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME PREMIER

Pages.

FIN DE LA TABLE

Paris. — E. DE SOYE et FILS, imprimeurs, place du Panthéon, 5.


a39003 002668324b

